

BONNES PRATIQUES

**en matière de coopération
Sud-Sud et triangulaire dans
les PMA**

du Programme d'action d'Istanbul
à la réalisation d'un développement
durable et résilient



**Copyright © UNOSSC/PNUD, UNCDF et UNOHRLLS 2022
Tous droits réservés.**

Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud (ONUSSC)

304 East 45th Street, FF 11th Floor
New York, NY, 10017, USA

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

Two UN Plaza, 26th Floor
New York, NY 10017, USA

**Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour
les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral
et les petits États insulaires en développement (ONU-OHRLLS)**

Siège des Nations Unies
New York, NY 10017

Février 2022

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies, notamment le PNUD, ou des États membres des Nations Unies, notamment le PNUD, le FENU ou les États membres de l'ONU.

Les désignations utilisées et la présentation des documents sur les cartes n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ni du PNUD, ni du FENU concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières.

Conçu par Paolo Ciampagna

Photo de couverture: © UNDP

Avant-propos

Les pays en développement sont confrontés à des défis qui s'aggravent à cause de phénomènes mondiaux tels que le changement climatique, la pauvreté et la récession économique. Ces défis ne peuvent être résolus que par des réponses collectives urgentes et bien coordonnées. Selon la Banque mondiale, l'absence d'action urgente pourrait plonger 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté d'ici 2030.

La crise de la COVID-19 que nous traversons continue de mettre nos valeurs à rude épreuve, rendant la promesse de « *ne laisser personne derrière* » difficile à tenir, et prouve à maintes reprises que seules la solidarité et la collaboration, au-delà des frontières, permettent d'avancer face aux défis mondiaux. La coopération Sud-Sud et triangulaire a démontré qu'elle était essentielle pour accélérer la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Aujourd'hui, les solutions créées dans le Sud donnent des résultats et permettent de répondre à certains des défis de développement les plus urgents, comme la pauvreté, le changement climatique, l'insécurité alimentaire, la pénurie d'eau, et bien d'autres. À ce titre, le Fonds du Qatar pour le développement est fier de figurer parmi les principaux investisseurs du réseau des laboratoires d'accélération du PNUD. Ce réseau est l'un des plus grands du genre. Il est actif dans plus de 90 pays pour soutenir le développement à grande échelle de solutions nationales et locales innovantes permettant de résoudre les défis de développement communs. Il vise également à promouvoir l'apprentissage et la coopération entre les pays membres du réseau. Nous avons observé des innovations révolutionnaires au niveau local grâce aux laboratoires de ce réseau, qui ont démontré l'importance de mettre les innovations locales intéressantes au cœur de notre réponse collective.

Cette publication sur les « *Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire dans les PMA : du Programme d'action d'Istanbul à la réalisation d'un développement durable et résilient* » met en avant l'efficacité des pratiques de collaboration Sud-Sud et triangulaire qui ont donné naissance à des solutions de développement innovantes. Elle souligne l'importance de mobiliser tous les types de partenariats et de ressources pour aider les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) à surmonter les défis communs pour un avenir plus vert, plus inclusif et plus durable.

La cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, que le Qatar accueillera en janvier 2022, sera l'occasion d'évoquer un programme holistique favorisant une reprise durable, inclusive et résiliente, tout en s'attaquant aux causes profondes de la vulnérabilité. Un programme qui place véritablement les PMA au premier plan de l'agenda du développement mondial.



Son Excellence Khalifa Al-Kuwari

Directeur général

du Fonds du Qatar pour le développement

Avant-propos

Les 46 pays les moins avancés (PMA) du monde ont atteint un tournant historique de leur développement. L'année 2021 a été marquée par la conclusion du Pacte mondial en faveur de leur développement : le Programme d'action d'Istanbul (PAI) en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, et le 50^e anniversaire de la création de la catégorie des PMA.

Au cours de la période de mise en œuvre du PAI, les progrès ont été inégaux entre les PMA. La plupart d'entre eux ont connu des transformations structurelles limitées et l'accès à des niveaux adaptés de financement du développement, de la part des institutions traditionnelles et régionales de financement, reste un défi. Pour mettre fin à l'extrême pauvreté dans les PMA, les besoins annuels moyens en investissement sont estimés à 485 milliards de dollars.¹ Les PMA n'ont pourtant reçu que 6 % des fonds privés mobilisés par les interventions de financement du développement entre 2012 et 2018, et ce malgré une augmentation de leur volume.² Les effets inexorables et croissants du changement climatique se poursuivent sans relâche. Les PMA sont confrontés à une augmentation de leur vulnérabilité aux chocs environnementaux, qui met en péril la vie et les moyens de subsistance de 14 % de la population mondiale.

C'est dans ce contexte que la pandémie de COVID-19 est survenue, frappant plus durement les PMA que les autres pays, et infligeant des effets dévastateurs du point de vue sanitaire, économique et social.

Cela a un impact profond sur la stabilité macroéconomique des PMA, et remet en question le travail réalisé depuis plusieurs années et les avancées en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités. Des progrès ont été accomplis avec l'amélioration de l'accès aux technologies de l'information et des communications (TIC), à l'énergie durable, à la santé, à l'éducation, à l'égalité hommes-femmes, et à la gouvernance. L'accès à Internet dans les PMA est passé d'environ 5 % en 2011 à 19 % en 2019, tandis que l'accès à l'électricité dans les PMA a sensiblement augmenté, passant de 35 % en 2011 à 52 % en 2018. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a également continué d'augmenter. 16 PMA en sont maintenant à différentes étapes du processus de reclassement.³ Ce processus risque fortement d'être retardé.

La cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA5) a donc lieu dans des circonstances sans précédent. L'ambitieux Programme d'action de Doha pour les PMA nécessitera une nouvelle génération de partenariats mondiaux pour soutenir les PMA, et la définition de domaines prioritaires pour un développement durable et résilient des PMA dans la Décennie d'action. À ce point d'inflexion, il est important de réfléchir sur les réalisations du PAI et d'appliquer les bonnes pratiques et les leçons apprises dans la prochaine décennie à venir, afin de continuer à faire progresser le développement.

Cette publication sur les « *Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire dans les PMA : du Programme d'action d'Istanbul à la réalisation d'un développement durable et résilient* » présente 80 exemples importants d'actions efficaces. Répondant à l'appel lancé dans le document final de Buenos Aires lors de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud pour le système des Nations Unies pour le développement, lequel visait à partager les bonnes pratiques et les expériences du Sud, en particulier avec les PMA,⁴ le présent rapport a été élaboré conjointement par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (ONUSSC), le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les PMA, les PDSL et les PEID (ONU-OHRLLS), en partenariat avec le Fonds du Qatar pour le développement (QFFD).

Trois transitions se distinguent dans les bonnes pratiques présentées dans cette publication, lesquelles reflètent également certains des principaux défis et opportunités auxquels les PMA sont confrontés. Il s'agit de : (i) la transition verte par la planification et l'investissement durables, les systèmes alimentaires et à la gestion de l'utilisation des sols, la gestion circulaire de l'eau et les solutions énergétiques propres et intelligentes ; (ii) la transition urbaine, pour transformer les villes en des lieux inclusifs, durables et résilients où chacun bénéficie de la croissance, de l'accès aux transports, au logement, à l'eau et à l'assainissement, et aux espaces verts ; et (iii) la transition productive, pour accroître les capacités grâce au développement économique local, à l'adoption d'innovations numériques et à la création de liens à valeur ajoutée menant à une transformation structurelle.

1 CNUCED, Rapport 2021 sur les pays les moins avancés, 2021, Nations Unies, disponible à l'adresse https://unctad.org/system/files/official-document/ldc2021_en.pdf

2 UNCDF, OCDE (2020). Rapport 2020 sur le financement mixte dans les PMA, disponible à l'adresse <https://www.uncdf.org/article/6379/blended-finance-in-the-ldcs-2020>

3 Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, Rapport du Secrétaire général (A/76/71-E/2021/13), disponible à l'adresse <https://undocs.org/fr/A/76/71>

4 Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (A/RES/73/291), disponible sur le site <https://undocs.org/fr/A/RES/73/291>

Les bonnes pratiques présentées ici illustrent les principes fondamentaux de la coopération Sud-Sud et triangulaire efficace. Elles répondent aux défis du développement transnational, mettent en avant des solutions menées à titre expérimental, puis à grande échelle, et qui ont abouti à des résultats concrets en matière de développement dans les PMA. Les exemples portent également sur la réalisation des domaines prioritaires du PAI et des objectifs de développement durable (ODD).

Dans le contexte du relèvement suite à la pandémie de COVID-19, la coopération Sud-Sud et triangulaire contribue au développement durable et à une reprise résiliente. Le nouveau Programme d'action pour les PMA faisant partie de la dernière Décennie d'action pour la mise en œuvre des ODD, la coopération Sud-Sud jouera un rôle important dans l'accélération de la mise en œuvre intégrale de l'Agenda 2030 et la réalisation des objectifs et cibles de développement des PMA.

Nous nous engageons à mettre à profit les initiatives et les plateformes de coopération Sud-Sud et triangulaire afin de soutenir les efforts de développement au niveau national et régional. Nous nous efforcerons également de renforcer les capacités institutionnelles et techniques, d'améliorer l'échange d'expériences et de savoir-faire et de promouvoir l'apprentissage par les pairs et interrégional. Nous en appelons à un soutien financier et technique constant de la part de la communauté internationale, afin que les PMA puissent intensifier et faire progresser les solutions Sud-Sud, à mesure qu'elles avancent dans leur transition vers un avenir plus vert, plus productif, plus inclusif et plus résilient.

Nous espérons que les connaissances issues de cette publication permettront à la communauté internationale, et aux Nations Unies en particulier, d'exploiter et d'accroître l'impact de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable des PMA.



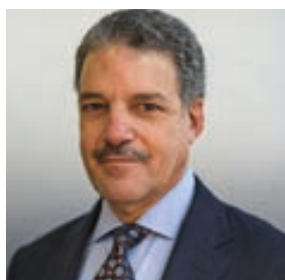
Courtenay Rattray

Secrétaire générale adjoint et Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.⁵



Preeti Sinha

Secrétaire exécutive Fonds d'équipement des Nations Unies



Adel Abdellatif

Directeur intérimaire Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud

5 À compter du 17 janvier 2022, M. E. Courtenay Rattray a pris ses fonctions de Chef de Cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Remerciements

Cette publication conjointe a été rendue possible grâce aux efforts et à la collaboration du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC), du Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (ONU-OHRLLS), le Fonds du Qatar pour le développement (QFFD) et des partenaires des États membres, des agences onusiennes et d'autres partenaires de développement. Elle contient 80 bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire regroupées en fonction des 17 ODD, et portant principalement sur les pays les moins avancés (PMA).

Les principaux membres de l'équipe qui ont préparé le rapport sont Shams Banihani et Raphael Avelar d'ONUOSSC, Mohammad Abbadi, Laura Sennett, Edoardo Tancioni, et Nan Zhang de l'UNCDF, et Yuxin Ai d'ONU-OHRLLS. L'organisation de ce document a été supervisée par Xiaojun Grace Wang, Directrice adjointe de l'ONUOSSC.

Le rapport a largement bénéficié du travail et du dévouement de partenaires essentiels. En reconnaissance du travail fourni par les États membres partenaires, l'équipe remercie tout particulièrement : Le Dr Masudul Haque, du ministère des finances du Bangladesh, Gloria Yáñez Figueroa, de l'Agence chilienne de coopération internationale pour le développement (AGCID), Poppy Liu, du Centre international chinois pour les échanges économiques et techniques (CICETE), Cintantya Rasha, du ministère des Affaires étrangères de l'Indonésie, Emil Ben Naftaly, de la Mission permanente d'Israël auprès de l'ONU, Sayaka Imaoka, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Motebang Mokitimi, du Gouvernement du Lesotho, l'honorable Tanneh G. Brunson, du ministère des Finances et de la Planification du développement du Libéria, Yang Aishah Adnan, de la Mission permanente de la Malaisie auprès de l'ONU, Meryem Hamdouni, de la Mission permanente du Royaume du Maroc auprès de l'ONU, Abdulrahman Abdulaziz Fahad Al-Thani, de la Mission permanente du Qatar auprès de l'ONU, Isra Magdi Taha, du Fonds du Qatar pour le développement, Ahod Gbemu K.Mawufelolo, du ministère togolais de la Planification et de la Coopération pour le développement, Güneş Aykut Ergüler Uzman, de l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA), et Beste Çelik, de la Mission permanente auprès de l'ONU en Turquie.

L'équipe tient également à remercier les partenaires suivants des agences des Nations Unies : Chelsea Nopharat Rojanasupsakul, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Rouba Arja, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), Duncan Chando, du Fonds international de développement agricole (FIDA), Carlos Andres Emanuele, de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS), Saand Youssouf Ahmed Abdallah, George Chirima, Basile Marius Gandonou, Jiangting Hao et Nong Li, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Bobby Olarte, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Martha Santos, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Sebastian Schrottenbach, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Katherine Gaylord et Chun-Kit Steven Li, du Programme alimentaire mondial (PAM). En reconnaissance des partenaires non-étatiques, l'équipe remercie Sarah Wang, de l'Université de Pékin, en Chine.

Enfin, un remerciement spécial est adressé à l'équipe de communication pour son soutien, notamment Nasser AlQatami, Victoria Guridi, David Mikhail et Fernando Zarauz-Astorki, l'UNCDF et le travail de diffusion des connaissances mené par Ramya Ramanathan. Merci également à Paolo Ciampagna pour la conception et la mise en page de cette publication.

Table des matières

Avant-propos du Fonds du Qatar pour le développement _____	3	Renforcer les capacités agricoles dans l'Union des Comores _____	52
Avant-propos du UNCDF, UNOHRLLS et UNOSSC _____	4	Échanges de connaissances entre le Lesotho et l'Éthiopie au service de la résilience et de la protection sociale réactive aux chocs _____	54
Remerciements _____	6	Plateforme d'intelligence nationale sur la COVID-19 _____	56
Liste des pays les moins avancés _____	9	Renforcement des capacités productives dans l'industrie des pesticides _____	58
Les Objectifs de Développement Durable (ODD) _____	10	Partenariat pour renforcer la résilience face aux urgences de santé publique par la recherche avancée et l'éducation (PREPARE) _____	60
Les domaines prioritaires du Programme d'Action d'Istanbul (PAI) _____	10	Formation sur les partenariats stratégiques avec les responsables religieux musulmans _____	62
Soutien au développement des capacités et des micro-entreprises de jeunes issus de zones rurales vulnérables du département du Sud d'Haïti _____	12	Utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour promouvoir et améliorer l'accessibilité et la qualité des soins de santé pour les personnes âgées _____	64
Système agroforestier à champignons _____	14	Amélioration de la santé maternelle et infantile à la frontière nord entre la République dominicaine et Haïti _____	66
Soutien à la sécurité alimentaire de la Gambie _____	16	Relever le défi de l'explosion démographique des jeunes en Zambie _____	68
Le crabe : planche de salut des exploitants côtiers au Bangladesh _____	18	Améliorer la formation des sages-femmes au Soudan _____	70
AGREM + : transformer le secteur minier en levier du développement local dans les pays les moins avancés _____	20	Partage des connaissances en matière de prévention et de contrôle de la pandémie de COVID-19 _____	72
Initiatives transfrontalières locales _____	22	La coopération Sud-Sud au bénéfice de la santé maternelle, néonatale et infantile _____	74
Initiative de financement locale _____	24	Programme d'investissement dans les compétences en faveur de l'emploi (SEIP) _____	76
Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP) _____	26	Programme de bourses d'études Nelson Mandela pour les professionnels originaires de pays africains _____	78
Façonner les transformations pour une finance inclusive (SHIFT) _____	28	Renforcer les compétences en matière de doublage pour la télévision en Afrique _____	80
Fonds d'appui à la revitalisation et à la transformation agricoles (START) _____	30	Atelier de la Fabrique pédagogique _____	82
Soutenir les gouvernements locaux pour renforcer leur réponse à la pandémie de COVID-19 et protéger les moyens de subsistance en milieu rural _____	32	Développement des capacités dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques (EFPT) au Cambodge, au Laos, en Birmanie et au Viet Nam (CLMV) _____	84
Le marché transfrontalier : vecteur de transformation de l'économie locale et d'autonomisation des femmes en Tanzanie _____	34	Formation des enseignants de sciences et de mathématiques du primaire dans les pays d'Afrique _____	86
Programme conjoint Sahel en réponse aux défis liés à la COVID-19, ux conflits et aux changements climatiques (SD3C) des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome _____	36	Programme de renforcement des capacités des professeurs en Afghanistan _____	88
Démonstrations techniques d'un système de culture riz-poisson standardisé en Birmanie _____	38	Renforcement des capacités de la faculté de journalisme de l'université de Parwān _____	90
Centre d'excellence horticole Rwanda-Israël _____	40	Institut pour la coopération Sud-Sud et le développement _____	92
Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (MIFA) _____	42	Catalyser l'entrepreneuriat féminin _____	94
Améliorer la culture du coton au Bénin _____	44	Renforcer le pouvoir d'action des femmes entrepreneures en Asie du Sud grâce aux technologies numériques _____	96
Miser sur une mécanisation agricole durable pour une gestion des résidus de paille intégrée et intelligente face aux changements climatiques _____	46	Plan d'action en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes au niveau national dans la région arabe _____	98
Les chaînes de valeur inclusives pour l'élevage synonymes de prospérité pour les zones rurales - Expériences du Brésil, du Cambodge, de la Chine et de l'Eswatini _____	48		
Programme de développement du secteur agroalimentaire au Bénin _____	50		

Investissement financier mixte pour l'autonomisation économique durable des femmes _____	100	Fonds d'urgence pour le patrimoine _____	153
Récupération économique des PME dirigées par des femmes grâce à des systèmes de garantie de crédit _____	102	Programme Municipal Investment Finance (MIF) _____	155
Libérer le potentiel des femmes cambodgiennes par la création d'un espace fiscal _____	104	Le réseau régional des entrepreneurs verts du Pacifique (PGEN) _____	157
Fonds pour l'autonomisation économique des femmes (We!Fund) _____	106	Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL) _____	159
Renforcer la réponse de la police à la violence fondée sur le genre _____	108	Gestion intégrée du paysage pour l'amélioration des moyens de subsistance _____	161
Proposition de solution complète pour la gestion des déchets urbains au Sénégal _____	110	Accélérer la mise en œuvre des traités de l'Union africaine à São Tomé-et-Príncipe _____	163
Projet d'approvisionnement en eau des hauts plateaux du Lesotho _____	112	Partenariat Turquie-PNUD pour le développement (phase II) _____	165
Initiative de financement « Blue Peace » _____	114	Financement régional pour accélérer la réponse et le relèvement liés à la COVID-19 _____	167
Projet d'interconnexion Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone et Guinée (CLSG) _____	116	Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales _____	169
Initiative « Du désert à l'électricité » _____	118		
(Desert to Power – DtP) _____	118		
Projet d'énergie renouvelable de la Banque islamique de développement et de l'Agence marocaine pour l'énergie durable _____	120		
Transition vers des utilisations durables de l'énergie dans l'agro-industrie en Chine, en Éthiopie et au Sri Lanka _____	122		
Coopération Sud-Sud Chine, Ghana, Zambie en matière de transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables _____	124		
Réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables (GN-SEC) _____	126		
Plateforme Veille nationale pour la qualification, l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat (National Intelligence for Skills, Education, Employment and Entrepreneurship – NISE ³) _____	128		
Initiative Kaizen en Afrique _____	130		
Réseau des laboratoires d'accélération _____	132		
Rendre l'accès aux services financiers possible (Making Access to Financial Services Possible - MAP) _____	134		
OxyJet _____	137		
Logement préfabriqué abordable pour tous _____	139		
Technologies de construction industrielle en Éthiopie _____	141		
Programme de renforcement des capacités pour le développement des petites et moyennes entreprises _____	143		
Aborder les dimensions transfrontalières de l'Agenda 2030 par la coopération et l'intégration économiques régionales en Asie et dans le Pacifique _____	145		
Reconstruction Mozambique-Chine après la catastrophe due au cyclone Idai _____	147		
Accélérateur politique de l'UNCDF _____	149		
Contribution à un modèle de formation des pompiers en Haïti _____	151		

Liste des pays les moins avancés (à partir de septembre 2021)

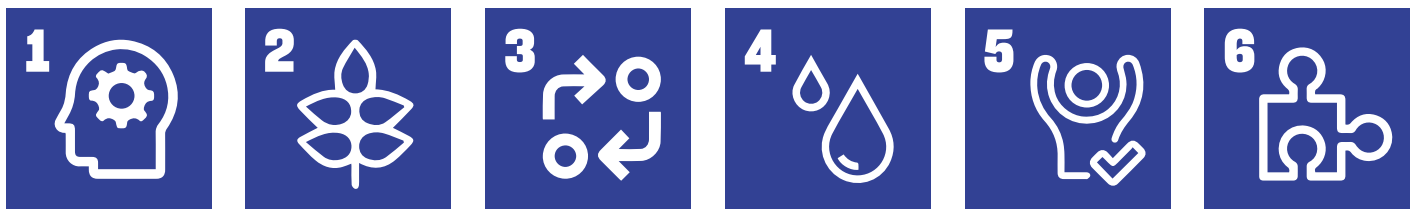
Pays	Date d'admission	Pays	Date d'admission
Afghanistan	1971	Mauritanie	1986
Angola ¹	1994	Mozambique	1988
Bangladesh ⁵	1975	Myanmar	1987
Bénin	1971	Népal ⁵	1971
Bhoutan ²	1971	Niger	1971
Burkina Faso	1971	Ouganda	1971
Burundi	1971	République centrafricaine	1975
Cambodge	1991	République démocratique du Congo	1991
Comores	1977	République démocratique populaire lao ⁵	1971
Djibouti	1982	République-Unie de Tanzanie	1971
Érythrée	1994	Rwanda	1971
Éthiopie	1971	Sao Tomé-et-Principe ³	1982
Gambie (République de)	1975	Sénégal	2000
Guinée	1971	Sierra Leone	1982
Guinée-Bissau	1981	Somalie	1971
Haïti	1971	Soudan	1971
Îles Salomon ⁴	1991	Soudan du Sud	2012
Kiribati	1986	Tchad	1971
Lesotho	1971	Timor-Leste	2003
Libéria	1990	Togo	1982
Madagascar	1991	Tuvalu	1986
Malawi	1971	Yémen	1971
Mali	1971	Zambie	1991

- La résolution A/RES/70/253 de l'Assemblée générale adoptée le 12 février 2016 a décidé que l'Angola sortira du statut de PMA cinq ans après la résolution, et la résolution A/RES/75/259 de l'Assemblée générale adoptée le 11 février 2021 a décidé d'accorder à l'Angola une prolongation de trois ans de la période préparatoire et sortira du statut de PMA le 12 février 2024.
- La résolution A/RES/73/133 de l'Assemblée générale adoptée le 13 décembre 2018, a décidé que le Bhoutan sortira du statut de PMA cinq ans après l'adoption de la résolution, le 13 décembre 2023.
- La résolution A/RES/73/133 de l'Assemblée générale adoptée le 13 décembre 2018, a décidé que São Tomé et Príncipe sortira du statut de PMA six ans après l'adoption de la résolution, le 13 décembre 2024.
- La résolution A/RES/73/133 de l'Assemblée générale, adoptée le 13 décembre 2018, a décidé que les Îles Salomon sortiront du statut de PMA six ans après l'adoption de la résolution, le 13 décembre 2024.
- La résolution A/RES/76/8 de l'Assemblée générale adoptée le 24 novembre 2021, a décidé que le Bangladesh, la République démocratique populaire lao et le Népal sortiront du statut de PMA cinq ans après l'adoption de la résolution, le 24 novembre 2026.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD)



Les domaines prioritaires du Programme d'Action d'Istanbul (PAI)¹



CAPACITÉ PRODUCTIVE

AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

COMMERCE

PRODUITS DE BASE

DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

CRISES MULTIPLES ET AUTRES DÉFIS NOUVEAUX



MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



BONNE GOUVERNANCE À TOUS LES NIVEAUX

¹ Il ne s'agit pas d'icônes officielles des huit domaines prioritaires de l'IPoA. Elles ont été créées pour cette publication à des fins d'illustration uniquement.

Soutien au développement des capacités et des micro-entreprises de jeunes issus de zones rurales vulnérables du département du Sud d'Haïti



Promotion du micro-entrepreneuriat des jeunes dédié aux produits agricoles écologiques dans le sud d'Haïti

DÉFI

En Haïti, bien que la population agricole n'ait cessé de diminuer en raison de l'exode rural et de l'urbanisation,¹ le secteur agricole reste un grand pourvoyeur d'emplois, représentant 20 % du produit intérieur brut (PIB),² alors que la faible productivité et l'insécurité d'occupation des terres demeurent des problèmes majeurs pour les petits exploitants.

Les jeunes ruraux peinent souvent à trouver l'aide nécessaire pour accéder au marché du travail et/ou créer leur propre entreprise, une situation qui conduit à l'appauvrissement et à l'exode rural. L'éducation, le développement des capacités et la formation sont des facteurs fondamentaux pour lutter contre la pauvreté rurale et créer des débouchés pour les jeunes ruraux au sein de leurs communautés.

En Haïti, les jeunes ruraux représentent à la fois un défi et une opportunité pour réduire la pauvreté dans les communautés rurales. La création d'emplois décents pour les jeunes doit être encouragée et soutenue. Seule l'instauration d'environnements propices à l'autonomisation des jeunes afin qu'ils développent tout leur potentiel permet de réaliser l'objectif de développement durable 1 (Éradication de la pauvreté) et d'encourager le développement économique en milieu rural.

VERS UNE SOLUTION

En 2018, le Fonds chilien contre la faim et la pauvreté a lancé un projet de financement Sud-Sud innovant qui contribue au développement des jeunes dans le sud d'Haïti et renforce leurs connaissances en mettant en œuvre des projets de production agricole en lien avec le développement durable.

1 <https://population.un.org/wup/Country-Profiles/>

2 Ibid

<https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?end=2020&locations=HT&start=1988>

PROPOSÉ PAR

Agence chilienne de coopération internationale pour le développement (AGCID)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chili, Haïti

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2, 5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.b, 8.5

SOUTENU PAR

AGCID ; Fonds chilien de solidarité et d'investissement social (FOSIS)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Fonds chilien de solidarité et d'investissement social (FOSIS) ; Fondation Haïtienne pour le Développement des Ressources (HRDF).

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2018 – 2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3eqXz67>

Ce projet avec Haïti repose sur une initiative de coopération triangulaire antérieure entre Haïti, le Chili et l'Allemagne, nommée projet IANA (« Imagine avni-nou ansanm - Imaginons un avenir ensemble »), qui a été menée entre 2014 et 2017. Celle-ci a permis de créer des capacités entrepreneuriales chez les jeunes haïtiens d'Aquin dans des domaines tels que la durabilité environnementale et la transformation des produits agricoles. Les leçons tirées de la coopération triangulaire antérieure ont par conséquent largement éclairé la conception de ce projet.

Le projet développe les capacités de 23 jeunes issus de zones rurales marginales du sud d'Haïti (commune d'Aquin) dans le but de promouvoir cinq expériences de micro-entrepreneuriat dans les domaines de l'agriculture durable et de la transformation des produits agricoles locaux. Il favorise principalement une formation technique soucieuse de l'environnement liée à l'ODD 1, et, de manière secondaire, à l'ODD 8, générant des sources de travail indépendant pour les jeunes marginalisés et leurs familles. Le projet contribue aux domaines prioritaires 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) et 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI). Il fournit une réponse à la migration accélérée et croissante des jeunes haïtiens sans emploi, en offrant des possibilités de travail indépendant et en les aidant à transformer l'agriculture productive.

Le projet a développé les capacités de quatre formateurs du Centre de formation de la Fondation Haïtienne pour le Développement des Ressources (HRDF), un partenaire local en Haïti, pour former les jeunes au développement de compétences et encourager les partenariats en matière d'innovation et de préservation de l'environnement. Il comprend également l'échange d'expérience du Fonds chilien de solidarité et d'investissement social (FOSIS) dans les domaines du travail indépendant et du renforcement des capacités locales.

En 2019, les formateurs ont effectué des stages, qu'ils ont poursuivis par le biais de réunions virtuelles en raison de la pandémie de COVID-19.

Les formateurs ont été rejoints par deux anciens collaborateurs de l'Agence chilienne de coopération internationale pour le développement - AGCID (anciens coordonnateurs du projet IANA), dont l'un fait toujours partie de l'équipe, créant un lien coopératif avec les jeunes bénéficiaires et améliorant la compréhension et l'adaptation culturelle des capacités à transférer.

Dans le cadre de la coopération triangulaire antérieure, une évaluation diagnostique a été menée par le biais d'un processus participatif et intersectoriel mis en place au sein des équipes régionales, locales et centrales des ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Éducation (projet IANA). L'évaluation a fourni une classification détaillée du domaine dans lequel le projet est mis en œuvre. Le travail participatif est maintenu en partenariat avec les collaborateurs territoriaux du HRDF, l'équipe de formateurs et les jeunes participants.



Les jeunes techniciens environnementaux, certifiés à l'issue de formations techniques reconnues par Haïti (formation technique (CAP) du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle), ont suivi une formation en sept modules dont le contenu est le fruit de la coopération entre les équipes d'Haïti et du Chili. Les supports disponibles sont distribués par une ONG partenaire locale et les capacités des jeunes participants et des formateurs ainsi que des équipes impliquées au plan national sont développées.

Le fait qu'une expérience de coopération triangulaire pilote destinée à former les formateurs de jeunes exploitants en Haïti soit poursuivie de manière bilatérale, renforçant les réalisations et accompagnant la création d'emplois indépendants agricoles durables, est innovant.

L'équipe du projet a appris à identifier les connaissances et l'expérience des équipes locales et à les intégrer pour développer une méthodologie de formation entièrement adaptée à la réalité d'Haïti. Le respect et l'écoute ont facilité la tâche et amélioré les résultats de cette initiative. De plus, le fait de disposer d'un interlocuteur désigné à Aquin et d'une équipe de coordination locale chargée de mettre en œuvre le projet a été essentiel pour le suivi et les revues périodiques qui, bien qu'effectués à distance, ont eu un impact sur les résultats escomptés. Outre ces éléments, il convient de mettre en avant le dévouement, la qualité technique et le professionnalisme des personnes qui ont développé le projet comme un facteur déterminant pour la mise en œuvre d'une expérience aussi difficile pour la coopération chilienne, qui requiert une implication officielle supplémentaire, un engagement public continu et la flexibilité de l'équipe humaine pour vaincre les barrières géographiques et culturelles, générant des avantages et des liens horizontaux, essentiels pour l'avenir du partenariat.

CONTACT INFORMATION

Mme Carla Romo Labisch
Secrétaire exécutive du Fonds chilien contre la faim et la pauvreté
AGCID
cromo@agci.gob.cl

Système agroforestier à champignons



Une pratique intelligente face aux changements climatiques pour améliorer les moyens de subsistance en milieu rural

DÉFI

Traditionnellement pratiquée en Inde, au Népal et en Chine, l'agroforesterie, ou l'utilisation d'arbres dans l'agriculture, fournit des aliments, des nutriments et des écosystèmes permettant de soutenir les moyens de subsistance et la production agricole. Le recours croissant aux monocultures commerciales modernes a détourné les ressources et l'attention de ce système autochtone. Les systèmes agroforestiers exigent un temps d'attente plus long par rapport aux cultures annuelles avant de pouvoir commencer la production. Par conséquent, les investissements en argent et en temps des exploitants les premières années de plantation posent des défis majeurs. L'ajout de récoltes saisonnières et annuelles disponibles dès la première année pourrait apporter un élan vital à la viabilité des systèmes agroforestiers pour la sécurité des moyens de subsistance des petits exploitants. L'intégration de la culture des champignons à l'agroforesterie est une solution possible pour y parvenir.

VERS UNE SOLUTION

Le Centre for Mountain Futures (CMF) a développé un système d'agroforesterie unique dans lequel les cultures de différentes plantes médicinales et de champignons sont mêlées à des arbres à usages multiples. Cette technique s'avère réellement intelligente face aux changements climatiques pour améliorer les moyens de subsistance en milieu rural.

Précédemment, des essais ont été menés sur le site d'une mine de phosphore restauré près de Kunming et dans le comté de Honghe, situé dans la province de Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine. Région montagneuse reculée où vivent de nombreuses communautés ethniques autochtones, le comté de Honghe présente un revenu par habitant bien plus faible que la moyenne nationale. Le gouvernement local de Honghe a fourni les terres au CMF afin qu'il teste des pratiques intelligentes face aux changements climatiques et, conformément à cette démarche, le CMF est en train de mettre en œuvre une plantation de grande envergure basée sur un système agroforestier à champignons. Pays en développement à forte population, l'Inde partage avec le comté de Honghe

PROPOSÉ PAR

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (CICETE)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Inde, Birmanie, Népal

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 1.4, 1.A, 2.1, 2.3, 2.4, 5.A, 5.B, 8.2, 8.3, 13.1, 15.2, 15.3, 15.4

SOUTENU PAR

Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Centre for Mountain Futures (CMF) ; Kunming Institute of Botany (KIB) ; Académie chinoise des sciences (CAS)

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

06/2018 – 11/2018

bon nombre de défis. Les petits exploitants et les travailleurs, en particulier les femmes et les enfants, ont besoin de perspectives économiques à petite échelle pour parvenir à se nourrir convenablement et à améliorer leurs conditions de vie. Le Népal et la Birmanie, pays montagneux sous-développés et très pauvres, font face à des problèmes de développement similaires. Ces facteurs communs au comté de Honghe, en Inde, au Népal et en Birmanie font de ces régions des sites idéaux pour développer des pratiques agroforestières intelligentes face aux changements climatiques et génératrices de revenus.

L'agriculture est un secteur vital pour ces quatre pays. Tous ont, dans une certaine mesure, subi une déforestation massive et manquent d'options de subsistance viables. Par conséquent, pour vaincre la pauvreté locale de manière systématique, il convient de trouver des solutions et des investissements applicables à un paysage extrêmement dégradé tout en garantissant des revenus. Ces investissements fonctionnent à travers différents programmes, notamment le développement de systèmes agroforestiers, le projet qui suscite le plus d'intérêt.

L'introduction de pratiques de culture des champignons similaires et de systèmes agroforestiers est possible en Inde, au Népal, en Birmanie et dans d'autres pays en développement, et contribuerait directement et indirectement à la réalisation des objectifs de développement durable 1, 2, 5, 8, 13 et 15. Dans le Programme d'action d'Istanbul (PAI), le projet œuvre au domaines prioritaires 1 (Renforcement des capacités productives, énergie, science, technologie et innovation, développement du secteur privé) et 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural).

La consommation de champignons en Chine est importante et ne cesse de croître chaque année. Les modèles de consommation des champignons dans le monde offrent aux exploitants et aux ONG des pays développés la possibilité de sortir les communautés de la pauvreté en misant sur la culture durable, écologique et économiquement viable d'espèces de champignons.

Les réseaux d'exploitants autochtones peuvent contribuer à une meilleure diffusion des techniques de culture et de gestion développées par les chercheurs du CMF au sein des regroupements de villages au Népal, en Inde et en Birmanie. Ce transfert de connaissances relatives à la culture, à la récolte, à la production de mycélium, au séchage et au stockage de champignons comestibles très prisés comme les morilles (*Morchella*) peut directement et indirectement générer des sources de revenu complémentaires pour les communautés d'exploitants dans les limites du projet et au-delà.

Avec le soutien du projet du Centre de développement Sud-Sud Chine (SSDC), des représentants de l'Inde, du Népal et de Birmanie, dont les besoins réels et les exigences en matière de développement ont préalablement été évalués par le personnel du CMF, ont été invités au CMF, au Kunming Institute of Botany, pour participer à un programme de formation intense de cinq jours sur la culture et la production de champignons dont la croissance est jugée viable dans leurs pays d'origine. La formation a abordé deux méthodes de culture : la fermentation en milieu solide (par exemple, la culture en sac) et la fermentation en milieu liquide, une attention particulière ayant été donnée à la culture du *Ganoderma lucidum* (Ganoderme luisant) et de la *Morchella* (Morille).



La formation sur les modes de culture et de production de ces deux espèces de champignons très demandés visait à créer les bases pour cultiver plus tard d'autres variétés de champignons avec des méthodes similaires. Les techniciens agricoles ont été familiarisés avec les technologies se rapportant aux différents types de champignons comestibles et médicinaux. Venus du Népal, d'Inde et de Birmanie, ils ont développé leurs capacités afin d'utiliser les technologies de culture de champignons à haute valeur ajoutée et ont été encouragés à définir leurs propres lignes directrices pour la culture de champignons économiques et à former les petits exploitants, en particulier les femmes, dans leurs communautés.

Une vidéo sur la culture des champignons filmée au cours de la formation est par ailleurs disponible en accès libre sur notre site web. Les participants peuvent y recourir lorsqu'ils s'apprentent à appliquer les connaissances acquises sur la culture des champignons une fois de retour dans leurs pays. En attendant, un guide sur la culture économique des champignons sera bientôt publié, ce qui permettra de renforcer les capacités de développement rural en facilitant la culture des champignons dans le monde.

Cependant, il est primordial de poursuivre le programme de formation sur les systèmes agroforestiers dans les pays en développement, car, d'une part, il dynamise le développement durable des zones rurales, fournit des sources de revenu stables et enrichit l'alimentation des ménages dans les communautés rurales et pauvres, surtout les femmes qui sont touchées de manière disproportionnée par le travail au sein du ménage, et, d'autre part, il montre que l'association d'arbres à usages multiples à la culture des champignons et à d'autres cultures économiquement viables produit des avantages sociaux et environnementaux. Le soutien continu apporté par le projet SSDC a contribué à la bonne mise en œuvre du projet. À l'avenir, nous renforcerons la coopération avec le projet SSDC, et la coopération pratique avec nos partenaires des pays en développement, en accordant une attention particulière aux pays les moins avancés qui ont besoin de davantage de perspectives.

CONTACT INFORMATION

Prof. Peter Mortimer
Centre for Mountain Futures, Kunming Institute of Botany, Académie
chinoise des sciences (CAS)
peter@mail.kib.ac.cn

Soutien à la sécurité alimentaire de la Gambie



Soutenir la gestion de la contamination par l'aflatoxine de l'arachide, le produit d'exportation le plus important pour la Gambie

DÉFI

L'aflatoxine appartient à une famille de toxines que l'on trouve dans certaines cultures comme celles du maïs, de l'arachide et de la graine de cotonnier. Très présente en Gambie, elle affecte le commerce international, l'agriculture et la santé publique. Les aflatoxines constituent la principale menace sur le commerce du maïs, de l'arachide et de la graine de cotonnier. L'arachide gambienne demeure relativement moins compétitive à cause de la présence de cette toxine. Les graines et les gâteaux pour oiseaux, soit les principaux produits exportés, sont interdits d'entrée dans l'Union européenne (UE) depuis 2015. Par exemple, les graines sont vendues deux fois moins chères que les produits comestibles sans aflatoxine disponibles dans l'UE¹ et les gâteaux 40 % moins chers que les mêmes produits dans l'UE. Les prix bas à l'exportation ont entraîné une baisse d'intérêt de la part des exploitants, ce qui a provoqué une réduction de la production et des pertes économiques.

VERS UNE SOLUTION

Pour résoudre ces problèmes, l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA) a formé un partenariat avec le gouvernement gambien pour mettre en œuvre le Programme d'atténuation des risques de contamination par l'aflatoxine (AMP). La TIKA a acheté des équipements et des consommables de laboratoire en vue d'effectuer des tests sur les niveaux d'aflatoxine présents dans l'arachide dans la région de production de cette légumineuse en Gambie. Après avoir vérifié qu'elle n'était pas contaminée par l'aflatoxine, l'arachide récoltée est censée être achetée aux exploitants avec une prime de 10 % sur le prix déclaré dans l'exploitation. L'arachide transformée est ensuite exportée vers l'UE à un prix à la tonne majoré de 30 % par rapport à 2016. Par conséquent, l'arachide non contaminée par l'aflatoxine accroît les revenus des exploitants et ouvre de nouveaux marchés pour la Gambie.

¹ Selon le document de la Société internationale islamique de financement du commerce sur le projet.

PROPOSÉ PAR

Agence turque de coopération et de développement (TIKA)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Gambie, Turquie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2, 3

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.2, 2.2, 2.3, 12.2, 12.3

SOUTENU PAR

TIKA

ENTITÉS D'EXÉCUTION

La National Food Security Processing and Marketing Corporation (NFSC) gambienne, TIKA

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

05/2018 – 11/2018

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3Hd5kco>

Pour mettre en œuvre le projet, la National Food Security Processing and Marketing Corporation (NFSC) a sélectionné environ 7 000 exploitants dans la région de production de l'arachide gambienne, y compris les divisions de North Bank, Central River et West Bank, où les niveaux de contamination par l'aflatoxine sont bien plus élevés que la moyenne nationale. Un total de 5 000 hectares a été utilisé pour la mise en œuvre et les tests. Lorsque l'agent de contrôle biologique Aflasafe est appliqué, il reste dans la récolte et continue de protéger l'arachide tout au long de la chaîne de valeur. La contamination par l'aflatoxine est ainsi réduite lors du stockage et du transport. En outre, les effets positifs des applications de souches atoxinogènes se transmettent d'une culture à l'autre dans les champs et génèrent des profits pendant plusieurs années. Les bas niveaux d'aflatoxine se traduisent par une hausse des revenus des exploitants et de la valeur commerciale de l'arachide. Avec l'acquisition de nouveaux marchés, le projet a été mis en œuvre à l'échelle nationale.

La NFSC gambienne est chargée d'effectuer des tests préliminaires sur le produit à l'aide de kits rapides de type Elisa pour déterminer les niveaux de contamination. La NFSC étant l'agent payeur pour l'arachide, les données disponibles servent d'outil de vérification du nombre d'exploitants qui ont vu leurs revenus augmenter. Le ministère de l'Agriculture a participé au suivi et à la collecte des données relatives à la production ; par conséquent, l'expérience de production de l'arachide avec Aflasafe devrait avoir un impact au niveau politique.

Ce projet visait à éliminer les obstacles à la durabilité de produits agricoles à haute valeur ajoutée. Dans ce contexte, le principal objectif demeure la réduction de la pauvreté locale, conformément à la cible 1.2 de l'ODD. En outre, en combattant les toxines qui contaminent les sols, le projet a favorisé une hausse de la productivité agricole (cible 2.3 de l'ODD) et la durabilité et l'utilisation efficace des ressources naturelles (cible 12.3 de l'ODD). Le projet a également contribué au domaine prioritaire 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) du Programme d'action d'Istanbul (PAI) en soutenant les efforts de croissance de la production agricole, mais aussi au domaine prioritaire 3 (Commerce) en apportant un soutien technique et financier aux projets nationaux et régionaux.

Cette expérience peut être étendue à d'autres produits contaminés par l'aflatoxine. Selon les statistiques de l'Observatoire de la complexité économique (OEC), l'arachide constituait, en 2019, le deuxième produit le plus exporté de Gambie². Les principales destinations d'exportation sont l'Inde (32 millions de dollars), le Viet Nam (72 100 dollars) et Singapour (39 200 dollars).³

Ce projet peut être reproduit dans n'importe quel pays si nécessaire, en sachant que chaque pays possède une texture des sols, des espèces et variétés agricoles, et un climat différents.

2 <https://oec.world/en/profile/country/gmb>

3 <https://oec.world/en/profile/bilateral-product/coconuts-brazil-nuts-and-cashews/reporter/gmb>

CONTACT INFORMATION

Service du développement stratégique
Unité administrative, TİKA
sgdb@tika.gov.tr

Le crabe : planche de salut des exploitants côtiers au Bangladesh



Renforcer la résilience des exploitants vulnérables face aux changements climatiques par l'enseignement et l'application de nouvelles connaissances en matière d'aquaculture

DÉFI

Au Bangladesh, les terres arables sont progressivement inondées à cause de l'élévation du niveau des océans et les cyclones de plus en plus fréquents contribuent à la contamination des eaux souterraines et des sols par le sel, ce qui nuit aux activités agricoles dans les districts côtiers. Les cultures comme celles du riz et des légumes engendrent moins de revenus et sont sensibles aux chocs météorologiques. La salinité croissante touche également les petits éleveurs de crevettes. Les communautés rurales des régions côtières doivent donc trouver d'autres moyens de subsistance.

De plus, la demande croissante en ressources et la pêche des jeunes crabes notamment mettent en danger les forêts de mangrove situées dans les zones côtières. Les stocks de crabes diminuent, obligeant les pêcheurs à s'enfoncer dans la forêt. Ces derniers risquent davantage d'abîmer leurs embarcations, mais aussi de se faire attaquer par des pirates et des animaux sauvages. Ces forêts, qui protègent les régions côtières des raz-de-marée et des grandes vagues, sont également endommagées, laissant les côtes exposées et vulnérables à l'érosion.

VERS UNE SOLUTION

Financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole (PACE) vise à promouvoir les microentreprises autour de trois composantes complémentaires : 1) Services financiers aux microentreprises, 2) Développement de la chaîne de valeur, et 3) Technologie et adaptation de produits. Pour augmenter les revenus des ménages, le PACE a misé sur l'échange de connaissances et le transfert de technologies avec des entités d'autres pays afin de pouvoir régler des problèmes spécifiques touchant des sous-secteurs économiques. Le projet s'aligne sur les ODD 1 et 2 et contribue aux domaines prioritaires 2 et 6 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).



PROPOSÉ PAR

Fonds international de développement agricole (FIDA), Bangladesh

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Cambodge, Viet Nam

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 2.1, 2.3, 2.4

SOUTENU PAR

FIDA

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

03/2016 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.ifad.org/en/web/operations/-/project/1100001648>

Pour s'atteler aux difficultés mises en avant, le projet PACE a lancé la toute première éclosérie de crabes au Bangladesh, dans le district côtier de Satkhira. Partenaire nationale de longue date et exécutrice du projet PACE, la Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF), une organisation de développement bangladaise reconnue, a collaboré avec le Centre for Education and Community Development (CECD), une organisation non gouvernementale vietnamienne, pour favoriser le transfert de technologies relatives à l'éclosérie. Des sorties en mer ont été organisées au Viet Nam pour apprendre les meilleures pratiques, les technologies de production et les méthodes de gestion en lien avec la microentreprise et le développement de la chaîne de valeur autour de l'éclosérie du crabe. Des experts vietnamiens ont également apporté leur soutien technique afin de promouvoir l'essor du sous-secteur de l'élevage du crabe en vue de son exportation.

Le projet PACE vise à accroître le nombre d'entreprises d'élevage du crabe dans les régions côtières du Bangladesh en augmentant la disponibilité de crabes jeunes et en améliorant les activités d'engraissement des crabes, dans le but d'augmenter les revenus, de fournir des perspectives d'emploi durables et de favoriser les activités d'entrepreneuriat autour du crabe. Les éleveurs côtiers ont bien assimilé les nouvelles technologies car ils ont bénéficié de services financiers et non financiers complets destinés aux microentreprises (formation et conseils techniques) et orientés vers le développement de la chaîne de valeur.

La projet a utilisé 120 élevages de démonstration afin d'encourager les exploitants du district à adopter les techniques modernes d'élevage du crabe, comme l'engraissement, le durcissement pour obtenir la taille commerciale, l'élevage des jeunes crabes en nursery, l'élevage dans des cages et l'élevage vertical, qui permettent d'améliorer la rentabilité. De plus, le projet a noué des liens avec des marchés nationaux et internationaux et établi un centre chargé de fournir aux bénéficiaires des informations techniques en fonction de leurs besoins. Le PACE est en train de mettre en œuvre neuf chaînes de valeur sur le crabe : deux visent à établir des écloséries et les sept autres se concentrent sur les activités d'élevage. Tous ces sous-projets de la chaîne de valeur ont intégré 35 000 membres du projet travaillant dans 19 sous-districts vulnérables aux changements climatiques situés dans six districts côtiers du sud du Bangladesh. Mise en place en 2016, l'éclosérie modèle a débuté une production de 5 000 jeunes crabes par an et atteint 250 000 unités en 2021.

Les femmes représentent 38 % des 35 000 bénéficiaires directs du sous-projet. Grâce à l'application de techniques innovantes, les exploitants ont réussi à accroître la production de crabe de près de 40 % par rapport aux pratiques précédentes et de mener une activité rentable. Les taux de stockage rapportés indiquent que la santé des crabes s'est améliorée grâce à une alimentation adéquate, ce qui explique notamment la hausse des revenus. Une autre innovation est l'introduction de caisses en plastique pour permettre la culture de crabes à carapace molle, dont le prix est plus élevé sur le marché.

Après l'éclosérie modèle, le projet PACE a soutenu la création de trois autres écloséries au plan entrepreneurial. La PKSF est en train de reproduire les bonnes pratiques au-delà du projet PACE en établissant des écloséries de petite envergure au niveau des ménages pour garantir l'approvisionnement continu des éleveurs de crabes. L'utilisation de matériel produit localement là



où le matériel recommandé n'est pas disponible constitue l'un des moyens déployés par le projet pour renouveler ces interventions. Le recours à des clôtures en bambou local pour contenir les crabes, plus économiques que les filets, est un exemple.

L'éclosérie de crabes est une innovation, la première de ce type au Bangladesh. Elle vise à modifier les pratiques conventionnelles de capture de jeunes crabes en milieu naturel. Elle améliore l'avantage concurrentiel du Bangladesh dans la production de crabes de mangrove de grande qualité, très prisés sur le marché régional asiatique. L'engraissement des crabes est par ailleurs une pratique plus durable et résiliente face aux variations des conditions climatiques que la culture de la crevette en raison de la physiologie des crabes qui les rend plus résistants.

CONTACT INFORMATION

Dr Akhond Md Rafiqul Islam
Directeur du projet, PACE, PKSF
arafiq66@gmail.com

AGREM + : transformer le secteur minier en levier du développement local dans les pays les moins avancés



Appui à l'amélioration de la gouvernance des redevances minières

DÉFI

Dans de nombreux pays les moins avancés (PMA) disposant de ressources minérales précieuses, l'industrie extractive représente un secteur important de l'économie, contribuant, par exemple, à un quart du budget national en Guinée, au Mali et en Sierra Leone. Cependant, bien que le secteur minier ait un impact direct sur les économies locales, ce qui se traduit la plupart du temps par un déclin de l'agriculture traditionnelle et des activités de subsistance, très peu d'efforts sont déployés pour mettre en place des solutions financières et de développement visant à dynamiser les économies locales et permettant aux populations locales de tirer profit de ces changements. Les pays perdent ainsi la possibilité d'engager des transformations structurelles, de créer plus d'emplois et de fournir des services sociaux.

Ces dernières années, les gouvernements des PMA ont tenté d'exploiter au mieux le potentiel de l'industrie minière afin d'offrir des possibilités supplémentaires pour les secteurs public et privé.

VERS UNE SOLUTION

Dans les pays d'Afrique occidentale, de nouveaux mécanismes ont été mis en place pour renforcer l'accès des secteurs public et privé aux financements et développer l'entrepreneuriat dans les zones minières, dans le prolongement des actions de la Chambre des Mines de Guinée (CMG) et du réseau de l'Association des Chambres des Mines de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En 2017, le gouvernement guinéen, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la CMG ont lancé le Projet d'Appui à l'amélioration de la gouvernance des redevances minières (AGREM) dans les communes des préfectures de Boké et de Boffa pour une période de cinq ans. Ce projet vise à promouvoir, à l'échelon du gouvernement local, des pratiques de gestion et d'utilisation des ressources justes, transparentes et responsables afin de favoriser un développement durable et inclusif. Pour cela, la solution était de



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afrique du Sud, Burkina Faso, Ghana, Guinée, Mali, Sénégal, Sierra Leone

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

6, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.a

SOUTENU PAR

Fédération des Chambres des Mines de la CEDEAO (EFEDCOM), Chambre des Mines de Guinée, Chambre des Mines du Burkina Faso

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), gouvernement guinéen

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2017 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

- <https://www.uncdf.org/guinee>
- <https://bit.ly/3puyJIT>
- <https://bit.ly/3HgL2yF>

généraliser les versements intergouvernementaux de redevances minières : un pourcentage des revenus annuels des compagnies minières (0,5 % pour la bauxite et le fer ; 1 % pour d'autres minerais) est prélevé par le gouvernement et transféré aux budgets des gouvernements locaux.

Entre 2001 et 2017, l'UNCDF a institué des Fonds de développement local (FDL) en collaboration avec la CMG et le gouvernement guinéen. Le gouvernement guinéen a décidé d'imiter l'initiative de l'UNCDF, en créant le Fonds de développement économique local (FODEL) en 2017. Inspiré par les subventions axées sur les résultats de l'UNCDF, ce mécanisme a permis d'accroître le nombre de projets d'infrastructure élaborés et gérés par les gouvernements locaux.

Le projet AGREM a aidé les gouvernements locaux à absorber l'augmentation des financements publics. Cette aide est notamment à l'origine de la construction du marché moderne de Boffa. Les gouvernements locaux sont donc maintenant en mesure de fournir les services de base et les infrastructures économiques nécessaires au développement, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable 9 et 11 et aux domaines prioritaires 5, 7 et 8 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Par ailleurs, les redevances provenant du secteur minier sont utilisées pour soutenir le secteur privé local, notamment les liens de l'entrepreneuriat et de la chaîne de valeur avec l'industrie minière. En 2019, l'UNCDF a créé un fonds de garantie financé par les redevances des compagnies minières et géré en partenariat avec la CMG. Le renforcement des capacités, favorisé par le fonds de garantie, permet de suivre la bonne gestion des financements par les structures. Les petites et moyennes entreprises bénéficient de subventions, d'un meilleur accès aux capitaux et à des taux d'intérêt subventionnés, fournissant des fonds supplémentaires aux entrepreneurs locaux. Les partenariats formés avec les banques locales et la CMG ont joué un rôle déterminant dans cette approche innovante.

Avec ces deux mécanismes différents et l'appui apporté au réseau régional des Chambres des Mines, le projet éclaire sur la manière de mieux impliquer le secteur privé en tant qu'acteur clé contribuant à l'économie locale. Le travail de l'UNCDF en Guinée a incité les pays de la CEDEAO à utiliser le secteur minier pour favoriser le développement local. L'UNCDF et le gouvernement guinéen ont partagé les meilleures pratiques par le biais de l'Association des Chambres des Mines de la CEDEAO. Les mécanismes financiers créés ont été décrits afin d'être reproduits. En 2019, le Burkina Faso a ainsi décidé de créer un Fonds minier de développement local selon les mêmes principes que celui établi par l'UNCDF en Guinée.

L'UNCDF a demandé la réalisation d'une étude de comparaison régionale afin de formuler des recommandations, lesquelles ont été partagées avec les Chambres des Mines d'Afrique occidentale pour en débattre et les mettre en œuvre. Celles-ci se rapportent aux cadres juridiques en place ainsi qu'à l'analyse des mécanismes financiers développés dans le secteur minier de sept pays d'Afrique occidentale : l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Sénégal et la Sierra Leone. L'objectif est de créer un cadre entre les pays d'Afrique australe permettant de développer des mécanismes similaires. Les Chambres des Mines se sont avérées être des partenaires de choix pour mobiliser les acteurs autour du développement local. L'échange



d'expériences entre les Chambres des Mines a permis de renforcer les compétences et de lancer de nouveaux projets.

Depuis le travail de l'UNCDF en Guinée et grâce au partage des meilleures pratiques dans le cadre d'échanges Sud-Sud au sein de l'Association des Chambres des Mines de la CEDEAO, des pays tels que le Burkina Faso et le Ghana ont décidé en 2019 de créer des mécanismes fondés sur le modèle développé en Guinée. S'appuyant sur le projet pilote AGREM, le projet AGREM+ a été conçu pour aider tous les pays membres de la CEDEAO à développer des mécanismes permettant de financer le développement local par le biais de redevances minières. Les mécanismes peuvent désormais être reproduits et adaptés aux besoins de chaque pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud sous la houlette de l'UNCDF. Ce projet et la promotion par la CEDEAO de normes régionales de développement local sous-tendent les changements dans la mobilisation du secteur minier pour contribuer à la réalisation des ODD dans les PMA.

CONTACT INFORMATION

M. Carlos Barry
Administrateur du programme, UNCDF
carlos.barry@uncdf.org

Mme Christel Alvergne
Responsable d'équipe pour l'Afrique et conseillère régionale pour le financement du développement local, UNCDF
christel.alvergne@uncdf.org

Initiatives transfrontalières locales



Des initiatives transfrontalières locales pour consolider le développement économique et la paix

DÉFI

Les populations frontalières partagent de nombreux liens sociaux et familiaux, ce qui signifie que les zones transfrontalières peuvent être des endroits d'échanges sociaux, culturels et économiques. Cependant, les zones transfrontalières dans les pays les moins avancés (PMA) sont souvent des régions où la bonne gouvernance, les infrastructures et les services de base font le plus défaut et les plus enclines aux conflits. Le développement de ces régions peut renforcer les capacités communes des pays pour répondre aux pressions migratoires croissantes et empêcher le recrutement des jeunes par des groupes extrémistes. Le développement durable et inclusif est possible en améliorant la gestion des ressources naturelles partagées, en combattant les disparités régionales, en créant des emplois durables et en optimisant la prestation de services.

VERS UNE SOLUTION

Reconnaissant les grandes perspectives économiques qui demeurent largement inexploitées dans les régions frontalières d'Afrique occidentale, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) a mis en œuvre le Programme d'initiatives transfrontalières locales (PITL). Ce programme appuie l'intégration de stratégies de développement transfrontalières dans l'élaboration des politiques locales, régionales et nationales, et la création d'un mécanisme de financement régional pour les initiatives transfrontalières. Il a pour l'instant largement focalisé son action sur les initiatives portant sur le bétail et l'agriculture. Celles-ci ont contribué à renforcer la cohésion sociale, à réduire la pauvreté, et à améliorer les capacités de production et le développement économique transfrontalier. Ces actions spécifiques et ciblées ont permis la prévention des conflits et la réalisation des ODD 1 (Éradication de la pauvreté), 2 (Lutte contre la faim) et 10 (Réduction des inégalités). Elles favorisent également les domaines prioritaires 1 (Capacités productives), 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), 3 (Commerce), 6 (Crises multiples et nouveaux défis) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux).



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Luxembourg, Mali, Niger

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 3, 6, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.a, 1.5

SOUTENU PAR

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), gouvernement luxembourgeois

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

08/2012 – 07/2017

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/lobi>

En s'appuyant sur les bonnes pratiques et les expériences partagées grâce à la coopération solide nouée avec des institutions régionales telles que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Coopération transfrontalière (CBC), les pays participant au programme ont été en mesure de développer des politiques et des stratégies nationales de coopération transfrontalière. Avec le soutien financier du gouvernement luxembourgeois et la collaboration entre l'UEMOA et la CEDEAO, les gouvernements nationaux et les autorités locales, l'UNCDF a mis en œuvre le programme PITL dans deux zones pilotes : IIRSahel (entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger) et SKBo (entre le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire).

Dans la zone IIRSahel, où la moyenne des précipitations annuelle est inférieure à 300 mm et où le système de production repose sur le bétail dont la nourriture dépend des eaux pluviales, le PITL a soutenu les investissements destinés au balisage des pistes de transhumance et à l'édification de parcs de vaccination, d'une unité de production d'aliments pour animaux et d'un abattoir. Dans la zone SKBo, où l'environnement est davantage propice aux systèmes d'irrigation et de production basés sur les actifs, le PITL a appuyé un partenariat économique entre la coopération agricole transfrontalière et le groupe d'intérêt économique appelé « Groupement d'intérêt économique Burkina-Mali-Côte d'Ivoire » (GIE BMCI). En outre, le PITL a collaboré avec le réseau transfrontalier de radios communautaires « Kurumba » pour la production et la diffusion de contenus de sensibilisation sur des questions transfrontalières telles que la sécurité, la traite des êtres humains, l'utilisation de pesticides, etc.

Ces pratiques prennent en compte les problèmes transfrontaliers potentiels pour renforcer les capacités partagées des pays concernés à répondre aux difficultés communes, à mieux gérer les ressources naturelles qu'ils partagent, à traiter les disparités régionales, à optimiser la prestation des services et à dynamiser les marchés régionaux pour qu'ils puissent être compétitifs au niveau international. De plus, en soutenant la communication et la coordination transfrontalières entre les autorités locales, le programme a veillé à ce que les investissements répondent aux besoins prioritaires des populations, contribuant ainsi à réduire la pauvreté et à s'attaquer aux défis de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural dans la région.

Le programme PITL est un modèle innovant impliquant les parties prenantes locales, régionales et nationales. Au niveau local, il tire parti des initiatives transfrontalières existantes. Au niveau régional, il facilite la coordination entre les institutions régionales telles que la CEDEAO et l'UEMOA et les nouvelles structures nationales en charge des frontières et de l'élaboration d'une feuille de route transfrontalière. Au niveau national, il a comblé les lacunes existantes dans la définition de stratégies transfrontalières claires et leur évaluation. L'approche du PITL peut servir de modèle, car le soutien à la création d'un mécanisme de gouvernance officiel dans une zone transfrontalière peut promouvoir des initiatives similaires dans d'autres, notamment dans la région du fleuve Mano dans ce cas.



La transformation de zones frontalières en environnements économiques prospères et le renforcement des capacités des communautés et des acteurs locaux sont des catalyseurs qui accélèrent un développement économique inclusif au plan local et favorisent la coopération Sud-Sud. Enfin, le PITL rassemble les personnes et encourage la cohésion sociale pour mener des initiatives similaires.

CONTACT INFORMATION

M. Katiella Mai Moussa
Directeur du programme, UNCDF
katiella.mai.moussa@uncdf.org

Initiative de financement locale



Transformer l'économie locale et renforcer les capacités de production dans les pays les moins avancés

DÉFI

Les pays les moins avancés (PMA) affichent une croissance économique globale insuffisante et une croissance de mauvaise qualité capables de transformer toute la structure économique et sociale. Les moyens nécessaires pour réinvestir le produit intérieur en vue de promouvoir un développement durable, juste et inclusif au plan local leur font souvent défaut. Trois obstacles majeurs limitent l'utilisation de fonds nationaux et privés au service du développement économique local :

- ▶ Des cadres normatifs et opérationnels nationaux inappropriés qui entravent l'engagement du secteur financier national en faveur du développement économique local. Dans nombre de PMA, les environnements propices aux entreprises, notamment les réglementations et les lois pertinentes, sont défectueux. Dans d'autres, des réglementations et des cadres juridiques adéquats existent, mais ne parviennent pas à traduire les réglementations et les dispositions juridiques en directives opérationnelles efficaces.
- ▶ Les capacités techniques inadéquates et les faibles niveaux de compétences freinent le déploiement de projets de développement bancables.
- ▶ Le besoin d'investissements à long terme destinés aux projets d'infrastructure n'est généralement pas en adéquation avec la source de capital et avec la tendance des banques des PMA à prêter à court terme.

VERS UNE SOLUTION

L'initiative de financement locale (IFL) du Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) est un mécanisme d'investissement permettant aux PMA de débloquer le flux de capitaux nationaux pour investir dans le développement durable. Elle aide les pays du Sud à mettre en œuvre des systèmes qui encouragent la transformation socio-économique et la coopération entre les pays de différentes régions.



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Bénin, Gambie, Guinée, Lesotho, Népal, Norvège, Ouganda, République unie de Tanzanie, Suède, Suisse

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 3, 5, 6, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.a, 2.3, 8.2, 8.3, 8.5, 9.1, 17.1, 17.3, 17.5

SOUTENU PAR

L'UNCDF, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), l'Union européenne (UE), One UN Tanzania

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF, gouvernements locaux et secteur privé dans les PMA

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2014 – 2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/lfi>

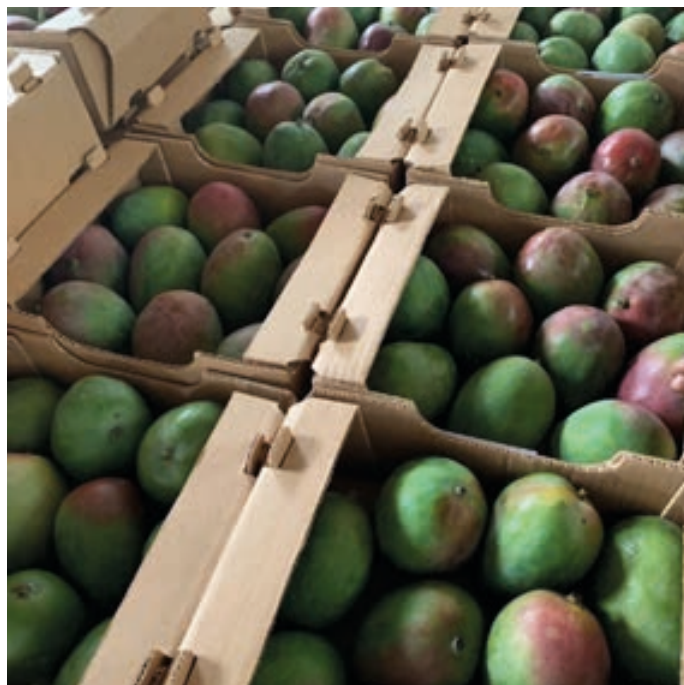
L'un de ses deux domaines d'action clés est d'apporter un appui technique et un financement d'amorçage pour favoriser les investissements de transformation afin d'augmenter les capacités de production des acteurs publics et privés. Le soutien financier apporté catalyse le financement supplémentaire provenant des secteurs public et privé pour activer la transformation socio-économique. L'initiative contribue à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable 1 (Éradication de la pauvreté), 2 (Lutte contre la faim), 8 (Croissance économique inclusive et durable), 9 (Industrie, innovation et infrastructures) et 17 (Partenariats pour les objectifs). Elle contribue également aux domaines prioritaires 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

En collaboration avec les gouvernements des PMA et avec le soutien de partenaires pour le développement tels que l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) et l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), l'UNCDF a apporté une assistance technique sur la bonne gouvernance, le développement des entreprises et la création de véhicules d'investissement. En outre, l'appui financier du UNCDF a été fondamental pour attirer des capitaux publics et privés additionnels, surtout en provenance du marché national, pour la transformation économique locale.

L'IFL a aidé au développement des marchés transfrontaliers Sud-Sud qui facilitent le commerce bilatéral entre pays de différentes régions, ce qui contribue par ailleurs à la réalisation des ODD 9 et 17. À titre d'exemples, quatre marchés transfrontaliers dans la région de Kigoma en Tanzanie participent au groupement et au stockage de produits agricoles et facilitent le commerce de biens et le mouvement des biens et des services entre la Tanzanie et le Burundi. Cette initiative vient renforcer le Protocole relatif au marché commun dans la Région des Grands lacs d'Afrique de l'Est qui comprend six pays : le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Tanzanie. Le protocole promeut l'intégration régionale et dynamise la croissance économique et le développement par le biais de la libre circulation des biens et des personnes.

L'autre domaine d'intervention est le renforcement des capacités afin de relever les défis régionaux qui entravent le commerce entre les pays. L'IFL a par exemple soutenu certains pays d'Afrique occidentale (la Gambie, la Guinée et le Sénégal) pour améliorer les capacités et la collaboration Sud-Sud afin d'identifier les perspectives et d'aider les gouvernements locaux à développer des projets bancables. De cette initiative est né le programme INTEGRA en Guinée qui attire la participation du secteur minier et verse des redevances aux gouvernements locaux pour soutenir les projets de transformation économique locaux dans le corridor Conakry-Labé couvrant les quatre districts de Conakry, Kindia, Mamou et Labé. De même, en Gambie, le renforcement des capacités a attiré l'appui financier des partenaires de développement afin d'élaborer un programme dédié au changement climatique, à l'emploi des jeunes et à l'agriculture intelligente.

Les investissements porteurs réalisés dans les pays pilotes par l'UNCDF par le biais du programme IFL ont été reproduits d'une région à une autre, et les succès et les enseignements clés ont été partagés avec d'autres pays en développement. Le mécanisme IFL a montré que les investissements



transformateurs en matière de développement local peuvent exploiter des capitaux supplémentaires provenant du secteur public et de marchés des capitaux nationaux. L'aide apportée par l'ILF est une manière de pousser le financement public vers les communautés locales tout en « dérisquant » les investissements et en créant un environnement propice aux entreprises afin d'attirer la participation du secteur privé. Le mécanisme emploie des techniques de financement éprouvées pour mobiliser le financement privé destiné aux projets d'infrastructure relativement petits qui sont fondamentaux pour contribuer au développement économique local, ainsi que le renforcement des capacités afin que les principales parties prenantes puissent augmenter le financement du développement local. Le programme a pour l'instant bénéficié à plus de 2,9 millions de personnes (1,5 million de femmes et 1,4 million d'hommes) dans les huit pays les moins avancés. Ces bénéficiaires incluent : 219 000 petits exploitants aidés pour accéder au marché ; plus de 29 000 personnes employées (53 % de femmes) ; plus de 600 000 passagers chaque année empruntent les infrastructures développées ; et plus de 5 700 ménages bénéficient d'un accès à l'électricité. Ces investissements transformateurs permettent aux gouvernements des pays de tirer des leçons et de les transposer à d'autres régions. L'UNCDF est par ailleurs disposé à collaborer avec d'autres pays pour reproduire ce travail lorsque les conditions minimales sont réunies, ce qui inclut un cadre réglementaire propice aux investissements à l'échelle du gouvernement local.

CONTACT INFORMATION

M. Abraham Byamungu

Directeur des investissements, UNCDF, Local Development Finance Practice
abraham.byamungu@uncdf.org

Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP)



Contribuer à fournir des services financiers durables aux ménages à faible revenu

DÉFI

Près de 1,7 milliard de personnes dans le monde n'ont pas de compte bancaire et 2 milliards d'individus, soit plus de la moitié des adultes actifs, n'ont toujours pas accès à des services financiers formels¹. Ce constat s'accroît au sein des populations à faible revenu des économies émergentes et en développement.

Les pays insulaires du Pacifique sont confrontés à de nombreux défis qui vont de la vulnérabilité face aux changements climatiques à la stagnation économique. Toutes ces difficultés font de cette région du monde l'une des moins développées et des plus exclues financièrement. Dans beaucoup de pays insulaires, le manque d'infrastructures et la difficulté du relief rendent les banques physiquement inaccessibles pour les populations. Outre les barrières géographiques, ces pays se heurtent aux barrières de genre, au manque d'éducation financière et de directives en matière de protection des consommateurs, à une faible densité de population, à de faibles niveaux de connaissances techniques et à une situation de vulnérabilité face aux catastrophes naturelles.

La carte de l'inclusion financière dans la région du Pacifique requiert des efforts de développement importants pour surmonter ces obstacles. Les pays insulaires du Pacifique doivent jeter les bases d'un environnement propice à l'élaboration de politiques, d'une forte capacité institutionnelle et de la possibilité d'incuber une gamme de services financiers. En outre, la collaboration et la coopération entre les différents acteurs est un facteur important pour vaincre les difficultés et réaliser les objectifs de développement durable (ODD).

VERS UNE SOLUTION

Mis en œuvre par le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP) vise à accroître le nombre d'insulaires du Pacifique à faible revenu utilisant des services financiers formels, avec l'ambition globale de favoriser une croissance économique inclusive dans la région. Il tend à aider les fournisseurs de services financiers à proposer des produits et des services innovants aux clients, et les gouvernements à créer un environnement propice à l'élaboration de politiques promouvant l'innovation financière et l'autonomisation des consommateurs.

1 Annexe - Rapport d'évaluation final du Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers - Phase II, ÉVALUATION FINALE DU PROGRAMME DU PACIFIQUE POUR L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS (PFIP), <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9950>

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Fidji, îles Salomon, Papouasie-Nouvelle Guinée, Samoa, Timor-Oriental, Tonga, Vanuatu

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.4, 17.6

SOUTENU PAR

Gouvernement australien, Programme d'aide néo-zélandais, Union européenne, Fonds d'équipement des Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme-cadre ACP-UE sur la Microfinance des Caraïbes et du Pacifique

ENTITÉS D'EXÉCUTION

PNUD, UNCDF

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

09/2008 – 06/2020

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://www.pfip.org/>

Le PFIP a contribué à l'objectif global d'une croissance économique inclusive dans la région par le biais des domaines de résultat associés et des stratégies correspondantes suivants :

- ▶ De meilleures politiques, réglementations et actions coordonnées : contribuer à créer un environnement propice à l'élaboration de politiques et de réglementations dans chaque pays concerné, soutenu par une stratégie d'inclusion financière nationale solide facilitant l'essor de produits financiers et de canaux de distribution appropriés, innovants et sûrs pour les populations insulaires du Pacifique à faible revenu.
- ▶ Un meilleur accès aux services financiers : accroître l'accès financier grâce à des innovations en matière de produits/canaux répondant aux besoins en services financiers des populations insulaires du Pacifique à faible revenu, notamment les femmes et les jeunes, tout en assurant une prestation durable des services financiers.
- ▶ De meilleures informations sur le marché et un meilleur accès aux connaissances : améliorer la compréhension du secteur en ce qui concerne les produits, les canaux et les modèles commerciaux adaptés aux besoins des populations insulaires du Pacifique à faible revenu par le biais d'études d'évaluation sur l'offre, la demande et l'impact.
- ▶ Des consommateurs informés et compétents : consolider les compétences financières des clients afin qu'ils puissent mieux tirer parti des possibilités d'accéder aux services commerciaux et financiers afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'établir des mesures de protection des consommateurs simples et transparentes.

Dans la région Pacifique, en particulier à Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les îles Salomon, à Samoa, au Timor-Oriental, à Tonga et à Vanuatu, le PFIP a financé 44 projets auprès de fournisseurs de services financiers qui ont innové dans les domaines de la technologie et des produits, attirant plus de deux millions de clients grâce à des services tels que les banques d'agents, les portefeuilles mobiles, les micro-assurances, les micro-crédits, les transferts de fonds et les groupes d'épargne. Parmi ces clients, plus de 975 000 sont des femmes, ce qui représente une avancée certaine dans la réduction des disparités fondées sur le genre qui existent dans le Pacifique. Le programme intègre un élément de coopération Sud-Sud en apportant des leçons et des expériences transfrontalières pour résoudre les obstacles au développement des pays insulaires du Pacifique. En outre, pour mettre en œuvre les modèles de banque mobile et de banque d'agents, l'UNCDF et le PFIP ont formé un partenariat avec les opérateurs du secteur privé, en particulier avec les entreprises de télécommunication et les banques commerciales les plus importantes dans le Pacifique Sud.

Selon l'évaluation finale du PFIP menée par le PNUD², au mois de décembre 2019, le programme avait atteint 52 % de ses objectifs de portée avec 779 633 consommateurs utilisant des services financiers formels alors que l'objectif était de 1 500 000 personnes. Intégrer les personnes à l'économie formelle est essentiel pour réduire la pauvreté, vaincre les inégalités et favoriser une croissance inclusive et durable. Un meilleur accès aux services financiers est également fondamental pour avancer dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Le modèle contribue principalement aux ODD 1 (Éradication de la pauvreté) et 17 (Partenariats pour les objectifs). Il contribue également aux domaines prioritaires 1, 3, 6 et 7 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

- 2 Évaluation finale du programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP), <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9950>
- 3 Aperçu de l'Évaluation finale du Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers - Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

Une fois l'aide de l'UNCDF terminée, l'innovation et la pérennisation des résultats ont fait l'objet d'une attention considérable. Grâce au soutien apporté par le PFIP, les régulateurs de plusieurs pays de la région du Pacifique se sont associés pour créer des « sas réglementaires » en vue de développer des technologies, des canaux et des produits financiers nouveaux et innovants. Ils sont à l'origine du premier groupe de travail régional, l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI). En 2016, la Banque de réserve de Fidji a accueilli le premier forum de politique globale de l'AFI, lequel a apporté une reconnaissance mondiale au leadership des régulateurs de la région en matière d'inclusion financière. Ce travail a incité les décideurs à élever l'accès aux services financiers au rang de priorité nationale pour le développement. Six pays ont ainsi pris des engagements au plan international en faveur de l'inclusion financière par le biais de la Déclaration de Maya de 2011 de l'Alliance pour l'inclusion financière et des Money Pacific Goals de 2020. Cinq pays ont également développé des stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF). Ces initiatives ont défini un cadre durable solide pour soutenir les efforts en matière d'inclusion financière.

De manière générale, l'initiative suggère que (1) le PFIP a été extrêmement pertinent, compte tenu notamment de l'accent mis sur la finance numérique et la banque d'agents, pour surmonter les barrières géographiques et de genre ; (2) le PFIP a fortement contribué à faire de l'inclusion financière une priorité politique essentielle pour les gouvernements des pays insulaires du Pacifique ; (3) l'incorporation de l'éducation financière dans les programmes nationaux est un moyen efficace de résoudre le problème de l'inclusion financière pour les générations futures ; (4) le Pôle Innovation a permis de tester nombre de solutions et de produits innovants.³

La mise en œuvre du PFIP a apporté plusieurs enseignements, et plusieurs domaines à améliorer ont été identifiés. L'extension des services financiers aux marchés de masse des pays insulaires du Pacifique pose des défis sans précédent pour plusieurs raisons : (1) Les populations étant peu nombreuses, il convient de veiller à accroître le nombre de transactions par client dans les systèmes. Les gouvernements doivent soutenir les systèmes en encourageant leur utilisation pour le paiement des services publics, le paiement des salaires des fonctionnaires, le paiement des services sociaux/d'aide et le paiement des impôts ; (2) Les marchés des pays insulaires du Pacifique étant de petite taille, les efforts doivent cibler les partenariats complémentaires, surtout entre les banques et les entreprises de télécommunication. D'autres politiques sont nécessaires pour aider les entreprises à desservir les bases de clients dans plusieurs pays ; (3) Les fonds du secteur public doivent aider les entreprises à comprendre où se trouvent les oasis rurales et comment étendre leurs modèles commerciaux afin de déterminer dans quelle mesure ils peuvent être étendus au-delà de ces endroits, là où vivent la majorité des insulaires du Pacifique.

En outre, l'accélération de la fréquence et de la gravité des catastrophes naturelles dues aux changements climatiques ont entravé les avancées économiques et sociales de la région, révélant davantage encore la vulnérabilité financière. La plupart des habitants de la région ne sont pas prêts, sur le plan financier, à faire face aux conséquences du changement climatique et des aléas naturels. Comme les catastrophes naturelles affectent de manière disproportionnée les femmes, les jeunes, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, ces segments doivent être ciblés par le programme.

CONTACT INFORMATION

M. Bram Peters
Directeur du programme, UNCDF
bram.peters@uncdf.org

Façonner les transformations pour une finance inclusive (SHIFT)



Des partenariats innovants pour accélérer l'inclusion financière et l'émancipation économique des femmes

DÉFI

Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont connu une croissance économique estimée à 3,3 % en 2020¹. Cependant, le développement économique et la coopération régionale ne garantissent pas la même chance pour tous d'améliorer leur situation sociale et économique. Les 265 millions de personnes (44 % des adultes) qui ne sont pas toujours pas bancarisés, et les niveaux élevés d'activités financières informelles dans les pays de l'ASEAN illustrent bien l'inclusion financière défaillante.² Dans ce contexte, le programme SHIFT vise à faire progresser les marchés financiers en mettant l'accent sur l'autonomisation économique des femmes par le biais de l'inclusion numérique et financière. Il ambitionne d'aider six millions - un million directement et cinq millions indirectement - de personnes à faible revenu, dont 65 % de femmes consommatrices.

VERS UNE SOLUTION

Le programme Façonner les transformations pour une finance inclusive (SHIFT) a contribué à la réalisation des ODD 1 et 5 en concentrant son action sur l'inclusion financière des femmes à faible revenu, ainsi que sur les petites entreprises détenues ou gérées par des femmes, ou qui emploient ou ciblent majoritairement des femmes. Les ODD 7, 8, 9, 10, 11 et 17 sont également couverts. Dans le cadre du Programme d'action d'Istanbul (PAI), SHIFT a abordé les domaines prioritaires 5 et 7.

Au fil des ans, SHIFT a atteint 2,95 millions de bénéficiaires directs dans les pays de l'ASEAN, fournissant des services financiers à 74 223 microentreprises et petites et moyennes entreprises et à 2,876 millions d'individus. La part totale de femmes concernées par le programme atteint 39,3 %, et 85,8 % parmi les entrepreneurs.

1 Rapport annuel 2020-2021 de l'ASEAN – We Care, We Prepare, We Prosper Jakarta, ASEAN Secretariat, July 2021. <https://bit.ly/33oQst1>

2 Measuring Progress 2020: Financial Inclusion in selected ASEAN countries, Kameshnee Naidoo and Christiaan Loots, January 2021. <https://bit.ly/3FznXpN>



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Birmanie, Cambodge, Fidji, Indonésie, République démocratique populaire lao, Népal, Samoa, Singapour, Viet Nam

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 3, 5, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.4, 17.6

SOUTENU PAR

Département des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) du gouvernement australien, Dutch Entrepreneurial Development Bank (FMO), Last Mile Finance Trust Fund (LMTF) de l'UNCDF, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies (CESAP), United Nations Pulse Lab Jakarta, VISA, Association des banques de Singapour (ABS)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

05/2014 – 06/2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/shift/homepage>

SHIFT utilise une approche de facilitation du marché dans sa mise en œuvre. Celle-ci implique d'observer tout l'écosystème qui entoure la prestation et l'utilisation des services financiers et les motivations qui se cachent derrière le comportement des acteurs du marché, c'est-à-dire les personnes à faible revenu, les entreprises et les segments exclus de ces marchés tels que les femmes et les jeunes, les établissements financiers, les prestataires de services liés au développement des entreprises et les régulateurs.

Grâce au soutien technique apporté par SHIFT, le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam intègrent désormais la dimension de genre dans leurs stratégies d'inclusion financière nationales respectives. Les banques centrales du Cambodge et du Viet Nam ont par ailleurs renforcé leurs capacités d'analyse des données et de prise de décision.

Concernant l'impact sur l'élaboration des politiques, pour appuyer la mise en œuvre du Denarau Action Plan de 2016 signé par tous les membres de l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI), SHIFT a soutenu l'inclusion du genre dans l'agenda politique des pays membres en développant des outils destinés aux régulateurs et aidé à collecter des données ventilées par sexe dans le cadre de la planification nationale.

Au sein de l'ASEAN, SHIFT a permis d'établir des priorités et d'institutionnaliser les meilleures pratiques en matière d'inclusion financière en créant le Comité de travail de l'ASEAN sur l'inclusion financière (WC-FINC). Quant à sa contribution à la réduction de la vulnérabilité, LienVietPostBank, l'un des partenaires du programme au Viet Nam, a rapporté que l'application mobile ViViet était principalement utilisée pour l'épargne, après le paiement des factures.

Le programme SHIFT a permis d'atténuer l'impact de la COVID-19 sur certains partenaires car les clients ont fait un meilleur usage des technologies, dynamisant la numérisation des paiements. Ainsi, en dépit de la pandémie de COVID-19 et du confinement qui a affecté les opérations de prêt, la BRAC, en Birmanie, a attiré 4 673 nouveaux clients pour des produits de prêt, a permis à 1 048 micro-entrepreneuses de bénéficier de prêts individuels pour remplacer les prêts de groupe, et a renouvelé 5 869 prêts individuels en 2020.

SHIFT a soutenu l'inclusion financière des femmes par le biais de la coopération transrégionale Sud-Sud. Grâce aux enseignements tirés dans la région ASEAN, un nouveau programme suivant une approche similaire a été mis en œuvre dans la région de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR), notamment au Bangladesh. Celui-ci vise plus particulièrement l'autonomisation des micro-entrepreneurs commerçants et, bien que ce secteur emploie surtout des hommes, des efforts considérables ont été déployés pour cibler les femmes, conformément aux recommandations de l'évaluation de la stratégie PoWER³ concernant les défis auxquels se heurtent les femmes au Bangladesh.

La Birmanie est un autre exemple d'application des leçons de SHIFT, dans un contexte différent et dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Ce transfert de connaissances a permis de former 11 prestataires de services financiers à l'élaboration de produits financiers tenant compte de la dimension de genre. SHIFT a mis en lumière l'importance de la diversité de genre dans la population active et des meilleures pratiques pour la mise en place de politiques

3 <https://www.uncdf.org/power/bangladesh>



organisationnelles. Dans cette démarche, le programme de la Birmanie a été étendu pour inclure une composante spécifiquement destinée à accroître le niveau de culture financière numérique de 120 000 femmes dans le pays.

Les bons résultats obtenus par SHIFT au fil des ans, ainsi que l'adoption des approches de ce programme par d'autres pays de la région, montrent que cette initiative contribue durablement à promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

CONTACT INFORMATION

Mme Maria Perdomo

Directrice régionale pour l'Asie, Économies numériques inclusives, UNCDF
maria.perdomo@uncdf.org

Fonds d'appui à la revitalisation et à la transformation agricoles (START)



Permettre aux PME d'accéder à un financement à moyen terme abordable pour améliorer la chaîne de valeur et développer le secteur agroalimentaire

DÉFI

Secteur important de l'économie ougandaise avec une part supérieure à 70 %, les petites et moyennes entreprises (PME) contribuent à près de 20 % du produit intérieur brut (PIB), mais ont toujours du mal à accéder à des financements abordables. La croissance du secteur agricole a été ralentie par des décennies de guerre et d'instabilité dans la région, entraînant une baisse de la valeur ajoutée et des capacités commerciales. Même s'il existe des options de financement, les taux d'intérêt annuels supérieurs à 20%, les délais de remboursement courts et les exigences élevées en matière de garanties empêchent beaucoup de PME d'emprunter. Le caractère informel des PME et les nombreuses lacunes en matière de capacités exigent la prise en compte des services liés au développement des entreprises (BDS) pour devenir bancables.

VERS UNE SOLUTION

Pour surmonter ces difficultés, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et ses partenaires ont lancé le Fonds d'appui à la revitalisation et à la transformation agricoles (START) qui vise à fournir un financement concessionnel à moyen terme abordable aux projets des PME du secteur de l'agroalimentaire dans le nord de l'Ouganda.

Le Fonds START a été conçu pour faciliter la mise en œuvre de l'Initiative de développement pour le nord de l'Ouganda (DINU) qui est axée sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance, un programme financé par l'Union européenne (UE), permettant aux entreprises du secteur agroalimentaire du nord de l'Ouganda de bénéficier de financements abordables et d'améliorer ainsi l'accès à une diversité d'aliments au plan local. Le START est un dispositif de financement mixte qui offre un éventail personnalisé de services liés au développement des entreprises (BDS), de services de montage et de développement de projets et de produits financiers, géré respectivement par la Private Sector Foundation Uganda (PSFU), l'UNCDF



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Ouganda

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 3, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.4, 2.3

SOUTENU PAR

Délégation de l'Union européenne

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Uganda Development Bank (UDB), Private Sector Foundation Uganda (PSFU)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

12/2017 – 06/2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/uganda/start>

et l'Uganda Development Bank (UDB). Le projet contribue principalement aux ODD 1 (Éradication de la pauvreté) et 2 (Lutte contre la faim), ainsi qu'au domaine prioritaire 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le START fournit un financement concessionnel à moyen terme assorti d'un taux d'intérêt annuel de 10 % et d'un délai de remboursement de cinq ans, avec une période de grâce pouvant atteindre 12 mois. Le fonds cible les projets dont les besoins en financement vont de 12 000 à 120 000 \$ US. Dans le cadre de leur candidature, les PME doivent passer un entretien et réunir les conditions suivantes : être immatriculées, se consacrer à des activités agroalimentaires éligibles, être situées dans les districts concernés du nord de l'Ouganda et contribuer à hauteur de 25 % au déficit de financement.

Dans le cadre du partenariat, la PSFU prête aux PME candidates des BDS généraux pour les aider à préparer et à présenter des demandes de financement recevables. La PSFU procède également à une première sélection dans la longue liste de candidatures afin de garder uniquement celles qui remplissent les conditions d'admissibilité, tandis que l'UNCDF réalise une deuxième sélection dans la liste abrégée. Les PME retenues après ces vérifications préalables sont accompagnées dans la préparation de propositions de financement complètes en vue d'un financement par l'UDB. Les candidates non retenues aux différentes étapes bénéficient quant à elles d'un soutien au développement commercial pour combler les lacunes identifiées. Le fonds a lancé trois appels à propositions destinés aux PME et préparé 28 projets de financement. Ces 28 projets représentent un déficit de financement de 4,9 millions de \$ US, soit 2,4 millions de \$ US du fonds START et 2,5 millions de \$ US débloqués auprès d'autres établissements financiers. Le fonds START entend déboursier 2 900 000 \$ US (10 milliards UGX) pour octroyer des prêts concessionnels sur une période de quatre ans (2018-2022) à au moins 40 PME. Les 28 PME déjà soutenues par le projet emploient aujourd'hui plus de 500 personnes et fournissent un marché à plus de 95 000 petits exploitants de la région. Le nombre de bénéficiaires devrait doubler d'ici la fin du projet en 2022.

Les BDS du fonds START ont quadruplé le nombre de projets rassemblant toutes les conditions pour être financés. Le fonds START a également utilisé les BDS après investissement et l'assistance technique pour aider la plupart des PME à acquérir des outils numériques et les connaissances nécessaires pour simplifier leurs opérations. L'effet de levier important des PME accédant au financement dans le cadre du dispositif START, avec plus de 50 % du coût total du projet couvert par les contributions des PME, signifie qu'elles ont les capacités à trouver des financements externes. Le fonds permet également de multiplier par 1,1 le financement par les établissements financiers.

L'expérience de son partenariat dans le cadre du fonds START a encouragé l'UDB à déployer une politique en faveur des PME qui ajuste les conditions bancaires requises afin de simplifier les procédures et permettre ainsi à un plus grand nombre de PME d'accéder à un financement. La banque accepte désormais le certificat de propriété coutumier comme garantie plutôt que les titres de propriété habituels. Les délégations de l'UNCDF et de l'UE travaillent actuellement à l'extension du fonds START dans le reste du pays.



Le fonds START est un dispositif parfaitement adaptable et applicable ailleurs, car il met en place des mécanismes robustes dans des contextes de marchés financiers intérieurs sous-développés et de manque de connaissances financières et techniques au plan local pour débloquer des financements abordables servant à réaliser des investissements jugés risqués en dépit de leur impact socio-économique considérable.

Le fonds a été présenté au Conseil exécutif de l'UNCDF en 2019 (<https://www.youtube.com/watch?v=y9bZa0FnOM4>), ce qui a incité d'autres pays à demander l'élaboration de mécanismes de financement mixtes similaires. Ainsi, l'UNCDF travaille avec des partenaires au Burundi pour soutenir le financement des chaînes de valeur agricoles, et en Jamaïque pour débloquer le financement destiné aux innovations ayant un impact sur la réalisation des ODD (les deux projets devraient être lancés en 2022). Les composantes essentielles du fonds START ont été intégrées à l'élaboration du fonds kényan dédié à la plantation d'arbres, qui devrait être présenté lors de la COP26. Certains supports de connaissances ont été traduits dans d'autres langues, notamment en français afin de partager les connaissances dans les pays francophones.

CONTACT INFORMATION

M. Deus Tirwakunda
Directeur du fonds START, UNCDF
deus.tirwakunda@uncdf.org

Soutenir les gouvernements locaux pour renforcer leur réponse à la pandémie de COVID-19 et protéger les moyens de subsistance en milieu rural



Intensifier les actions menées au plan local et garantir les moyens de subsistance en milieu rural au Mozambique en réponse à la pandémie de COVID-19

DÉFI

En 2020, la COVID-19 a fait basculer plus de 71 millions de personnes dans une situation d'extrême pauvreté, provoquant la première augmentation de la pauvreté dans le monde depuis des décennies. Depuis mars 2020, le Mozambique connaît une augmentation constante des cas de contamination et des décès liés au virus. Les moyens de subsistance en milieu rural sont tributaires des ressources naturelles pour la production d'aliments et la génération de revenus, appuyés par la fourniture locale de services publics. Au Mozambique, les moyens de subsistance sont déjà mis à rude épreuve par les changements climatiques et environnementaux. La pandémie de COVID-19 et les confinements qui ont ébranlé la vie économique et sociale n'ont fait qu'empirer la situation, augmentant les taux de pauvreté et de sous-alimentation et réduisant la capacité des populations à se relever.

Au Mozambique, les gouvernements locaux sont idéalement placés, compte tenu de leur proximité avec les citoyens, pour répondre aux besoins économiques et sociaux locaux. Lors de consultations, les communautés ont clairement exprimé l'idée que l'action locale devait impérativement aller au-delà des simples mesures de prévention en matière de santé et de sécurité, et servir également à protéger les moyens de subsistance des zones rurales affectées par les changements climatiques contre les effets de la COVID-19. Les gouvernements locaux disposent cependant de capacités et d'outils fiscaux limités pour générer leur propre financement, une difficulté accentuée par la pandémie.

VERS UNE SOLUTION

Depuis 2014, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) soutient les gouvernements locaux par le biais du Mécanisme de financement de l'adaptation des modes de vie au climat local (LoCAL) dirigé par le gouvernement mozambicain. Cette initiative vise à accroître l'accès des gouvernements locaux au financement, et à renforcer



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Mozambique, Suède

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.5, 11.5, 11.C, 13.1, 13.B

SOUTENU PAR

Gouvernement mozambicain ; gouvernement suédois, UNCDF

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Gouvernements locaux des districts et Services provinciaux de l'économie et des finances, Service provincial de l'environnement et Services provinciaux des travaux publics et du logement dans les provinces de Gaza et d'Inhambane au Mozambique

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

Septembre 2020 – En cours, dans le contexte du programme LoCAL (Janvier 2015 - En cours)

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

- <https://www.uncdf.org/local/homepage>
- <https://bit.ly/3esOw4N>
- <https://bit.ly/3EztpbD>

leur responsabilité et l'utilisation efficace des fonds dédiés à l'adaptation aux changements climatiques au niveau local. Elle encourage l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les systèmes de planification et de budgétisation des gouvernements locaux d'une manière participative, socialement inclusive et sensible au genre. En outre, les subventions pour la résilience climatique basées sur la performance (PBCRG) qu'elle octroie encouragent les gouvernements locaux à mettre en œuvre des pratiques de bonne gouvernance, renforçant les résultats et les capacités, et garantissant ainsi la programmation et la vérification des investissements de l'adaptation. Le LoCAL contribue à la réalisation des décisions prises dans le cadre de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable, notamment les ODD 1 (Éradication de la pauvreté), 11 (Villes et communautés durables) et 13 (Lutte contre les changements climatiques). Elle contribue également aux domaines prioritaires 6 et 7 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

S'appuyant sur les expériences du LoCAL dans les pays pilotes (par exemple, le Cambodge, le Bhoutan et le Bénin) et en les adaptant aux besoins locaux, le mécanisme LoCAL a été lancé au Mozambique avec le soutien du gouvernement belge en complément du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA). Grâce au partenariat formé dans la province de Gaza, le LoCAL et le FBSA ont réussi à aborder la réalité du changement climatique et de l'insécurité alimentaire, en renforçant la résilience des communautés pour réduire leur vulnérabilité face aux chocs économiques et sociaux liés au climat. Le LoCAL Mozambique couvre actuellement cinq provinces avec le soutien des donateurs du gouvernement belge, du gouvernement suédois, du gouvernement suisse, de l'Agence catalane de coopération pour le développement et de l'Union européenne (UE).

Alors qu'à l'origine, LoCAL Mozambique transférait des ressources financières au niveau provincial pour qu'elles soient gérées au nom des districts, une fois que les gouvernements locaux répondent aux conditions minimales requises en matière de renforcement des capacités du LoCAL, les fonds leur sont directement versés par le biais du système de gestion financière public national. De plus, le processus de priorisation et de sélection des investissements de l'adaptation est mené conjointement par les gouvernements locaux et les communautés au sein de conseils consultatifs, ce qui permet aux personnes concernées de formuler directement leurs besoins et garantit l'appropriation et l'inclusion des projets par les communautés.

C'est grâce au cadre programmatique de LoCAL, qui consiste à contextualiser les capacités et les réponses locales, qu'il peut également être adapté pour répondre à d'autres défis locaux, dont l'un des plus importants aujourd'hui est l'adaptation à la COVID-19 dans les districts touchés par les changements climatiques.

Avec un financement d'appoint d'1 million de \$ US de la part du gouvernement suédois en 2020 et un assouplissement de la réglementation nationale sur la passation des marchés, les gouvernements locaux appliquant la méthodologie du LoCAL ont été à même de fournir des services publics de qualité et d'adopter des mesures de secours dans 13 districts des provinces de Gaza et d'Inhambane pendant la pandémie. Les secteurs les plus durement touchés ont bénéficié d'un soutien, grâce à un accès rapide et plus large au financement de l'adaptation, ce qui a permis de garantir et de renforcer la résilience des économies et des moyens de subsistance locaux, et d'éviter



que les populations les plus vulnérables soient affectées de manière disproportionnée. L'objectif était d'atteindre un million de bénéficiaires. Les actions de petite envergure menées au plan local ont permis (1) de sensibiliser les communautés à la COVID-19 et de les mobiliser ; (2) de fournir des équipements de protection face à la COVID-19 et de mettre en place des centres d'isolement ; (3) de disposer de sources d'eau multifonctionnelles salubres et fiables, de distribuer des produits d'hygiène et de nettoyage, et de construire des infrastructures ; (4) d'acquérir des machines à coudre, des outils et des produits agricoles essentiels (systèmes d'irrigation solaires, production horticole, semences, petit bétail) ; d'aider les familles (vulnérables) dans le besoin. Toutes les actions ont été priorisées, décidées et mises en œuvre par les gouvernements locaux après consultation des communautés.

Cette approche flexible de la pandémie par LoCAL a porté rapidement ses fruits, preuve qu'elle peut être reproduite dans d'autres contextes locaux. Le mécanisme LoCAL est présent dans 27 pays dans le monde, ce qui signifie que l'expérience mozambicaine peut devenir un modèle de lutte et de relèvement face à la COVID-19 pour d'autres pays les moins avancés en soutenant les gouvernements locaux dans la planification et la budgétisation d'un développement socio-économique résilient. Le développement de capacités solides et l'appropriation au niveau local ainsi que le soutien du gouvernement central et les contributions externes continues à la méthodologie assurent la pérennité de LoCAL, lui permettant de s'adapter et de se renforcer par le biais d'expériences différentes et complémentaires à l'intérieur du pays et dans le monde.

CONTACT INFORMATION

Mme Ellen Van Uytvanck
Administratrice du programme, UNCDF
ellen.van.uytvanck@uncdf.org

Le marché transfrontalier : vecteur de transformation de l'économie locale et d'autonomisation des femmes en Tanzanie



Programme Développement local inclusif et équitable (IELD)

DÉFI

Les marchés transfrontaliers traditionnels de la région de Kigoma en Tanzanie, limitrophe du Burundi, manquent souvent d'infrastructures et d'installations adéquates, lesquelles sont primordiales pour les commerçants locaux, notamment les femmes. Le district de Kakonko est l'un des six districts administratifs de la région. La frontière entre le Burundi et la Tanzanie est un corridor économique traditionnel qui offre d'importantes perspectives économiques aux communautés vivant des deux côtés.

Bien avant l'indépendance des deux pays, les habitants de Kakonko échangeaient librement avec les communautés culturellement similaires de l'ouest sur des marchés transfrontaliers tels que celui de Muhange. Les femmes participent activement aux activités transfrontalières, vendant des produits agricoles et du bétail ainsi que des aliments. Cependant, les sites, très élémentaires, étaient insalubres et insuffisants à bien des égards. Il n'y avait ni ombre, ni entrepôt, ni eau potable ni toilettes. Lorsque les marchés ne sont pas formalisés et sécurisés, les commerçantes sont vulnérables non seulement à l'environnement physique, mais aussi au harcèlement sexuel et au viol. Elles peuvent aussi se faire escroquer au moment du paiement ou simplement se faire exclure de l'économie de marché.

L'autonomisation des femmes et le développement économique durable sont souvent très étroitement liés. Par conséquent, le développement des marchés transfrontaliers exige de prendre en compte la place de la femme dès la phase de planification des nouvelles infrastructures.

VERS UNE SOLUTION

Pour surmonter ces obstacles, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) a, dans le cadre du programme Développement local inclusif et équitable (IELD), octroyé une enveloppe de 120 000 \$ US au gouvernement du district de Kakonko pour étendre et améliorer le marché existant en développant un marché transfrontalier moderne dans le village de Muhange.



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Burundi, Norvège, Suisse, Tanzanie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2, 5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 1.4, 5.a

SOUTENU PAR

UNCDF, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU-Femmes, Gouvernement suisse, Gouvernement norvégien

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF, PNUD, ONU-Femmes, Conseil du district de Kakonko (KDC)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

04/2018 – 04/2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/342Elws>

Issu d'un partenariat entre ONU-Femmes, l'UNCDF et le Fonds des Nations Unies pour le développement (PNUD), le programme IELD fournit un financement sous la forme de subventions, de prêts et de garanties aux gouvernements locaux afin qu'ils financent des projets d'infrastructure publics et des entreprises en vue de soutenir l'émergence de petites et moyennes entreprises (PME), très peu nombreuses, notamment des PME dirigées par des femmes, dans les pays sélectionnés par le programme en Afrique et en Asie¹. Le projet de marché transfrontalier de Muhange a été mis en œuvre par le gouvernement du district, qui s'est chargé de tâches cruciales allant de l'acquisition des terres à la supervision de la construction, en étroite collaboration avec l'UNCDF. Le PNUD et ONU-Femmes ont contribué de manière importante aux phases d'évaluation, de sélection et d'élaboration du projet pour veiller à ce que la disposition du marché tienne compte de la dimension de genre et procure un environnement de travail favorable aux femmes commerçantes.

L'extension du marché de Muhange avait pour objectif d'augmenter les revenus du gouvernement local, d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, et de dynamiser l'activité économique. En luttant contre l'extrême pauvreté et la vulnérabilité des femmes et des filles au niveau local grâce à un meilleur accès aux ressources économiques et aux services de base, le projet contribue aux ODD 1 (Éradication de la pauvreté) et 5 (Égalité des sexes). Il contribue également aux domaines prioritaires 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) et 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le nouveau marché de Muhange offre un espace dans lequel les commerçants du Burundi et de Tanzanie peuvent participer en toute sécurité à l'activité économique, et produit des effets positifs considérables à l'échelle locale, notamment pour les femmes. Le projet améliore par ailleurs l'accès à l'eau et à l'assainissement, ce qui a un impact bénéfique sur la santé des femmes et de leurs communautés. D'autres résultats significatifs sont à noter :

► **Le soutien aux moyens de subsistance et à la sécurité des femmes :** le projet stimule le développement de l'esprit d'entreprise et des entreprises chez les petites productrices, les éleveuses de bétail et de volailles et les PME, afin de créer des entreprises sur le marché en tant que locataires, intermédiaires ou autres acteurs/opérateurs du marché. Au total, 2 120 commerçantes ont bénéficié du nouveau marché, tandis que les nouvelles installations construites offrent aux commerçantes des étals et des locaux de stockage sûrs et sécurisés. Le projet a également créé des emplois pour les femmes pendant la phase de construction.

► **L'accès à l'eau et à l'assainissement :** les toilettes disponibles sur le marché pour les femmes vendeuses et les femmes commerçantes permettent aux femmes locales de disposer d'installations propres. Le marché fournit un accès à l'assainissement à plus de 3 000 membres de la communauté locale, dont 67 % de femmes. Ces installations sont particulièrement importantes pour les femmes qui ont des enfants. Grâce à l'approvisionnement en eau intégré au marché, la communauté dispose désormais d'une source propre qui devrait contribuer à l'amélioration de la santé et des conditions d'hygiène des personnes en réduisant la prolifération de maladies transmissibles telles que le choléra.

► **Le contrôle et le leadership des femmes :** le conseil de direction du Fonds commun de créances (FCC) du marché de Muhange comprend 25 % de femmes. L'inclusion des femmes est vitale pour entendre leurs voix dans les processus de prise de décisions dans le cadre du développement économique local.

► **Une hausse des revenus pour les gouvernements centraux et locaux :** les revenus engendrés par les activités du marché sont soumis à différents impôts et taxes prélevés par les gouvernements centraux et locaux. Le Conseil du district de Kakonko (KDC) génère désormais plus de revenus et dépend moins des transferts du Gouvernement central, qui sont souvent insuffisants et irréguliers.

Muhange fait partie des cinq marchés transfrontaliers planifiés par le KDC qui visent à promouvoir la coopération économique régionale, attirant des commerçants des quartiers, des villes et des districts voisins, dans une zone frontalière d'environ 200 km des deux côtés. Le marché de Muhange s'est vite développé grâce à de meilleures infrastructures routières depuis la ville de Kakonko. La route du côté du Burundi est accessible toute l'année et permet aux commerçants locaux, des femmes pour la plupart, d'acheter facilement des produits essentiels en Tanzanie. Le marché joue un rôle important en renforçant la sécurité entre les deux pays, une priorité importante pour les États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est². Ce modèle de développement des échanges transfrontaliers peut être mis en œuvre dans d'autres pays les moins avancés (PMA) dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Le marché de Muhange a été conçu pour traiter les inégalités de genre structurelles en donnant la priorité à l'autonomisation économique des femmes, à leur rôle de leadership, à leur participation à la gouvernance du marché, à leur appropriation des étals ainsi qu'à leur sécurité, mais aussi à l'accès à l'eau et à l'assainissement. Le projet considère les femmes comme des travailleuses à part entière au sein de leurs communautés, des membres de l'unité familiale (soignantes) et des commerçantes jouant un rôle crucial dans l'économie locale. L'approche holistique du projet permet de tirer des leçons importantes pour pouvoir reproduire un modèle de marchés transfrontaliers sensibles au genre dans les PMA.

1 <https://www.uncdf.org/ield/homepage>

2 La Communauté de l'Afrique de l'Est est une organisation intergouvernementale qui comprend six pays de la région des Grands Lacs, en Afrique de l'Est : le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Tanzanie.

CONTACT INFORMATION

Mme Samina Anwar
Directrice du programme, UNCDF
samina.anwar@uncdf.org

Programme conjoint Sahel en réponse aux défis liés à la COVID-19, aux conflits et aux changements climatiques (SD3C) des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome



Urgence et développement rural dans la zone Sahel+Sénégal

DÉFI

Un certain nombre de développements importants sont apparus au Sahel et créent de nombreux défis, qui affectent les moyens de subsistance. (i) Le changement climatique a un impact négatif sur la productivité agricole. Les sécheresses à répétition, les inondations extrêmes, et la prévalence des températures élevées associée à une pression croissante sur les ressources naturelles (terres, forêts et eau) accélèrent la dégradation du capital naturel ; (ii) Les conflits et l'insécurité : la majorité des pays du Sahel ont été le théâtre de crises d'insécurité graves et de conflits armés violents. Cette situation freine la transformation des zones rurales en limitant le commerce, en particulier les transactions transfrontalières, comme la vente d'intrants et de produits agricoles ; (iii) La COVID-19 a un impact sur la productivité et la production agricoles : indisponibilité des intrants agricoles, réduction de la mobilité à cause des mesures de restriction, etc. Les petits producteurs, surtout dans les pays les moins avancés (PMA), ont donc épuisé leurs stocks (prix bas) et leurs revenus ont chuté de manière spectaculaire. La montée des prix des aliments de base a conduit à la détérioration de la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres.

VERS UNE SOLUTION

Le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis liés à la COVID-19, aux conflits et aux changements climatiques (SD3C) des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome vise à consolider les moyens de subsistance des petits producteurs, en particulier les femmes et les jeunes vivant dans les régions transfrontalières des six PMA visés : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Avec une contribution à la réduction de la pauvreté estimée à près de 10 % dans sa zone d'intervention, le programme entend revitaliser les espaces socio-économiques et commerciaux en proie à l'insécurité et aux effets du changement climatique qui affaiblissent la résilience des petits producteurs. Il contribuera à la réalisation des cibles de l'ODD 1.5, renforcer la résilience face aux catastrophes d'ordre économique, social ou

PROPOSÉ PAR

Fonds international de développement agricole (FIDA)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad.

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2, 3, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.5, 2.4, 2.b, 13.1, 13.3

SOUTENU PAR

Fonds vert pour le climat (FVC)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Secrétariat du G5 Sahel, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme alimentaire mondial (PAM)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

02/2021 – 12/2026

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.ifad.org/en/web/operations/-/project/2000003361>

environnemental ; de l'ODD 2.4, mettre en place des systèmes de production alimentaire viables et des pratiques agricoles résilientes ; de l'ODD 2.b, prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles et l'élimination de formes de subventions aux exportations agricoles ; de l'ODD 3.1, renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat ; et de l'ODD 13.3, renforcer les connaissances et la capacité à faire face au changement climatique. Le programme SD3C est également en phase avec le domaine prioritaire 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

L'approche méthodologique crée une synergie au niveau régional entre les cinq pays du Sahel et le Sénégal sous la direction du Secrétariat du G5 avec l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), le financement du Fonds international de développement agricole (FIDA), et le Fonds vert pour le climat (FVC), qui définit et met en œuvre les actions selon une démarche participative. La structure du programme répond donc à une double logique :

- ▶ une logique horizontale de portée et d'impact régionaux, garantissant l'alignement et la cohérence dans la mise en œuvre à l'échelle des pays. Elle repose sur l'élaboration, le partage et l'appropriation d'approches, de méthodes d'actions conjointes, et sur les résultats des stratégies régionales du G5 Sahel, sous la coordination de son secrétariat exécutif, en assurant le rôle d'autorité régionale contractante.
- ▶ une logique verticale, qui concrétise dans chaque pays l'objectif du programme en articulant les priorités nationales en matière d'investissement avec les orientations régionales du G5 Sahel concernant la résilience et le développement économique dans les zones transfrontalières, dans un contexte de changement climatique, d'insécurité et de crise sanitaire.

Le programme vise à accroître les bonnes pratiques en matière de résilience et d'adaptation aux changements climatiques dans les pays participants, en s'appuyant principalement sur les expériences développées par la FAO, le FIDA et le PAM avec leurs partenaires locaux contribuant aux ODD 1, 2 et 13. Au niveau régional, le programme ambitionne de renforcer la gestion et la capitalisation des connaissances, et le développement d'outils méthodologiques dans les portefeuilles du FIDA. L'initiative adoptera une approche innovante concernant l'intégration économique transfrontalière centrée sur la promotion des débouchés commerciaux dans les corridors et le dialogue avec les autorités de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'initiative peut être reproduite dans les proportions suivantes :

(i) les gouvernements des pays confrontés aux mêmes défis et possédant les mêmes caractéristiques doivent consentir clairement à cette initiative ;

(ii) ces gouvernements doivent être accompagnés par des partenaires techniques et financiers dans l'élaboration, le financement et la mise en œuvre de cette initiative. Le projet vient d'être lancé et les activités sont en passe de commencer. Les impacts et les enseignements seront documentés et partagés prochainement. Il convient de souligner la nouvelle approche d'intervention innovante du FIDA consistant à nouer un partenariat avec une

organisation régionale pour mettre en œuvre une initiative conjointe avec la FAO et le PAM couvrant six pays. La FAO et le PAM utiliseront également leur expérience dans les approches de développement des communautés pour :

- ▶ La récupération/protection des sols et la conservation de l'eau par le biais de l'approche « actifs générateurs de trésorerie ».
- ▶ La promotion et la diffusion de pratiques avancées et résilientes et d'initiatives d'inclusion socio-économique, et le renforcement des organisations et des institutions rurales.
- ▶ Le renforcement des marchés transfrontaliers et la sécurisation des transactions aux frontières.
- ▶ L'approche « Trésorerie+ » visait à fournir deux interventions complémentaires, à savoir des transferts en espèces et une assistance en matière de production, pour créer des synergies et accroître ainsi leurs impacts respectifs.

L'approche « Fonds de résilience » avait pour but de relier respectivement les interventions techniques, sociales et financières en instaurant des écoles agro-pastorales sur le terrain, des clubs d'écoute pour les femmes et des associations d'épargne et de crédit dans les villages.

CONTACT INFORMATION

M. Thierry Benoit
Directeur, Bureau multipays en Afrique de l'Ouest
Fonds international de développement agricole (FIDA)
t.benoit@ifa.org

Démonstrations techniques d'un système de culture riz-poisson standardisé en Birmanie



Augmenter la production de poisson et les revenus des agriculteurs dans la rizière sélectionnée par des démonstrations techniques auprès des agriculteurs locaux

DÉFI

L'aquaculture dans les systèmes d'élevage basés sur le riz joue un rôle important dans la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. La Birmanie possède de grandes superficies de rizières et pratique depuis le milieu des années 1990 la culture riz-poisson. Le gouvernement a constaté que la production aquatique, en plus de la culture du riz, était cruciale pour assurer les moyens de subsistance des populations rurales. Toutefois, malgré les vastes ressources disponibles pour la culture riz-poisson en Birmanie, ce secteur n'a pas été très performant. Son développement a été lent, freiné principalement par plusieurs contraintes majeures comme le manque de techniciens qualifiés pour sélectionner les meilleures espèces de poissons ; le déficit de connaissances en matière de gestion agricole ; la mauvaise conception des installations de culture riz-poisson ; le nombre insuffisant de techniciens spécialisés dans la culture riz-poisson ; un approvisionnement insuffisant en alevins ; ou le manque de fonds dédiés à la culture riz-poisson et aux autres projets associés.

VERS UNE SOLUTION

Pour relever ces défis, le Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine, en collaboration avec le Centre de recherche sur la Pêche en eau douce (FFRC) de l'Académie chinoise des sciences halieutiques (CAFS) et le Service de la pêche du ministère de l'Élevage, de la Pêche et du Développement rural (DoF/MLFRD), a réalisé des démonstrations techniques concernant un système de culture riz-poisson standardisé en Birmanie. La mise en place de ce système peut contribuer à augmenter les revenus et l'approvisionnement en poissons des agriculteurs, à promouvoir le développement du secteur de la culture riz-poisson et à créer plus d'emploi en Birmanie, des améliorations étroitement liées aux ODD 1 (Éradication de la pauvreté), 2 (Lutte contre la faim) et 8 (Travail décent et croissance économique). Il peut également contribuer à prévenir la surpêche en offrant une alternative dans le secteur de la pêche, et permettre ainsi la réalisation de l'ODD 14 (Vie marine). Enfin, la participation active de différentes



PROPOSÉ PAR

Centre international chinois d'échanges économiques et techniques (CICETE)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Birmanie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 1.2, 2.3, 2.4, 2.A, 5.4, 5.A, 8.2, 8.3, 8.6, 14.3, 14.4, 17.7, 17.9, 17.16

SOUTENU PAR

Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Centre de recherche sur la Pêche en eau douce (FFRC) de l'Académie chinoise des sciences halieutiques (CAFS) et Service de la pêche du ministère de l'Élevage, de la Pêche et du Développement rural (DoF/MLFRD), Birmanie

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2014 – 2016

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

www.ffrc.cn/info/1066/5261.htm (en chinois)

institutions et entreprises liées à la pêche est un facteur favorable à la réalisation de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). Dans le Programme d'action d'Istanbul (PAI), le projet contribue aux domaines prioritaires 1 (Renforcement des capacités productives, énergie, science, technologie et innovation, développement du secteur privé), 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), 5 (Développement humain et social) et 7 (Renforcement des capacités).

Le FFRC a envoyé huit experts chinois, en deux groupes, pour mener deux missions techniques de dix jours sur la culture riz-poisson en Birmanie. Ces experts ont aidé à sélectionner les agriculteurs pour la restructuration standardisée des rizières et l'amélioration des techniques agricoles et des compétences en gestion. Les agriculteurs ont suivi une combinaison de cours théoriques, de travaux pratiques en laboratoire et de consultations techniques en vue d'acquérir les connaissances théoriques et les techniques pratiques de base nécessaires pour gérer un système riz-poisson standardisé. Neuf agents techniques, gestionnaires de projet et agriculteurs de Birmanie ont par ailleurs été invités en Chine pour une visite d'étude et une formation de dix jours sur la culture riz-poisson. Ils sont devenus des acteurs clés pour assister le projet de démonstration et suivre l'expansion de ce modèle de culture innovant.

Ce projet a permis de créer deux fermes de démonstration technique du système de culture riz-poisson standardisé à Rangoun et Nay Pyi Taw, en veillant à apporter une contribution précieuse au renforcement des capacités des techniciens et des agents du DoF/MLFRD concernés par la culture riz-poisson. Il a finalement servi à attirer un plus grand nombre de personnes intéressées par ce type d'entreprise, à promouvoir le développement de la culture riz-poisson et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages dans le pays.

Tout au long du projet, l'équipe du FFRC a axé son action sur cinq aspects :

- ▶ mieux comprendre le système de production riz-poisson ;
- ▶ organiser des formations pour l'équipe technique du DoF/MLFRD sur les technologies employées dans la culture riz-poisson, notamment la conception du système de culture riz-poisson, le stockage des espèces recommandées, l'alimentation, etc. ;
- ▶ apporter des conseils techniques concernant l'élaboration du système de culture riz-poisson, la prévention des maladies, la gestion de l'alimentation et la gestion des rizières pour aider les techniciens et les agriculteurs à mieux gérer les exploitations et à améliorer la productivité du système de culture riz-poisson ;
- ▶ faciliter la collaboration des institutions et des entreprises de pêche chinoises avec les institutions de pêche locales afin d'améliorer les installations de pêche ;
- ▶ partager avec les participants d'autres canaux de financement pour développer le secteur de la culture riz-poisson.

Un responsable de programme national a par ailleurs été nommé pour assurer la viabilité et la direction du projet. Il était chargé de mener une série d'activités de coordination, de conseil et de liaison, sous la supervision générale du Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine et du FFRC en Chine, et du Service de la pêche de Birmanie. Près de 40 agents techniques et agriculteurs locaux sous la houlette du DoF/MLFRD ont bénéficié de ce projet.



En 2016, l'équipe de mission a inspecté une ferme de démonstration qui a été remodelée en 2015. Le site de démonstration de Rangoun stockait, entre autres, des alevins sur 1,6 hectare de rizières. Après quatre mois d'alimentation sans réduction de la production de riz, 160 kg de gros poissons supplémentaires ont été obtenus, pour une valeur estimée à plus de 120 \$ US. Le site de démonstration de 0,8 hectare à Nay Pyi Taw a été encore plus efficace. Un modèle d'exploitation intégré a été adopté. Des bananiers, des tomates, des piments et d'autres légumes ont été plantés sur les crêtes des champs. À la fin de l'année, la production de riz avait augmenté de plus de 60 %. La taille moyenne des poissons stockés dépassait 15 cm et la production totale a atteint 260 kg. Les experts de la FFRC se sont activement engagés à améliorer l'économie de l'industrie du riz et de la pêche en Birmanie, et plus particulièrement à aider les habitants de Birmanie à augmenter leurs revenus des rizières et à enrichir l'offre de produits aquatiques. Ils ont su susciter l'intérêt d'un plus grand nombre d'agriculteurs locaux.

Ce projet a enseigné le concept « une seule terre pour un double revenu » aux producteurs de riz de Birmanie. Les bénéficiaires de ce projet ont pu non seulement obtenir des revenus de la culture du riz, mais aussi gagner plus grâce à des produits halieutiques issus des mêmes terres. Les bons résultats ont incité d'autres producteurs de riz à s'engager dans cette voie, ce qui constitue un bon exemple de réduction de la pauvreté dans les pays les moins avancés. En raison des ressources très riches en rizières et en eaux, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dont la Birmanie fait partie, ont un fort potentiel de développement de la filière riz-poisson. En outre, le projet encourage la pleine intégration des femmes et la promotion de l'égalité des genres à tous les niveaux de la chaîne riz-poisson en Birmanie. Le rapport sur le développement de l'industrie du riz et du poisson en Birmanie a été rédigé. Il constitue une référence utile pour ceux qui comptent coopérer avec les différents acteurs de l'agriculture en Birmanie.

CONTACT INFORMATION

Dr Jing Xiaojun

Directeur de la Coopération internationale, Centre de recherche sur la Pêche en eau douce de l'Académie chinoise des sciences halieutiques
jingxiaojun@ffrc.cn

Centre d'excellence horticole Rwanda-Israël



Établir un centre de démonstration horticole régional d'excellence pour renforcer les capacités locales et atténuer la pauvreté en milieu rural

DÉFI

L'agriculture est un secteur essentiel à l'économie du Rwanda, contribuant de manière significative au Produit intérieur brut (PIB) et employant plus de 80 % de la population active. Cependant, il s'agit principalement d'une agriculture de subsistance à faible productivité qui dépend fortement de précipitations irrégulières et imprévisibles.

La transformation du secteur agricole au Rwanda est cruciale pour réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique. Celle-ci passe par la mise en place de systèmes de production viables pour les cultures, la promotion de programmes visant à renforcer les capacités techniques et organisationnelles des agriculteurs, le développement de chaînes de produits de base et du secteur agroalimentaire, et le renforcement du cadre institutionnel de ce secteur aux niveaux national et local.

VERS UNE SOLUTION

Dans sa Stratégie II pour le développement économique et la réduction de la pauvreté élaborée en 2013, le Rwanda a accordé une place centrale au développement de son secteur agricole. Créé dans le cadre de cette stratégie, le Centre d'excellence horticole Rwanda-Israël estime que l'agriculture est un secteur à fort potentiel pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive. Une croissance agricole rapide exige l'introduction de nouvelles technologies et la diffusion d'un savoir-faire agricole, mais aussi une augmentation des rendements agricoles et une diversification des cultures, en particulier par les petits exploitants. Pour atteindre cet objectif, le centre a été équipé de technologies horticoles avancées afin de créer une plateforme permettant de transférer rapidement aux agriculteurs le savoir-faire israélien en matière de pratiques agricoles et de technologies agricoles modernes, et d'introduire des variétés aux qualités améliorées, un service de recherche et de développement appliqués, le renforcement des capacités relatives à l'agriculture et à l'entrepreneuriat agricole, notamment en familiarisant les agriculteurs avec le secteur agroalimentaire.



PROPOSÉ PAR

Agence israélienne de coopération internationale pour le développement (MASHAV)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Inde, Israël, Rwanda

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 4, 5, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 1.5, 1.a, 1.b, 2.1, 2.3, 2.4, 2.a, 8.2, 8.3

SOUTENU PAR

MASHAV

ENTITÉS D'EXÉCUTION

MASHAV et ministère rwandais de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRI)

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2014 – 2020

En 2014, les gouvernements rwandais et israélien ont signé un accord instituant un Centre d'excellence horticole à Mulindi, près de Kigali, en vue de contribuer à la réalisation de l'ODD 2 (Lutte contre la faim), de garantir la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, de promouvoir un développement agricole durable grâce à l'expertise éprouvée d'Israël en matière agricole. Les partenaires chargés de la mise en œuvre sont l'Agence israélienne de coopération internationale pour le développement (MASHAV) et le ministère rwandais de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRI).

Le Centre d'excellence horticole Rwanda-Israël (HCoE) repose sur le principe que le secteur agricole possède un fort potentiel pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive. Dans le plan national qu'il a conçu pour moderniser son secteur agricole (cible 2.a de l'ODD), le Rwanda a mis en avant la nécessité de stimuler la croissance économique en augmentant la production agricole et les activités génératrices de revenus (cibles 2.3 ; 2.4 de l'ODD), et en renforçant les compétences techniques des chercheurs, des agents de vulgarisation agricole et des agriculteurs rwandais, afin de créer un cadre de professionnels locaux qui, à leur tour, transféreront les connaissances acquises pour promouvoir le développement économique local et atteindre l'objectif global de réduction de la pauvreté en milieu rural (cibles 2.1 ; 2.a de l'ODD). Dans ce cadre, le projet sert également plusieurs domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul (PAI), notamment : Amélioration des capacités productives (Priorité 1), Transfert de pratiques agricoles pérennes et modernes pour garantir la sécurité alimentaire et le développement rural (Priorité 2), Développement humain et social par le biais de la formation, de la gestion de l'eau, de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes rurales (Priorité 5), Résolution des nouveaux défis tels que le changement climatique et la durabilité environnementale (Priorité 6), Mobilisation des ressources financières au service du développement et du renforcement des capacités (Priorité 7).

Pour atteindre les objectifs convenus, MASHAV a nommé un expert israélien chargé de suivre le projet pendant plus de trois ans, de la phase de construction jusqu'à ce que le Centre devienne totalement opérationnel et géré par des experts locaux.

Le Centre fournit une plateforme permettant de transférer rapidement aux agriculteurs le savoir-faire israélien en matière de pratiques agricoles et de technologies agricoles modernes favorisant un développement durable, notamment l'introduction de variétés aux qualités améliorées, la production de légumes sous abris (serres, tunnels, filets) et à l'air libre. Par ailleurs, le renforcement des capacités est centré sur des techniques post-récolte visant à améliorer la qualité et à allonger la durée de conservation, sur des systèmes d'irrigation et de fertigation modernes, qui prennent en compte l'adaptation aux conditions locales et aux exigences des agriculteurs, et sur l'entrepreneuriat agricole. Des séances de formation et de conseil de qualité, ainsi que des programmes de formation professionnelle ont été organisés en Israël et au Rwanda.

De juin 2016 à mars 2020, le Centre d'excellence a formé près de 1 500 professionnels issus d'institutions gouvernementales, d'ONG, d'établissements d'enseignement supérieur et d'entreprises privées, des étudiants et des agriculteurs.



Depuis décembre 2017, près de 49 variétés de 16 types de légumes différents ont été soumis à trois cycles de tests pour garantir leur adaptabilité aux conditions rwandaises, et plus de 220 000 jeunes plants de légumes et 150 tonnes de légumes ont été produits au cours de la période 2019-2020. La première plantation source moderne de manguiers, d'avocats et d'agrumes basé sur un système d'irrigation au goutte-à-goutte a été créée sur trois hectares à des fins de démonstration et de formation, et pour servir de sources de matériaux de qualité pour les pépinières (pousses, porte-greffes).

Les principes directeurs de tous les projets lancés par MASHAV sont la durabilité et la reproductibilité. Conçus dans les pays hôtes en coopération avec des partenaires locaux et internationaux selon une approche basée sur la formation des formateurs, ils comprennent la création d'infrastructures de démonstration qui servent de plateforme de formation, de divulgation et de transfert des nouvelles technologies israéliennes.

Selon le même concept, le Centre d'excellence horticole Rwanda-Israël suit le modèle du Projet agricole indo-israélien existant qui encourage le transfert de connaissances et le renforcement des capacités par le biais de la démonstration sur site, et l'établissement d'intrants agricoles tels que les pépinières pour produire des plants et des variétés de fruits et de légumes de meilleure qualité. En avril 2016, une délégation d'experts agricoles issus du cadre professionnel du nouveau centre créé au Rwanda s'est rendue en Inde pour visiter les Centres d'excellence établis dans le cadre du Projet agricole indo-israélien et examiner comment adapter ce modèle concluant au centre de Kigali. Ce modèle éprouvé peut être reproduit dans d'autres zones géographiques en prenant soin de l'adapter aux conditions spécifiques locales.

CONTACT INFORMATION

Mme Shuli Kurzon van Gelder

Directrice, Planification, évaluation et partenariats, MASHAV
Shuli.Kurzon@mfa.gov.il

Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (MIFA)



Un outil innovant de financement et de structuration du secteur agricole au Togo

DÉFI

L'agriculture togolaise contribue à hauteur de 38 % au produit intérieur brut (PIB) et emploie près de 70 % de la population active. Toutefois, ce secteur bénéficie de peu de financements de la part des banques et des établissements financiers. Cette situation s'explique par une organisation insuffisante des chaînes de valeur, une méconnaissance du secteur agricole de la part des établissements financiers, une perception défaillante du niveau de risque dans le secteur agricole, la complexité des procédures d'évaluation des crédits, le niveau élevé des coûts de transaction et l'inadéquation des financements.

VERS UNE SOLUTION

Dans ce contexte, le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (MIFA) a été mis en œuvre pour promouvoir des produits financiers et d'assurance adaptés au secteur agricole. Lancée en juin 2018, l'initiative MIFA vise à : (i) remédier à la fragmentation des chaînes de valeur agricoles ; (ii) promouvoir des produits financiers et d'assurance adaptés au secteur agricole ; (iii) faciliter le partage des risques entre les différents acteurs du secteur agricole ; (iv) apporter une assistance technique aux établissements financiers, aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux producteurs agricoles ; et (v) réduire le coût d'emprunt pour les agro-industries. Cette initiative est soutenue par le Système nigérian de partage des risques basé sur des incitations pour les prêts agricoles (NIRSAL), la Banque Africaine de Développement, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), le Fonds Khalifa pour le développement des entreprises (KFED) des Émirats arabes unis, le Fonds de garantie africain basé au Kenya, l'Ecobank basée au Togo, et la Bank of Africa basée au Mali. Elle a été mise en œuvre par le ministère togolais de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural et le ministère togolais de l'Économie et des Finances.

PROPOSÉ PAR

Ministère togolais de la Planification du développement et de la coopération

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Émirats arabes unis, Nigéria, Togo

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 3, 4, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.3, 8.3

SOUTENU PAR

Système nigérian de partage des risques fondé sur des mesures d'incitation pour faciliter les prêts agricoles (NIRSAL), Banque Africaine de Développement, Fonds international de développement agricole (FIDA), Groupe de la Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Fonds Khalifa pour le développement des entreprises (KFED) des Émirats arabes unis, Fonds de garantie africain basé au Kenya, Ecobank basée au Togo, et Bank of Africa basée au Mali.

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère togolais de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural et ministère togolais de l'Économie et des Finances

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2018 – 2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

– <https://bit.ly/32A1bjl>
– <https://bit.ly/3qmgwN2>

Le MIFA s'appuie sur une approche intégrée et multi-acteurs qui fournit une solution holistique au problème de financement dans la chaîne de valeur agricole. Au-delà de la mobilisation des financements, le MIFA s'attache à organiser les producteurs en coopératives afin de renforcer leurs capacités et leur maîtrise des techniques, et à aider les petits exploitants à élaborer des plans d'activités. Cette approche s'articule autour de cinq axes, à savoir le partage des risques, l'assurance, l'assistance technique, la bonification d'intérêt et la mise en place de mesures d'incitation. Fondé sur le partage des risques, le MIFA permet à l'État et à ses partenaires de se porter garants des producteurs, rassurant ainsi les banques pour qu'elles acceptent de financer les exploitations agricoles jugées « à trop haut risque » et qui, en l'absence de garanties, avaient jusqu'à présent très peu de chance de bénéficier de crédits.

Les principaux instruments du projet sont les suivants :

- ▶ Renforcement des capacités et formation des agriculteurs ;
- ▶ Organisation du secteur primaire : fournisseurs accrédités, qualité et assurance qualité, paiement après livraison, élimination de la détention de liquidités ;
- ▶ Collecte d'informations en temps réel, système d'information géographique, cartographie par drone et télédétection multisectorielle ;
- ▶ Garantie des achats de produits par le biais d'agrégateurs, de transformateurs et de marchés structurés ;
- ▶ Bureau pour le suivi des projets, la production de rapports et la coordination de projets intégrés.

Le gouvernement togolais a mobilisé l'expertise du mécanisme de financement et de partage des risques agricoles existant au Nigéria, le Système nigérian de partage des risques fondé sur des mesures d'incitation pour faciliter les prêts agricoles (NIRSAL), afin d'exploiter cette expérience de transformation agricole réussie. Des études et des consultations ont été menées auprès des acteurs nationaux (banques, établissements financiers et de garantie, assureurs, producteurs, acteurs de l'agro-industrie, acteurs des secteurs public et privé) afin d'adopter une approche inclusive pour l'élaboration du MIFA.

Après trois ans de mise en œuvre, le MIFA a alloué 27 milliards de francs CFA (environ 47 millions \$ US) de crédits à différents acteurs du secteur agricole. Ce financement a permis de créer et de consolider plus de 274 000 emplois, de soutenir plus de 200 000 producteurs et de structurer 1 450 coopératives. Avec un objectif de financement de 50 milliards de francs CFA (environ 87 millions \$ US) en 2020 pour 400 000 acteurs, le MIFA a présenté un portefeuille de projets pour une valeur de 30 milliards de francs CFA (environ 52 millions \$ US) avec les établissements financiers partenaires.

Ces résultats contribuent à la réalisation des ODD 2 et 8, en particulier les cibles 2.3 et 8.3. Ils ont également permis de répondre à certains engagements du Programme d'action d'Istanbul (PAI), en particulier dans les domaines prioritaires suivants : capacités productives ; agriculture, sécurité alimentaire et développement rural ; mobilisation des ressources financières pour le renforcement des capacités de développement ; produits de base et commerce.

Le MIFA a entraîné un changement de paradigme dans le secteur financier agricole. L'inclusion de différents acteurs, notamment les banques privées, le gouvernement togolais et les PME locales, garantit sa pérennité. La réussite de cette approche a rendu possible la privatisation de la structure, changement qui lui permet de mettre en place un cadre approprié et plus incitateur pour mobiliser davantage d'investissements privés. Ce concept de partage des risques est applicable aux secteurs agricoles d'autres pays confrontés aux mêmes défis que le Togo, ou à d'autres domaines d'activité où la perception du risque entrave la productivité des acteurs.

Les enseignements tirés sont les suivants :

- ▶ L'intervention de l'État et son leadership sont nécessaires pour opérer un changement qualitatif dans les processus d'un secteur d'activité donné ;
- ▶ Le soutien principalement technique apporté par un pays du Sud pour entreprendre un projet dans un autre pays du Sud est possible notamment grâce au partage d'expériences.

Le maintien d'un dialogue multipartite facilite l'élaboration de solutions innovantes en faveur du développement.

CONTACT INFORMATION

M. Ahose Gbemu k. Mawufelolo

Directeur de la coopération bilatérale, Ministère togolais de la Planification du développement et de la coopération
kofi.ahose@planification.gouv.tg

Améliorer la culture du coton au Bénin



Les capacités de culture du coton ont augmenté grâce aux dons d'équipements, au renforcement des capacités et au partage d'expérience

DÉFI

Le coton est extrêmement important pour les économies développées, mais pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA), il constitue un filet de sécurité. Il représente une source majeure de moyens de subsistance et de revenus pour de nombreux petits exploitants et travailleurs agricoles, notamment les femmes, procurant des emplois et des revenus dans des zones rurales parmi les plus pauvres de la planète.

La population du Bénin dépend fortement de la culture du coton. 40 % du PIB du pays provient de la culture du coton, qui représente 80 % de l'ensemble des exportations¹. Les communautés agricoles au Bénin ont depuis longtemps été contraintes de mettre au point des techniques d'atténuation des risques climatiques et météorologiques ou des pratiques dites endogènes comme la diversification des cultures, l'irrigation ou la gestion des risques de catastrophe. L'évolution climatique d'origine anthropique entraîne néanmoins de nouveaux risques pour ces communautés. Parvenir à une modernisation de l'agriculture qui ne détruit pas l'équilibre social et écologique, mais garantit la sécurité alimentaire des populations pauvres reste un défi pour le pays. Les pratiques instaurées doivent être améliorées pour accroître la production de coton.

VERS UNE SOLUTION

Dans ce contexte, le Programme de culture du coton a été mis en œuvre avec le soutien de l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA) afin de moderniser les techniques de production et d'assurer la pérennité de la production de coton. La Turquie a partagé avec les producteurs béninois qui vivent en milieu rural son expérience technique concernant la préparation des sols et les procédés de culture, la récolte et la mécanisation agricole. L'objectif du projet était de progresser vers une agriculture écologiquement viable et

¹ <https://www.ifad.org/en/web/operations/w/country/benin>

PROPOSÉ PAR

Agence turque de coopération et de développement (TIKA)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bénin, Turquie, Mozambique

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 1.4, 1.5, 2.1, 2.3, 2.4

SOUTENU PAR

TIKA

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère béninois de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Instituts béninois de recherche agricole, TIKA

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2012 – 2015

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

– <https://bit.ly/3mwAFyT>
– <https://bit.ly/32sJysM>
– <https://bit.ly/3qAd4P8>
– <https://bit.ly/341Hcv3>

de favoriser le développement rural au Bénin, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable (ODD) 1 (Éradication de la pauvreté) et 2 (Lutte contre la faim), ainsi qu'au domaine prioritaire 2 (Agriculture et sécurité alimentaire) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Pour promouvoir la culture du coton, la TİKA a fourni 500 pulvérisateurs à dos, tuyaux, des masques, des gants et des lunettes de protection aux agriculteurs dans la phase initiale du projet. Un programme de formation a ensuite été lancé en vue de partager les détails techniques liés à la culture du coton et l'expérience de la Turquie, l'un des plus gros producteurs de coton dans le monde. Quinze experts du Bénin ont participé à cette formation. Cinq experts du Togo ont également pris part aux formations, outre les cours théoriques, sur des sujets tels que la préparation des sols, l'obtention de bons intrants, les techniques de culture, la biotechnologie, les maladies et les nuisibles, la qualité des fibres et des graines, l'économie agricole et la récolte, mais aussi la mécanisation agricole. Des visites ont également été organisées dans des plantations et des entreprises modèles de la région. Après la formation en Turquie, les instituts de recherche de Bohicon et de Parakou au nord du Bénin ont reçu des équipements qui ont permis aux experts de travailler efficacement.

Dans le cadre du projet, la TİKA a fourni du matériel de laboratoire, des ordinateurs, des appareils de projection et des motocyclettes pour les déplacements sur place. Au Bénin, lors de la saison de production de coton 2012-2013, 250 000 tonnes de coton ont été récoltées sur une surface d'environ 300 000 hectares. Pour la saison 2013-2014, le coton a été planté sur une surface proche de 450 000 hectares. La TİKA a également fourni quatre tracteurs et d'autres équipements agricoles pour aider les producteurs à accroître leurs rendements. Huit espèces de coton provenant de Turquie ont été partagées avec le Bénin. Douze types d'études ont été menés dans les zones tests établies avec les espèces citées précédemment et les espèces de coton locales. Des experts turcs ont ensuite observé les caractéristiques morphologiques et physiologiques ainsi que la santé des plantes dans les zones tests. Les résultats des observations et des tests effectués à chaque phase du processus de production ont montré que certaines espèces reçues de Turquie étaient compatibles avec l'environnement de la région.

Des experts ont par ailleurs dispensé une formation pratique sur la lutte contre les parasites dans la zone test. Dans ce contexte, différents produits chimiques, des pulvérisateurs à dos et des équipements de protection nécessaires pour l'utilisation de pesticides ont été remis aux autorités. Un autre cours pratique a porté sur le bon usage des outils et des produits chimiques fournis. Dans le cadre de l'amélioration des capacités productives, dix motocyclettes, quatre semoirs et une motopompe, une pompe submersible, un générateur, une citerne à eau, des conduites d'eau et d'autres accessoires ont été cédés pour être utilisés dans les zones tests. Le rendement par hectare au Bénin a augmenté considérablement par rapport aux sept années précédentes, passant de 250 kg/ha à 350 kg/ha.



Des experts du ministère turc de l'Agriculture et des Forêts ont continué à échanger avec leurs collègues béninois pour fournir des informations et transférer les connaissances le cas échéant, garantissant la durabilité du projet. Par ailleurs, les institutions turques donnent régulièrement des graines au Bénin.

Compte tenu de sa réussite, le projet pour la culture du coton a été reproduit par la TİKA au Mozambique entre 2018 et 2021. Comme dans le projet précédent, après analyse de la productivité du coton dans ce pays, la TİKA a fourni des graines adaptées au climat mozambicain, organisé des séances de formation professionnelle et fait don d'équipements agricoles.

CONTACT INFORMATION

TİKA Strategy Development Department
Unité administrative, TİKA
sgdb@tika.gov.tr

Miser sur une mécanisation agricole durable pour une gestion des résidus de paille intégrée et intelligente face aux changements climatiques



La coopération Sud-Sud et triangulaire comme moteur de promotion de solutions de mécanisation favorisant la gestion des résidus de paille intégrée et intelligente face aux changements climatiques

DÉFI

Le brûlage des résidus de paille après les récoltes est un problème courant, notamment dans les pays les moins avancés (PMA) tels que le Cambodge et le Népal. Facteur d'accélération des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution de l'air, le brûlage des pailles entraîne à long terme une perte de carbone et de micronutriments dans les sols tout en modifiant de manière négative leur température, leur pH et leur humidité, ainsi que l'apport de matière organique, et affecte la production agricole et les revenus des agriculteurs. Pour lutter contre ces effets destructeurs, différentes approches sont appliquées pour garantir une utilisation écologiquement viable des pailles sous forme d'engrais, de fourrage ou encore de matériel de base. En outre, des PMA comme le Cambodge encouragent activement l'agriculture de conservation dont l'un des axes majeurs est le maintien d'une couverture végétale permanente sur les sols. Le manque de machines agricoles adaptées est cependant l'une des principales entraves aux avancées. Il est donc nécessaire de tester des modèles intégrés d'utilisation de la paille par l'application avancée de machines dans les contextes spécifiques aux pays, et de développer les approches innovantes identifiées dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

VERS UNE SOLUTION

Le Centre pour la mécanisation agricole durable (CMAD) de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies (CESAP), avec le soutien du Service Environnement et Développement de la CESAP, est en train de mettre en œuvre le Projet pilote régional sur les solutions de mécanisation pour la gestion intégrée des résidus de paille en Asie et dans le Pacifique afin d'identifier, de tester et de promouvoir un modèle intégré de gestion de la paille utilisant des machines agricoles. Le modèle contribue à des cibles importantes des objectifs de développement

PROPOSÉ PAR

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Népal, Viet Nam

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.4, 2.4, 12.2, 13.1

SOUTENU PAR

Ministères/Services de l'Agriculture dans les pays cibles et autres partenaires locaux, ministère chinois des Affaires étrangères par le biais du Programme de coopération Chine-CESAP

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Centre pour la mécanisation agricole durable (CMAD) de la CESAP

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

07/2018 – 02/2023

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://www.un-csam.org/taxonomy/term/166>

durable (ODD 2 (Lutte contre la faim) et 1 (Éradication de la pauvreté), 12 (Modes de consommation et de production durables) et 13 (Action pour le climat), tout en contribuant au domaine prioritaire 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Depuis le lancement du projet en 2018, les pays pilotes initiaux (Chine et Viet Nam) ont obtenu des résultats positifs. L'initiative régionale a depuis utilisé la modalité de coopération Sud-Sud et triangulaire et gagné des contributions financières supplémentaires pour étendre sa couverture à deux PMA, le Cambodge et le Népal, en plus de l'Indonésie.

(en 2019 à Siem Reap) qui a souligné l'importance de maintenir une couverture végétale permanente sur les sols et de gérer les résidus des récoltes dans le contexte de leur brûlage. L'un des objectifs clés de la formation était d'instaurer une collaboration entre des partenaires internationaux et la Direction générale de l'Agriculture du ministère cambodgien de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche pour procéder à l'introduction et à la démonstration au Cambodge de la Happy Seeder, une planteuse respectueuse de l'environnement venue d'Inde. Cette étape a été importante pour encourager une gestion durable des résidus de récoltes au Cambodge dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Le projet pilote régional a identifié et testé un modèle préconisant l'utilisation des pailles comme engrais, fourrage, matériel de base (ex : la culture des champignons) et matériel pour la production circulaire d'énergie propre au service de l'élevage tout en adaptant le modèle aux conditions locales spécifiques. En Chine, le projet pilote est mis en œuvre à Laixi, dans la province de Shandong, en collaboration avec l'Université agricole chinoise, les agences gouvernementales locales et une coopérative d'agriculteurs locale. Au Viet Nam, le projet pilote a été mis en place à Càn Tho avec le concours du Sous-institut d'ingénierie agricole et de technologie post-récolte, et d'agriculteurs locaux. Les principales activités, notamment des expériences sur le terrain avec des machines agricoles, la collecte et l'analyse de données, l'optimisation des machines et des modèles techniques, et la formation des agriculteurs, ont contribué à l'amélioration des pratiques et fourni une alternative au brûlage des résidus de paille, soutenant une agriculture intelligente face au changement climatique. En août 2021, le projet pilote mené en Chine a eu les bénéfices écologiques et économiques suivants :

- ▶ 72 tonnes de paille de blé et 99 tonnes de paille de maïs ont été utilisées comme engrais au lieu d'être brûlées l'année dernière sur le site pilote de 10 hectares, réduisant ainsi les émissions de dioxyde de carbone estimées à 220 tonnes ;
- ▶ Sur la même période, comparés aux niveaux préalables d'intervention de 2018, les rendements des cultures de maïs et de blé ont augmenté respectivement de 509 kg/ha et de 1 300 kg/ha, alors que les revenus nets de la coopérative d'agriculteurs obtenus selon les différents modèles techniques ont augmenté jusqu'à 602 \$ US l'hectare ;
- ▶ La matière organique des sols a augmenté, passant de 2,1 % en 2018 à 2,24 % en 2021.



En 2020, la Télévision centrale chinoise (CCTV) a rapporté les bonnes pratiques du projet pilote conduit en Chine. En outre, le projet pilote régional a bénéficié des connaissances de l'Inde, pays partenaire, où une visite d'étude régionale a été organisée en 2019 pour démontrer les meilleures pratiques et technologies de gestion des résidus de récoltes aux participants venus du Cambodge, du Népal et d'autres pays.

Les résultats notables du projet pilote régional, notamment le partage des bonnes pratiques et des savoirs entre les pays pilotes, mais aussi entre le Cambodge, l'Indonésie, le Népal et l'Inde, ont permis d'adopter une approche intégrée pour élaborer un projet fondé sur des éléments concrets et axé sur l'efficacité, la durabilité et l'apprentissage mutuel.

Fort de son succès et de ses résultats positifs, comme indiqué ci-dessus, le projet pilote régional a été étendu à deux PMA (Cambodge et Népal) et à l'Indonésie en 2021 avec le soutien financier de la Chine, incarnant ainsi l'esprit de la coopération Sud-Sud. L'initiative pérennisera les bons résultats en généralisant le modèle intégré de gestion des pailles, en impliquant les partenaires et les décideurs des pays pilotes, et en testant et reproduisant le modèle dans différents contextes et sous-régions, avec une attention particulière accordée aux PMA.

CONTACT INFORMATION

Dr. Yutong Li
Directeur, CSAM, CESAP
li78@un.org

Les chaînes de valeur inclusives pour l'élevage synonymes de prospérité pour les zones rurales - Expériences du Brésil, du Cambodge, de la Chine et de l'Eswatini



Inclusion financière des petits exploitants

DÉFI

Le sous-secteur de l'élevage en Eswatini est le principal contributeur du produit intérieur brut (PIB) agricole (51 %) du pays¹. Il fait partie intégrante de la culture et des moyens de subsistance swazis, procurant aux communautés rurales des emplois et des revenus. Cependant, les éleveurs ne parviennent pas à produire de manière constante les quantités suffisantes pour approvisionner les marchés. Le rendement d'échelle reste faible à cause du manque d'infrastructures de production, en particulier pour l'élevage de poulets. L'accès à des marchés plus lucratifs est limité car les bêtes, mal nourries, ne grossissent pas assez. Les solutions pour faire grandir plus rapidement le bétail s'avèrent coûteuses pour les exploitants et ont un impact négatif sur le rendement de leurs entreprises. De plus, l'élevage du porc en Eswatini reste limité par l'ajout de faible valeur unitaire et le manque de normes de qualité des aliments.

VERS UNE SOLUTION

Pour trouver des solutions innovantes aux défis auxquels se heurtent les petits éleveurs de bétail, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a organisé en avril 2021, dans le cadre du programme de l'Eswatini, un événement de partage des connaissances selon la modalité de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) afin de tirer profit des modèles d'élevage réussis mis en place dans d'autres pays pour améliorer la productivité et la rentabilité des activités des petits éleveurs. Cet événement a permis de partager des enseignements sur les innovations en matière de production et de commercialisation dans les chaînes de valeur des petits élevages, y compris sur les problématiques liées au changement climatique, aux femmes, aux jeunes et à la nutrition, conformément aux ODD 1 et 2 ainsi qu'au domaine prioritaire 2 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

PROPOSÉ PAR

Fonds international de développement agricole (FIDA)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Brésil, Cambodge, Chine, Eswatini

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.3, 5.1

SOUTENU PAR

FIDA

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère swazi de l'Agriculture, Eswatini Water and Agriculture Development Enterprise (ESWADE), Financial Inclusion and Cluster Development (FINCLUDE), Centre for Financial Inclusion

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

SMLP: 02/2016 – 02/2022 | FINCLUDE: 09/2019 – 03/2026

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3Jltx1U>

¹ Ministry of agriculture strategic plan (2018- 2023): <https://bit.ly/3FConeW>

Les projets performants soutenus par le FIDA ainsi que les modèles innovants remarquables ont bénéficié d'une plateforme pour le partage d'expériences sur la question de l'élevage. Quatre pays de trois continents ont participé à cette rencontre : le Brésil (Amérique du Sud), le Cambodge et la Chine (Asie) et l'Eswatini (Afrique australe). 58 participants se sont joints à cet événement de deux jours.

Le partage des connaissances s'est déroulé en plein confinement dû à la COVID-19, limitant l'affluence des participants. Le programme de l'Eswatini a organisé la rencontre virtuelle pour que les projets menés dans différentes zones géographiques soient bien représentés. Celle-ci a eu lieu sur une plateforme de vidéoconférence où les participants ont pu présenter en temps réel leurs modèles d'élevage innovants. Les documentaires vidéo, qui ont servi de visites sur le terrain, ont permis aux participants de comprendre comment les modèles sont appliqués grâce aux témoignages directs des éleveurs.

Les participants ont découvert le projet de traçabilité du lard de Zhenba en Chine, les modèles de couveuses alimentées à l'énergie solaire GIC au Cambodge, les innovations pour améliorer la chaîne de valeur autour de la chèvre d'Embrapa au Brésil, les modèles d'inclusion des jeunes dans les chaînes de valeur des poulets et des chèvres autochtones du Smallholder Market-Led Project (SMLP) et les innovations du Financial Inclusion and Cluster Development Project (FINCLUDE) du pays hôte, l'Eswatini. L'événement a mis en lumière les similitudes entre les pays présents et l'importance de partager des technologies fondées sur des éléments concrets qui se sont avérées efficaces pour améliorer les conditions de vie des petits exploitants. Les défis communs ont montré que les innovations mises en œuvre en Asie et en Amérique du Sud étaient applicables à l'Eswatini.

Les modèles de poulets autochtones au Cambodge peuvent être étendus à l'Eswatini pour résoudre les problèmes de productivité de ses éleveurs. Au Cambodge, les modèles ont réduit la mortalité des poulets autochtones de près de 20 %, accroissant ainsi la rentabilité des entreprises. Avec des couveuses pouvant accueillir de 300 à 500 œufs, les éleveurs gagnent entre 300 et 400 \$ US par mois. En outre, les modèles ont suscité un intérêt accru et une participation accrue des femmes, des personnes âgées et des personnes handicapées, générant des perspectives économiques pour ces groupes vulnérables. Après l'événement de partage des connaissances, le projet SMLP en Eswatini a formulé une note de cadrage pour sceller les accords bilatéraux avec le GIC du Cambodge afin de renforcer l'engagement et garantir un soutien mutuel concernant le transfert de couveuses alimentées à l'énergie solaire et de technologies de finition de poulaillers vers l'Eswatini.

En raison de son faible coût et de son impact, le système de traçabilité du lard peut améliorer les chaînes de valeur du porc en Eswatini. Ce système mis en œuvre dans la province de Zhenba, en Chine, qui a bénéficié d'un investissement de 590 000 \$ US a produit les résultats suivants :

- ▶ Les revenus des petits exploitants ont augmenté de 40 %.
- ▶ 1 500 personnes issues de ménages ruraux y ont participé.
- ▶ 20 000 porcs spéciaux ont été utilisés pour la production de lard.
- ▶ 1 200 tonnes de lard ont été produites pour une valeur de 210 millions de yuans (32 millions \$ US).

Cette innovation pourrait permettre aux éleveurs de porc swazis d'améliorer la qualité de leurs produits, de se positionner sur de nouveaux marchés plus lucratifs, et d'accroître leurs revenus, comme cela a été le cas en Chine. Un accord de suivi bilatéral est en cours de préparation pour envisager le transfert de l'innovation à l'Eswatini.

Cet événement a montré que les événements de partage de connaissances CSST virtuels constituent un moyen peu onéreux de se rassembler autour de projets de différents pays/continents, ce qui en fait une innovation durable. En outre, ils sont facilement adaptables et reproductibles car ils peuvent avoir lieu n'importe où dans le monde, même en période de COVID-19 et dans le respect des mesures de restriction.

CONTACT INFORMATION

Ms Keitaanranta, Jaana

Directrice de programme de l'Eswatini et du Zimbabwe, FIDA
j.keitaanranta@ifad.org

Programme de développement du secteur agroalimentaire au Bénin



Élaborer une approche innovante pour aider les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneures dans le secteur agroalimentaire à obtenir des financements de la part des banques : l'expérience du Bénin

DÉFI

Ces dernières décennies, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre au Bénin pour promouvoir l'entrepreneuriat agricole chez les jeunes. Toutefois, la plupart des efforts déployés ont été axés sur la formation et aucun système ne permet actuellement d'aider les jeunes ayant bénéficié d'une formation. En réalité, en dépit des résultats de différentes initiatives visant à promouvoir l'entrepreneuriat agricole telles que le Projet de promotion de l'entrepreneuriat agricole (PPEA), les avancées en matière d'intégration durable des jeunes sans emplois dans le secteur agricole restent fragiles et précaires.

Les enseignements tirés des expériences menées jusque-là indiquent que le maillon faible demeure l'établissement de mécanismes efficaces permettant aux jeunes, aux femmes et aux petits producteurs d'accéder aux financements, aux marchés et aux terres. Il est donc primordial d'élaborer et de mettre en place des mécanismes innovants capables de favoriser le développement du secteur agroalimentaire.

VERS UNE SOLUTION

Pour surmonter ces défis, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec le soutien du Fonds du Partenariat pour le développement Inde-Nations Unies, a mis en œuvre le Programme de développement du secteur agroalimentaire au Bénin (PDAB). Le projet s'appuie sur les expériences tirées de différents projets de soutien à l'entrepreneuriat menés antérieurement pour coordonner les multiples structures impliquées dans chaque maillon de la chaîne de soutien et aider les entrepreneurs à obtenir des financements de la part des banques. Les différentes étapes comprennent la préparation à l'entrepreneuriat par l'Agence territoriale pour le développement agricole (ATDA) ; le développement de plans d'activités par les structures soutenant et supervisant les petites et moyennes entreprises (PME), les Structures

PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Bénin

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bénin

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.2, 2.3, 8.2, 8.5, 8.10

SOUTENU PAR

Gouvernement du Bénin, PNUD Bénin, Fonds du Partenariat pour le développement Inde-Nations Unies géré par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

ENTITÉS D'EXÉCUTION

PNUD Bénin

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

01/2018 – 12/2022

d'Appui et d'Encadrement (SAE) ; la mise en place de crédits par le Fonds national pour le développement agricole (FNDA), les intermédiaires financiers (IOB) et les banques ; le positionnement sur le marché par l'Agence béninoise de sécurité alimentaire (ABSSA) et l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx) ; et le développement du mécanisme après financement. L'appui repose sur le développement d'un partenariat public-privé contractuel et sur des interventions synergiques, garantissant un soutien de qualité tout au long du processus de développement des entreprises.

La participation des institutions nationales et des parties prenantes au projet était indispensable pour servir l'ambition du projet, à savoir soutenir les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneures en renforçant les connaissances, en développant les activités améliorant la chaîne de valeur agricole et en promouvant l'entrepreneuriat agricole. Le projet a fortement impliqué les parties prenantes nationales dans la sélection des jeunes entrepreneurs, l'intégration des entreprises agricoles dans le secteur formel, la formation sur les outils de gestion d'entreprise, l'aide à l'élaboration de plans d'activités, la mise en relation des jeunes entrepreneurs et des institutions financières, le soutien à la normalisation et à la certification des produits, et l'accès au marché. Il contribue à la réalisation des objectifs de développement durable 2 (Lutte contre la faim), 1 (Éradication de la pauvreté) et 8 (Travail décent et croissance économique). Il contribue également au domaine prioritaire 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

L'innovation de cette approche réside non seulement dans la pluralité de l'expertise autour des PME pour aborder les besoins en matière de concurrence, mais aussi et surtout dans la structuration de mécanismes de financement et d'après financement. Au-delà du caractère hautement participatif de l'approche, la segmentation du processus de soutien et la recherche de spécialisation des structures de soutien aux PME constituent également une nouveauté importante.

La nature permanente de ces structures de support, toutes régies par les lois, garantit la durabilité du projet. Parmi les structures publiques impliquées, l'Agence territoriale pour le développement agricole (ATDA) fournit des formations et des conseils aux PME sur les techniques de production et de transformation ; la Direction de la Législation Rurale, de l'appui aux Organisations et à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole (DLROPEA) aborde les questions relatives à la sécurité des droits fonciers ; ABSSA veille au respect des normes et certifie la qualité de la production et des produits transformés ; FNDA offre des garanties pour établir les crédits. La participation de structures privées telles que les IOB garantit les négociations avec les banques pour le montage financier, alors que les SAE dispensent des formations et accompagnent les PME dans la préparation de leurs plans d'activités.

L'intervention du projet a eu les effets suivants :

- ▶ 1 000 jeunes entrepreneurs ont été sélectionnés, formés sur les voies menant à l'entrepreneuriat et affiliés à divers réseaux ou associations de producteurs et de transformateurs ;
- ▶ 450 PME dirigées par des jeunes ont vu le jour et les entrepreneurs ont été formés aux outils de gestion d'entreprise et à l'élaboration de plans d'activités. Plus de 400 d'entre eux ont préparé des plans d'activités promus par des intermédiaires financiers, facilitant les négociations avec les banques et les établissements financiers. Les institutions de financement ont examiné 185 de ces plans d'activités.

L'approche PDAB visant à aider les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneures à accéder aux financements des banques est un projet pilote dont la capacité de reproduction est limitée et soumise à certaines conditions. En effet, le coût du soutien est élevé, impliquant la participation du gouvernement et de partenaires techniques et financiers (PTF) pour résoudre la question de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes. Cette expérience peut être renouvelée uniquement si les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneures acquièrent la capacité à financer le soutien qu'ils reçoivent. Pour cela, il est important qu'ils s'engagent dans des secteurs rentables soutenus par le gouvernement. C'est la raison pour laquelle des plans d'activités ont été établis pour les produits offrant des avantages comparatifs. La flexibilité des banques ou leur spécialisation dans le financement des PME du secteur agroalimentaire est la deuxième condition importante pour pouvoir reproduire ce projet pilote. Il n'est pas simple pour les banques commerciales de prendre de gros risques en prêtant aux PME. Bien que le gouvernement ait créé un fonds spécial pour garantir les prêts aux jeunes entrepreneurs, les conditions d'utilisation de ce fonds et les méthodes de versement ne parviennent pas à convaincre les banques.

Ce projet pilote apporte plusieurs leçons :

- ▶ Le soutien aux PME requiert l'intervention de structures compétentes pour garantir la création d'entreprises efficaces et rentables, capables de lever des financements auprès des banques et de les rembourser ;
- ▶ En l'absence de flexibilité de la part des banques, il est difficile pour les PME créées par les jeunes et les femmes de mener des activités concurrentielles et rentables ;

Il est crucial d'appuyer le développement de contrats avec les marchés institutionnels (publics ou privés) pour garantir le retour sur investissement des entreprises créées par des jeunes et des femmes entrepreneurs.

CONTACT INFORMATION

Basile Marius Gandonou
Analyste du programme, UNDP Benin
maris.gandonou@undp.org

Renforcer les capacités agricoles dans l'Union des Comores



Échange technique entre les Comores et l'Afrique du Sud : vers l'identification du capital naturel des Comores et la libération de son potentiel agricole

DÉFI

La production agricole aux Comores se heurte à des défis de taille. Bien que les précipitations annuelles soient relativement élevées, dépassant les 2 000 millimètres, le nombre insuffisant de réservoirs et de barrages entraîne une pénurie d'eau de surface dans plusieurs régions du pays. Cette situation a une incidence sur la production alimentaire pendant la saison sèche. En dépit du fort potentiel agricole des Comores et du nombre croissant d'initiatives pour promouvoir ce secteur, les faibles niveaux de mécanisation, le manque d'infrastructures, les problèmes de transport entre les îles et les techniques de conservation des aliments entravent la production alimentaire. Le pays souffre également d'un déficit de compétences pour la gestion après récolte, ce qui occasionne d'immenses pertes dans le secteur. De plus, les informations disponibles sur son potentiel agricole et la capacité de ses sols n'ayant pas été actualisées, les techniques employées se sont avérées inefficaces et inadaptées.

VERS UNE SOLUTION

En collaboration avec le Conseil de la recherche agronomique (ARC) de l'Afrique du Sud et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le gouvernement des Comores a identifié les domaines dans lesquels une aide pourrait être fournie pour relever ces défis. L'étude qualitative conjointe réalisée au préalable a permis de mettre à jour le Document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté décrivant les politiques macroéconomiques, structurelles et sociales.

Sur la base de ce travail préliminaire, le projet « Améliorer les capacités agricoles dans l'Union des Comores » a été élaboré dans le but d'améliorer les conditions de production et la valeur ajoutée des produits agricoles, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté, ainsi qu'à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. L'objectif du projet est d'adapter les pratiques agricoles et les systèmes d'exploitation performants, de développer un modèle de rendement des cultures et de soutenir la chaîne



PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les Comores

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afrique du Sud, Brésil, Inde, Comores

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.4, 1.5, 2.3, 2.4, 12.2, 15.4, 15.5

SOUTENU PAR

Dispositif IBAS (Inde-Brazil-Afrique du Sud) pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim - géré par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (ONUSSC), Conseil de la recherche agronomique, Afrique du Sud, PNUD les Comores

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Conseil de la recherche agronomique, PNUD les Comores

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2018 – 2021

de valeur ajoutée par le biais d'activités coordonnées visant à améliorer la fertilité des sols et la sélection de variétés de légumes, à développer un système d'irrigation sur le site sélectionné de Mimbani, sur l'île de Mohéli, et à promouvoir la commercialisation. Le projet contribue à la réalisation des ODD 1 (Éradication de la pauvreté), 2 (Lutte contre la faim), 12 (Modes de consommation et de production durables) et 15 (Vie terrestre). Il sert également les domaines prioritaires 1 (Capacités productives) et 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) du Programme d'action d'Istanbul (PAI). Cela a été rendu possible par la mise en place d'une plateforme agricole pilote dans un centre rural pour le développement économique (CRDE) dans l'île de Mohéli, où les pratiques agricoles bio ont été montrées aux petits exploitants.

Le projet a soutenu les analyses d'adaptabilité de 37 cultures sur 273 sites. Les agriculteurs ont été formés et familiarisés avec les techniques de l'agriculture bio, lesquelles réduisent considérablement l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques. L'école de l'agriculture bio a combiné le savoir autochtone des agriculteurs et les nouvelles pratiques fondées sur des données scientifiques précises pour améliorer la production agricole à Mohéli. Quinze exploitants ont reçu une formation pour manœuvrer des tracteurs. Des techniques de compostage ont été présentées, ce qui a permis de créer 20 unités produisant chacune 450 kg de compost en moyenne. De plus, un système d'irrigation a été mis en place avec succès à Mibani, un facteur essentiel pour assurer la durabilité du projet. Il comprenait la construction d'un barrage de 30 mètres sur la rivière Mibani, l'installation d'une station de pompage et d'un aqueduc principal d'1,2 km, la construction d'un réservoir d'eau de 480 m³ et la fourniture d'un réseau électrique d'1,5 km et de générateurs à alimentation diesel qui assureront un approvisionnement en eau ininterrompu pour l'irrigation. Enfin, un système d'irrigation par goutte-à-goutte et par aspersion a été installé sur 11 hectares de terre. Pour renforcer la productivité des cultures et la productivité hydrique dans des conditions de contrôle partiel, le projet a soutenu la construction d'une structure d'ombrage en filet de 1 500 m². Afin de protéger les équipements des intempéries, un hangar a également été construit pour abriter un tracteur et des outils. Enfin, avec le soutien du PNUD et de l'Institut national de recherche pour l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement (INRAPE), l'ARC a développé un outil de collecte des données qui appuiera la stratégie de marché et l'accès aux marchés pour la filière agroalimentaire.

Cette infrastructure innovante a complètement changé la vie des agriculteurs travaillant au CRDE car ils cultivent désormais toute l'année. Sa construction a été une magnifique occasion pour les ingénieurs locaux d'acquérir des capacités ou de renforcer celles existantes. La mise en place de la mécanisation et des infrastructures a importé de nouveaux ensembles de compétences désormais disponibles dans le pays.

Le centre d'apprentissage agricole sert toujours de centre d'enseignement et de démonstration de pratiques d'exploitation commerciales modernes et durables. Le projet a collaboré avec 1 140 agriculteurs issus de huit villages, dont 36 % sont des femmes et 10 % des jeunes.

Le renforcement des capacités des experts locaux et des petits exploitants était une composante indispensable à la bonne marche et à la pérennité du projet. La formation des experts locaux sur l'irrigation s'est déroulée en Afrique du Sud. Cela a permis de s'assurer que des compétences étaient



disponibles sur chaque île pour concevoir et gérer les infrastructures d'irrigation. L'INRAPE a participé à l'élaboration de tous les modules de formation et a traduit les supports dans les dialectes locaux pour veiller à une meilleure assimilation des contenus et des conseils. Un autre élément clé était la promotion de solutions locales. Le projet a encouragé la production et l'utilisation de compost, d'engrais bio et d'autres produits naturels pour remplacer la plupart des produits chimiques auxquels les agriculteurs ont normalement recours. Les agriculteurs expérimentés ont visité d'autres villages d'agriculteurs pour leur apprendre à faire du compost et à fabriquer des pesticides bio à base de neem afin qu'ils puissent, à leur tour, transmettre les connaissances acquises. Le projet a adopté l'approche « former les formateurs » pour assurer sa pérennité.

Une demande sera formulée pour les prochaines phases du projet de manière à ce que les Comores puissent poursuivre la même approche et bénéficier de l'expérience de l'Inde et du Brésil en matière agricole.

Il est important d'indiquer que reproductibilité et durabilité vont de pair. Le renforcement de l'expertise et de la formation sur les trois îles constitue un aspect fondamental de ce processus. Le projet a fait en sorte que toutes les activités mises en œuvre avec succès à Mohéli soient reproduites sur les deux autres îles. L'objectif était de parvenir à réaliser les mêmes activités dans d'autres conditions climatiques et organisationnelles. Les mêmes cultures seront introduites et évaluées dans d'autres régions des îles Mohéli, Grande Comore et Anjouan pour pouvoir effectuer des comparaisons. L'adaptabilité des cultures peut ensuite être approuvée à plus grande échelle, au niveau national.

CONTACT INFORMATION

M. Ahmed Abdallah Saand Youssouf
Responsable de projet, UNDP the Comoros
saand.ahmed@undp.org

Échanges de connaissances entre le Lesotho et l'Éthiopie au service de la résilience et de la protection sociale réactive aux chocs



Améliorer les programmes de protection sociale, notamment la réaction aux chocs et les travaux publics pour protéger les populations les plus vulnérables

DÉFI

Appartenant au groupe des pays les moins avancés, le Lesotho fait face à des problèmes de grande pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique. Près d'une personne sur deux vit sous le seuil de pauvreté national, et plus d'une personne sur trois sous le seuil de pauvreté alimentaire national (pauvreté extrême) de 138M par adulte et par mois. Le Lesotho est le dixième pays le plus inégalitaire au monde¹. L'insécurité alimentaire causée par les effets du changement climatique, notamment les sécheresses et les inondations, aggrave la pauvreté². En mai 2020, 500 000 personnes étaient menacées d'insécurité alimentaire en raison de la sécheresse au Lesotho³. Avant cette période, l'impact des conditions climatiques défavorables sur la production agricole a placé plus de 700 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2015 et 2016, alors que plus de 200 000 personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire en 2017. Face à toutes ces difficultés, le Lesotho s'est attaché à exploiter l'expérience acquise par l'Éthiopie en matière de programmes et de politiques de résilience et de protection sociale réactive aux chocs.

VERS UNE SOLUTION

Dans ce contexte difficile, le gouvernement du Lesotho soutient les populations vulnérables par le biais d'un programme de protection sociale appelé Fato-Fato, qui inclut des programmes de travaux publics, de transferts en espèces et d'activités génératrices de revenus. Depuis 2015, le Programme alimentaire mondial (PAM) aide le gouvernement du Lesotho à renforcer la capacité de réaction du programme Fato-Fato aux chocs croissants en utilisant l'expérience du gouvernement éthiopien dans le cadre du Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PSNP) mis en œuvre grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST). L'Éthiopie utilise depuis longtemps le PSNP comme programme de protection sociale intégrant des approches sur les travaux publics, la sécurité alimentaire et la nutrition. Son axe travaux publics vise à promouvoir

1 <https://bit.ly/310UvKW>

2 <https://bit.ly/3qvKmjh>

3 <https://bit.ly/3frHnCe>



PROPOSÉ PAR

Programme alimentaire mondial (PAM)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Allemagne, Éthiopie, Lesotho

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.1, 13.1, 13.2, 13.3, 17.1, 17.6, 17.9, 17.19

SOUTENU PAR

Union européenne (UE) ; Agence allemande de coopération internationale (GIZ), PAM

ENTITÉS D'EXÉCUTION

PAM, ministère du Développement social (MSD) du Lesotho, ministère des Forêts et de la Conservation des sols (MFRSC) du Lesotho, ministère éthiopien de l'Agriculture et des Ressources naturelles

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2010 – En cours

des constructions résilientes afin d'atténuer l'impact considérable que les nombreuses catastrophes, en particulier les sécheresses et les inondations, ont sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations locales⁴.

En 2015, une délégation du ministère du Développement social (MSD) du Lesotho s'est rendue en Éthiopie pour une visite au ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles afin d'en savoir plus sur les politiques et les programmes de protection sociale PSNP, tels que la protection sociale réactive aux chocs (notamment les programmes Travail contre rémunération, Vivres pour la création d'avoirs, etc.) et les stratégies/interventions en matière de gestion des catastrophes.

Cette mission a instauré un dialogue entre les deux pays, lequel a permis au gouvernement du Lesotho de réfléchir à la manière d'améliorer la qualité des programmes de travaux publics de Fato-Fato et de constater sur place comment la protection sociale réactive aux chocs bénéficie aux plus vulnérables.

Dans le cadre du suivi de cette mission, le PAM a aidé le gouvernement du Lesotho à intégrer les connaissances acquises en Éthiopie en apportant une assistance technique et en soutenant le développement d'un cadre de résilience nationale pour la programmation intégrée des moyens de subsistance des communautés. Le cadre comprend les enseignements tirés du modèle PSNP éthiopien, ainsi que l'outil de planification participative et de programmation du PAM appelé triple approche (WFP 3PA) - un outil de gestion visant à renforcer les étapes d'élaboration, de planification et de mise en œuvre de programmes portant sur les constructions résilientes, les filets de sécurité, la réduction des risques de catastrophe et la préparation aux catastrophes.

Le partenariat Sud-Sud s'est poursuivi en 2019, année où le PAM a facilité l'envoi d'une seconde mission de cadres du ministère des Forêts et de la Conservation des sols (MFRSC) du Lesotho en Éthiopie pour se familiariser avec la composante travaux publics du PSNP qui fournit du travail contre rémunération et des vivres pour la création d'avoirs. Le travail pour la conservation des sols et de l'eau, que les communautés en Éthiopie sont encouragées à réaliser et qui est fondamental pour renforcer la résilience face aux chocs climatiques, fait partie des activités clés.

Cette seconde mission a établi un dialogue entre les cadres ministériels du Lesotho et de l'Éthiopie sur des questions essentielles, notamment sur les moyens de mettre en œuvre les initiatives relatives aux travaux publics et d'impliquer les partenaires gouvernementaux dans le processus de renforcement des programmes de protection sociale tels que le PSNP. Les discussions entre pairs en Éthiopie et l'assistance technique du PAM ont aidé le MFRSC du Lesotho à comprendre que l'élaboration de lignes directrices était indispensable pour la mise en œuvre des programmes de travaux publics et renforcé la volonté d'accroître le nombre de programmes de ce type comme filets de sécurité pour garantir une plus grande résilience des communautés. Le gouvernement du Lesotho a ainsi découvert les avantages importants qu'une assistance prolongée aux programmes de travaux publics pouvait avoir sur les personnes qu'ils servent, en leur accordant plus de temps pour épargner et rembourser les dettes mais aussi pour subvenir aux besoins de leurs familles en leur apportant en aliments et autres besoins de base.

4 <https://ethiopia.un.org/en/13746-un-resilience-framework>

Dans le prolongement de cette mission, le PAM a dépêché au Lesotho un expert en travaux publics de son bureau pays en Éthiopie pour aider le MFRSC à préparer et à appliquer les techniques de conservation des sols et de l'eau appropriées pour accroître les capacités du pays dans ce domaine. Le guidage du PAM a permis d'unir le travail que réalisent le PAM, d'autres partenaires de développement et les ministères concernés sur les initiatives Fato-Fato, notamment la gestion intégrée des bassins versants (un programme du gouvernement destiné à la conservation des ressources naturelles). Les différents échanges Sud-Sud entretenus entre l'Éthiopie et le Lesotho ont également contribué à créer un réseau solide entre pairs des gouvernements des deux pays.

En 2020, le MFRSC a continué de dialoguer avec le ministère de l'Agriculture éthiopien, avec l'appui du PAM, pour faire face aux crises, notamment la pandémie de COVID-19, par le biais de programmes de protection sociale. Le soutien au MFRSC a permis d'obtenir un financement pluriannuel de la part de la Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) pour exécuter des programmes de renforcement de la résilience améliorant les capacités d'adaptation et les moyens de subsistance des populations vulnérables qui vivent dans l'insécurité alimentaire au Lesotho.

À ce jour, la collaboration avec l'Éthiopie, combinée à l'assistance technique complémentaire du PAM, a contribué à améliorer les aspects suivants : 1) *Les connaissances techniques* du gouvernement du Lesotho pour mettre en œuvre les initiatives de renforcement des capacités de la résilience, de travaux publics, de RRC et de REP. 2) L'appui aux campagnes de sensibilisation et aux *politiques* pour mettre en place un cadre de résilience nationale et des orientations en matière de travaux publics s'est traduit par un engagement politique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. 3) L'établissement durable d'un *réseau d'experts* pour la mise en œuvre et la promotion de leurs relations internationales. 4) La *mobilisation des ressources* pour assurer la sécurité alimentaire et renforcer les capacités a été facilitée par les enseignements tirés du Plan de réponse humanitaire de l'Éthiopie. Cette collaboration a contribué à la réalisation des objectifs de développement durable 2 (Lutte contre la faim), 13 (Action pour le climat) et 17 (Partenariats pour les objectifs). Elle contribue également aux domaines prioritaires 1 (Capacités productives), 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), 5 (Développement humain et social), 6 (Crises multiples et nouveaux défis) et 7 (Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

CONTACT INFORMATION

M. Washi Mokati

Directeur du programme et des politiques RBJ, WFP
washi.mokati@wfp.org

Mrs. Matoka Moshoeshoe

Directeur du programme et des politiques, RBJ, WFP
matoka.moshoeshoe@wfp.org

Plateforme d'intelligence nationale sur la COVID-19



Une plateforme reposant sur des données factuelles pour faciliter les interventions stratégiques et la prise de décision

DÉFI

La COVID-19 a révélé des lacunes manifestes concernant la préparation des systèmes de santé publics aux épidémies de maladies infectieuses dans les pays en développement. L'absence de systèmes de contrôle et de surveillance des maladies infectieuses fiables est particulièrement évidente.

Au Bangladesh, pays de 165 millions d'habitants, la lutte contre la COVID-19 a commencé avec un seul centre de test, soulignant l'incapacité du pays à tracer les infections et à prioriser les interventions, que ce soit pour augmenter le nombre de respirateurs, de personnels soignants ou d'unités de soins intensifs par exemple. En septembre 2021, le pays enregistrait plus d'1,4 million de cas confirmés et plus de 24 000 décès. Comme dans d'autres pays, la pénurie de centres de test, les capacités limitées des systèmes de santé et l'absence de systèmes fondés sur les données pour suivre l'épidémie et riposter ont entravé la gestion au début de la crise. La pénurie de données urgentes, le manque d'accès aux données, l'absence de plateformes communes de partage des données, et les normes, les conventions et les formats différents pour la collecte de données ont sapé le processus de prise de décision.

VERS UNE SOLUTION

Pour faire face à toutes ces crises, le Bangladesh a intégré les contributions de nombreux épidémiologistes, spécialistes des données, économistes et chercheurs dans la « Plateforme d'intelligence nationale sur la COVID-19. » Cette plateforme a été créée pour fournir aux décideurs des informations cruciales leur permettant de prendre des décisions éclairées. Le système a été conçu en collaboration avec des partenaires publics et privés, notamment le ministère de l'Information et des Technologies, l'ICT Division, et la Direction de la santé, ainsi que des entreprises de télécommunication et des services d'assistance téléphonique. Les données massives sont collectées de plusieurs manières, par le biais des déclarations des citoyens provenant de différents

PROPOSÉ PAR

Division des relations économiques (ERD), ministère des Finances, Bangladesh

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.4, 17.16, 17.17, 17.18

SOUTENU PAR

ICT Division Bangladesh, Cabinet Division Bangladesh, Direction générale des Services de santé (DGHS) Bangladesh, Bill and Melinda Gates Foundation (BMGF).

ENTITÉS D'EXÉCUTION

a2i Bangladesh, Direction générale des Services de santé (DGHS), Bangladesh

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

04/2020 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://dashboard.corona.gov.bd/national-dashboard>

services de télécommunications, de sites web et d'applications mobiles, d'agents de santé communautaires, etc. Les analyses générées à partir des données de ce système ont permis de suivre la progression de la maladie 7 à 10 jours avant la réalisation de tests en laboratoire et apporté de nouvelles méthodes de priorisation et d'intervention dans les services de santé des zones les plus touchées (tests massifs, approvisionnement en oxygène, etc.). Le Système d'intelligence sur la COVID-19 a ensuite incorporé dans le système les données relatives aux cas de COVID-19, aux tests, aux tests positifs, à la mortalité, aux capacités hospitalières, aux disponibilités en matière d'équipement, etc.

En collaboration avec la Direction générale des Services de santé (DGHS) et l'Institut d'épidémiologie, de contrôle des maladies et de recherche (IEDCR), le programme Access to Information (a2i) du Bureau du Premier ministre a mis en place une série de solutions technologiques fragmentées pour surveiller le scénario COVID-19 à l'échelle nationale, afin de pouvoir décider et agir rapidement. Les initiatives spécifiques comprennent :

- ▶ La surveillance syndromique
- ▶ La surveillance de la mortalité
- ▶ Le traçage des contacts
- ▶ L'établissement de modèles épidémiologiques
- ▶ La planification et la gestion de la riposte sanitaire

Toutes ces solutions ont été réunies sur une seule plateforme appelée «Plateforme d'intelligence nationale sur la COVID-19», ce qui a facilité l'accès pour les décideurs et accéléré ainsi la prise de décision. L'initiative contribue à la réalisation des ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et 17 (Partenariats pour les objectifs), ainsi qu'au domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

La plateforme visualise les analyses et formule des recommandations stratégiques pour les administrateurs sur le terrain. La matrice de risque générée sur la plateforme montre clairement les districts qui présentent des taux d'infection élevés, permettant ainsi aux responsables d'agir rapidement. Cette plateforme permet de suivre en temps réel la progression de la maladie, de donner des orientations politiques à l'administration et à la santé sur le terrain, et de plaider en temps réel pour l'allocation des ressources. Elle est donc devenue l'une des sources prioritaires dans le processus national de prise de décision sur la COVID-19. Elle assiste le Bureau du Premier ministre, le Cabinet, le ministère de la Santé et l'administration sur le terrain aux niveaux de la division et du district, ainsi que le Comité consultatif national de santé publique pour fixer rapidement des interventions à fort impact et adaptées aux besoins, qui vont aider les citoyens et atténuer les effets de la pandémie de COVID-19.

Cette plateforme a été développée selon les recommandations de la DGHS, avec le soutien de bailleurs de fonds tels que la Bill and Melinda Gates Foundation (BMGF), et a bénéficié du soutien technique d'a2i. Comme la DGHS l'utilise chaque semaine depuis plus d'un an pour prendre des décisions, les autorités pertinentes ont d'ores et déjà pu renforcer leurs capacités.

Dans ce contexte, la plateforme peut désormais être gérée par les capacités internes de la DGHS, et les autorités de la DGHS et de l'IEDCR souhaitent également l'absorber car ils l'utilisent régulièrement pour suivre le scénario COVID dans tout le pays et lancer les interventions requises. Elle sera aussi utile pour gérer n'importe quelle autre crise sanitaire future.

Basée sur des plateformes open source, cette plateforme peut être reproduite par tous les pays intéressés par le biais d'un échange de connaissances Sud-Sud. Le seul problème sera la volonté des fournisseurs de données de l'utiliser pour les rapports. La plateforme contenant des données issues de différentes plateformes publiques et privées, la bonne volonté des autorités concernées est un facteur important.

CONTACT INFORMATION

M. Rabbi Miah
Secrétaire associé, ERD
rabbi1425@gmail.com

Md. Masudul Haque
Secrétaire adjoint, ERD
onemasud@gmail.com

Renforcement des capacités productives dans l'industrie des pesticides



Promouvoir le développement d'un secteur de production d'engrais verts au Soudan

DÉFI

Selon le classement des Nations Unies, le Soudan est l'un des pays les moins avancés (PMA) au monde. L'économie de ce pays agraire dépend fortement de l'agriculture de subsistance, laquelle représente 27,5 % du produit intérieur brut (PIB) (2013). L'utilisation de pesticides est devenue nécessaire pour protéger les cultures des nuisibles et la vie des personnes et des animaux des maladies à transmission vectorielle. Cependant, selon un cadre du ministère soudanais de l'Agriculture et de l'Irrigation, comme le Soudan ne dispose d'aucune usine de fabrication de pesticides à cause du manque de technologies agricoles, les pesticides, des produits agrochimiques souvent extrêmement toxiques basés sur des formulations anciennes et dangereuses à toxicité variable pour contrôler les nuisibles, les maladies et les mauvaises herbes, sont tous importés de l'étranger.

Depuis l'apparition de la première génération de pesticides dans les années 1940, les pesticides sont pointés du doigt pour leur effet polluant. Près de cinq décennies auront été nécessaires pour évaluer les effets graves de ces produits chimiques, qui ont non seulement été à l'origine du phénomène de dérive et de la présence de polluants organiques dans l'environnement, mais se sont aussi révélés nocifs pour la sécurité alimentaire et la santé des épandeurs, des travailleurs et des agriculteurs, selon l'Organisation mondiale de la Santé.

La recherche et le développement menés dans le domaine des produits agrochimiques dans les pays développés ont joué un rôle central dans la commercialisation de pesticides à large spectre, extrêmement actifs et moins toxiques, dont les compositions sont respectueuses des personnes et de l'environnement. Ces nouveaux produits ont réduit considérablement les problèmes associés à la production et à l'utilisation de pesticides. Toutefois, ce sont principalement les pays développés qui bénéficient de tous ces avantages. Il est par conséquent urgent d'implanter et de promouvoir des pesticides aux compositions inoffensives et respectueuses de l'environnement dans les pays en développement, en particulier dans les PMA, car la plupart n'y ont pas accès en raison de leur coût élevé et des brevets qui les protègent.



PROPOSÉ PAR

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (CICETE)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Soudan

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.4, 2.a, 3.9, 9.5, 9.b, 13.b

SOUTENU PAR

Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Centre de développement des compositions de pesticides de Nantong (NPFC) Chine Senal Agricultural Industry and Chemical Company Ltd. Sudan (SAICC) Company Ltd. Sudan (SAICC)

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

11/2011 – 10/2013

VERS UNE SOLUTION

Pour promouvoir l'essor de la production d'engrais verts au Soudan, le Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine et son partenaire, le Centre de développement des compositions de pesticide de Nantong (NPFC), ont élaboré un programme de transfert de technologies pour la mise en service d'une usine dédiée à la formulation de pesticides écologiques. L'usine avait pour mission de fabriquer des produits censés remplacer les pesticides polluants commercialisés à base de polluants organiques persistants et de solvants organiques, en vue de garantir la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire et la santé humaine, tout en augmentant la productivité agricole.

Le projet a contribué à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable, tels que les ODD 2 (Lutte contre la faim), 3 (Bonne santé et bien-être), 9 (Industrialisation, innovation et infrastructure) et 13 (Action pour le climat). Dans le Programme d'action d'Istanbul (PAI), il a contribué aux domaines prioritaires 1 (Renforcement des capacités productives et des infrastructures, énergie, science, technologie et innovation, développement du secteur privé) et 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural).

Organisation publique autonome à but non lucratif possédant des années d'expérience dans la recherche et le développement de compositions phytosanitaires respectueuses de l'environnement et dans la construction d'usines, le NPFC, en tant qu'organisme de mise en œuvre, a bien aidé le Soudan à accéder à de nouvelles technologies vertes dans le domaine agricole. Des organisations agricoles dépendant du ministère soudanais de l'Agriculture ont fourni les investissements pour la construction. Le projet était une expérience pilote de transfert de technologies entre pays en développement et un exemple de coopération Sud-Sud fondée sur l'égalité et le bénéfice mutuel. Il a été mis en œuvre selon la modalité d'exécution nationale (NEX) dans le cadre du Projet cadre de coopération pour le développement Sud-Sud et contribué à la protection de l'environnement, à la sécurité alimentaire et à la santé humaine tout en augmentant la productivité agricole.

Des experts du NPFC se sont rendus au Soudan pour collecter des informations sur les compositions des pesticides utilisés dans ce pays et ont mené une étude de faisabilité concernant l'implantation sur ce territoire d'une usine de formulation de pesticides à base d'eau écologiques. Une équipe de recherche et développement a été formée pour ce projet. Deux chimistes spécialisés du NPFC ont travaillé sur trois nouvelles formulations écoresponsables pendant près de 12 mois, qui comprenaient la formulation, la transformation, l'étude des propriétés physiques et chimiques du produit, la méthode d'analyse et les normes de qualité de la composition. Les produits issus du projet étaient tous des formulations micro-encapsulées.

Par rapport aux anciennes formulations traditionnelles, la microcapsule est une importante formulation à base d'eau produite et vendue dans les pays développés à un rythme croissant. Son action et son efficacité sont supérieures à celles des concentrés émulsifiables et son utilisation est sûre et simple. Cette prochaine génération de formulations majeures devant remplacer les concentrés émulsifiables, le coût de fabrication des produits micro-encapsulés est moindre par rapport aux concentrés émulsifiables, ce qui est beaucoup plus avantageux pour les agriculteurs soudanais pour qui les pesticides sont souvent hors de prix.



Le projet a formé plus de 10 techniciens, les aidant à monter une usine de pesticides écoresponsables et les sensibilisant aux nouvelles technologies de préparation des pesticides. Sa contribution est très importante. Il a d'une part renforcé les capacités des instituts de recherche agricole soudanais en matière de recherche et de développement et, d'autre part, aidé à implanter au niveau local une usine de pesticides, mettant fin à la situation de totale dépendance du pays à l'égard des importations de pesticides. Depuis, les agriculteurs ont pu utiliser des pesticides moins chers, moins toxiques et plus respectueux de l'environnement. Le projet a joué un rôle crucial dans l'amélioration du niveau agricole au Soudan, augmentant la productivité des cultures et par conséquent les revenus des agriculteurs.

La mise en œuvre du projet a permis de remplacer les polluants organiques persistants, conformément à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable, et de restaurer les écosystèmes locaux tout en garantissant la sécurité alimentaire, la sécurité biologique et le développement durable de la communauté agricole. Les résultats du projet en matière de recherche et les modèles empiriques de coopération technique ont pu être diffusés en tant que bonnes pratiques dans les pays en développement, en particulier les PMA.

CONTACT INFORMATION

Mme Xu Yayun
Assistante du projet, NPFC
nantongxyy@163.com

Partenariat pour renforcer la résilience face aux urgences de santé publique par la recherche avancée et l'éducation (PREPARE)



Initiative pour renforcer les réseaux internationaux de lutte contre les maladies infectieuses

DÉFI

Des millions de personnes meurent chaque année de maladies infectieuses. L'épidémie de maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest et la pandémie de COVID-19 sont des exemples récents de maladies infectieuses aux effets dévastateurs sur l'économie, les sociétés et la vie humaine. Le contrôle des maladies infectieuses exige la création d'un réseau mondial regroupant des chercheurs, des décideurs et des organisations telles que les gouvernements et les laboratoires. Depuis plusieurs décennies, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) coopère avec des laboratoires de référence en Afrique et en Asie, qui sont devenus des institutions importantes pour le contrôle des maladies infectieuses dans leurs pays respectifs. Le Partenariat pour renforcer la résilience face aux urgences de santé publique par le biais de la recherche avancée et de l'éducation (PREPARE) de la JICA vise à renforcer le réseau de lutte contre les maladies infectieuses avec ces partenaires de collaboration et les organisations internationales.

VERS UNE SOLUTION

Pour répondre efficacement aux urgences sanitaires nationales, régionales et mondiales, il est indispensable de renforcer les capacités de test et de mettre en place un système de surveillance des maladies. Dans ce but et dans une démarche de contribution à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 3 (Bonne santé et bien-être) et au domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI), la JICA a mis en œuvre le projet « Partenariat pour renforcer la résilience face aux urgences de santé publique par la recherche avancée et l'éducation (PREPARE) » en collaboration avec des institutions universitaires et des laboratoires locaux dans les pays en développement, notamment les pays les moins avancés (PMA). Le projet comporte trois axes d'action :

PROPOSÉ PAR

Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Japon, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.3, 3.8, 3.c, 17.6, 17.16

SOUTENU PAR

JICA, le Noguchi Memorial Institute for Medical Research (NMIMR), Ghana, Université du Canal de Suez, Égypte, Kenya Medical Research Institute (KEMRI), Kenya, Zambia National Public Health Institute (ZNPPI), Zambie

ENTITÉS D'EXÉCUTION

JICA, le Noguchi Memorial Institute for Medical Research (NMIMR), Ghana, Université du Canal de Suez, Égypte, Kenya Medical Research Institute (KEMRI), Kenya, Zambia National Public Health Institute (ZNPPI), Zambie

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2016 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

– https://www.jica.go.jp/english/publications/j-world/2010_06.html
– <https://www.jica.go.jp/english/publications/j-world/1904.html>
– https://www.jica.go.jp/english/news/field/2017/171211_01.html
– https://www.youtube.com/watch?v=wV9b_qfWKCY
– <https://www.youtube.com/watch?v=sU8lz9QZHWY>
– <https://www.youtube.com/watch?v=CsBRvMpTicw>

► *Renforcer les capacités des grands laboratoires nationaux*

La préparation aux urgences sanitaires, telles que les épidémies de maladies infectieuses, est un élément important pour parvenir à la couverture sanitaire universelle (CSU). Depuis de nombreuses années, la JICA collabore avec plusieurs laboratoires de référence, en particulier en Afrique et en Asie (par exemple, le Ghana, le Kenya, le Nigeria, les Philippines, la République démocratique du Congo, le Viet Nam et la Zambie), pour mettre en place des établissements dédiés à la lutte contre les maladies infectieuses grâce à une aide financière et à la coopération technique. Cette collaboration a permis de renforcer les capacités des ressources humaines et la capacité opérationnelle des laboratoires.

L'Institut National de la Recherche Biomédicale (INRB) de la République démocratique du Congo en est un exemple remarquable. La JICA a contribué financièrement à la construction d'établissements de test, de recherche et de formation, notamment des laboratoires de niveau de confinement biologique 3, en plus de la fourniture des équipements nécessaires. L'INRB, le seul institut national dédié à la lutte contre les maladies infectieuses dans ce pays, a ainsi pu mettre à niveau sa plateforme technique, réduire les délais de diagnostic et améliorer son niveau de préparation aux épidémies. La JICA et l'INRB ont par ailleurs mis en œuvre des projets de coopération technique pour renforcer le système de surveillance épidémiologique et promouvoir ainsi le contrôle des maladies infectieuses en République démocratique du Congo.

► *Renforcer les capacités des experts en matière de contrôle des maladies*

Pour renforcer le développement de ressources humaines spécialisées, la JICA a lancé, en 2017, un programme de formation à long terme destiné aux personnes souhaitant obtenir un doctorat ou une maîtrise, ou mener des recherches postdoctorales dans le domaine du contrôle des maladies infectieuses dans les universités japonaises. Près de huit participants issus de pays en développement, notamment des pays les moins avancés comme le Ghana, le Kenya, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Viet Nam et la Zambie, rejoignent chaque année le programme des universités de Nagasaki et de Hokkaido.

De plus, pour élargir les capacités des systèmes de surveillance en Afrique, quatre institutions africaines, à savoir le Noguchi Memorial Institute for Medical Research (NMIMR) au Ghana, l'université du Canal de Suez en Égypte, le Kenya Medical Research Institute (KEMRI) et le Zambia National Public Health Institute (ZNPHI), proposent des programmes régionaux destinés à former les techniciens de laboratoire et les cadres gouvernementaux d'un grand nombre de pays africains, notamment des PMA. En janvier et février 2021, pendant la pandémie de COVID-19, la JICA a aidé le NMIMR du Ghana à accueillir des formations en ligne de pays tiers pour neuf pays d'Afrique de l'Ouest, parmi lesquels des PMA, sur les mesures contre les maladies infectieuses, notamment la COVID-19, dont ont bénéficié 15 experts. Par le biais de la coopération triangulaire, la JICA et des organisations partenaires rompues aux collaborations à long terme ont été en mesure d'intensifier l'impact sur le développement accumulé en Égypte, au Ghana, au Kenya et en Zambie à presque tous les pays de l'Afrique sub-saharienne.



► *Constituer un réseau d'initiatives régionales et mondiales sur le contrôle des maladies*

Le renforcement des partenariats régionaux et mondiaux avec des organisations internationales constitue également un élément important pour améliorer le niveau de préparation aux urgences sanitaires. La JICA souhaite collaborer davantage avec des organisations telles que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le CDC-Afrique (Centre africain de prévention et de contrôle des maladies) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) car elles jouent un rôle précis et possèdent une expertise spécifique dans la définition des normes, la formulation de stratégies mondiales/régionales et la mise en œuvre d'actions. La JICA renforce ses liens avec ces organisations pour partager les objectifs communs que sont l'instauration d'une couverture sanitaire universelle et la mise en place de systèmes de santé plus résilients pour répondre aux urgences sanitaires.

Cette initiative a renforcé les systèmes de surveillance, les ressources humaines et les réseaux des pays en développement (y compris les PMA). Mieux préparés, les pays ont été en mesure de réagir rapidement à la pandémie de COVID-19.

CONTACT INFORMATION

Mme Sachiyo Yasunaga

Directrice adjointe, Bureau des questions mondiales et du partenariat pour le développement, département de la Stratégie des opérations, JICA
Yasunaga.Sachiyo@jica.go.jp

Formation sur les partenariats stratégiques avec les responsables religieux musulmans



De meilleurs partenariats pour la prospérité

DÉFI

Près de 214 millions de femmes dans les pays en développement qui souhaitent éviter une grossesse n'utilisent pas de méthodes de planification familiale sûres et efficaces pour plusieurs raisons qui vont de l'impossibilité d'accéder aux informations ou aux services, à l'absence de soutien de leurs partenaires ou communautés. Les institutions et responsables religieux peuvent jouer un rôle significatif en mettant en avant le fondement religieux du concept de planification familiale et en fournissant des informations et des services aux membres de leur communauté. Pourtant, un grand nombre d'entre eux n'ont pas encore pris conscience de l'importance de leur rôle en la matière et s'opposent à la planification familiale. Ne pas répondre aux besoins des femmes en matière de planification familiale peut mettre en péril la réalisation de l'ODD 3 (Santé et bien-être), mais aussi nuire au progrès économique et aux droits génésiques dans les pays où le taux de prévalence de la contraception est bas.

VERS UNE SOLUTION

Développer et promouvoir la coopération internationale est devenu un élément clé des politiques de développement de l'Indonésie. L'une de ces politiques consiste à mettre en place des programmes de renforcement des capacités pour les pays en développement grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire, avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) en tant que partenaire de développement.

Depuis 2015, le gouvernement d'Indonésie, représenté par le Bureau national pour la population et la planification familiale (National Population and Family Planning Board, BKKBN) et le Secrétariat d'État du ministère, collabore avec le FNUAP en vue de mettre en place des programmes dans le domaine de la planification familiale, de la santé reproductive et de l'égalité des sexes, en cherchant principalement à impliquer les responsables religieux musulmans. Le programme intitulé « Formation sur les partenariats stratégiques avec les responsables religieux musulmans » a pour objectif

PROPOSÉ PAR

Ministère du Secrétariat d'État, Indonésie

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Guinée, Indonésie, Mali, Népal, Niger, Soudan

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.7, 17.9, 17.16

SOUTENU PAR

Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère du Secrétariat d'État et Bureau national pour la population et la planification familiale de la République d'Indonésie

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2015 – En cours

d'élargir les connaissances des participants sur le rôle des responsables religieux musulmans dans la promotion des programmes de planification familiale au sein de leur communauté.

L'Indonésie a mis en place six programmes de formation auxquels ont participé 167 personnes issues de 20 pays. Lors de cette formation, les participants ont la possibilité d'aborder des questions liées à la planification familiale et à la santé reproductive avec des experts et des responsables religieux musulmans.

Pour faciliter le transfert systématique des bonnes pratiques et des connaissances entre les pays, la formation de coopération Sud-Sud et triangulaire adopte des méthodes uniques et innovantes. Durant les cours, des spécialistes orientent les discussions sur les enseignements islamiques en matière de planification familiale. Des activités de sensibilisation sont menées sur le terrain pour interagir directement avec les personnes ressources au niveau local quant à la manière dont les responsables religieux musulmans et les institutions islamiques appliquent les enseignements islamiques en matière de planification familiale. Les participants issus de différents pays sont également invités à partager leurs expériences. Cette coopération transversale a été conçue de façon à ce que les participants de différents pays puissent échanger leurs expériences. Ils en tirent des enseignements et créent leurs propres plans d'action pour les appliquer dans leurs pays à leur retour.

Dans le cadre de sa politique de développement international, le gouvernement d'Indonésie accorde des bourses annuelles à d'autres pays en développement pour qu'ils participent à des formations sur la coopération Sud-Sud et triangulaire. Dans certains cas, l'Indonésie envoie également ses représentants officiels pour des actions de suivi auprès des responsables religieux musulmans dans les pays destinataires. Les pays destinataires, avec le soutien de leur antenne FNUAP locale, mènent des actions complémentaires pour appliquer et reproduire l'expérience indonésienne et les enseignements tirés. Les communautés locales ont des caractéristiques contextuelles similaires, à savoir une population majoritairement musulmane.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, ces programmes de formation ont été mis en place en ligne sous la forme de webinaires. Malgré l'absence de visites sur le terrain en raison du format virtuel de ces programmes, les participants peuvent parler de la planification familiale, de la santé reproductive et de l'égalité des sexes avec des experts indonésiens.

Les partenariats stratégiques entre le gouvernement et les responsables religieux musulmans sont la clé de la réussite des programmes de planification familiale indonésiens. Le soutien des responsables religieux musulmans influents aux nouvelles idées en matière de planification familiale a aidé les communautés à accepter et à adopter ces approches innovantes.

Par exemple, le gouvernement de Guinée a poursuivi la mission de coopération Sud-Sud et triangulaire en organisant des ateliers destinés aux responsables religieux (musulmans et chrétiens) en matière de planification familiale. L'atelier a débouché sur une déclaration des responsables religieux de Guinée en faveur du programme national de planification familiale. Bien qu'il soit difficile d'en déterminer la causalité, le taux de prévalence contraceptive augmente en Guinée, quoique très lentement. Le gouvernement des



Philippines applique les enseignements tirés de l'expérience indonésienne dans cinq municipalités des régions autonomes en Mindanao musulmane (RAMM). De nombreux responsables religieux musulmans œuvrent également en faveur de la promotion de la planification familiale via des stations de radio locales.

La mise en place de ces programmes s'inscrit dans la lignée de l'engagement de l'Indonésie en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 3, l'ODD 5 et l'ODD 17. Ces programmes sont également importants pour obtenir des résultats dans le domaine prioritaire du développement humain et social du Programme d'action d'Istanbul (PAI), attendu que les programmes de planification familiale efficaces sont associés à des taux de mortalité maternelle plus faibles, améliorant ainsi la santé des femmes et offrant davantage d'opportunités d'autonomisation des femmes pour la prise de contrôle sur leur vie et leur bien-être.

Ce programme a montré que l'Indonésie et d'autres pays en développement partagent des problèmes et des défis semblables en matière de planification familiale. Grâce à ces programmes, les participants ont pu découvrir les bonnes pratiques de l'Indonésie sur la question de l'implication des responsables religieux musulmans dans les programmes de planification familiale et la promotion de la planification familiale dans toute la communauté. Une collaboration solide entre les responsables religieux musulmans indonésiens et le pays destinataire est nécessaire pour appliquer plus facilement les leçons tirées dans le pays et pour atteindre les résultats escomptés.

CONTACT INFORMATION

Mme Noviyanti
Directrice du Bureau pour la coopération technique étrangère, Ministère du Secrétariat d'État, Indonésie
ktsst@setneg.go.id

Utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour promouvoir et améliorer l'accessibilité et la qualité des soins de santé pour les personnes âgées



Renforcer les capacités des pays de la région Asie-Pacifique en matière d'élaboration de politiques et de stratégies visant à promouvoir la santé et les soins de longue durée des personnes âgées grâce aux TIC

DÉFI

Les pays de la région Asie-Pacifique qui connaissent un vieillissement rapide de leur population sont confrontés à différents enjeux économiques et sociaux, notamment celui de répondre aux besoins des personnes âgées en matière de soins. Des défis demeurent dans un contexte où les personnes âgées, et particulièrement les femmes, n'ont pas accès aux traitements médicaux dont elles ont besoin, en raison de leur coût élevé, du manque de prestataires de soins de santé, de l'absence de moyens de transport ou encore des difficultés d'accès au système de santé en général.

Certains pays de la région ont déjà commencé à lutter contre les difficultés d'accès aux soins de santé pour les personnes âgées, alors que dans d'autres cette question constituera un défi croissant, étant donné que le vieillissement de la population a également un impact direct sur la mise en œuvre de l'ODD 3 (Santé et bien-être). Les pays, en particulier les pays les moins développés dont les ressources financières sont limitées, doivent adopter des méthodes innovantes pour aider les personnes âgées à accéder aux soins de santé. À cet égard, une utilisation plus large et plus efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) peut contribuer à améliorer l'accès des personnes âgées aux services de soins de santé et à promouvoir leurs droits.

VERS UNE SOLUTION

Pour relever le défi de l'accès limité aux soins de santé pour les personnes âgées, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), soutenue par le ministère de la Santé et du Bien-être de la République de Corée et en collaboration avec le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (APCICT), l'IDD, le FNUAP et HelgAge International, ont mené ou participé à des études analytiques en vue de détecter les

PROPOSÉ PAR

Institut pour le développement du secteur de la santé de Corée (KHIDI), République de Corée

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Birmanie, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, République de Corée, Thaïlande, Viet Nam

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 3.4, 3.6, 3.8, 5.b, 5.c, 8.2, 8.5, 9.5, 9.c, 10.2

SOUTENU PAR

Ministère de la Santé et du Bien-être de la République de Corée, APCICT, IDD

ENTITÉS D'EXÉCUTION

CESAP (en collaboration avec l'IDD, l'APCICT, l'OMS, le FNUAP et HelpAge International)

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

12/2016 – 12/2020

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

– <https://bit.ly/32A2nUe>
– <https://bit.ly/33RtwTa>

besoins spécifiques des personnes âgées, en particulier les femmes, pour l'accès aux soins de santé, et identifié les bonnes pratiques en matière d'utilisation des TIC pour accéder aux services de santé. Plus précisément, des études ont été réalisées au Cambodge, en République de Corée et au Viet Nam. En partageant les résultats avec les États membres lors d'une série d'ateliers régionaux et de consultations avec l'engagement des équipes pays des Nations Unies et des bureaux des coordinateurs résidents, des participants originaires de PMA, tels que le Cambodge et le Laos, ont pu découvrir les bonnes pratiques et les expériences d'autres pays.

Ce projet avait pour objectif de renforcer la capacité des pays en développement sélectionnés en Asie et dans le Pacifique pour élaborer des politiques et des stratégies visant à encourager la prestation de services de santé et de soins de longue durée pour les personnes âgées en utilisant les TIC. Le projet a contribué aux ODD 1, 3, 5, 8, 9 et 10, mais surtout aux ODD 3 et 10. Il a également contribué aux domaines prioritaires 1 et 5 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le principal outil de connaissance intitulé « Using Information and Communication Technologies to Address the Health-care Needs of Older Persons Managing Chronic Disease: A Guidebook and Good Practices from Asia and the Pacific » (Utiliser les technologies de l'information et de la communication pour répondre aux besoins en matière de santé des personnes âgées dans la gestion des maladies chroniques : Un guide et des bonnes pratiques pour la région Asie-Pacifique) (ST/CESAP/2972)¹ a été publié et diffusé sous forme de guide électronique, dans le but de fournir aux États membres une ressource leur permettant de formuler des solutions innovantes afin de gérer ces évolutions démographiques et les enjeux associés en matière de santé. Il s'agit d'un outil de référence utile qui aide les PMA à comprendre comment les TIC peuvent permettre un accès équitable à des services de santé de qualité pour les personnes âgées atteintes de maladies chroniques.

Le guide a été traduit dans plusieurs langues nationales dans le but d'élargir au maximum son utilisation par les représentants des gouvernements nationaux et de répondre aux enjeux de leurs pays en matière de soins de santé. Pour l'instant, seule une version en vietnamien est disponible. Les versions en thaï et en khmer seront disponibles en janvier 2022.

En outre, les résultats de ce projet ont été partagés lors d'un atelier et d'un webinaire organisé au Cambodge et en Thaïlande. Des représentants du secteur privé ont été invités à partager l'utilisation des TIC dans les soins de santé, contribuant ainsi à la réussite de ces réunions. Un grand nombre des bonnes pratiques énoncées dans le guide ont permis d'améliorer l'avantage concurrentiel de certains pays, notamment les pays du Sud. Le guide a également été partagé à l'occasion d'un atelier organisé par l'Académie chinoise pour les technologies de l'information et de la communication (CAICT) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur l'utilisation des technologies numériques pour promouvoir un vieillissement en bonne santé en Asie du Sud. Ces événements, en tirant parti de la coopération Sud-Sud et triangulaire, ont permis d'approfondir les connaissances des représentants des gouvernements en matière d'identification des besoins de santé des personnes âgées et sur les possibilités qu'offrent les TIC pour promouvoir l'accessibilité et la qualité des soins de santé et des soins de longue durée, mais aussi concernant l'application des bonnes pratiques et des expériences en matière

1 <https://bit.ly/3quZBsY>



d'utilisation des TIC pour améliorer l'accès des personnes âgées aux soins de santé.

S'inspirant de ce projet, la CESAP APCICT développe actuellement des documents de formation sur les TIC et l'éducation/la maîtrise du numérique pour les personnes âgées en se basant sur le guide. Les résultats de ce projet, qui reconnaissent le potentiel des TIC pour promouvoir le vieillissement en bonne santé et le bien-être des personnes âgées, seront utilisés lors du quatrième séminaire d'examen et d'évaluation à l'échelle régionale du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (PAIMV) qui aura lieu en 2022. Avec la diffusion plus large du guide à l'occasion de la prochaine évaluation régionale du PAIMV, d'autres pays en développement devraient pouvoir reproduire les bonnes pratiques.

Pour garantir une conception et une mise en place judicieuses et efficaces du projet, la coopération régionale ainsi que l'engagement de toutes les parties prenantes (gouvernement national, communautés locales, enseignement, médecins, représentants du secteur privé et groupes de personnes âgées) ont été essentiels. En outre, l'évaluation des ateliers, des réunions et des événements organisés par la CESAP s'est avérée utile pour tirer des leçons et améliorer l'efficacité de ces événements, mais aussi pour rendre compte de l'avancée des projets.

CONTACT INFORMATION

M. Srinivas Tata

Directeur de la division Développement social, CESAP
tatas@un.org

Amélioration de la santé maternelle et infantile à la frontière nord entre la République dominicaine et Haïti



Progresser vers la réalisation de l'ODD 3 en renforçant les services de santé en vue de réduire la mortalité maternelle et infantile

DÉFI

Entre 2014 et 2016, 32 % des femmes enceintes ayant reçu des soins à l'hôpital dominicain de Dajabón, dans la région occidentale de Cibao, étaient haïtiennes, soit 44 % du nombre total de femmes ayant accouché dans cet hôpital. En outre, cette région enregistre l'un des taux les plus élevés de mortalité maternelle de toute la République dominicaine. Les principales causes de décès maternels sont l'hypertension durant la grossesse et les hémorragies post-partum, deux problèmes évitables dans plus de 80 % des cas grâce à des soins de qualité centrés sur les personnes. Pour remédier aux problèmes de santé des femmes enceintes, les deux pays voisins ont lancé un projet de coopération binationale soutenu par l'Organisation panaméricaine de la santé/ Organisation mondiale de la Santé (OPS/OMS). L'objectif du projet est de réduire la mortalité des mères et des nouveau-nés en améliorant la prévention, la détection précoce et la bonne gestion des principales causes de décès, dans les établissements de santé et au niveau de la communauté.

VERS UNE SOLUTION

Le projet d'amélioration de la santé maternelle et infantile à la frontière nord entre la République dominicaine et Haïti a été mis en place en tant qu'initiative pour la frontière dominicano-haïtienne nord. Il a été planifié par les autorités nationales et régionales des deux pays et a reçu le soutien de l'OPS/OMS. Il prévoyait également la coordination locale et la participation à part entière des autorités sanitaires pour la mise en œuvre, la supervision et le contrôle du projet. L'objectif était de réduire la mortalité maternelle et infantile (en particulier la mortalité néonatale) dans la région, en renforçant la capacité résolvative des établissements de santé publics, conjointement à des interventions communautaires, tout en renforçant la coordination binationale en matière de santé. Ce projet a contribué directement à la réalisation de l'Objectif de développement durable 3 (Santé et bien-être) et au domaine prioritaire 5 du Programme d'action d'Istanbul (PAI) axé sur le développement humain et social. En ce qui concerne la méthodologie, les autorités et les travailleurs sanitaires des deux pays ont organisé des réunions de coordination et entretenu une communication

PROPOSÉ PAR

Organisation panaméricaine de la santé (OPS)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Haïti, République dominicaine

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.3, 3.1, 3.2, 3.7, 3.8, 3.c, 5.6, 17.9

SOUTENU PAR

OPS

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère de la Santé et service national de la Santé de République dominicaine, ministère de la Santé d'Haïti

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

04/2018 – 2020

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

www.paho.org/cchd

fluide. L'équipe de santé issue des trois niveaux de soins (au niveau du département, des centres de soins et des communautés) a participé à un processus d'apprentissage collaboratif encourageant le partage des bonnes pratiques, avec le suivi des autorités sanitaires locales et régionales impliquées. Leur expérience pourrait être utilisée pour fournir une coopération technique si de telles initiatives étaient reproduites dans d'autres régions transfrontalières. La méthodologie de formation des animateurs a renforcé les centres de soins locaux, en garantissant la durabilité des interventions grâce à des mécanismes fonctionnels qui sont restés dans les établissements et les structures à l'issue du projet.

L'initiative était fondée sur une approche de soins à trois niveaux pour orienter le transfert transnational des bonnes pratiques. Au niveau départemental, une commission mixte bilatérale du mécanisme de coordination de la référence et de la contre-référence entre Haïti et la République dominicaine a été créée en vue d'établir des liens opérationnels pour apporter les meilleurs soins possibles aux femmes enceintes présentant des complications obstétriques. Au niveau des établissements de santé, les services sanitaires situés le long de la frontière ont été remis en état afin que les femmes enceintes puissent accoucher dignement dans un environnement respectueux et sûr, et recevoir des soins maternels de qualité dispensés par un personnel de santé qualifié. Au niveau de la communauté, des réunions mixtes ont été organisées pour les jeunes et les adolescents des deux pays afin de les sensibiliser à la prévention des grossesses précoces et des maladies sexuellement transmissibles (MST), mais aussi concernant leur droit à recevoir des soins adaptés à l'hôpital. Des réseaux binationaux des deux pays ont été mis en place pour des actions intégrées en faveur des adolescents et des soins de santé maternelle pour les femmes migrantes haïtiennes. En outre, des réunions mixtes ont eu lieu avec des responsables des communautés et des travailleurs de santé communautaires des deux pays afin d'assurer une appropriation commune du projet mais aussi de motiver et d'informer les femmes en âge de procréer sur la disponibilité de services de santé maternelle et de planification familiale de qualité dans leurs communautés respectives. De plus, le Servicio Regional de Salud Cibao Occidental (Service régional de Santé du Cibao occidental - SRSCO) a coordonné les efforts avec succès afin d'améliorer les soins dispensés aux mères et aux enfants dans ses 16 hôpitaux, y compris l'hôpital régional de soins maternels et infantiles Francisco Peña Gómez de Mao-Valverde. Cela a renforcé leur capacité résolutive afin de se conformer aux protocoles maternels et néonataux établis par le ministère de la Santé (MSP), en utilisant la méthodologie d'apprentissage collaboratif qui prévoit une liste de contrôle avec des critères explicites pour mesurer la conformité.

L'échange d'expériences entre les deux pays a eu lieu lors de réunions binationales organisées en fonction des besoins. L'intégration binationale s'est avérée essentielle à la réussite de ce projet. Elle constitue une base permettant de maintenir et d'ajouter des initiatives qui profiteront aux deux pays. Ce projet peut servir de référence pour une transposition et un déploiement à plus grande échelle dans d'autres pays présentant des défis démographiques frontaliers similaires.

Entre 2018 et 2020, le projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

- ▶ Le nombre de décès maternels a été réduit de 23 % et le taux de mortalité maternelle, de 18 % (passant de 13 à 10, et de 209 à 171 pour 100 000 naissances vivantes en 2019 par rapport à 2018).



- ▶ Le nombre de décès néonataux a été réduit de 26 % (passant de 148 à 110) et la mortalité néonatale a été réduite de 39 % (passant de 23 à 14 pour 1 000 naissances vivantes).
- ▶ 595 professionnels de la santé ont été formés : au triage ; aux urgences et soins obstétriques urgents ; aux hémorragies obstétriques et au code rouge ; pour aider les mères à survivre à une prééclampsie/éclampsie ; et à la prise en charge des maladies infantiles (AIEPI), entre autres.
- ▶ 199 professionnels de la santé, principalement issus de la communauté, ont été formés aux sujets prioritaires identifiés dans la stratégie d'intervention conçue à partir d'une base de référence : reconnaître et rechercher des soins professionnels pendant la grossesse et l'accouchement ; identifier les signes de danger (preuves et symptômes) pendant la grossesse, l'accouchement, la période postnatale et chez des nouveau-nés ; et sur la santé reproductive et la réduction des obstacles à l'accès aux services de santé.
- ▶ La capacité du service de santé a été améliorée grâce à l'activation et au traitement du code rouge obstétrique. Cela comprenait la formation de 15 obstétriciens et gynécologues, et de 35 professionnels de santé non spécialisés en gynécologie ou obstétrique. De plus, 20 vêtements antichocs non pneumatiques ont été fournis aux services de santé. En 2019, 33 codes rouges ont été signalés et dans tous les cas les mères et les enfants ont survécu.
- ▶ L'approvisionnement et la gestion du sang ont été améliorés, notamment grâce à la fourniture d'équipements et de matériel de test pour le dépistage et la transfusion. En 2019, 421 unités de sang ont été testées.
- ▶ Le Système d'information périnatale (SIP Plus) a été mis en place dans six hôpitaux de la région.
- ▶ Le respect du protocole obstétrique et néonatal a été amélioré dans 16 hôpitaux.

La méthode d'évaluation du réseau intégré de fourniture de soins de santé (RISS) a été utilisée.

CONTACT INFORMATION

Bureau de coordination national et sous-régional
OPS/OMS
csc@paho.org

Relever le défi de l'explosion démographique des jeunes en Zambie



Offrir aux jeunes de la région un lieu leur permettant de se retrouver, de faire du skate, de fréquenter d'autres jeunes et d'apprendre dans un environnement sûr, quelle que soit leur origine

DÉFI

La Zambie, dont 46 % de la population est âgée de moins de 15 ans¹, est confrontée au phénomène de l'explosion démographique des jeunes ; un modèle démographique dans lequel une grande partie de la population est composée d'enfants et de jeunes. Dans la province ouest du pays et dans sa capitale Mongu, on estime que ce pourcentage est encore plus élevé en raison des conditions économiques de la région, et cette situation a des conséquences négatives sur les relations sociales. La Zambie étant l'un des pays les plus pauvres confrontés à l'explosion démographique des jeunes, cela pose des problèmes pour l'accès des jeunes à l'éducation, ainsi qu'aux activités extrascolaires et de loisirs, notamment le sport. Ainsi, de nombreux jeunes, en particulier ceux qui sont issus de familles défavorisées, ont très peu de possibilités de développement personnel.

VERS UNE SOLUTION

L'ONG tchèque Skate World Better (SWB) a pour ambition de réagir au phénomène d'explosion démographique des jeunes en créant des opportunités afin qu'ils puissent s'adonner à des loisirs et développer leurs compétences dans un environnement sûr. Pour SWB, le skateboard sert de plateforme pour faire participer les enfants de tous âges. Après avoir mené deux projets au Mozambique en 2019, l'équipe de SWB coopère avec un vaste réseau de bénévoles internationaux de Wonders Around the World. Le projet mis en œuvre au Mozambique, le premier de ce type pour SWB, a permis à l'ONG d'acquiescer de l'expérience en travaillant dans un PMA. Le dernier projet de SWB en Zambie, soutenu par le Challenge Fund du Partenariat entre la République tchèque et le PNUD, s'appuie sur les leçons tirées et les expériences acquises au Mozambique.

1 Organisation internationale du travail (OIT). Soutenir les politiques et la création d'emplois, ainsi que le renforcement des compétences pour les jeunes en Zambie. <https://bit.ly/3nvMMwz>

PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Zambie, Mozambique, Ouganda et République tchèque

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.d, 4.7, 4.a, 10.2, 11.7

SOUTENU PAR

Ministère des Affaires étrangères de la République tchèque

ENTITÉS D'EXÉCUTION

ONG tchèque Skate World Better, ONG zambienne We Skate Mongu, ONG Maputo Skate, Uganda Skateboard Society, ONG internationale Wonders Around the World, PNUD

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2020 – 2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3qtBglZ>

Dans le cadre du projet mis en place à Mongu, par l'intermédiaire du Fonds, l'organisation We Skate Mongu (WSM), un partenaire zambien local, a pu augmenter la portée de ses activités grâce à la construction d'un skatepark de calibre international appelé Lukaba Hande² à partir d'un budget relativement modeste.

Le Centre communautaire pour les jeunes de Mongu, en Zambie, constitue un espace communautaire multifonctionnel, là où il n'existait auparavant aucune infrastructure similaire centrée sur la jeunesse. L'objectif du projet est de fournir aux jeunes de la région un espace leur permettant de se rencontrer, de faire du skate, de fréquenter d'autres jeunes et d'apprendre dans un environnement sûr, quelle que soit leur origine. Lukaba Hande est ouvert à tous les enfants. En moyenne, 700 filles et garçons fréquentent le parc chaque semaine. Ils peuvent emprunter les planches de skate mises à leur disposition pour faire du skateboard et créer des liens.

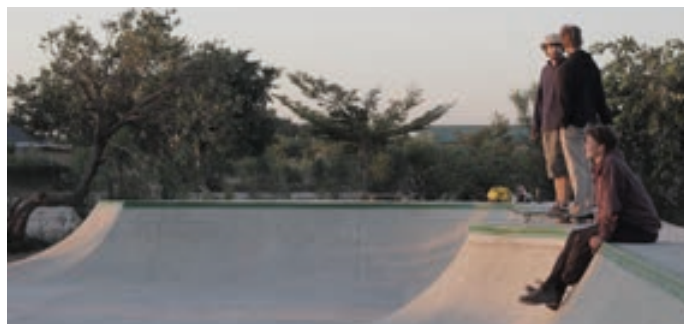
Plus qu'un skatepark, Lukaba Hande est devenu un lieu de rencontre. Par exemple, un hôpital local utilise le site pour organiser des séminaires sur la prévention du VIH, ou encore un artisan local organise des ateliers pour enseigner aux jeunes les traditions et l'histoire de la région. L'implication des acteurs locaux permet de garantir la durabilité du projet.

Le nouveau site est le premier en son genre en Zambie et l'un des plus grands de tout le continent africain. Il comprend un skatepark de 800 m², une scène surélevée et un bâtiment adjacent ainsi que deux espaces supplémentaires destinés aux activités éducatives, séminaires, conférences et débats. Le projet contribue à la réalisation de l'ODD 3 (Santé et bien-être), mais aussi aux ODD 4, 10 et 11. En créant un espace sûr permettant aux jeunes de se retrouver et d'apprendre, ce projet contribue également au domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du PAI, en particulier concernant le développement des jeunes, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Les quatre pays participants (la République tchèque, le Mozambique, l'Ouganda, la Zambie) ont joué un rôle déterminant dans le soutien au projet en Zambie :

- ▶ L'ONG tchèque SWB a facilité la coopération triangulaire et le travail en réseau entre We Stake Mongu (WSM) en Zambie et Maputo Skate au Mozambique. SWB a également joué un rôle central dans la construction elle-même et dans l'obtention de fonds auprès du ministère tchèque des Affaires étrangères via le fonds de défi du PNUD.
- ▶ Après la construction du premier skatepark au Mozambique avec Skate World Better, l'ONG Maputo Skate (Mozambique) a souhaité apporter son aide dans le projet de Mongu. Bien que la pandémie de COVID-19 ait empêché la visite sur le terrain, l'ONG Maputo Skate a pu orienter et accompagner en ligne We Skate Mongu (WSM), lors de la phase de planification et ultérieurement lors de la construction, en se basant sur les leçons tirées de la mise en place de son propre projet. Les réseaux sociaux ont été utilisés pour la communication.

2 Le nom donné au parc, « Lukaba Hande », signifie « Tout ira bien » dans la langue locale, le lozi : <https://bit.ly/3l6U0is>



- ▶ L'Uganda Skateboard Society s'est rendue à Mongu et a travaillé avec SWB et WSM pendant trois semaines sur le chantier de construction, apprenant certaines techniques de construction utilisées pendant la mise en œuvre à Mongu. De retour en Ouganda, l'organisation a construit un projet similaire (un mini skatepark).
- ▶ Le partenaire local zambien We Skate Mongu (WSM) est une organisation locale dédiée au skateboard et qui travaille avec les enfants. Pendant le projet, les compétences générales de WSM, notamment sa connaissance des conditions locales et les efforts pour favoriser les échanges, ont été essentielles à l'exécution et à la durabilité du projet. WSM a trouvé le site qui convenait le mieux pour le parc et a facilité les négociations avec les autorités locales, alors que sa simple implication volontaire dans la construction a contribué à convaincre la communauté locale d'accepter et de soutenir le projet. WSM est également responsable de l'entretien du skatepark et du renforcement de son impact, en organisant les activités extrascolaires dans l'espace et en organisant des conférences sur des sujets tels que la responsabilité de la communauté, l'égalité, la prévention du VIH, etc.

Pionnier depuis 2018, le fonds de défi (FD) du Partenariat entre la République tchèque et le PNUD contribue à la réalisation des ODD et répond à des enjeux de développement spécifiques dans les pays partenaires. Le FD peut prendre en charge jusqu'à 80 % du financement de solutions innovantes issues du secteur privé, des ONG, des universités, des entités publiques, des centres de recherche et des individus. Tous les projets soutenus par le FD sont des solutions applicables à la fois à l'échelon national et sous-régional.

CONTACT INFORMATION

M. Pavel Faus
Project Specialist - Czech-UNDP Partnership for SDGs, UNDP Regional Bureau for Europe and the Commonwealth of Independent States
cup.applications@undp.org

Améliorer la formation des sages-femmes au Soudan



Des décideurs et des experts soudanais se rendent au Maroc pour découvrir le programme de formation des sages-femmes du pays

DÉFI

Au Soudan, près des trois quarts des accouchements ont lieu à domicile et sont la plupart du temps assistés par des sages-femmes. Le pays ne dispose toutefois pas d'un cadre de sages-femmes qualifiées et compétentes conforme aux normes internationales de la Confédération internationale des sages-femmes en matière de formation. La capacité des « sages-femmes communautaires » étant limitée, celles-ci ne sont pas en mesure de fournir toute la gamme de services de planification familiale ni de gérer toutes les urgences obstétriques en l'absence de professionnels médicaux sur le terrain. Il existe des lacunes dans la qualité des soins fournis par les sages-femmes dans les villages mais aussi dans les établissements de santé.

Avec 311 décès pour 100 000 naissances d'enfants vivants, le Soudan affiche un taux de mortalité maternelle très élevé, qui touche davantage les femmes vivant dans les zones rurales et les communautés les plus défavorisées. Le taux de mortalité néonatale est également élevé, entre 34 à 47 pour 1 000 naissances. Des études ont révélé que la majorité de la mortalité néonatale survenait à domicile, où les femmes accouchent sans l'assistance de professionnels qualifiés. Le gouvernement du Soudan reconnaît qu'il est urgent de renforcer les compétences des sages-femmes pour fournir des services de santé de qualité aux mères et aux nouveau-nés.

VERS UNE SOLUTION

Conscient de la nécessité de garantir des soins de qualité dispensés par les sages-femmes, le gouvernement du Soudan, avec l'appui technique et financier du FNUAP, a lancé une initiative de coopération Sud-Sud avec le Maroc afin de contribuer au développement de son programme et de ses services de formation des sages-femmes.

Le Maroc a réussi à améliorer la santé maternelle en général, et plus spécifiquement la qualité des services dispensés par les sages-femmes. Culturellement proche du Soudan, le Maroc a partagé son expérience avec ses homologues soudanais par le biais de voyages d'étude, ce qui a été jugé bénéfique, notamment en ce qui concerne



PROPOSÉ PAR

Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Maroc, Soudan

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.1, 3.7, 3.c

SOUTENU PAR

FNUAP

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère fédéral de la Santé du Soudan, Académie soudanaise pour les sciences de la santé ; ministère de la Santé du Maroc ; Université Mohammed VI des Sciences de la Santé de Casablanca

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2017 – 2018

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://sudan.unfpa.org/en>

les trois piliers du programme de formation des sages-femmes : éducation, réglementation et association.

Les interactions entre les pays ont impliqué de nombreuses institutions. Une équipe d'experts techniques et de décideurs du Soudan, y compris des représentants du Programme national de santé reproductive, de l'Académie des Sciences de la santé, du Projet d'élargissement des soins de santé primaires du ministère de la Santé et d'établissements d'enseignement pour les sages-femmes, ont participé à des visites d'échange et d'apprentissage au Maroc. Ces déplacements ont permis aux participants de visiter les services pertinents du ministère de la Santé du Maroc, l'Institut supérieur des techniques d'infirmier et de santé, une maternité et des associations de sages-femmes et de planning familial.

Après les visites d'échanges et d'apprentissage au Maroc, le ministère de la Santé du Soudan, avec le soutien technique du FNUAP, a mis au point un plan d'action destiné à renforcer le programme de formation des sages-femmes. Une série de réunions ont été organisées avec les décideurs du ministère de la Santé et du ministère de l'Éducation supérieure pour militer en faveur de l'adoption du modèle marocain de formation des sages-femmes. Les efforts ont été récompensés et il a été décidé d'interrompre le programme communautaire de formation des sages-femmes afin de le remplacer par un programme de formation professionnelle respectant les normes mondiales de la Confédération des sages-femmes.

Les visites d'apprentissage ont porté sur différents aspects d'un programme de formation des sages-femmes, y compris les établissements d'enseignement et les programmes, les cadres réglementaires, le milieu de travail, l'assurance de la qualité et la supervision, les normes de pratique, la rétention et la motivation des sages-femmes, ainsi que l'organisation et les activités des associations de sages-femmes. L'équipe marocaine a partagé des documents stratégiques et d'orientation sur le métier de sage-femme et a permis à l'équipe soudanaise de les utiliser pour guider l'élaboration de programmes similaires au Soudan. De plus, les deux gouvernements ont convenu de renforcer davantage leur collaboration en matière de formation des sages-femmes et pour d'autres programmes de santé.

Une analyse des lacunes dans le programme de formation des sages-femmes a été réalisée et des points spécifiques à améliorer ont été identifiés. Le ministère de la Santé du Soudan a mobilisé des ressources auprès du Centre Carter, en plus des fonds accordés par le FNUAP, pour soutenir l'élaboration du nouveau programme de formation des sages-femmes. Un nouveau programme d'études a été mis au point pour les sages-femmes et quatre écoles situées dans différents États du Soudan ont été sélectionnées et équipées pour accueillir le nouveau programme, qui a été lancé en septembre 2018. De plus, deux universités ont ouvert un programme d'enseignement sanctionné par un diplôme de sage-femme.

La culture, les valeurs et les normes partagées par deux pays partenaires, comme c'est le cas pour le Soudan et le Maroc, sont particulièrement importantes lorsqu'il s'agit d'aborder des questions sensibles liées à la santé sexuelle et à la reproduction. Cette initiative contribue directement à la réalisation de l'Objectif de développement durable 3 (Santé et bien-être) et au domaine prioritaire 5 du Programme d'action d'Istanbul (PAI) (Développement humain et social).



CONTACT INFORMATION

Rania Hassan
Spécialiste des programmes - Santé, FNUAP Soudan
rhassan@unfpa.org

Partage des connaissances en matière de prévention et de contrôle de la pandémie de COVID-19



Encourager les organisations de la société civile en Chine et en Sierra Leone à partager des connaissances et des expériences pratiques dans le domaine de la prévention et du contrôle de la pandémie de COVID-19

DÉFI

Durant la pandémie de COVID-19, les établissements de santé de Sierra Leone ont enregistré une baisse de fréquentation des patients/clients pour accéder aux services essentiels (soins de santé maternelle et infantile, vaccination, planning familial, etc.). Les patients pensent souvent qu'en se rendant dans un centre de santé, ils risquent de contracter la COVID ; malheureusement, davantage de mères et d'enfants risquent de mourir de maladies évitables.

Avant la pandémie de COVID-19, le pays faisait déjà face à des niveaux élevés de mortalité maternelle, néonatale et infantile. Le fait que les mères et les enfants cessent d'accéder aux services essentiels constitue une préoccupation car les indicateurs de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants pourraient se détériorer. La COVID-19 représente bien plus qu'une crise sanitaire ; il s'agit aussi d'une crise informationnelle et socio-économique. Dans ces circonstances, il s'est avéré extrêmement nécessaire de renforcer le rôle de la communication des risques et l'engagement de la communauté (CREC) afin de briser les chaînes de transmission du virus et d'atténuer l'impact de la pandémie sur les communautés, notamment les enfants. Les progrès réalisés en matière de santé des femmes et des enfants pourraient être anéantis si la population ne reçoit pas les informations exactes ; en revanche, la diffusion appropriée et efficace d'informations donne aux personnes le courage et la confiance nécessaires pour continuer à adopter des comportements positifs pour la santé, même pendant la pandémie.

VERS UNE SOLUTION

Les organisations de la société civile (OSC) ont un rôle fondamental à jouer en impliquant les communautés, en les sensibilisant et en les incitant à adopter des comportements bons pour la santé. En Sierra Leone, l'UNICEF, en partenariat avec le

PROPOSÉ PAR

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Sierra Leone

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8, 3.9, 3.a, 3.b, 3.c, 3.d, 17.9

SOUTENU PAR

UNICEF

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNICEF et CNIE (Réseau chinois des ONG pour les échanges internationaux)

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

8/2020

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3JjH6yZ>

gouvernement, collabore avec des OSC dans le cadre de plusieurs activités de CREC. Les OSC de Sierra Leone ont réussi à sensibiliser les communautés durant l'épidémie d'Ebola, en 2014-2015, ce qui a contribué à stopper rapidement l'épidémie. Aujourd'hui, en collaboration avec l'UNICEF, les OSC de Sierra Leone tirent parti des expériences positives et des leçons tirées de l'épidémie d'Ebola pour mieux informer les communautés au sujet de la COVID. De la même façon, la Chine a réussi à gérer la crise de la COVID-19 et les OSC chinoises ont joué un rôle important en soutenant le gouvernement à travers cet effort, y compris en sensibilisant les communautés et en les impliquant efficacement durant la pandémie.

Dans ce contexte, l'UNICEF, en collaboration avec le CNIE (Réseau chinois des ONG pour les échanges internationaux), ont organisé une réunion virtuelle afin d'aider les OSC en Chine et en Sierra Leone à partager leurs connaissances et leurs expériences en matière de prévention et de contrôle de la COVID-19. Plus de 30 médecins ont participé à l'échange, y compris des représentants d'OSC chinoises et sierra-léonaises, ainsi qu'une équipe médicale chinoise en Sierra Leone.

Les participants ont abordé le rôle crucial des OSC en matière de CREC, en partageant des exemples d'utilisation de plateformes numériques, radio et interpersonnelles et de réseaux sociaux, et en impliquant de jeunes volontaires, des responsables traditionnels et d'autres personnes d'influence pour sensibiliser le public et provoquer ainsi un changement comportemental positif dans le contexte de la COVID-19. Les praticiens ont insisté sur l'importance des témoignages et des données pour l'élaboration de ces approches. L'échange a facilité le partage des connaissances entre les OSC et a inspiré tous les participants à chercher de nouvelles opportunités de coopération Sud-Sud approfondie pour les programmes d'urgence et de développement, dans l'intérêt des enfants. À titre d'exemple, en Sierra Leone, les approches et expériences innovantes mises en avant en matière de CREC comprenaient :

- ▶ l'implication des OSC en mettant l'accent sur les programmes radio interactifs (60 émissions de radio à l'échelon national et local ont permis de toucher 3,2 millions de personnes) ;
- ▶ le renforcement des structures communautaires via la formation et le développement des capacités a conduit à une meilleure gouvernance locale et à une plus grande responsabilité sociale ; et
- ▶ la création du « Réseau Kombra », un groupe social d'acteurs communautaires interconnectés qui s'engage et soutient les familles et les communautés pour dispenser les soins aux enfants ; le réseau comprend des responsables religieux, des vendeuses du marché, des guérisseurs traditionnels, des représentants des jeunes et des professionnels des médias, afin de faciliter la planification d'actions et la mobilisation.

Depuis 2020, la méthodologie d'implication des OSC en Sierra Leone a donné des résultats impressionnants, notamment : 6 602 mobilisateurs sociaux et communautaires ont été orientés et recrutés dans 16 districts ; plus de 4 millions de personnes ont eu accès à des informations vitales et à des services essentiels en matière de COVID-19 grâce à un engagement à distance et direct ; et 1 115 communautés ont été soutenues pour une réponse participative. En juillet 2020, plus de 96 % de la population cible était capable de citer au moins trois symptômes de la COVID-19, contre 88 % en mai. De plus, les personnes étaient plus disposées à prendre des mesures de prévention et de contrôle, par exemple se laver les mains plus souvent et se rendre dans les centres de soins en cas de symptômes.

Cette bonne pratique contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) 3 (Santé et bien-être) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), mais aussi aux domaines prioritaires 5 (Développement humain et social) et 6 (Crises multiples et nouveaux défis) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Les leçons tirées de l'engagement des OSC en Chine et en Sierra Leone sont les suivantes : 1) L'implication des communautés est fondamentale pour bâtir et maintenir la confiance dans les services de soins de santé en cas d'urgence sanitaire et pour limiter la transmission au sein des communautés ; 2) Des politiques et des directives portant sur l'engagement des communautés en cas d'urgence sanitaire doivent être formulées pour définir clairement les rôles et responsabilités, et faciliter la coordination ; et 3) L'utilisation des données et des retours des communautés doit être renforcée pour les processus de diffusion des données et les évaluations participatives.

À partir de l'expérience positive de l'échange entre les OSC chinoises et sierra-léonaises, l'UNICEF et le CNIE examineront la possibilité de mettre en place d'autres initiatives de partage de connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de l'engagement auprès des OSC pour le bien des enfants en Chine et dans d'autres pays d'Afrique. Les partenariats et les interactions entre les OSC via la coopération Sud-Sud et triangulaire pourrait être extrêmement participatifs. L'approche d'engagement des OSC peut être transposée dans d'autres pays du Sud, en particulier lorsqu'il existe une demande croissante d'interventions plus officielles et intégrées afin de faciliter la communication et l'implication des communautés. Les OSC, en tant qu'intervenants actifs, peuvent plus que jamais mobiliser leurs forces afin de prévenir et de contrôler la COVID-19, mais aussi plus largement pour des programmes humanitaires et de développement, pour le bien des enfants et des communautés.

CONTACT INFORMATION

Mme Cynthia McCaffrey
Représentante , UNICEF Chine
cmccaffrey@unicef.org

La coopération Sud-Sud au bénéfice de la santé maternelle, néonatale et infantile



Augmenter les chances de survie des nouveau-nés, des enfants et des mères grâce à la coopération entre la Chine et l'Afrique

DÉFI

Au cours des trente dernières années, des avancées remarquables ont été réalisées en matière de réduction de la mortalité infantile : le nombre d'enfants morts avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans a été divisé par deux. Mais les progrès ont été plus lents pour les nouveau-nés. En 2018, le nombre de bébés morts au cours de leur premier mois de vie représente 47 % de tous les décès des enfants de moins de 5 ans, contre 40 % en 1990. En 2018, 2,5 millions de nouveau-nés sont morts au cours de leur premier mois de vie et un tiers d'entre eux le premier jour. L'Afrique subsaharienne demeure la région où le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est le plus élevé, avec un taux de mortalité moyen dans ce groupe d'âge de 78 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2018. Concrètement, cela signifie qu'un enfant sur treize meurt avant son cinquième anniversaire (un chiffre 16 fois supérieur au taux moyen de 1 pour 199 dans les pays à revenu élevé).

VERS UNE SOLUTION

Pour relever les défis liés à la santé maternelle, néonatale et infantile, l'UNICEF et le gouvernement chinois ont conclu un accord de financement sur l'« Amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile dans huit pays africains. » La Chine s'est engagée à verser 8 millions de \$ US afin d'aider la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Soudan et le Zimbabwe à améliorer l'accès des mères et des nouveau-nés à des établissements de santé de qualité et aux médicaments essentiels. Le programme a aidé à renforcer les capacités des professionnels de santé et des communautés, y compris grâce au partage des connaissances techniques et des bonnes pratiques de la Chine en la matière.

Cette bonne pratique a contribué à la réalisation de l'ODD 3, notamment en garantissant une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge. Cette intervention a également contribué à la réalisation d'autres ODD liés à la santé et au bien-être des enfants, comme l'ODD 2 sur l'éradication de la faim et de la malnutrition, et l'ODD 6 qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.



PROPOSÉ PAR

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Congo, Éthiopie, Kenya, Niger, Nigéria, R. D. de Chine, Sierra Leone, Soudan et Zimbabwe

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.1, 2.2, 3.1, 3.2, 17.6, 17.9

SOUTENU PAR

Gouvernement de Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNICEF

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

01/2020 – 09/2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

www.brhth.com

Les projets menés dans les différents pays se sont concentrés sur les approches et activités suivantes :

- ▶ Achat et distribution de fournitures essentielles pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE).
- ▶ Amélioration des services maternels et néonataux, y compris par la remise en état d'unités hospitalières, les services d'orientation et la vaccination.
- ▶ Activités de renforcement des capacités et de sensibilisation pour les professionnels de santé, les sage-femmes, les agents de santé communautaires bénévoles et les familles.
- ▶ Organisation de formations en SMNE pour les professionnels de santé et les médecins en partenariat avec la Chine.

Initialement, il était prévu que les professionnels chinois partagent leur expérience en matière de SMNE par le biais de visites et de formations sur place dans les huit pays. Néanmoins, en raison des restrictions aux déplacements dues à la crise de la COVID-19, le Centre international d'échange et de coopération en matière de santé ainsi que l'antenne chinoise de l'UNICEF ont créé conjointement une plateforme d'apprentissage en ligne (www.brhth.com) afin d'offrir des cours de SMNE et de permettre un partage des connaissances Sud-Sud avec les pays participant au programme.

La formation comprenait une enquête préliminaire, six semaines de formation en ligne divisée en trois modules, quatre séances interactives en ligne avec les participants, un questionnaire, une évaluation après le cours et la mise en place d'un plan d'action pour chaque pays. Lors d'une deuxième phase, des projets seront menés afin de soutenir la mise en œuvre des plans d'action.

La transposabilité et le développement à plus grande échelle sont deux paramètres qui ont été intégrés à la conception du programme. Bien que les besoins et les projets diffèrent dans chaque pays, la modalité de coopération est tout à fait reproductible dans d'autres pays en développement, en particulier les pays d'Afrique subsaharienne. L'échange technique et la plateforme de partage des connaissances continuera à encourager la coopération multilatérale et bilatérale. À l'avenir, ces deux outils seront également utilisés plus largement et bénéficieront à un plus large éventail de participants.

À la fin de l'année 2021, 4,6 millions de personnes avaient bénéficié des fournitures essentielles de SMNE, des services et des opportunités de formation dans le cadre du programme, tels que :

- ▶ Une meilleure disponibilité des médicaments essentiels, des équipements et des consommables ; une plus grande couverture des services permettant de traiter davantage d'enfants contre le paludisme, la pneumonie et la diarrhée et de réduire les taux de mortalité néonatale et infantile.
- ▶ Remise en état d'établissements de santé maternelle et d'unités de soins néonataux, y compris des unités de soins spécialement dédiées aux bébés et des centres d'excellence en néonatalogie.
- ▶ Amélioration des compétences et des capacités des professionnels de santé à plusieurs niveaux, notamment en ce qui concerne la gestion communautaire intégrée, les urgences et les services d'orientation, et l'assistance qualifiée à la naissance.

- ▶ Renforcement des échanges et du partage des connaissances entre la Chine et les huit pays en matière de SMNE.

En outre, pour renforcer les capacités des professionnels de santé, le projet prévoyait des visites et des séances de formation sur place afin que les professionnels chinois puissent partager leurs expériences en SMNE. Malheureusement, la pandémie de COVID-19 a empêché le déplacement des intervenants. Le Centre international chinois d'échange et de coopération en matière de santé ainsi que l'antenne chinoise de l'UNICEF ont créé conjointement une plateforme d'apprentissage en ligne (www.brhth.com) afin d'offrir des cours en SMNE et de permettre un partage des connaissances Sud-Sud avec les pays participant au programme.

La formation sur la santé maternelle, néonatale et infantile comprenait une enquête préliminaire, six semaines de formation en ligne divisée en trois modules, quatre séances interactives en ligne avec les participants, un questionnaire, une évaluation après le cours et la mise en place d'un plan d'action pour chaque pays. 138 décideurs et professionnels de santé ont bénéficié de ces cours. Lors d'une deuxième phase, des projets seront menés afin de soutenir la mise en œuvre des plans d'action.

La transposabilité et le développement à plus grande échelle sont deux paramètres qui ont été intégrés à la conception du programme. Bien que les besoins et les projets diffèrent dans chaque pays, le modèle de coopération doit être reproductible dans d'autres pays en développement, en particulier dans les pays d'Afrique subsaharienne. L'échange technique et la plateforme de partage des connaissances continuera à encourager la coopération multilatérale et bilatérale. À l'avenir, ces deux outils seront également utilisés plus largement et bénéficieront à un plus large éventail de participants.

L'initiative contribue aux objectifs du domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI), notamment en garantissant l'accès aux soins de santé élémentaires pour tous et surtout les plus vulnérables. Grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire, entre le gouvernement chinois et l'UNICEF, huit pays d'Afrique, dont cinq sont des pays à faible développement humain, peuvent renforcer les capacités de leurs professionnels de santé via l'échange de connaissances et de savoir-faire, l'apprentissage mutuel et les partenariats. Grâce aux contributions financières de la Chine, l'initiative a également œuvré en faveur de l'action prioritaire du PAI via la mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités.

CONTACT INFORMATION

Mme Cynthia McCaffrey
Représentante, UNICEF Chine
cmccaffrey@unicef.org

Programme d'investissement dans les compétences en faveur de l'emploi (SEIP)



Vers une main d'œuvre qualifiée

DÉFI

Au Bangladesh, la croissance économique et les possibilités d'emploi sont limitées, en raison notamment d'une pénurie de main d'œuvre qualifiée. Les systèmes de formation actuels ne répondent pas à la demande de qualification, d'une part parce qu'ils sont insuffisants, d'autre part parce qu'il existe une inadéquation entre l'offre et la demande. La production actuelle de travailleurs qualifiés n'est pas axée sur la demande de l'industrie et est segmentée et mal coordonnée. Non seulement les professionnels diplômés issus des programmes de formation traditionnels sont peu nombreux, mais leurs compétences pédagogiques et techniques sont souvent inadaptées. Le processus de sélection et de déploiement de formateurs dans les établissements publics est par ailleurs lent et inefficace.

La nature du marché du travail au Bangladesh, où 87,5 % des emplois relèvent du travail informel¹, n'a pas encouragé l'industrie à s'impliquer significativement dans la formation formelle, l'apprentissage ou l'emploi, et n'a pas incité les travailleurs potentiels à suivre une formation officielle pour obtenir un emploi dans le pays ou à l'étranger. Par conséquent, le rôle de l'industrie est resté largement marginal. Il est nécessaire de créer un réseau entre les secteurs de l'industrie, les chambres de commerce, les entreprises, les établissements de formation, les employés potentiels et le gouvernement, mais aussi d'instaurer un climat de confiance. À cet égard il est essentiel d'avoir recours aux services de groupes de réflexion et d'organisations du secteur privé qui entretiennent des liens étroits.

VERS UNE SOLUTION

Pour accélérer son taux de croissance économique et créer des liens entre le monde éducatif et le marché du travail, le gouvernement s'est engagé à renforcer le développement des compétences et la formation. Il a mis en place le Programme d'investissement dans les compétences en faveur de l'emploi (SEIP), une initiative destinée à former les nouveaux arrivants et à améliorer les compétences de la main d'œuvre

¹ <http://data.bbs.gov.bd/index.php/catalog/191>

PROPOSÉ PAR

Division des relations économiques (ERD), ministère des Finances, Bangladesh

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.2, 4.3, 8.1, 8.2, 8.3

SOUTENU PAR

Banque asiatique de développement (BAD)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Division financière, ministère des Finances

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2014 – En cours

existante afin d'accroître la productivité et la croissance de secteurs industriels prioritaires. L'une des composantes essentielles du programme est la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé par l'intermédiaire des nombreuses associations professionnelles du pays.

L'objectif global du Programme SEIP est d'élargir la capacité quantitative et qualitative des établissements de formation du secteur public et du secteur privé au Bangladesh afin de former les travailleurs. Pour ce faire, le programme prévoit la création et la mise en place d'un écosystème de compétences réactif et d'un mécanisme de prestation à travers un ensemble de critères de financement bien définis et un soutien ciblé. Le programme aide les prestataires de formation dans différents établissements de formation professionnelle à répondre aux besoins de l'industrie en matière de compétences. Il prévoit la mise en place d'un programme de développement des formateurs professionnels et la création d'un système d'évaluation, de certification et d'assurance de la qualité des compétences. Grâce aux prestataires de formation du secteur public et du secteur privé, l'initiative couvre l'ensemble du Bangladesh.

Le programme cible des secteurs de croissance économique prioritaires clés identifiés par le gouvernement en vue d'améliorer les compétences des débutants, mais aussi de renforcer les compétences des travailleurs actuels pour leur permettre d'atteindre les normes de l'industrie. Les prestataires de formation sont encouragés à travailler main dans la main avec l'industrie pour répondre aux déficits de compétences identifiés, afin d'engendrer la croissance économique et de favoriser l'emploi en formant la population en conséquence. Onze secteurs prioritaires ont été identifiés pour l'adoption d'une approche axée sur la demande, grâce à la contribution efficace des Conseils de l'industrie pour l'acquisition de compétences (ISC), d'associations d'employeurs, et d'employeurs. La formation est assurée par des établissements du secteur public et du secteur privé, mais aussi par des organisations non gouvernementales (ONG). Les ONG partenaires de la Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF) dispensent également des formations grâce à leurs pratiques bien établies.

Dans un premier temps, les prestataires de formation publics et les associations proposent les cours disponibles dans le but d'atteindre les objectifs de formation fixés dans les plans d'activités qu'ils ont soumis au Programme SEIP de l'Unité de coordination et de contrôle pour le développement des compétences (SDCMU), en utilisant les fonds versés par la Banque asiatique de développement (BAD). Les cours seront progressivement révisés et mis à jour, et intégreront des ensembles de compétences et connaissances conformes aux normes relatives aux formations basées sur les compétences, tel que l'exige le Cadre national des formations et qualifications professionnelles (NTVQF). Les cours sont conçus pour garantir la conformité avec les normes de l'industrie, les politiques gouvernementales et les réglementations. Toutes les formations intégreront des modules spécifiques portant sur la législation et la réglementation relatives à la santé et à la sécurité au travail, les relations professionnelles et les conditions de travail, les compétences essentielles, le travail en équipe, la communication ou encore l'utilisation des technologies.

Le projet définira et mettra en œuvre une stratégie pour répondre aux besoins spécifiques de groupes défavorisés, notamment les femmes et les minorités ethniques, et garantir leur participation. Environ 841 680 personnes devraient accéder à une formation dans le cadre du projet, et une



allocation de fonds supplémentaire est prévue pour soutenir des groupes cibles clés et des projets innovants. Ce projet contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable 4 (Éducation de qualité) et 8 (Travail décent et croissance économique), ainsi qu'aux domaines prioritaires 1 (Capacité productive) et 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Il s'agit d'une initiative très innovante mise en place par le gouvernement du Bangladesh pour garantir la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée sur le marché national et international. Elle peut être reproduite dans d'autres pays grâce aux échanges Sud-Sud, moyennant l'évaluation des différents besoins et des infrastructures. Ce programme est un excellent exemple d'initiative mixte entre les secteurs public et privé avec le soutien de partenaires de développement. L'implication de toutes les agences gouvernementales liées au développement des compétences et la participation d'ONG locales garantissent la durabilité du projet, attendu qu'il incombe au gouvernement d'améliorer les compétences de la main d'œuvre.

CONTACT INFORMATION

M. Rabbi Miah
Secrétaire associé, ERD
rabbi1425@gmail.com

Md. Masudul Haque
Secrétaire adjoint, ERD
onemasud@gmail.com

Programme de bourses d'études Nelson Mandela pour les professionnels originaires de pays africains



Les personnes et les connaissances au cœur de la transformation en faveur d'un développement durable et inclusif

DÉFI

Alors que certains pays du Sud ont accompli de grands progrès en ce qui concerne les possibilités d'études supérieures offertes à leurs citoyens, les pays les moins avancés (PMA) ne disposent toujours pas de capacités suffisantes en matière de formation post-universitaire dans des secteurs essentiels pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, notamment la fonction publique et les politiques publiques, les finances publiques, le développement de l'agriculture, le développement local, etc.

Les échanges de connaissances Sud-Sud peuvent constituer un outil puissant pour ces pays en leur permettant de partager leurs expériences, d'apprendre les uns des autres et de soutenir leur développement mutuel. En particulier, la possibilité pour les jeunes d'accéder à une formation de troisième cycle peut être un instrument fondamental pour améliorer les perspectives de développement de PMA tels que l'Angola et le Mozambique.

VERS UNE SOLUTION

Dans le cadre de la politique internationale de coopération pour le développement du Chili, le développement des capacités est un élément central pour le renforcement des institutions en faveur d'un développement plus inclusif et plus durable. L'une des manifestations stratégiques spécifiques de la coopération chilienne est le renforcement des capacités par l'octroi de bourses d'études et la création de liens entre les étudiants d'une part et les universités et institutions publiques nationales, d'autre part.

Le programme chilien de bourses d'études Nelson Mandela destiné aux professionnels originaires d'Angola, du Mozambique et d'Afrique du Sud soutient le renforcement des capacités humaines. La priorité est donnée aux professionnels du secteur public ou du milieu universitaire ayant une expérience professionnelle, pour suivre un master d'une durée de deux ans dans une université chilienne, afin de contribuer au renforcement de secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, la gestion publique, l'environnement, le secteur minier et la géologie, l'astronomie, les technologies de

PROPOSÉ PAR

Agence chilienne de coopération internationale pour le développement (AGCID)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afrique du Sud, Angola, Chili, Mozambique

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4b, 17.9

SOUTENU PAR

AGCID avec l'appui de l'ambassade du Chili en Afrique du Sud

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Universités chiliennes proposant un diplôme de troisième cycle reconnu dans tout le Chili

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2015 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.agci.cl/becas/becas-para-extranjeros>

l'information, l'éducation, l'ingénierie, le commerce et l'économie, la santé publique et les sciences.

En tant que pays de l'hémisphère sud, le Chili partage des connaissances techniques et universitaires avec des professionnels africains, en vue de contribuer aux Objectifs de Développement Durable 4 (Éducation de qualité) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). Cette initiative contribue également au domaine prioritaire 6 (Éducation et formation) du Programme d'action d'Istanbul (PAI). À cet effet, l'Agence chilienne de coopération internationale (AGCID) poursuit et renforce ses activités en Afrique.

Financé par l'AGCID, ce programme de bourses d'études a vu le jour à la suite d'une visite présidentielle en Afrique en 2015 dans le but d'établir des liens plus étroits avec le continent et de l'aider à lutter contre ses problèmes de développement. Les étudiants ayant bénéficié d'une bourse d'étude affirment que cette opportunité éducative leur a permis non seulement de s'immerger dans un milieu universitaire, mais aussi d'enrichir leur expérience culturelle grâce aux échanges entre le Chili et le continent africain.

Depuis 2015, 70 bourses ont été accordées à des étudiants originaires du Mozambique, dont 12 femmes. Elles ont permis à un total de 43 professionnels de terminer leurs études, principalement dans les domaines suivants : politiques publiques, établissements humains et environnement, agriculture et santé animale. En ce qui concerne l'Angola, un total de 47 bourses ont été octroyées, dont 18 à des femmes, et 40 professionnels ont obtenu un diplôme dans les domaines de l'éducation, de la santé animale, du développement rural et des politiques publiques. À la fin de leurs études, les étudiants boursiers sont rentrés dans leur pays pour contribuer au développement local dans leurs domaines de spécialisation.

Les universités chiliennes reconnaissent la valeur de ce programme. Elles estiment qu'il favorise l'intégration de nouvelles idées et perspectives, ce qui contribue à approfondir la diversité et l'interculturalité parmi les étudiants de troisième cycle. En outre, les étudiants originaires d'Angola et du Mozambique font partie du réseau des anciens élèves, ce qui leur permet de resserrer les liens avec les professionnels chiliens grâce à l'échange des connaissances et aux possibilités de formation.

CONTACT INFORMATION

Mme Margit Gere Salas

Responsable du programme des bourses d'études, AGCID
mgere@agci.gob.cl

Renforcer les compétences en matière de doublage pour la télévision en Afrique



Promotion des échanges culturels et technologiques

DÉFI

L'Afrique est sur la voie d'un développement rapide et il est important que ses industries culturelles progressent simultanément. Composante essentielle de l'industrie audiovisuelle et télévisuelle, le doublage est important non seulement parce qu'il permet l'introduction d'émissions étrangères intéressantes en Afrique, en particulier dans les pays les moins avancés, pour promouvoir les connaissances et l'apprentissage, mais aussi parce que c'est un moyen de développer l'industrie audiovisuelle dans son ensemble. Actuellement, le doublage en Afrique est confronté à deux enjeux : le manque de comédiens de doublage professionnels et le manque de technologie de doublage spécialisée. Ces problèmes se retrouvent en particulier en République-Unie de Tanzanie. Le pays progressant fortement sur le plan économique et social, la demande augmente pour une couverture plus large des émissions télévisées et un contenu de programmes plus riche, notamment pour l'apprentissage. La traduction des émissions de télévision étrangères est une source importante pour les fournisseurs de contenus. L'aide internationale visant à encourager le doublage, notamment au niveau des technologies et des compétences, est donc extrêmement nécessaire.

VERS UNE SOLUTION

Pour contribuer à améliorer les capacités de la Tanzanie en matière de doublage, aussi bien concernant les acteurs que les technologies pertinentes, le Conseil des affaires sino-africain (CABC), avec son partenaire, Tanzania Broadcasting Corporation, a proposé un programme de formation pratique destiné à promouvoir les compétences en doublage des émissions de télévision en Tanzanie. Non seulement cette initiative permettra à la population d'accéder à d'excellentes émissions étrangères, favorisant ainsi l'apprentissage et l'acquisition de connaissances, mais elle contribuera aussi énormément au développement global de l'industrie audiovisuelle et télévisuelle africaine.



PROPOSÉ PAR

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (CICETE)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, République-Unie de Tanzanie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.4, 8.1, 17.8

SOUTENU PAR

Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Conseil des affaires sino-africain (CABC)

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

11/2016 – 10/2017

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://en.cabc.org.cn>

En 2016 et 2017, en coopération avec le réseau télévisuel national de Tanzanie et d'autres agences concernées, StarTimes (une multinationale chinoise des médias), qui est membre du Conseil des affaires sino-africain, a envoyé des experts techniques chinois à Dar es Salaam, Zanzibar et Arusha, en Tanzanie. Grâce à des activités de recherche et d'analyse de l'environnement médiatique local, de son niveau de développement et du marché des programmes de traduction et de doublage, un ensemble de solutions techniques a été défini dans le but d'améliorer les services de doublage dans le pays. En outre, des comédiens de doublage et des techniciens en enregistrement audio tanzaniens ont été sélectionnés pour se rendre en Chine et recevoir une formation technique, des conseils en doublage et enregistrement, et un soutien en matière de technologie vocale et d'enregistrement. Grâce à la formation, les participants ont acquis une excellente maîtrise de la technologie chinoise en matière de doublage et d'enregistrement.

Plusieurs œuvres ont par exemple pu être doublées en swahili. Dans le cadre du programme de formation, à la fin du mois de décembre 2017, les étudiants ont produit plusieurs projets de doublage en swahili, dont dix-neuf séries télévisées, neuf films, deux dessins animés et un documentaire. Après révision, ajustement et mixage, ils répondaient aux exigences audiovisuelles et certains ont été diffusés en Afrique. Les activités des étudiants et le programme ont par ailleurs acquis une belle renommée. Au fil de la formation, les compétences des étudiants se sont nettement améliorées. Ils ont ensuite participé à deux forums (le Forum Belt and Road pour la Coopération internationale et la 7^{ème} édition du Séminaire sur le développement de la télévision numérique) où ils ont fait montre de leurs talents. La performance des acteurs et la qualité des cours ont été largement appréciées.

La formation en technologie de doublage en Tanzanie a obtenu des résultats positifs et est devenue très populaire. En effet, elle a été reconnue par d'autres pays africains pour la conception de ses normes de formation, la préparation des comédiens de doublage professionnels et des ingénieurs du son, ainsi que la conception sonore. En outre, les œuvres doublées servent de modèles et d'outils utiles pour aider le public africain à comprendre le processus de doublage et à apprendre les techniques. Cette capacité de transposition dans d'autres pays garantit la durabilité du programme. D'autre part, une formation en doublage dans la langue locale africaine a été créée. Durant le processus d'enseignement, un ensemble de normes de formation bien établies pour les techniques de doublage en langue locale a été mis en place. Ces normes sont transposables et peuvent être promues pour la mise en place de formations de doublage dans d'autres pays d'Afrique.

Le programme de formation a favorisé les échanges culturels et technologiques entre la Chine et l'Afrique. Le programme a également constitué pour les participants une plateforme d'échanges culturels entre la Chine et l'Afrique, mettant ainsi en valeur le secteur du doublage en Afrique. Les industries culturelles jouent en effet un rôle central pour alimenter le développement économique et social. La technologie et la formation sont deux piliers fondamentaux de ces industries. Le programme a montré que la communication technologique et les échanges personnels sont



extrêmement importants entre les pays du Sud. Le programme sino-tanzanien de formation en doublage constitue un exemple à suivre dans d'autres PMA.

CONTACT INFORMATION

M. Bai Xiaofeng
Secrétaire général adjoint exécutif du Conseil des affaires sino-africain
baixiaofeng@cabec.org.cn

Atelier de la Fabrique pédagogique



Améliorer les compétences des diplômés afin qu'ils deviennent les moteurs du bien-être individuel et la base essentielle du capital humain

DÉFI

En Birmanie, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ne sont pas véritablement efficaces car ils ne permettent pas de former des diplômés répondant aux besoins et aux attentes du secteur. Si la croissance économique se poursuit à 8 % par an et que le PIB réel atteint 220,6 milliards d'ici à 2030, l'effectif de main d'œuvre prévu de deux millions de personnes ne sera pas suffisant. Alors que le pays manque de professionnels qualifiés et semi-qualifiés, on estime qu'une main-d'œuvre excédentaire de 11 millions de personnes peu qualifiées sera générée (McKinsey). En Birmanie, l'enseignement professionnel est extrêmement fragmenté et souvent placé sous la direction de nombreux départements différents. Le manque de coordination représente un défi pour l'EFTP et pour les stratégies visant répondre à la demande en main d'œuvre qualifiée grâce à des travailleurs dûment formés.

VERS UNE SOLUTION

L'Indonésie a elle aussi été confrontée à l'inadéquation entre l'EFTP et les exigences du marché. Le pays a réussi à maîtriser ce problème en mettant en place des approches incitant l'industrie à s'impliquer et à contribuer au développement de l'éducation par le biais du programme Fabrique pédagogique. La Fabrique pédagogique est un concept de formation industrielle qui vise à créer des synergies entre les établissements de formation professionnelle et l'industrie, dans le but d'améliorer l'adéquation entre les diplômés et les besoins de l'industrie.

L'atelier de la Fabrique pédagogique a été organisé dans le cadre de la mise en œuvre de la coopération au développement entre l'Indonésie, la Birmanie et le gouvernement allemand, par l'intermédiaire de l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), en tant que projet CSST-RGM (Coopération Sud-Sud et triangulaire - Réseaux pour la gouvernance mondiale). Dans le cadre de cet atelier, l'Indonésie a partagé ses connaissances et son expérience concernant la mise en place du concept de Fabrique pédagogique, en mettant en exergue l'efficacité de cette approche pour



PROPOSÉ PAR

Ministère de la Planification du développement national/Agence pour la planification du développement national (Bappenas), Indonésie

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Indonésie, Birmanie, Allemagne

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.3, 17.6

SOUTENU PAR

Agence allemande pour la Coopération internationale (GIZ)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Recherche et de la Technologie, et ministère de l'Industrie, Indonésie

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

03/2017

comblent le fossé entre les établissements de formation professionnelle et l'industrie et pour renforcer les capacités des acteurs compétents en Birmanie. Le projet avait pour objectif de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable 4 (Éducation de qualité), 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). La participation active des femmes à l'atelier a également eu des répercussions indirectes sur la réalisation de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes). Cette initiative s'inscrit en outre dans la lignée du Programme d'action d'Istanbul (PAI), en particulier en ce qui concerne le domaine prioritaire 5 qui est axé sur le développement humain et social, plus précisément l'éducation et la formation.

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, la mise en œuvre du projet a été axée sur plusieurs approches clés :

- ▶ L'atelier a été organisé en fonction de la demande. La mise en œuvre de l'atelier est basée sur la demande du gouvernement de la Birmanie de combler le fossé entre les établissements de formation professionnelle et les besoins de l'industrie au moyen de la Fabrique pédagogique. Les connaissances transmises par l'Indonésie étaient particulièrement pertinentes et applicables à la Birmanie étant donné que les deux pays sont confrontés à des enjeux de développement similaires.
- ▶ L'atelier était consacré à une analyse comparative des écoles de formation professionnelle dotées d'une expérience d'enseignement selon le concept de Fabrique pédagogique. Il comprenait une série de modules tels que la présentation du concept, la détermination du produit, le système d'apprentissage par unités et des exercices de création de fiches de poste. Durant cette initiative de partage des connaissances, des méthodes d'apprentissage attrayantes ont été utilisées, telles que des modules pratiques, des activités systématiques utilisant différents supports pour encourager la participation active et des projets individuels.
- ▶ Au total, 50 personnes ont participé à l'atelier. Dix étaient issues du ministère de l'Éducation de la Birmanie, cinq du ministère de l'Industrie de la Birmanie et 35 étaient des formateurs professionnels d'Indonésie. Le but de cette mixité était d'enrichir les différentes activités de résolution de problèmes et d'analyse comparative, afin de susciter une meilleure compréhension parmi les participants.
- ▶ L'atelier s'est appuyé sur une approche de partenariat multi-acteurs. Diverses parties prenantes y ont participé, notamment le ministère de la Planification du développement national de la République d'Indonésie (Bappenas), le ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Recherche et de la Technologie, ainsi que le ministère de l'Industrie, avec la coopération de la GIZ et des établissements de formation professionnelle dans trois villes d'Indonésie (Surakarta, Makassar et Tasikmalaya). Tous les partenaires impliqués avaient pour ambition de créer une coopération en faveur du développement durable et inclusive.

La coopération entre l'Indonésie et la Birmanie a été bénéfique pour les deux pays. La Birmanie a tiré parti du renforcement des capacités, alors que l'Indonésie a pu promouvoir son expérience dans le domaine de l'enseignement, particulièrement en ce qui concerne la méthodologie de Fabrique pédagogique. La coopération a également contribué à améliorer la capacité des établissements de formation professionnelle indonésiens, grâce à la mise en œuvre d'ateliers internationaux, et à accroître leur rayonnement international. En outre, la mise en œuvre du projet s'impose comme modèle de référence pour l'organisation d'activités de coopération pour le développement.



Selon le rapport d'autoévaluation du projet, celui-ci a permis de renforcer le partenariat entre l'Indonésie, la Birmanie et la GIZ, selon la modalité de CSST (Cible 6 de l'ODD 17). Il a également contribué aux efforts visant à améliorer la qualité de la formation professionnelle (Cible 3 de l'ODD 4) et indirectement à la réalisation de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes). Le projet a été considéré comme l'une des bonnes pratiques indonésiennes en matière de coopération au développement étant donné qu'il met en œuvre une approche innovante et axée sur les résultats comprenant des activités pratiques et concrètes d'apprentissage entre pairs, adaptées aux besoins des partenaires. Innovante dans son approche, cette initiative est bénéfique pour toutes les parties impliquées. Non seulement elle a permis à la Birmanie de renforcer ses capacités en matière de formation professionnelle, mais elle a aussi permis à l'Indonésie d'élargir ses connaissances en tant que prestataire dans le cadre de la CSST. La durabilité du projet a été soulignée car ce dernier a permis de créer un réseau de coopération entre les parties prenantes dans le domaine de l'éducation des deux pays, visant la mise en place d'autres activités techniques. Il est donc possible de reproduire des ateliers similaires dans d'autres pays en développement, car il existe une proximité de développement dans les secteurs de l'enseignement professionnel en termes de défis similaires rencontrés par les partenaires du Sud.

CONTACT INFORMATION

M. Priyanto Rohmattullah

Coordinateur de la Coopération pour le développement mondial, Ministère de la Planification du développement national/Agence pour la planification du développement national (Bappenas)
 priyanto@bappenas.go.id; kpi@bappenas.go.id

Développement des capacités dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques (EFPT) au Cambodge, au Laos, en Birmanie et au Viet Nam (CLMV)



Investir dans l'EFPT en faveur du développement durable

DÉFI

L'enseignement et la formation professionnels et techniques (EFPT) est l'un des principaux moteurs de la transformation économique, et de nombreux pays en développement ont dédié des ressources importantes à ce secteur. Cependant, des pays comme le Cambodge, le Laos, la Birmanie et le Viet Nam (CLMV) demeurent confrontés à des problèmes tels que le manque de formateurs qualifiés en EFPT, l'absence de programmes d'études standardisés pour certains métiers, l'inexistence de programmes de perfectionnement des compétences en matière de techniques d'enseignement ou encore le manque de procédures de sécurité et l'obsolescence des infrastructures de formation. Par ailleurs, la population des pays CLMV ont généralement une mauvaise perception de l'EFPT et considèrent l'entrée dans un établissement professionnel comme l'option la moins souhaitable.

Grâce à l'éducation et une sensibilisation à l'EFPT, les pays CLMV peuvent relever de multiples défis économiques, sociaux et environnementaux en aidant les jeunes et les adultes à améliorer leurs compétences pour l'emploi, le travail décent et l'entrepreneuriat. L'objectif final est de promouvoir une croissance économique équitable, inclusive et durable en suivant le rythme d'un monde en rapide mutation.

VERS UNE SOLUTION

Depuis 1980, la Malaisie organise des programmes de renforcement des capacités pour les pays du Sud par l'intermédiaire du Programme de coopération technique de Malaisie (Malaysian Technical Cooperation Programme, MTCP). Conformément à l'esprit de la coopération Sud-Sud, la Malaisie, par l'intermédiaire du MTCP, partage ses expériences et son savoir-faire en matière de développement avec d'autres pays en développement en organisant des programmes de coopération technique. Le MTCP met l'accent sur le développement du capital humain par le biais de formations dans différents domaines tels que l'agriculture, l'économie, les finances et le commerce, l'éducation, l'environnement, la formation technique industrielle, la diplomatie, la gestion et l'administration publiques, les services professionnels, la science et la technologie, le développement



PROPOSÉ PAR

Programme de coopération technique de la Malaisie (MTCP), Malaisie

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Birmanie, Cambodge, Japon, République démocratique populaire lao, Malaisie, Viet Nam

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.4, 8.2

SOUTENU PAR

Programme de coopération technique de la Malaisie (MTCP), Agence de coopération internationale du Japon (JICA)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Institut de formation MTCP - Centre pour la formation des instructeurs à des compétences avancées (CIAST)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2017 – 2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.ciastr.gov.my>

social et les technologies de l'information et de la communication (TIC). La Malaisie a déjà organisé des formations dans 144 pays destinataires et formé plus de 35 000 personnes.

L'EFPT est considéré comme un catalyseur de l'accroissement de la productivité et de la réduction de la pauvreté. L'EFPT a joué un rôle crucial dans le développement socio-économique, en particulier pour les pays de la région Asie-Pacifique. Par conséquent, à l'issue d'une demande bilatérale et d'une mission d'enquête menée du 8 au 21 janvier 2017, les pays CLMV ont demandé le soutien de la Malaisie pour renforcer leurs programmes d'EFPT, améliorer les établissements de formation des formateurs et remettre en état leurs infrastructures d'EFPT conformément aux technologies et pratiques actuelles. La Malaisie a également aidé les pays CLMV à structurer un programme d'études d'EFPT adapté aux exigences des secteurs industriels et des marchés du travail.

Pour relever les défis en matière d'EFPT dans les pays CLMV, le MTCP, en collaboration avec son institut de formation, le Centre de formation des instructeurs à des compétences avancées (CIASST), et l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) en qualité de partenaire au développement, ont créé ensemble un programme intitulé « Développement des capacités dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques (EFPT) ». Ce programme était axé sur trois branches de l'EFPT : la mécanique, l'automobile et la technologie de soudage. De plus, le programme concordait avec la cible 3 de l'ODD 4 (Offrir une éducation de qualité dans les domaines techniques et professionnels) et le domaine prioritaire 5 du Programme d'action d'Istanbul (PAI), Développement humain et social (éducation et formation). Les objectifs du programme étaient les suivants :

- ▶ renforcer les capacités des formateurs en matière d'EFPT, selon les besoins, pour encourager la croissance économique au Cambodge, au Laos, en Birmanie et au Viet Nam ;
- ▶ partager les informations et les bonnes pratiques en favorisant une collaboration bénéfique et le tissage de liens parmi les formateurs en EFPT avec leurs homologues malaisiens et japonais ;
- ▶ exposer les participants à l'expérience malaisienne en renforçant le système d'EFPT existant ; et
- ▶ doter les participants des compétences techniques nécessaires à leur secteur d'activité et fournir des techniques d'enseignement pour dispenser une formation aux compétences en matière d'EFPT.

Ce programme a été mené en trois étapes afin d'en maximiser les répercussions, en se concentrant sur les trois branches principales de l'EFPT. La formation comprenait des conférences, des présentations et des visites sur le terrain dans plusieurs établissements techniques et secteurs industriels à Selangor, Putrajaya et Kuala Lumpur. Douze personnes ont participé à la première et à la seconde phases du programme. Ces participants ont été retenus en raison de leur expérience technique, de leur implication préalable dans le programme d'EFPT et de l'adéquation par rapport au programme de compétences offert au moment de l'organisation du projet. Grâce au programme, les participants ont acquis des connaissances professionnelles théoriques et pratiques en matière d'automatisation industrielle, notamment pour le dépannage des logiciels d'automatisation et les procédures d'assemblage. Lors de la phase finale du programme, les participants ont renforcé leur compréhension des spécifications des procédures de soudage liées à l'application des codes et des normes.

Le programme était également axé sur les techniques d'enseignement,

principalement la compréhension des différents styles d'apprentissage pour une transmission efficace des connaissances. En outre, durant les visites sur le terrain, les participants ont acquis des connaissances sur les pratiques industrielles et les processus au niveau opérationnel, ce qui devrait les aider ultérieurement à appliquer les méthodologies de formation et les techniques d'enseignement appropriées.

D'autre part, en analysant les informations de la mission d'enquête de 2017 et le retour d'information transmis par les élèves ayant participé au programme, les partenaires ont cherché à améliorer la formation afin de l'adapter aux besoins actuels des pays participants. Les experts japonais étaient également invités à partager les bonnes pratiques et l'expérience du Japon en matière de développement du programme d'étude et de mise en place de l'EFPT dans le pays.

Pour participer à la formation, les participants devaient préparer et présenter un rapport institutionnel pertinent sur leur organisation au début du cours et préparer un plan d'action à mettre en œuvre dans leurs pays respectifs. Durant les présentations du rapport et du plan d'action, les participants ont souligné les enjeux et expliqué les aspects importants de la situation actuelle de l'EFPT dans leurs institutions respectives. Cette expérience a constitué une magnifique occasion pour toutes les parties impliquées d'apprendre les unes des autres. De plus, les commentaires recueillis auprès des participants ont montré que pour la majorité d'entre eux le programme leur avait permis de mieux comprendre les ressources d'EFPT pour pouvoir les diffuser et les mettre en pratique dans leurs pays.

Les participants ont acquis des compétences pédagogiques pratiques et théoriques globales afin de préparer leurs ressources humaines au développement de la croissance. Tous les participants ont reçu des commentaires positifs du programme et amélioré de façon significative leurs résultats par rapport au test préliminaire. En outre, le bilan positif du test final (évaluation des connaissances et de la performance) a montré que les participants comprenaient mieux le sujet à l'issue du programme. Les participants ont également montré qu'ils possédaient les compétences nécessaires lors de la préparation du matériel pédagogique écrit, notamment le plan de cours, la fiche d'information, la fiche de mission et la fiche de travail correspondant à leurs secteurs respectifs. Le CIASST a également encouragé les participants à développer leur créativité au moment de réaliser le projet afin de promouvoir une approche de l'EFPT davantage axée sur l'étudiant. Les participants pourront alors améliorer le matériel pédagogique et les systèmes existants dans leurs établissements et moderniser leur approche pédagogique avec leurs élèves.

De plus, ce programme continue à améliorer les compétences techniques et pratiques nécessaires pour répondre aux exigences spécifiques du marché du travail de chaque pays. Le renforcement des capacités des formateurs est un gage de durabilité puisque cela permet au secteur de l'EFPT de continuer à développer de nouvelles compétences dans des domaines nécessaires pour la croissance des pays.

La Malaisie a compris qu'en améliorant le système d'EFPT, qui est au cœur du développement des ressources humaines d'un pays, elle contribuerait de manière significative à améliorer les conditions socio-économiques de la nation, garantissant ainsi la durabilité de cette initiative. Par conséquent, la Malaisie, par l'intermédiaire de ses fournisseurs de formation, le CIASST, continuera à former, à responsabiliser et à doter son pays, et d'autres pays du Sud, de nouvelles avancées en matière d'EFPT.

Formation des enseignants de sciences et de mathématiques du primaire dans les pays d'Afrique



Améliorer la pédagogie constructiviste pour une éducation de qualité

DÉFI

Il est généralement admis que l'amélioration de la qualité de l'éducation primaire passe nécessairement par une intervention dans les écoles et dans les classes, la qualité éducative finale étant le fruit des processus pédagogiques par lesquels les élèves acquièrent des connaissances, des compétences et des attitudes. Dans une salle de classe traditionnelle, les professeurs donnent généralement des instructions et des explications directes sur un sujet et les élèves apprennent passivement. Dans ce contexte, les élèves sont bombardés de faits et de contenus à mémoriser. D'autre part, l'apprentissage à distance peut difficilement les aider à faire le lien entre ce qu'ils ont appris en classe et les situations de la vie réelle. Il sera donc difficile pour les élèves d'appliquer dans la vie de tous les jours les thèmes abordés en classe, particulièrement en sciences et en mathématiques. Il est dès lors extrêmement urgent d'améliorer la qualité globale des interactions dans la classe.

En Afrique, en dépit des améliorations récentes, un grand nombre d'évaluations régionales, nationales et internationales ont montré que l'enseignement des sciences et des mathématiques était à la traîne. De plus, de nombreux problèmes contribuent aux difficultés d'apprentissage et aux mauvais résultats dus aux méthodes d'enseignement. Des améliorations sont donc nécessaires afin que tous les enfants de la région puissent libérer leur potentiel individuel et contribuer en définitive à la croissance économique nationale à long terme.

VERS UNE SOLUTION

Reconnaissant le besoin impérieux d'améliorer la qualité de l'éducation (ODD 4) en Afrique, en particulier dans le domaine des sciences et des mathématiques, l'institut de formation du Programme de coopération technique de la Malaisie (MTCP) et l'Organisation des ministres de l'Éducation d'Asie du Sud-Est - Centre régional pour l'Éducation en sciences et mathématiques (SEAMEO RECSAM) ont collaboré avec l'Agence japonaise de Coopération internationale (JICA) dans le cadre du Programme de formation des pays tiers (PFPT) pour concevoir un programme ciblant les enseignants et les



PROPOSÉ PAR

Programme de coopération technique de la Malaisie (MTCP), Malaisie

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Eswatini, Éthiopie, Ghana, Japon, Kenya, Malawi, Malaisie, Ouganda, Zambie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.C, 17.2, 17.6, 17.9

SOUTENU PAR

Programme de coopération technique de la Malaisie (MTCP), Agence de coopération internationale du Japon (JICA)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Institut de formation du MTCP - Organisation des ministres de l'Éducation d'Asie du Sud-Est (SEAMEO), Centre régional pour l'Éducation en sciences et mathématiques (RECSAM), SEAMEO RECSAM

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2015 – 2017

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://www.recsam.edu.my>

éducateurs en sciences et mathématiques de l'enseignement primaire dans les pays d'Afrique. Le programme a été conçu afin de permettre aux enseignants et aux éducateurs de découvrir un large éventail de méthodes, de stratégies et d'activités pédagogiques et d'apprentissage encourageant des situations d'apprentissage actif pour stimuler la construction progressive d'un nouveau savoir et d'approfondir la compréhension des sciences et des mathématiques, ancrée sur la philosophie de la pédagogie constructiviste.

Le programme, qui contribuait également au domaine prioritaire 5, Développement social et humain (éducation et formation) du Programme d'action d'Istanbul (PAI), a par ailleurs permis aux participants des différents pays d'Afrique d'échanger leurs expériences en dispensant des leçons de sciences et de mathématiques pertinentes et utiles entre eux et avec leurs homologues du RECSAM. L'une des caractéristiques fondamentales de ce programme est sa structure en trois ans, qui vise à garantir un impact maximal et à favoriser l'évolution continue des enseignants et des éducateurs dans la région. La première année du programme a eu lieu du 7 au 27 octobre 2015 pour 26 participants ; la deuxième du 10 au 30 août 2016 pour 24 participants ; et la troisième du 9 au 29 août 2017 pour 16 participants venus d'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, d'Eswatini, d'Ouganda et de Zambie. Toutes les formations ont eu lieu à Penang, en Malaisie.

Grâce au programme sur trois ans, les participants ont été exposés à diverses applications théoriques et pratiques d'un apprentissage basé sur l'investigation et la résolution de problèmes, ainsi qu'à des études en extérieur. Ils ont également été confrontés à l'intégration des technologies de l'information et des communications (TIC) et de technologies d'instruction autres que les TIC qui étayent l'enseignement et l'apprentissage efficaces des sciences et des mathématiques dans le primaire. Les participants ont aussi abordé un grand nombre de sujets couvrant les stratégies d'enseignement des sciences et des mathématiques constructivistes basées sur la recherche, telles que les compétences de traitement, l'évaluation de l'apprentissage, l'apprentissage fondé sur la résolution de problèmes et le constructivisme dans l'enseignement des sciences et des mathématiques comme moyens d'améliorer les pratiques didactiques dans leur école. Les participants ont aussi eu la possibilité de mettre en pratique certaines des stratégies d'enseignement, ainsi que le matériel didactique et les supports pédagogiques qu'ils avaient eux-mêmes créés pour les utiliser dans l'enseignement et l'apprentissage actif en sciences et mathématiques dans leur pays d'origine.

Un bénévole senior du JICA a été engagé en tant que spécialiste de l'enseignement des sciences pendant deux ans pour transmettre son savoir-faire en matière de matériel didactique autre que les TIC pour l'enseignement des sciences.

Le programme a permis d'atteindre les objectifs suivants : améliorer la compréhension de la pédagogie constructiviste ; contextualiser la connaissance des contenus en sciences et mathématiques ; améliorer les compétences en matière d'improvisation de matériel pédagogique en utilisant du matériel jeté ou peu coûteux (comme des pailles, du ruban adhésif, des cartes etc.) ; et élargir les perspectives des participants grâce au partage des expériences de développement nationales et aux exemples de bonnes pratiques en classe, en Malaisie et dans d'autres pays ASEAN.



L'efficacité du programme a été révélée par les tests de perception des nouvelles connaissances acquises par les participants avant et après le cours, qui ont montré une amélioration significative des notes. De plus, pour garantir la contribution aux cibles des ODD et au(x) domaine(s) prioritaire(s) du PAI, le RECSAM a demandé aux participants de partager les connaissances et techniques apprises et de les diffuser auprès de leurs collègues. Les participants devaient en effet élaborer un plan d'action individuel à effet multiplicateur précisant comment ils entendaient diffuser les activités, aptitudes et connaissances acquises tout au long du programme. Cela garantit la durabilité du programme.

Les commentaires du dernier groupe de participants au programme montrent que les étudiants ont commencé à prendre en charge leur propre apprentissage en construisant activement de nouvelles connaissances et en les intégrant à leur cadre cognitif existant. Les étudiants s'impliquent davantage dans leur apprentissage et trouvent le processus d'apprentissage intéressant, bien que complexe. Il apparaît donc clairement qu'une bonne compréhension des approches et stratégies d'enseignement, ainsi que des ressources d'enseignement permettent d'enrichir le répertoire d'enseignement des éducateurs alors qu'ils travaillent à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage des sciences et des mathématiques dans leur pays.

Pour conclure, le succès de ce programme de coopération triangulaire mis en place par la Malaisie et le Japon est dû au fait qu'il est parvenu à identifier la meilleure association de forces et stratégies pour construire des programmes axés sur les résultats pour contribuer à relever l'actuel niveau social et de développement des pays cibles. En outre, le RECSAM en tant qu'institution de formation inscrite auprès du MTCP, a été reconnue pour son rôle de catalyseur de progrès pour l'enseignement des sciences, des mathématiques et des technologies, et plus de dix mille professeurs et éducateurs ont suivi la formation du RECSAM.

CONTACT INFORMATION

Secrétariat du Programme de coopération technique de la Malaisie (MTCP)
Coordinateur/Coordinatrice de programme, Ministère des Affaires étrangères, Malaisie
mtcp@kln.gov.my

Programme de renforcement des capacités des professeurs en Afghanistan



Renforcer les capacités d'apprentissage et d'enseignement des professeurs afghans afin d'améliorer la qualité de l'enseignement

DÉFI

Depuis de nombreuses années, l'Afghanistan est en proie aux conflits et à l'instabilité. Les conditions de sécurité fragiles ont souvent empêché les professeurs de recevoir des formations, de développer leurs aptitudes et de maintenir leurs connaissances à jour. Les clivages ethniques et culturels qui divisent la société ont fait obstacle aux possibilités de formation unifiées et centralisées pour les professeurs, impliquant l'absence de normalisation, de processus de sélection et d'admissibilité et/ou de programme de certification pour cette profession.

Certaines matières telles que les mathématiques, la physique et la chimie faisaient l'objet d'un programme scolaire surchargé et de niveau avancé, difficile à assimiler aussi bien pour les étudiants que pour de nombreux professeurs. Les professeurs afghans avaient un accès très limité aux normes internationales en matière d'enseignement et aux bons exemples d'autres pays en matière d'enseignement et d'apprentissage de qualité. Tout cela a des conséquences directes sur la qualité de l'enseignement reçu par les écoliers, qui est essentiel pour la croissance économique nationale et le futur de l'Afghanistan.

VERS UNE SOLUTION

Le « Programme de renforcement des capacités des professeurs en Afghanistan » a été conçu par l'Agence turque pour la coopération et la coordination (TİKA), dans le but d'aider le pays à surmonter la plupart de ces difficultés en mettant en place un centre de formation très utile. Le centre héberge des enseignants issus de tous les milieux et de toutes les régions de l'Afghanistan et les dote des compétences et des connaissances nécessaires selon les modèles d'enseignement modernes de qualité grâce à des modules d'apprentissage et d'enseignement pratiques et théoriques approfondis. Le programme a également facilité le partage de l'expérience turque en matière d'enseignement grâce à des visites d'étude et à des activités d'apprentissage par des pairs en Turquie.



PROPOSÉ PAR

Agence turque de coopération et de développement (TİKA)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afghanistan, Turquie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.c, 4.d

SOUTENU PAR

TİKA

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère afghan de l'Éducation, ministère turque de l'Éducation nationale, TİKA

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2016 – 2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3pvhRli>

Considérant le bien-être des générations futures et les besoins de développement des capacités des enseignants en Afghanistan, la TİKA a mis en place en 2016 des programmes de formation des professeurs en vue de soutenir les efforts du ministère de l'Éducation nationale afghan. L'objectif de cette initiative était d'offrir une formation pratique à 3 000 professeurs. Depuis lors, grâce aux infrastructures d'hébergement et de formation bâties par la TİKA à Kaboul, plus de 4 500 professeurs de tout le pays ont amélioré leurs aptitudes pédagogiques dans un environnement sûr. Au cours de la seule première année, 1 152 heures de formation ont été proposées dans le cadre de ce programme. S'appuyant sur ce succès, au cours des années suivantes, la TİKA a alloué davantage de ressources et créé le « Programme de soutien à l'éducation et à l'enseignement », une initiative menée en coopération avec le ministère turc de l'Éducation nationale et les universités turques et destinée à tous les pays partenaires. Dans le cadre de ce programme, diverses initiatives ont été mises en place :

Afghanistan - TILT (Formation en apprentissage et enseignement intégrés) :

cette initiative permet aux professeurs d'Afghanistan de tirer le meilleur parti des ressources dont ils disposent et de transformer les matières enseignées dans les écoles en expériences de classe centrées sur un projet. Cette approche sensibilise les étudiants aux sciences et technologies et les rend curieux. Pour doter les professeurs des compétences nécessaires, un programme a été conçu et mis en place avec succès. TILT englobe deux concepts : STEM (approche globale) et HAREZMI (modèle turc).

► **STEM:** Du 18 au 29 mars 2019, en coopération avec l'université de Trakya, TİKA a offert une formation STEM appliquée à 24 professeurs afghans à Edirne, en Turquie. La formation élimine la distinction entre les cours de sciences, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques, et représente une approche pluridisciplinaire. Parmi les professeurs qui ont suivi avec succès la formation en Turquie, 23 ont animé en tant que formateurs une séance élémentaire en STEM, en bénéficiant des conseils de deux professeurs experts turcs, en décembre 2019 et mars 2020 à Kaboul. Plus de 160 professeurs afghans ont participé à ces séances de formation.

► **HAREZMI:** En mars 2021, un module de formation pluridisciplinaire créé et mis en place par le ministère turc de l'Éducation nationale et la Direction provinciale d'Istanbul a été proposé à 25 spécialistes de l'éducation du ministère afghan de l'Éducation nationale pour compléter la formation STEM. En tant qu'aspect innovant, le programme HAREZMI inclut les sciences sociales et encourage l'apprentissage basé sur les défis, c'est-à-dire un enseignement laissant les étudiants trouver eux-mêmes des solutions à des défis de la vie réelle.

Autres formations destinées aux professeurs :

Plusieurs sessions de formation ont été organisées en 2019 : Formation des enseignants, Développement des programmes et Gestion de l'éducation, en coopération avec le ministère turc de l'Éducation nationale et le ministère afghan de l'Éducation nationale.

► **La « Formation des enseignants »** a été dispensée deux fois. 210 professeurs y ont participé en Afghanistan et ont reçu un certificat.

► **La formation « Développement des programmes »** (une semaine) a réuni 40 experts afghans.

► **La formation « Gestion de l'éducation »** (12 jours) a été organisée auprès de 100 directeurs responsables de 12 écoles pilotes dans différentes régions d'Afghanistan.

Le programme de soutien à l'éducation et à l'enseignement vise à garantir que tous les professeurs peuvent accéder à une formation dispensée par les professeurs locaux eux-mêmes formés en Turquie et en Afghanistan, ce qui contribuera largement au développement durable du pays. Pour faciliter les premiers pas des nouveaux formateurs afghans, les experts turcs ont encadré le premier programme de formation à Kaboul.

Le programme de formation peut facilement être reproduit dans d'autres PMA et pays en développement étant donné qu'il a été conçu en modules structurés adaptés à toutes les régions géographiques et à toutes les cultures. Par ailleurs, la collaboration étroite entre les autorités locales et les partenaires turcs est un élément essentiel au succès et à la durabilité du projet. L'autonomisation des professeurs locaux via l'acquisition de compétences de formateurs favorise elle aussi la durabilité et l'autosuffisance du système éducatif national, ainsi que l'accès à un apprentissage tout au long de la vie des professeurs des écoles.

Cette initiative est un bon exemple de coopération Sud-Sud puisqu'il a permis le transfert de l'expérience turque dans le domaine de l'éducation. Elle est également innovante puisque toutes les séances de formation sont réalisées en utilisant uniquement le matériel disponible localement, afin que tous les environnements d'enseignement (qu'ils soient urbains ou ruraux) puissent facilement adapter les aptitudes et méthodes nouvellement acquises à leur pratique d'enseignement. Cette pratique contribue à la cible 4.c de l'objectif de développement durable (ODD) 4 en augmentant le nombre de professeurs qualifiés en Afghanistan grâce à la coopération internationale. En soutenant les efforts de l'Afghanistan en matière de formation et rétention de ses professeurs et formateurs, particulièrement dans les zones rurales et mal desservies, l'initiative contribue également au domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

CONTACT INFORMATION

Service du développement stratégique de TİKA
Unité administrative, TİKA
sgdb@tika.gov.tr

Renforcement des capacités de la faculté de journalisme de l'université de Parwān



Installation d'un laboratoire photographique et d'un studio de radio dans la faculté de journalisme de l'université de Parwān afin d'accroître les possibilités de formation et de soutenir l'enseignement supérieur pour les futurs journalistes.

DÉFI

Un avenir meilleur passe par une meilleure éducation et l'enseignement pratique est le meilleur moyen de préparer les jeunes à la vie professionnelle. Les longues périodes d'instabilité en Afghanistan ont entraîné un manque d'investissement dans les infrastructures éducatives. Et tous les niveaux d'éducation sont concernés par ce problème, y compris les universités. Cette situation est préjudiciable non seulement pour le futur des étudiants, mais aussi pour le développement socio-économique du pays. En répondant aux besoins de l'université de Parwān en termes d'infrastructures et d'équipements techniques, ce projet contribue à surmonter les obstacles qui nuisent au développement de l'enseignement pratique en Afghanistan.

VERS UNE SOLUTION

Pour relever ces défis, l'Agence turque de coopération et de développement (TİKA) a installé un laboratoire photographique et un studio de radio dans la faculté de communication et de journalisme de l'université de Parwān, à Kaboul, et l'a dotée d'équipements de pointe. Le projet a été mis en œuvre sous la forme d'une subvention accordée par la TİKA.

L'objectif du projet est de permettre aux étudiants en journalisme d'acquérir un savoir-faire pratique et une expérience grâce auxquels ils pourront bâtir leur carrière et accéder à des niveaux plus élevés dans le monde des médias et du journalisme. Il vise également à offrir aux étudiants la possibilité d'approfondir et d'élargir leurs compétences en journalisme. Étant donné l'importance de l'enseignement pratique et des technologies de pointe dans tous les secteurs de l'audiovisuel, le studio de radio et le

PROPOSÉ PAR

Agence turque de coordination et de coopération (TİKA), Turquie

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afghanistan, Turquie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.4

SOUTENU PAR

TİKA

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Université de Parwān, TİKA

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

10/2020 – 02/2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

- <https://bit.ly/3FCqcta>
- <https://bit.ly/3sx2RFE>

laboratoire photographique devraient contribuer significativement à la formation de professionnels qualifiés au sein de l'université pour le secteur des médias.

Contribuant à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 4 (Éducation de qualité), ce projet a été mené conformément à la demande et aux instructions de l'institution partenaire (l'université de Parwān). Conformément à l'objectif d'accroître les compétences professionnelles et techniques qui contribueront à l'emploi, tel que l'indique la cible 4.4 de l'ODD, les futurs journalistes recevront une formation pratique dans des infrastructures techniques appropriées. Le projet a été mis en œuvre conformément au principe d'appropriation, l'un des principes de base du Programme d'action d'Istanbul (PAI). L'appropriation locale et l'expertise du partenaire en matière d'éducation garantissent également la durabilité du projet. Ce projet contribue au cadre de « Soutien des efforts des pays les moins avancés pour améliorer l'éducation supérieure et technique, ainsi que la formation professionnelle », qui fait partie des actions déterminées pour les partenaires de développement dans le cadre du domaine prioritaire 5 du PAI (Développement humain et social).

Ce projet reposant intégralement sur l'octroi d'une subvention, il est important que le partenaire demandeur possède les connaissances techniques suffisantes pour garantir la durabilité de l'appropriation locale et des infrastructures.



CONTACT INFORMATION

Service du développement stratégique de TİKA
Unité administrative, TİKA
sgdb@tika.gov.tr

Institut pour la coopération Sud-Sud et le développement



Éducation pour le développement durable et la citoyenneté mondiale

DÉFI

L'éradication de la pauvreté et des inégalités, et la nécessité du développement durable font à l'heure actuelle partie des grands défis à relever par les pays du Sud. L'économie et la société de la connaissance étant aujourd'hui des vecteurs fondamentaux du développement, l'éducation est d'autant plus cruciale pour la préparation d'un capital humain de qualité dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA).

VERS UNE SOLUTION

Le 26 septembre 2015, lors de l'assemblée générale des Nations Unies, le président chinois Xi Jinping a annoncé que la Chine allait créer un institut pour la coopération Sud-Sud et le développement (ISSCAD). Avec le soutien déterminé du ministère du Commerce, du ministère de l'Éducation et du ministère des Finances, et tirant parti de la qualité des départements de sciences humaines et sociales de l'université de Pékin, l'ISSCAD est officiellement créé le 29 avril 2016. L'ISSCAD est un exemple national de la participation de la Chine à la coopération Sud-Sud avec des objectifs de développement clairs pour le développement humain et social en matière d'éducation et de formation.

L'ISSCAD est une nouvelle plateforme éducative consacrée à la promotion d'une croissance équitable, inclusive et durable grâce au partage des connaissances et du savoir-faire en matière d'initiative publique et de développement national avec les pays en développement et en particulier les PMA. Par l'éducation et la formation, l'ISSCAD crée une véritable communauté d'apprentissage pour les pays du Sud et contribue à leur intégration effective dans l'économie mondiale. Contribuant à l'objectif de développement durable (ODD) 4, à travers l'amélioration de la qualité de l'éducation, l'ISSCAD fait figure de chef de file parmi les institutions d'enseignement supérieur. Il prépare les étudiants à des carrières transnationales dans le secteur public, privé et non lucratif, et propose un programme d'études sur mesure intégrant des approches pratiques et théoriques afin que les diplômés puissent appliquer les connaissances qu'ils



PROPOSÉ PAR

Université de Pékin, Chine

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Éthiopie, Lesotho, Libéria, Mozambique, Népal, Soudan du Sud, République-Unie de Tanzanie, Zambie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4,7, 4.b

SOUTENU PAR

Université de Pékin, Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Université de Pékin, Chine

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

04/2016 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.isscad.pku.edu.cn/>

acquièrent et contribuent au développement économique, social et environnemental de leur pays.

L'objectif à long terme est de constituer une base de formation pour les jeunes les plus talentueux des pays en développement au sein d'un établissement de recherche en développement national. Sur la plateforme d'échange mondiale dynamique de l'ISSCAD, les étudiants peuvent partager leurs expériences en matière de développement national entre pays en développement, renforcer la coopération internationale et contribuer à la construction d'une communauté partageant une vision commune pour l'humanité.

La majorité du corps enseignant de l'ISSCAD dépend de l'université de Pékin, laquelle jouit d'une belle réputation à la fois en tant qu'institution universitaire de haut niveau et en tant que groupe de réflexion politique en Chine. Le corps professoral principal est soutenu par des professeurs et des associés professionnels sélectionnés dans d'autres écoles et départements de l'université de Pékin et d'autres établissements. L'objectif est de cultiver un environnement d'apprentissage pluridisciplinaire dynamique encourageant le questionnement intense, un dialogue ouvert et un apprentissage transculturel, servant de pont entre la théorie et la pratique.

En plus de créer un programme d'études approfondi sanctionné par un diplôme dans le domaine du développement national, l'ISSCAD mène également des recherches dans quatre secteurs du développement durable : agriculture et réduction de la pauvreté, éducation et innovation, santé publique, et changement climatique et protection de l'environnement. La SCAD propose des programmes de formation pour cadres, avec ou sans diplôme.

Les étudiants sont soigneusement sélectionnés parmi un ensemble de candidats des pays du Sud qui répondent aux exigences d'admission de l'institut. L'ISSCAD offre une aide financière aux étudiants les plus brillants et aux étudiants issus des PMA. Les cours réguliers sont complétés par des travaux pratiques et des ateliers dans divers domaines (comme l'éducation et la réduction de la pauvreté, la population et la santé publique, la sécurité sociale et la sûreté publique, le développement urbain et la réforme agraire, l'énergie et l'environnement, la modernisation industrielle et l'innovation technologique, la gouvernance mondiale et la politique étrangère). De plus, la formation doit permettre aux étudiants d'approfondir leurs connaissances et leur compréhension dans des domaines interdisciplinaires afin d'agir de façon appropriée en fonction des conditions locales ou spécifiques à un contexte particulier.

L'ISSCAD constitue un espace éducatif innovant permettant d'examiner les succès et les difficultés de la Chine et d'autres pays en développement, et d'échanger les bonnes pratiques entre ces pays. Le modèle de « bonnes pratiques » de l'ISSCAD est durable puisqu'il s'agit d'un institut éducatif formel et que ce modèle peut être reproduit et adapté dans d'autres pays du Sud souhaitant créer un institut éducatif pour renforcer la coopération Sud-Sud à travers l'éducation et la formation. En raison de la pandémie de COVID-19, les étudiants sélectionnés dans les pays du Sud ont dû suivre le programme à distance dans leur pays d'origine. Certains ont malheureusement rencontré des problèmes de connexion à Internet qui ont dans certains cas freiné leur apprentissage. De plus, l'ISSCAD a dû s'adapter aux étudiants vivant dans différentes régions et différentes zones horaires pour organiser les cours en ligne pendant la pandémie.



L'ISSCAD s'attache à contribuer à la réalisation de l'ODD 4 et du domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du Plan d'action d'Istanbul (PAI). Il permet à des étudiants des pays du Sud d'accéder à une éducation supérieure abordable. Il cible dans sa formation le développement durable et la citoyenneté mondiale et accorde des bourses d'étude aux étudiants. En septembre 2021, près de 300 étudiants (dont plus de 50 % provenant de PMA) de plus de 60 pays en développement étaient inscrits à l'ISSCAD, et plus de 150 diplômés de deuxième et troisième cycles avaient été formés pour retourner dans leurs pays d'origine. À l'avenir, l'ISSCAD continuera à accroître la participation de candidats issus de pays en développement et à bâtir une plateforme d'échange plus vaste pour la théorie et la pratique du développement national.

CONTACT INFORMATION

Dr. Sarah Jinjie Wang
Directrice du Bureau de la Recherche, Institut pour la coopération Sud-Sud et le développement
sarahwang@nsd.pku.edu.cn

Catalyser l'entrepreneuriat féminin



Créer un écosystème entrepreneurial sensible au genre

DÉFI

Le rôle des femmes en tant que créatrices d'emplois, employées et contributrices à la croissance économique est clair. On estime que les avancées en matière d'égalité entre les sexes dans la région Asie Pacifique pourraient accroître le PIB de 4 500 milliards \$ US (soit une hausse de 12 %) d'ici à 2025.4.5 trillion Il est largement admis que l'entrepreneuriat féminin est une voie incontournable pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes et qu'il peut également avoir un effet multiplicateur sur le bien-être des familles, la réduction de la pauvreté et la croissance économique durable. Pourtant, le potentiel des femmes en tant que dirigeantes d'entreprises est largement compromis par de nombreuses difficultés, notamment des cadres législatifs discriminatoires, un accès restreint voire inexistant au financement et aux technologies de l'information et de la communication, l'absence d'accès aux marchés et aux réseaux commerciaux, des normes socio-culturelles discriminatoires ainsi que des possibilités de développement des capacités restreintes. Les femmes entrepreneures ont par ailleurs été les principales victimes des conséquences sociales et économiques de la pandémie de COVID-19, ce qui les a placées, elles et leurs entreprises, dans une position encore plus vulnérable.

VERS UNE SOLUTION

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) met en place un programme régional sur cinq ans intitulé « Catalyser l'entrepreneuriat féminin (CEF) - Créer un écosystème entrepreneurial sensible au genre » dans six pays, en vue de soutenir les États membres dans leurs efforts pour renforcer l'entrepreneuriat des femmes comme stratégie de réduction de la pauvreté, de bien-être social et de croissance économique durable. Le programme contribue à la réalisation de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes) et de nombreux autres objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable mais aussi au domaine prioritaire 5 du PAI (Développement humain et social). Cette initiative prévoit des activités de mise en œuvre sur le terrain au Bangladesh, au Cambodge, dans les îles Fidji, au Népal, à Samoa et au Viet Nam.



PROPOSÉ PAR

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Cambodge, Fidji, Népal, Samoa, Viet Nam

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.C, 5.B, 5.A, 5.1, 8.1, 8.4, 8.6

SOUTENU PAR

Affaires mondiales Canada

ENTITÉS D'EXÉCUTION

CESAP, gouvernements partenaires (ministère de la Planification et de l'investissement, Viet Nam, ministère de l'Industrie, des Sciences, des Technologies et de l'Innovation, Cambodge, ministère des Affaires des femmes, Cambodge, ministère des Femmes, des Enfants et de la Réduction de la pauvreté, Fidji, Fondation pour les petites et moyennes entreprises, Bangladesh, et ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail, Samoa).

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

03/2018 – 12/2023

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.unescap.org/projects/cwe>

Le programme a été structuré autour de trois piliers de travail fondamentaux interconnectés :

- ▶ **Politique et actions de sensibilisation** : renforcement des cadres juridiques et réglementaires qui offrent un environnement général favorable pour soutenir les femmes entrepreneures. Grâce à des recherches nationales et sous-régionales approfondies, aux conseils techniques systématiques et aux efforts de développement des capacités, le programme aide les décideurs politiques à élaborer des politiques et programmes sensibles au genre.
- ▶ **Financement innovant** : mobilisation de capitaux publics et privés pour piloter, tester et étendre les modèles de financement qui soutiennent les femmes entrepreneurs. L'utilisation de multiples services financiers abordables, réglementés et adaptés permet au programme de répondre à la problématique de l'accès et de l'utilisation du financement des femmes entrepreneures pour des entreprises en phase de démarrage et de croissance.
- ▶ **Technologies de l'information et de la communication (TIC)** : renforcer la capacité des décideurs politiques à créer un environnement favorable aux femmes entrepreneures utilisant les TIC, et améliorer la capacité des femmes entrepreneures à adopter et à utiliser les outils TIC pour faire prospérer leur entreprise.

Le programme a obtenu l'engagement de sept ministères, notamment des principales agences de PME, des organisations féminines et des banques centrales pour concevoir et mettre en œuvre des interventions ciblées en faveur des femmes entrepreneures au Bangladesh, dans les îles Fidji, à Samoa, au Viet Nam et au Cambodge. Les ministères non liés au genre se sont engagés à jouer un rôle important dans la promotion de réformes centrées sur les femmes entrepreneures. L'approche participative et centrée sur l'humain du programme a encouragé la création de solutions à plusieurs niveaux (communautaire, institutionnel et sous-régional). Voici quelques exemples de réalisations clés :

- ▶ Des recherches ont été menées pour permettre une meilleure compréhension de l'environnement politique national des MPME dirigées par des femmes et aider les dirigeants politiques à identifier les lacunes actuelles. Il s'agit notamment d'études portant sur les répercussions de la crise de COVID-19 sur les femmes entrepreneures au Bangladesh, au Cambodge, à Samoa et au Viet Nam. Elles ont donné lieu à des recommandations concrètes pour répondre aux difficultés à court et long terme.
- ▶ Les preuves montrent que les femmes entrepreneures sont confrontées à de nombreux obstacles pour accéder aux informations et aux services. Le programme a élaboré un document de travail sur les « Innovations et bonnes pratiques du guichet unique pour aider les femmes entrepreneures » présentant différents guichets uniques et portails dans la région Asie-Pacifique et la manière dont ces outils répondent aux besoins contextuels des femmes entrepreneures. Un échange régional a été organisé pour aborder les innovations et les leçons tirées du fonctionnement de ces guichets uniques dans différents pays. Sur la base des conclusions de ce document, des travaux sont en cours pour améliorer et/ou mettre en place des guichets uniques pour les femmes entrepreneures en partenariat avec les ministères des PME, notamment au Bangladesh, au Cambodge et au Viet Nam.

- ▶ Le programme s'est appuyé sur différents partenariats sous-régionaux pour déployer à plus grande échelle des politiques axées sur les femmes entrepreneures au-delà des pays participant au programme CEF. Par exemple, la CESAP s'est associée au comité de coordination sur les MPME de l'ASEAN pour développer une boîte à outils destinée aux responsables politiques de l'ASEAN afin d'intégrer des dispositions axées sur les femmes entrepreneures dans les politiques et plans d'action pour les PME. Cela inclura un outil d'auto-évaluation pour aider les décideurs politiques à comprendre l'écosystème d'entrepreneuriat des femmes dans leur pays, identifier les lacunes et faciliter la planification d'actions afin d'encourager un écosystème favorable à long terme.
- ▶ En tant que commission régionale, la CESAP a facilité l'échange transfrontalier de connaissances et de données dans le cadre du programme. Une consultation sous-régionale menée par un groupe d'experts en partenariat avec le Comité pour les femmes de l'ASEAN a notamment été créée pour favoriser l'entrepreneuriat et l'autonomisation économique des femmes dans la région. Des activités prometteuses et des initiatives novatrices pour l'entrepreneuriat féminin, y compris l'élimination des obstacles juridiques pour les femmes entrepreneures, ont été abordées par les responsables politiques de l'ASEAN.
- ▶ Les politiques et les lois sur les PME au Cambodge, dans les îles Fidji et au Viet Nam ont été réexaminées afin d'y inclure des dispositions spécifiques aux femmes et d'améliorer l'efficacité globale de la mise en œuvre au niveau national et des provinces. Le processus de réexamen et de révision a également contribué à développer les capacités des parties prenantes nationales.

L'accent mis sur des solutions spécifiques aux contextes et centrées sur l'humain ainsi que la construction de toute une série de partenariats sont les aspects les plus innovants de ce programme. Des comités consultatifs du programme ont été créés au niveau national et servent de mécanismes institutionnels pour l'échange direct et la collaboration entre les diverses parties prenantes liées aux femmes entrepreneures. L'institutionnalisation de ces groupes consultatifs illustre la durabilité de cette initiative, par exemple aux Fidji, à Samoa et au Viet Nam, ce qui garantira les capacités des parties prenantes à répondre aux futurs changements et enjeux auxquels les femmes entrepreneures sont confrontées.

Les efforts d'intégration régionale dans le cadre du programme favorisent la coopération Sud-Sud via le partage des pratiques dynamiques et des enseignements tirés, mais aussi en constituant une opportunité pour les États membres de travailler ensemble à la réalisation d'une vision commune de croissance de l'entrepreneuriat féminin et de l'autonomisation économique des femmes.

CONTACT INFORMATION

Mme Cai Cai

Responsable de la section Égalité entre les sexes et Inclusion sociale,
Division du Développement social, CESAP
caic@un.org

Mme Sudha Gooty

Responsable du programme Catalyser l'entrepreneuriat féminin, CESAP
Sudha.gooty@un.org

Renforcer le pouvoir d'action des femmes entrepreneurs en Asie du Sud grâce aux technologies numériques



Utiliser le commerce électronique et le marketing numérique pour permettre aux PME dirigées par des femmes en Asie du Sud d'intégrer les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales durant la pandémie de COVID-19

DÉFI

Bien que l'Asie du Sud soit reconnue comme une sous-région dynamique, son potentiel est compromis par les inégalités de genre dans tous les aspects de la vie économique et sociale. En Asie du Sud, où le taux de participation des femmes au marché du travail fait partie des plus faibles au monde, l'entrepreneuriat féminin est une source de progrès économique et social, mais aussi de création d'emploi, largement inexploité. Selon les statistiques, seulement 8 ou 9 % des PME formelles appartiennent à des femmes en Asie du Sud, contre 38 à 47 % dans d'autres régions (Asie orientale et centrale, et Europe de l'Est). L'entrepreneuriat féminin, grâce à ses effets multiplicateurs positifs sur la société, comme la création d'emplois, l'augmentation du taux de participation au marché du travail et la sortie des familles de la pauvreté, peut à son tour tracer la voie de la réalisation de l'ODD 5 et du domaine prioritaire 5 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

VERS UNE SOLUTION

« Éduquer un homme, c'est éduquer un individu. Éduquer une femme, c'est éduquer un peuple. » Dans cette perspective, le projet « Renforcer le pouvoir d'action des PME dirigées par des femmes en Asie du Sud », soutenu par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), vise à renforcer les connaissances et la capacité des femmes entrepreneurs appartenant à la catégorie des micro, petites et moyennes entreprises, en matière d'utilisation des plateformes de commerce électronique en vue de développer leurs exportations et de leur assurer une présence dans les chaînes d'approvisionnement locales, régionales et mondiales. Le renforcement et la promotion de l'entrepreneuriat des femmes en Asie du Sud aura de nombreuses répercussions positives, notamment sur la création d'emplois productifs (ODD

PROPOSÉ PAR

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Bureau sous-régional pour le Sud et le Sud-Ouest

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan et Népal

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 3, 5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 5.1, 5.5, 5.A, 5.B, 5.C, 8.5, 10.2, 12.8, 12.A, 17.16, 17.17

SOUTENU PAR

CESAP, Bureau sous-régional pour le Sud et le Sud-Ouest (ONU CESAP-SSOA), New Delhi, Cadre intégré renforcé (CIR), Genève

ENTITÉS D'EXÉCUTION

ONU CESAP-SSOA, New Delhi

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

07/2019 – 07/2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.unescap.wesellonline.org/>

8) et la réduction de la pauvreté (ODD 1), ce qui contribuera à une croissance inclusive et durable. Les activités menées dans le cadre du projet favoriseront l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes (ODD 5), en plus de promouvoir la création de liens entre les femmes entrepreneures pour bâtir des relations solides, partager les ressources et les connaissances (ODD 17). Ce projet contribue également au domaine prioritaire du PAI en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes.

Le projet a suivi une approche progressive pour le renforcement des capacités, tout d'abord au niveau national, puis avec un ensemble de formations régionales. L'utilisation de réseaux sociaux tels que Facebook et Instagram par les femmes entrepreneures pour promouvoir leur entreprise faisait partie des supports de formation. Un cours en ligne sur le commerce électronique et le marketing numérique a été élaboré et est disponible sur Internet à l'adresse <https://www.unescap.wesellonline.org>. Un site Internet proposant une formation pratique sur la création de liens avec des marchés électroniques a également été créé (<https://www.wesellonline.org/>). Wesellonline (« Women entrepreneurs sell online », « Les femmes entrepreneures vendent en ligne ») est une plateforme que les femmes entrepreneures peuvent utiliser pour s'inscrire et télécharger le profil de leur entreprise ainsi que leur catalogue de produits/services.

Grâce à cette initiative, environ 1 200 femmes ont déjà été formées dans 10 États membres dont l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan et le Népal. Environ 300 femmes entrepreneures sont inscrites sur la plateforme. L'idée d'un « investissement minimum pour un bénéfice maximum » dans le domaine du commerce électronique aide les femmes entrepreneures, en particulier dans les PMA, à lancer et à développer leur entreprise tout en travaillant depuis leur domicile et à leur convenance. Cela a permis aux acheteurs et aux vendeurs de se rencontrer et a donné la possibilité de créer de nouvelles chaînes d'approvisionnement. Compte tenu de ces tendances émergentes, ce programme est considéré comme durable et destiné à se poursuivre à moyen et long terme, permettant aux femmes entrepreneures du Sud, en particulier dans les PMA, d'apprendre les unes des autres.

La pandémie de COVID-19 a également constitué une opportunité intéressante pour le commerce électronique. Cette initiative menée durant la pandémie a mis en évidence l'importance du commerce électronique comme moyen de faire des affaires et devrait s'imposer comme un outil important pour les MPME dirigées par des femmes qui souhaitent intégrer une chaîne d'approvisionnement plus large. Les confinements et les restrictions ont provoqué des changements dans les habitudes de consommation et de plus en plus de consommateurs commandent en ligne. Ces ateliers constituent également pour les femmes entrepreneures d'Asie du Sud et du Sud-Ouest d'intéressantes plateformes régionales de mise en réseau leur permettant de présenter leurs produits et services, favorisant ainsi la création de réseaux régionaux. Des groupes WhatsApp et Facebook ont par ailleurs été créés entre ces femmes entrepreneures pour faciliter les relations et leur permettre de partager leurs éventuels problèmes et difficultés techniques, à des fins de résolution rapide.

De nombreux enseignements ont été tirés au cours du projet. Des partenariats efficaces ont été créés entre les décideurs politiques, les organisations de la société civile, les chambres de commerce et d'industrie et les associations de femmes. Les gouvernements, les équipes pays des Nations Unies, le



Forum de développement des femmes d'Asie du Sud, les Chambres de commerce et d'industrie Apex et des groupes d'aide œuvrant en faveur de l'autonomisation des femmes ont participé au projet en tant que partenaires. L'effort collectif de tous les partenaires pour l'organisation de cette formation a encouragé les femmes à adopter le commerce électronique, et certains gouvernements ont modifié leurs politiques, notamment le Bhoutan, le Népal et l'Inde qui ont présenté leurs politiques en matière de commerce électronique.

L'impact positif à long terme de ce projet sur l'autonomisation des femmes dans les pays participants incitera certainement d'autres pays à reproduire cette initiative dans d'autres régions du monde, grâce à des partenariats solides avec d'autres organisations internationales comme l'APEC, la ComSec, et le secrétariat de l'OIT, qui ont reconnu la valeur de ce travail et contacté la CESAP en vue de reproduire ce projet pour leurs membres. De plus, la CESAP a mis en place un réseau solide avec des organisations de la société civile et des groupes d'entraide, ainsi que les chambres de commerce qui encouragent la formation. Parallèlement, la CESAP a créé un cours en ligne gratuit sur le commerce électronique, et a publié un manuel expliquant pas à pas comment créer une entreprise en ligne ; deux instruments disponibles sur Internet partout dans le monde. L'Organisation internationale du travail (OIT) et le Secrétariat du Commonwealth ont également exprimé leur intérêt vis-à-vis du partenariat en vue d'utiliser les produits de connaissance du projet pour d'autres pays.

CONTACT INFORMATION

Dr. Rajan Sudesh Ratna
Administrateur général et responsable des affaires économiques (a.i.),
CESAP-SSOA
ratna@un.org

Plan d'action en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes au niveau national dans la région arabe



Intégrer l'action pour l'égalité entre les sexes au sein des institutions nationales dans les pays arabes

DÉFI

La Déclaration de Pékin et son Programme d'action¹ ont souligné la nécessité pour les organisations féminines nationales (OFN) de garantir l'intégration (en tant que question prioritaire dans le débat public) de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans les institutions gouvernementales, les politiques et les programmes. Depuis lors, le nombre et la portée des OFN ont augmenté de façon exponentielle, notamment dans le monde arabe. Pourtant, malgré leur forte présence, les OFN dans cette région sont confrontées à des difficultés uniques et éprouvantes depuis les soulèvements arabes de 2010/2011. En plus des contraintes habituelles auxquelles sont confrontées ces institutions, notamment les faibles structures institutionnelles internes, les ressources humaines et financières limitées et la réticence de la société, les OFN dans les pays arabes doivent composer avec les conflits, les soulèvements politiques et les graves crises humanitaires qui sont devenus la norme.

VERS UNE SOLUTION

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) dirige une initiative visant à mettre en œuvre un « Plan d'action en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes au niveau national dans la région arabe ». L'objectif de ce projet est d'accélérer la réalisation de l'objectif de développement durable 5 (Égalité entre les sexes) en fournissant aux OFN un plan d'action concret visant à placer la question de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes (ESAF) au cœur de leurs propres procédures internes et de celles du gouvernement et d'autres institutions. Elle contribue également aux domaines prioritaires 5 (Développement humain et social), 7 (Mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).



PROPOSÉ PAR

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Jordanie, Mauritanie, Maroc

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.1., 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.6, 5.a, 5.b, 5.c

SOUTENU PAR

ONU-Femmes, Organisation internationale du travail (OIT).

ENTITÉS D'EXÉCUTION

ONU CESAO

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2016 – 2020

¹ <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/01/beijing-declaration>

En consultation avec les OFN dans le monde arabe, en 2016 la CESAO a mis en place un cadre de responsabilisation adapté comprenant 15 indicateurs de performance. Pour étayer la mise en œuvre du plan d'action dans le plus grand nombre d'institutions possible et garantir sa durabilité, la CESAO a mené les actions suivantes :

- ▶ Développement des produits de la connaissance nécessaires pour encourager l'établissement de rapports et le suivi ;
- ▶ Constitution d'une équipe d'experts en matière de promotion de la participation des femmes parmi des OFN de la région, en suivant la méthodologie de l'Organisation internationale du travail (OIT) ;
- ▶ Renforcement des capacités nationales nécessaires via des programmes sur mesure et des missions d'assistance technique afin de faire progresser les indicateurs et les processus de rapports requis ;
- ▶ Création d'une plateforme en ligne pour faciliter l'établissement de rapports et le suivi.

La CESAO a mis en œuvre avec succès le plan d'action et a obtenu des résultats initiaux réels au sein du ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille en Mauritanie. Le plan d'action a été déployé par le biais d'un audit institutionnel en matière d'égalité des sexes et d'un programme de renforcement des capacités à l'échelle des organisations soutenus par des OFN de Jordanie et du Maroc ; les résultats obtenus immédiatement confirment l'importance de cette initiative. Une augmentation du budget ministériel a été approuvée en vue de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'intégration de cette cause dans le budget annuel des OFN de Mauritanie pour 2021. L'augmentation des capacités institutionnelles et du budget sont deux moteurs fondamentaux pour accélérer la réalisation de l'ODD 5 au niveau national. Cette évolution positive est une influence politique majeure attribuable à cette initiative et qui garantit sa durabilité.

L'initiative vise à renforcer les capacités des OFN dans un premier temps, afin que ces dernières puissent ensuite mettre en œuvre le plan d'action dans d'autres institutions nationales, élargissant ainsi considérablement la portée du changement potentiel. Cette approche évolutive est considérée comme la manière la plus appropriée et pratique pour atteindre l'objectif final de l'égalité entre les sexes dans la région. Elle devrait également contribuer à la durabilité et faciliter la reproductibilité de l'initiative dans le temps, ainsi qu'à son élargissement à toutes les institutions nationales intéressées.

La pandémie de COVID-19 a été l'occasion de piloter la mise en œuvre d'un audit de genre en ligne en plus d'un programme de renforcement des capacités. Cette expérience réussie a permis de tirer des enseignements intéressants pour les futurs audits dans de grandes institutions nationales, d'autant plus que les fonds risquent d'être réduits avec la crise financière due à la pandémie. Cela a permis de démontrer la faisabilité d'audits en ligne grâce au savoir-faire et à l'expérience de différents pays et de mieux comprendre comment les réaliser avec un niveau de qualité élevé et des budgets réduits.



CONTACT INFORMATION

Mme Rouba ARJA
Responsable des Affaires sociales, ONU CESAO
arja@un.org

Investissement financier mixte pour l'autonomisation économique durable des femmes



Encourager la prospérité et l'autonomisation des femmes au Bangladesh grâce à un investissement financier mixte

DÉFI

Au Bangladesh, seulement 8 % des entrepreneurs sont des femmes¹, et seules 25 % d'entre elles possèdent un compte dans un établissement financier formel². MPlus de 60 % des femmes n'ont pas accès au financement bancaire. En outre, dans ce pays, au moins 20 % des revenus sont perdus à cause des écarts entre les hommes et les femmes en matière d'entrepreneuriat et de participation au marché du travail³. Les services financiers disponibles au Bangladesh ne répondent pas de manière adéquate aux besoins des femmes entrepreneures, et ne favorisent pas spécifiquement l'entrepreneuriat féminin au niveau local. L'accès des femmes au capital est très limité à cause de plusieurs facteurs : a) lacunes en termes de capacités et de compétences nécessaires pour élaborer un plan d'entreprise formel permettant de lancer ou de développer leur entreprise ; b) absence de garanties ; c) les banques font moins confiance aux femmes qu'aux hommes et leur demandent des garants masculins ; d) pratiques déficientes en matière de comptabilité et de préparation des documents ; et e) inexistence de relations/liens forts avec les banques. Ces obstacles pour les femmes tendent à les exclure du système bancaire formel et à les tenir à l'écart de tous les services et facilités bancaires.

VERS UNE SOLUTION

TPour répondre aux enjeux décrits précédemment, le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et ONU Femmes mettent en place le programme Développement local inclusif et équitable (IELD) visant à débloquer un financement local issu de sources publiques et privées en faveur de l'autonomisation économique des femmes dans les PMA. L'accès

- 1 Shituma Zaman. 2013. "Women in Business: A Study on the Development of Women Entrepreneurship in Bangladesh". World Journal of Social Sciences. 3 (6) November. 175-188.
- 2 The World Bank, 2015. The Global Findex Database
- 3 Cuberes, D., and M. Teignier, 2012, "Gender Gaps in the Labor Market and Aggregate Productivity," Sheffield Economic Research Paper SERP 2012017.



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) Bangladesh

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Mali, République-Unie de Tanzanie, Sénégal

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.4, 5.4, 8.5

SOUTENU PAR

SIDA, SDC, Luxembourg

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF, PNUD, ONU Femmes, PME dirigées par des femmes, entreprises sociales, forum de développement des femmes, coopératives gérées par des femmes

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2017 – 2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/ield/bangladesh>

à un système financier efficace peut autonomiser les individus au plan économique et social, en particulier les femmes pauvres, en leur permettant de mieux intégrer l'économie et de contribuer activement au développement.

L'initiative IELD au Bangladesh a été mise en place pour encourager les investissements publics et privés ciblés, par le développement du secteur privé, de l'entrepreneuriat et de l'intégration des femmes sur le marché du travail. Elle contribue à l'ODD 5 pour parvenir à l'égalité des sexes en reconnaissant l'existence et la valeur des soins et des travaux domestiques non rémunérés (indicateur 5.4). Cette initiative contribue également à la réalisation de l'ODD 1 (indicateur 1.4) en facilitant l'accès des femmes aux ressources économiques, ainsi qu'aux nouvelles technologies et aux services financiers. Elle contribue en outre à l'ODD 8 (indicateur 8.5) en fournissant un emploi productif et décent pour les femmes. Le programme contribue également aux domaines prioritaires 1, 2, 5, 6 et 7 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Ce programme a permis d'identifier, de concevoir et de contribuer à l'élimination des risques du pipeline local de projets investissables, en se concentrant sur les entreprises gérées par des femmes et les entreprises sensibilisées à l'égalité entre les sexes ayant un impact transformateur sur les moyens de subsistance des femmes. Le programme était structuré autour de différentes approches visant à encourager l'autonomisation économique des femmes :

- ▶ **Indice d'autonomisation économique des femmes :** L'IELD a créé et utilisé cet outil pour évaluer les répercussions en matière de genre des entreprises du secteur privé et pour identifier celles qui sont considérées comme sensibles à la question de genre.
- ▶ **Conception et mise en œuvre d'un pipeline d'investissements :** L'UNCDF a apporté son soutien à différents niveaux, notamment pour la préparation et la structuration des projets, les instruments financiers, la facilitation des transactions et les systèmes de garantie de crédit. Les projets étaient sélectionnés sur la base d'un appel à projets via quatre canaux, notamment le forum de développement des femmes (une organisation de femmes élues dans les entités gouvernementales locales), des PME dirigées par des femmes, des entreprises sociales d'ONG et des coopératives gérées par des femmes.
- ▶ **Renforcement du soutien au développement des entreprises :** À partir de l'évaluation faite au moyen de l'indice d'autonomisation économique des femmes, l'IELD a apporté un soutien technique et une aide au renforcement des capacités pour les créateurs de projets afin d'améliorer la planification et les performances de leurs activités en tenant compte de la dimension de genre.

Le programme a utilisé un modèle d'investissement catalytique tirant parti des subventions de capital d'amorçage de l'UNCDF afin de débloquer les prêts commerciaux des banques nationales, les contributions des administrations locales, le fonds de responsabilité sociale des entreprises du secteur privé et les fonds propres du promoteur. Les investissements étaient canalisés via des PME, des entreprises sociales dirigées par des ONG, des coopératives et le forum de développement des femmes (une entité de représentantes élues). Ces investissements ont aidé les créateurs de projets à constituer un capital en associant le financement issu de différentes sources et ont contribué à créer des emplois pour les femmes. Depuis 2018, l'IELD a lancé huit projets d'investissements en faveur de l'autonomisation économique des femmes au Bangladesh d'un montant total de 1,4 million de \$ US. Le montant total des subventions accordées par l'UNCDF (287 238 \$ US) a permis de débloquer 1,1 million de \$ US supplémentaires auprès de partenaires locaux



tels que des gouvernements, des entreprises privées, des banques et des communautés villageoises. Pour chaque dollar de capital d'amorçage investi, 4 \$ US ont été débloqués auprès de sources nationales, aussi bien publiques que privées. Plus de 1 014 femmes ont bénéficié directement de ces projets en tant que productrices, commerçantes et employées.

Le programme est durable car il encourage la croissance des entreprises dirigées par des femmes, l'accès des femmes à des possibilités d'emplois productifs formels et informels, et leur rétention sur le marché du travail ainsi que le lien avec la chaîne de valeur commerciale. L'approche a été intégrée institutionnellement au Bangladesh via la création d'une Plateforme d'investissement en faveur de l'égalité des sexes (GRIP) au sein de l'unité destinée aux PME de la Banque du Bangladesh.

L'approche du programme comprend également de nombreux aspects innovants, notamment l'innovation en matière de produits financiers avec le modèle d'investissement financier mixte, l'innovation sectorielle via l'évaluation des projets selon l'indice d'autonomisation économique des femmes, l'innovation au niveau de la procédure avec l'évaluation des investissements de l'UNCDF en fonction de l'impact et de la faisabilité financière, l'innovation institutionnelle avec le soutien à la garantie de crédit par la banque centrale du Bangladesh, et l'innovation numérique via la plateforme e-commerce, les transactions financières informatiques et la chaîne de valeur des entreprises technologiques.

Le programme pilote au Bangladesh a donné lieu à un transfert transfrontalier des connaissances, des enseignements tirés et des expériences en Tanzanie, au Sénégal et au Mali. Cette approche peut être reproduite dans d'autres pays moins avancés dans le cadre de la coopération Sud-Sud attendu qu'elle vise à créer des actifs et à sortir les femmes de la pauvreté en leur donnant accès au financement institutionnel et au marché via les PME, les entreprises sociales, les coopératives et les forums de développement des femmes. À partir des enseignements tirés et des résultats obtenus durant cette phase pilote, le programme est entré dans une nouvelle phase intitulée Autonomisation des femmes pour une croissance inclusive (WING) au Bangladesh, avec le financement des Pays-Bas et de trois agences des Nations Unies (UNCDF, ONU Femmes et PNUD). Cette initiative bénéficiant du soutien de trois organismes, les autres agences des Nations Unies comme le PNUD et ONU Femmes peuvent également reproduire ce modèle dans les autres pays dans lesquels elles travaillent.

CONTACT INFORMATION

M. Jesmul Hasan
Spécialiste du programme, UNCDF
jesmul.hasan@uncdf.org

Récupération économique des PME dirigées par des femmes grâce à des systèmes de garantie de crédit



Plan de réponse immédiate de l'UNCDF face à la pandémie de COVID-19 en partenariat avec les banques centrales

DÉFI

Les femmes continuent d'être victimes de préjugés sexistes dans le secteur bancaire en raison de leur faible niveau d'éducation financière. Les petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes contribuent à la croissance économique et pourtant leur accès au financement reste limité. Pour des raisons socioculturelles telles que le manque de soutien des hommes, il est difficile pour les femmes de posséder le type d'actifs que les banques commerciales recherchent comme garantie pour réduire le risque de crédit. Au Bangladesh, comme dans de nombreux PMA, les femmes sont également la cible de comportements, normes et stéréotypes discriminatoires. On retrouve les mêmes difficultés en Gambie, un pays dont la société est principalement agraire et où les femmes sont largement engagées dans l'agriculture de subsistance. De plus, les jeunes représentent 64 % de la population et 40 % des propriétaires de micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Néanmoins, 77 % d'entre eux sont exclus des systèmes financiers parce qu'ils ne possèdent pas les garanties nécessaires. Cette situation génère des inégalités en termes d'accès et de contrôle des ressources par les femmes et les jeunes.

VERS UNE SOLUTION

Malgré la contribution importante des PME à la croissance économique du Bangladesh, leur accès au financement demeure restreint, en particulier pour celles qui sont dirigées par des femmes. C'est pour cette raison qu'en 2016 le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF) a mis en place un Système de garantie de crédit (SGC) destiné à libérer l'accès au financement pour les femmes entrepreneures qui ne peuvent pas développer des entreprises viables par le biais de prêts commerciaux. En concevant une solution déployable à plus grande échelle pour la Banque du Bangladesh (BB), le UNCDF est parvenu à stimuler la croissance du crédit pour les PME via une allocation inclusive des ressources financières en faveur de l'autonomisation économique des femmes (AEF), contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Gambie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.5, 8.3, 8.10

SOUTENU PAR

Établissements financiers et établissements financiers non bancaires

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Banque du Bangladesh (via l'IDLC Finance Limited et National Bank Limited), Banque centrale de Gambie

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2017 - 2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.bb.org.bd/en/index.php/about/guidelist>

développement durable (ODD) 5 (Égalité entre les sexes) et 8 (Travail décent et croissance économique). Le plan pilote était un système de garantie partielle créé avec un financement initial de 200 000 \$ US accordé par le UNCDF à la BB pour le fonctionnement du SGC au sein de son unité consacrée aux PME et aux Programmes spéciaux. Le SGC a garanti jusqu'à 30 % du risque de défaillance au niveau du portefeuille et a apporté à deux établissements financiers une couverture de 80 % des prêts accordés. À l'issue du plan pilote, le SGC avait débloqué 440 476 \$ US en prêts bancaires (2,20 \$ US par dollar engagé) pour 21 PME dirigées par des femmes (dont 12 étaient primo-emprunteuses) dans 8 districts et 16 secteurs. Cela s'est traduit par la création de 620 emplois (70 % occupés par des femmes) et une augmentation de 33 nouveaux fournisseurs (20 % de femmes).

En réponse à la crise de la COVID-19, la BB a consacré 260 millions de \$ US du Plan de relance du Premier Ministre au soutien des PME. Ainsi, le SGC a permis de garantir la pérennité de l'emploi des femmes durant la récupération de la crise de COVID-19, contribuant ainsi aux domaines prioritaires 1 (Capacité de production), 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), 5 (Développement humain et social) et 7 (Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Après avoir démontré que le SGC pouvait être contrôlé et déployé à plus grande échelle par la banque centrale d'un pays avec le financement du gouvernement national, le UNCDF a reçu une demande d'aide similaire de la part du gouvernement de Gambie. Actuellement, ce même modèle, avec une subvention de 200 000 \$ US de l'UNCDF, est reproduit en Gambie et en est en phase de développement avec la banque centrale.

Le modèle de SGC est reproductible dans les PMA et applicable à plus grande échelle via des plateformes nationales attendu qu'il a été élargi grâce à des fonds gouvernementaux. Les banques centrales constituent une plateforme sûre pour tester l'instrument, du fait de leur mandat de surveillance réglementaire. Le projet a montré qu'il était intéressant, une fois les processus adoptés, de créer une entité indépendante pour accueillir et gérer les fonds sur des plateformes nationales. Dans le cas du Bangladesh, aucune des PME gérées par des femmes n'a manqué à ses obligations de remboursement du prêt couvert par la garantie, ce qui montre que les PME les plus à risque pourraient elles aussi entrer dans ce programme. Pour les PMA, la gestion des risques liés aux prêts accordés aux laissés-pour-compte permet non seulement de donner naissance à des marchés financiers inclusifs, mais aussi de créer des entreprises inclusives disposant d'un capital de croissance générateur d'emplois formels et de formation pour les femmes et les jeunes.



CONTACT INFORMATION

Mme Sharmeen Hossain

Directrice des investissements, UNCDF Bangladesh
sharmeen.hossain@uncdf.org

Mme Sirra Foon

Directrice des investissements, UNCDF The Gambia
sirra.foon@uncdf.org

Libérer le potentiel des femmes cambodgiennes par la création d'un espace fiscal



Mettre en place une bouée de sauvetage professionnelle pour les femmes au Cambodge durant la pandémie de COVID-19 grâce à un système de garantie de crédit.

DÉFI

De nombreux pays moins avancés et pays à revenu faible et intermédiaire ont été frappés de plein fouet par la pandémie de COVID-19 en Asie du Sud-Est. C'est notamment le cas du Cambodge où la stratégie de croissance axée sur les exportations a placé le pays dans une situation de forte dépendance vis-à-vis des chaînes de valeur mondiales. La pandémie a touché très durement les industries cambodgiennes à forte intensité de main d'œuvre associées aux secteurs du vêtement et du tourisme, dont les emplois sont à 80 % occupés par des femmes. Dans un contexte de report et d'annulation des commandes, de paralysie des chaînes de valeur mondiales et d'interruption du tourisme, les employés ont dans le meilleur des cas été mis au chômage et dans le pire, licenciés. On estime par ailleurs qu'au Cambodge, trois emplois informels (occupés principalement par des femmes) dépendent d'un seul emploi dans le secteur du vêtement¹

Les répercussions mondiales de la pandémie se faisant de plus en plus dures, de nombreuses entreprises du vêtement et du tourisme se sont surendettées.

VERS UNE SOLUTION

Pour résoudre les difficultés décrites précédemment, le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF) est venu en aide au gouvernement royal du Cambodge en mettant en place un système national de garantie de crédit (une première pour le pays) afin de permettre aux micro, petites et moyennes entreprises détenues par des femmes d'accéder à un financement à faible coût et fiable, en réponse aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Le Cambodge s'est engagé sur la voie d'une réponse politique profonde comprenant l'élargissement rapide de la sécurité sociale,

¹ Institut économique du Cambodge (EIC) Travail décent dans l'économie informelle au Cambodge : Analyse documentaire Bangkok, Bureau International du Travail, 2006



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Cambodge, Chine, Singapour, Thaïlande

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 3, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.a, 5a, 10.1

SOUTENU PAR

UNCDF, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Fonds d'affectation spéciale multipartenaires, Fonds COVID

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF (principal), PNUD et OIM

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2020 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3psrHo5>

et s'est également tourné vers les secteurs économiques afin de garantir la rétention de la capacité de production grâce à la survie des entreprises. Dans le cadre de cette stratégie, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) s'est adressé aux Nations Unies et au UNCDF afin de mettre en place la Credit Guarantee Corporation of Cambodia (CGCC).

Le projet vise à maximiser la participation et les avantages des MPME détenues par des femmes, contribuant ainsi à la réalisation de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes). Les entreprises employant le plus de main d'œuvre ou nécessitant une main d'œuvre peu qualifiée, notamment des migrants économiques, seront également ciblées afin de garantir que les investissements auront un effet maximal sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois, ce qui contribue à la réalisation des ODD 10 (Réduction des inégalités) et 1 (Éradication de la pauvreté). D'autre part, le projet contribue essentiellement aux domaines prioritaires 6 (Crises multiples et nouveaux défis) et 7 (Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités), ainsi qu'aux domaines prioritaires 1, 3 et 8 du Programme d'action d'Istanbul (PAI) au niveau national.

Poursuivant le travail préliminaire de la Banque asiatique de développement (BAD), de l'UNCDF et du bureau du coordinateur résident (BCR) des Nations Unies au Cambodge, initié avec le MEF, une consultation politique internationale profonde a réuni le savoir-faire Sud-Sud de la banque du Bangladesh, de la Corporation de garantie du crédit de Thaïlande et de Moody's Analytics (Singapour et Hong Kong de la République populaire de Chine) afin de fournir des services de conseil pour la création d'un instrument de garantie du crédit dans une économie émergente et intermédiaire. Grâce aux solides connaissances de tous les participants concernant les enjeux communs que rencontrent les pays du Sud quant aux répercussions socio-économiques profondes de la pandémie, une coalition d'entités et d'individus partageant la même vision a été créée sur la base d'une entente mutuelle et d'un contexte socio-économique similaire né de la pandémie.

Avec la progression du projet grâce aux premiers échanges Sud-Sud entre le MEF et les partenaires du gouvernement, les banques centrales et le secteur privé, il est apparu évident que les expériences des pays voisins en matière de garantie du crédit constituaient un moyen plus approprié pour aider la RGC à accélérer son processus de prise de décision.

Les dialogues profonds ont aidé la RGC à achever le cadre politique et à adopter la législation pertinente pour créer la CGCC en tant qu'agence gouvernementale indépendante deux mois environ après les premiers échanges, avec une capitalisation du secteur public de 200 millions de \$ US. La contribution de l'UNCDF inclut l'élaboration d'un cadre juridique et de statuts pour la création de la CGCC, l'établissement d'une solution de gestion du risque pour la CGCC en partenariat avec Moody's Analytics, des processus juridiques et de vérification préalable des clients de la CGCC, et une formation technique pour le personnel de la CGCC via un stage au sein de la Thai Credit Guarantee Corporation.

Étayé par le principe visant à « Ne laisser personne de côté », l'objectif du système de garantie de crédit de l'UNCDF au Cambodge consiste à fournir un financement durable à bas coût aux MPME dirigées par des femmes, intervenant principalement dans le secteur informel. Le projet vise à aider



ces entreprises à sortir de la crise de la COVID-19, à servir de moteur pour accélérer la reprise au Cambodge après la pandémie et à réaliser les ODD.

Avec le soutien proactif du BCR et du Bureau du fonds d'affectation spéciale multipartenaires, de l'UNCDF, du PNUD et de l'OIM, grâce à des partenariats Sud-Sud durables, la CGCC a pu commencer à fonctionner, en association avec sept établissements financiers. En juin 2021, la CGCC avait octroyé 53 garanties pour soutenir 53 prêts commerciaux, allant de 10 000 \$ US à 1 million de \$ US, d'un montant moyen de 137 464 \$ US. La valeur totale des prêts s'élève à 7,1 millions de \$ US et la valeur des garanties à 5,1 millions de \$ US. Le ratio moyen prêt/garantie est de 72 %. Des garanties d'une valeur totale de 669 600 \$ US ont été octroyées en faveur d'entreprises détenues par des femmes (13 % du total en volume) et, pour l'heure, une valeur de prêt totale de 929 000 \$ US a été débloquée pour des entreprises gérées par des femmes.

Ce modèle financier innovant (garanties de crédit par le gouvernement) s'impose rapidement comme une tendance majeure de la politique de récupération de la COVID-19 dans la région. Grâce à une coopération et à un dialogue Sud-Sud approfondis, les systèmes de garantie de crédit inclusifs et durables entièrement financés et capables de couvrir à plus de 70 % les prêts des participants peuvent être mis en œuvre plus largement par les PMA comme instrument de récupération post COVID-19 éprouvé.

CONTACT INFORMATION

M. Paul A. Martin
Conseiller technique régional, UNCDF
paul.martin@uncdf.org

Fonds pour l'autonomisation économique des femmes (We!Fund)



Débloquer des financements pour l'autonomisation économique des femmes

DÉFI

Au Sénégal, les femmes et les filles se heurtent à des obstacles liés à l'offre et à la demande de produits et services financiers, à un cadre plus favorable, ainsi qu'au contexte socioculturel. Du côté de l'offre, le petit nombre de points d'accès financiers affecte les femmes de manière disproportionnée, dans un contexte où la mobilité des femmes et des filles est limitée par les normes socioculturelles en vertu desquelles elles assument la majorité des tâches non rémunérées au sein du foyer et peuvent être confrontées à des restrictions lorsqu'elles souhaitent quitter la maison sans l'autorisation d'un parent masculin. Alors que l'argent mobile pourrait leur permettre de surmonter ces contraintes liées à la liberté de mouvement et aux points d'accès, l'accès à un téléphone portable et aux comptes mobiles constitue encore un obstacle. En outre, le faible taux d'alphabétisation des femmes (43,8 %) réduit leurs compétences en matière de culture numérique.¹

En termes de cadre favorable, les normes sociales liées à l'héritage et à la propriété foncière et immobilière font que 85 % des femmes au Sénégal (de 15 à 49 ans), soit l'immense majorité, ne possèdent pas de maison ou de terrain qui pourrait être utilisé comme garantie pour accéder au crédit. Dans le secteur agricole, par exemple, les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre, mais elles ne possèdent que 3 % des terres cultivées. Par conséquent, les femmes ont recours à des mécanismes informels pour accéder au crédit et à l'épargne, et ne bénéficient d'aucune forme de protection des consommateurs²

VERS UNE SOLUTION

Afin d'aider à surmonter les contraintes auxquelles les femmes sont confrontées dans leurs activités économiques, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), avec son mandat de capital, a conçu un programme conjoint avec le Fonds souverain du Sénégal (FONSIS). Le UNCDF aide le FONSIS à structurer, créer et gérer un véhicule

1 <https://www.uncdf.org/power/senegal>

2 <https://www.uncdf.org/power/senegal>

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Sénégal

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.5, 5.a, 5.c, 8.3

SOUTENU PAR

UNCDF, Fonds souverain du Sénégal (FONSIS)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Fonds souverain du Sénégal

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

05/2019 – En cours

financier indépendant sous la forme d'un fonds d'investissement, le Fonds pour l'autonomisation économique des femmes, ou WelFund.

Le fonds investit dans des PME et des PPP sensibles à la dimension de genre dans le milieu manquant en fournissant des fonds propres et des prêts subordonnés. Grâce à cette approche innovante, le UNCDF alloue des capitaux nationaux publics et privés pour l'autonomisation économique des femmes (AEF) et aide le FONSIS à renforcer ses capacités en matière d'investissements sensibles au genre et de mesure d'impact fondée sur des systèmes de suivi reconnus au niveau international. Pour bénéficier du financement de WelFund, les entreprises sont évaluées via le WEE index (indice d'autonomisation économique des femmes) de l'UNCDF³, qui mesure l'impact de l'entreprise sur l'égalité des sexes.

WelFund est actuellement doté de près de 10 millions de dollars. Il a réalisé son premier investissement avec un effet de levier de 2 au niveau du projet, multipliant par 6 l'investissement de l'UNCDF. Le fonds a réalisé son premier investissement en mai 2021 dans PATRIA/Mburu, une chaîne innovante spécialisée dans la production et la vente au détail de pains, viennoiseries et pâtisseries fabriqués à partir de céréales et de fruits locaux. Selon les données mises à jour en novembre 2020, le score du WEE index était de 0,93/1 pour ce projet, en raison notamment du taux de féminisation de 96 % au sein de PATRIA et de 100 % au sein du réseau Mburu. Quant au personnel d'encadrement, il est composé à 100 % de femmes pour l'ensemble du projet. L'investissement total s'élevait à 0,45 million de dollars en fonds propres et sous forme de prêt d'actionnaire. Près de la moitié de l'investissement provient de WelFund, et l'autre moitié du Women's Investment Club (WIC) Capital, premier fonds d'investissement ciblant les entreprises dirigées par des femmes en Afrique occidentale francophone. Par ailleurs, le UNCDF continue de soutenir Mburu et lui permet de partager son expérience dans un esprit de coopération Sud-Sud. Une délégation de l'UNCDF a accompagné la fondatrice de Mburu lors d'un forum qui s'est tenu à Bamako, au Mali, sur l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agroalimentaire au Sahel, afin de partager les bonnes pratiques de ce projet avec des entrepreneurs issus de différents pays pour l'accès à des financements. Le forum concernait toute la zone de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et les fonds et banques des autres pays ont pu constater la réussite du Sénégal, ce qui permet une transposition dans d'autres pays et à une coopération Sud-Sud. Le UNCDF souhaite promouvoir cette logique de partage d'expérience Sud-Sud entre entrepreneurs, comme accélérateur du développement local.

La réduction des inégalités de genre au Sénégal passe par l'atténuation des obstacles auxquels les femmes sont confrontées en matière de participation au marché du travail et d'accès au financement. Les fonds d'investissement locaux axés sur l'égalité des sexes constituent un moyen efficace d'atteindre ces deux objectifs, car ils canalisent les capitaux vers les entreprises les plus efficaces et les plus viables qui répondent aux besoins des femmes. Le partenariat de l'UNCDF avec le FONSIS dans le projet WelFund est un exemple de la manière dont l'investissement et l'assistance technique améliorent l'autonomisation économique des femmes. Le fait de travailler avec les gouvernements locaux et les organismes gouvernementaux, dans le cadre des mécanismes existants, pour développer un fonds dédié qui investit dans

3 <https://www.uncdf.org/article/6685/wee-financing-tools-womens-economic-empowerment-index-weei-tool-and-guidance-note>



une approche de genre, crée un impact significatif dans le pays et au-delà. Ces fonds investissent dans des projets et des organisations centrés sur les femmes, afin de soutenir la création d'emplois, l'accès au financement pour lancer ou développer des entreprises, l'amélioration des conditions de travail, la lutte contre l'insécurité alimentaire, l'amélioration de l'assainissement, l'emploi et la formation professionnelle, et d'autres besoins spécifiques à chaque pays. Les gouvernements nationaux et les banques de développement ont un rôle important à jouer dans l'intégration de la dimension de genre, en brisant les stéréotypes et les préjugés culturels, et en offrant des possibilités de créer une véritable autonomie économique pour les femmes dans le contexte local.

Les investissements et les projets devraient permettre la création de 1 250 nouveaux emplois à temps plein et à temps partiel. Le critère de sensibilité aux questions de genre garantit que les opportunités d'emploi créées répondent aux besoins des femmes en matière de politiques, tels que le congé maternel, la prévention du harcèlement et les pratiques liées à l'embauche et au développement de carrière.

Par ce travail sur l'autonomisation des femmes et le développement économique, le UNCDF a contribué au secteur financier national, a sensibilisé aux ODD 1, 8, 9, 17 et plus spécifiquement à l'ODD 5, et aux domaines prioritaires 5 et 7 du Programme d'action d'Istanbul (PAI). La mise en œuvre de ce programme s'est heurtée à la difficulté de développer une filière répondant aux critères financiers et d'impact sur le genre pour bénéficier d'un financement. Il a fallu un an pour trouver des investissements potentiels, les évaluer et lancer le processus d'investissement. Le défi actuel est de trouver des fonds supplémentaires en vue d'assurer la pérennité du projet et son impact à long terme. Le UNCDF relève le défi du financement à long terme en développant une stratégie de mobilisation des ressources pour capitaliser le fonds.

CONTACT INFORMATION

Mme Christel Alvergne

Chef d'équipe pour l'Afrique et conseillère régionale pour une pratique locale de la finance transformative, UNCDF
christel.alvergne@uncdf.org

Renforcer la réponse de la police à la violence fondée sur le genre



Partage d'expérience entre le Bangladesh et les Philippines dans la mobilisation de la police pour aider à lutter contre la violence fondée sur le genre

DÉFI

Les facteurs socioculturels représentent un défi pour la collaboration avec les services en uniforme, en particulier dans le contexte de la violence fondée sur le genre (VFG). Le Bangladesh connaît une pénurie générale de policières, ce qui limite également le nombre de celles qui peuvent être déployées dans les bureaux d'aide aux femmes (BAF). Les femmes avouent se sentir mal à l'aise pour accéder aux services de lutte contre la VFG gérés par des officiers de police masculins. Il existe également des idées préconçues dans les communautés locales qui stigmatisent les femmes lorsqu'elles se rendent dans des commissariats de police, les qualifiant alors de « mauvaises femmes ». Ce projet a récemment perdu sa dynamique, à cause du manque d'initiative de la part de la police du Bangladesh pour reproduire les procédures opérationnelles normalisées (PON) dans les commissariats de police du pays. Si les efforts de plaidoyer en faveur du projet se poursuivent auprès de la police du Bangladesh et du ministère de l'Intérieur pour déployer davantage d'officiers féminins dans les BAF et pour transposer les PON, les progrès sont lents.

VERS UNE SOLUTION

À partir des informations disponibles, la police bangladaise a déterminé que les Philippines étaient le pays le mieux placé dans les services de lutte contre la VFG offerts aux survivantes, et a décidé de tirer des leçons de son expérience. Les deux pays ont échangé des informations qui ont finalement conduit à la mise en place de cette initiative de coopération Sud-Sud, avec le soutien des bureaux nationaux du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Ce projet contribue à la réalisation de l'Objectif de développement durable 5 (Égalité entre les sexes), ainsi qu'au domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).



PROPOSÉ PAR

Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Philippines

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.1, 5.2, 5.c

SOUTENU PAR

FNUAP

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Police du Bangladesh, ministère de l'Intérieur

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

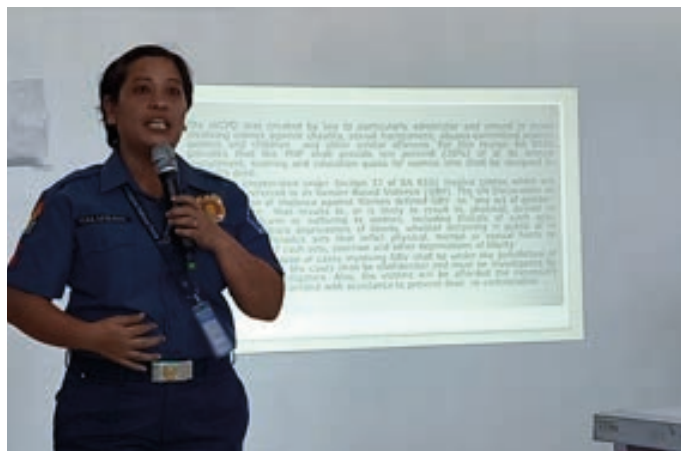
2017 – 2020

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bangladesh.unfpa.org/en>

Les deux bureaux nationaux ont convenu qu'une visite sur place devait être organisée, afin d'obtenir des informations de première main sur l'expérience de la police dans les deux pays. En septembre 2019, une équipe de six membres de la police du Bangladesh, du ministère de l'Intérieur et du FNUAP a entrepris une visite de six jours aux Philippines. L'équipe a observé les activités du Bureau de protection des femmes et des enfants (BPFE), examiné les documents pertinents et s'est entretenue avec les agents du BPFE. Le groupe bangladais s'est particulièrement intéressé à l'expérience des policiers philippins en tant que premiers intervenants dans le traitement des cas de VFG, à la gestion des données relatives à la VFG par le biais de son système d'information de gestion, et à la manière dont les cas sont traités, de l'échelon de la communauté à celui du pays.

L'initiative bangladaise intitulée « Initiatives durables pour protéger les femmes et les filles contre la violence fondée sur le genre (STOP-GFV) » est mise en œuvre dans 51 postes de police de quatre districts comprenant la zone métropolitaine de Dacca. L'objectif du projet est d'accroître la disponibilité des informations sur les services de lutte contre la violence fondée sur le genre et de lutter contre d'autres pratiques préjudiciables. Plus précisément, il s'agit d'assurer un cadre favorable aux femmes dans les BAF, en déployant des policières supplémentaires pour les diriger, en suivant les procédures opérationnelles normalisées développées par la police du Bangladesh et en reproduisant le modèle de BAF dans les 659 postes de police du pays. Dans le cadre de cette initiative, des efforts ont également été déployés pour explorer les possibilités de collaboration avec d'autres pays voisins, tels que l'Inde, le Népal, le Sri Lanka et l'Indonésie.



CONTACT INFORMATION

Mme Parvin Rumana
Responsable technique de projet - Ministère de l'Intérieur/Questions de genre, FNUAP Bangladesh
rumana@unfpa.org

Proposition de solution complète pour la gestion des déchets urbains au Sénégal



Coopération mutuellement bénéfique entre la Chine et le Sénégal en matière de gestion des déchets

DÉFI

L'Afrique est sur la voie d'une croissance économique rapide et son développement durable doit être pris en considération. Le concept de durabilité s'étend toutefois rapidement pour inclure l'équité environnementale, économique et sociale. L'environnement, qu'il soit naturel ou artificiel, est une forme unique de capital, car tous les biens, services et conditions de santé humaine sont liés à l'environnement et à sa qualité. Ces composantes doivent être préservées par la conservation et une gestion appropriée. Le Sénégal a connu un taux d'urbanisation rapide. La dynamique de l'urbanisation remet en question la capacité des municipalités à fournir des services urbains de base et à gérer des ressources limitées efficacement. Comme bien d'autres pays, le Sénégal souffre d'un manque chronique d'accès aux services de gestion des déchets.

Actuellement, les problèmes environnementaux du Sénégal sont liés à la gestion, aux infrastructures et à la réglementation. La gestion des déchets ménagers est principalement assurée par des entreprises privées ou des organisations de la société civile, dont les travailleurs sont inefficaces et sous-payés. La collecte des déchets est irrégulière et manuelle, les moyens de transport anciens et lents, le traitement simple et polluant, d'où le besoin urgent de trouver une solution de gestion des déchets efficace.

VERS UNE SOLUTION

Pour relever ces défis, depuis décembre 2019, un projet soutenu par le Centre de développement Sud-Sud (Global South-South Development Center - GSSDC) et mis en œuvre par le Conseil des affaires sino-africain (China-Africa Business Council) a été lancé. L'objectif principal de ce projet était de fournir un programme complet de solutions de gestion des déchets comme référence politique pour le gouvernement du Sénégal, et d'améliorer les conditions de vie de la communauté locale en contribuant à la création d'emplois et à un environnement plus propre. Ce projet contribue aux



PROPOSÉ PAR

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (CICETE)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Sénégal

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

6.3, 11.6, 12.a

SOUTENU PAR

Projet du Centre de développement Sud-Sud

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Conseil des affaires sino-africain

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

12/2019 – 06/2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://en.cabc.org.cn>

Objectifs de développement durable (ODD) 6 (Eau propre et assainissement), 11 (Villes et communautés durables) et 12 (Consommation et production durables). Il contribue également aux domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul (PAI) 1 (Capacités productives), 5 (Développement humain et social), 6 (Crises multiples et nouveaux défis), et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux).

Grâce à une enquête de terrain portant sur la situation de l'assainissement dans les principales villes du Sénégal, les techniciens missionnés par le projet ont remis un rapport sur la situation du pays et les problèmes existants, créant ainsi une base de données comme cadre de référence pour le gouvernement du Sénégal. Pour trouver des solutions complètes, des séminaires et des ateliers réunissant des experts locaux et internationaux, issus du gouvernement, du monde universitaire et du secteur privé, ont favorisé l'échange d'idées sur les politiques, les risques, le financement, etc.

Au cours du processus de mise en œuvre, des données ont été recueillies par le biais de ressources publiques et de discussions sur les pratiques de gestion des déchets, les politiques pertinentes et les exemples locaux. Des experts chinois ont mené des recherches sur le terrain, en organisant des visites et des échanges avec des entreprises chinoises de gestion des déchets et des fonctionnaires sénégalais, des travailleurs, des personnes chargées de la gestion, des services publics et des responsables politiques. Ces travaux ont permis de préparer une analyse des matières premières et une enquête de première main, afin de produire une synthèse de la situation. Des séminaires en Chine et des ateliers au Sénégal ont en outre été organisés, réunissant ingénieurs, techniciens, fonctionnaires et travailleurs d'entreprises du secteur de l'environnement, institutions publiques et agences de services, afin d'avoir une compréhension approfondie des conditions locales et des connaissances en matière de gestion des déchets. Ces rencontres ont été suivies d'une réunion entre le personnel chinois, sénégalais et international, pour discuter d'un plan de solution. La structure et le contenu d'une proposition de solution ont été clairement définis à partir de l'analyse des leçons tirées des séminaires, des ateliers et des discussions. Enfin, des institutions environnementales spécialisées, des responsables gouvernementaux, des experts internationaux et les parties concernées ont organisé des réunions d'évaluation et partagé leurs observations et leurs suggestions d'ajustements avec les entreprises chinoises et sénégalaises.

Une solution plus viable et plus complète et un projet officiel sont en cours d'élaboration. Ils aideront le Sénégal à mettre en place une gestion des déchets efficace et très performante. La qualité de l'eau sera grandement améliorée et l'environnement pourra être correctement protégé.

Au-delà des résultats escomptés, ce projet est également adaptable et durable. Le projet met en évidence l'importance de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement dans le processus d'urbanisation rapide qui caractérise de nombreux pays les moins avancés (PMA) et les pays africains voisins. Le paradigme de la collecte d'informations, de l'analyse, des échanges de connaissances et d'expériences, de la recherche de solutions et des ajustements en fonction du retour d'information peut être appliqué aux questions pertinentes pour le développement durable de l'Afrique. Par ailleurs, ces ateliers et séminaires sont particulièrement bénéfiques pour les Sénégalais, qui peuvent ainsi trouver leurs propres solutions aux problèmes environnementaux grâce à leurs compétences et à leurs connaissances.



Le Sénégal est très attractif et prometteur pour les entreprises chinoises qui cherchent à investir dans les technologies et les infrastructures, ce qui signifie que les Chinois comme les Sénégalais peuvent bénéficier des programmes de gestion des déchets et de protection de l'environnement. Ce projet montre également que la coopération Sud-Sud est nécessaire et efficace pour relever les défis auxquels sont confrontés les pays en développement et la communauté internationale.

CONTACT INFORMATION

M. Bai Xiaofeng

Secrétaire général adjoint exécutif du Conseil des affaires sino-africain
baixiaofeng@cabc.org.cn

Projet d'approvisionnement en eau des hauts plateaux du Lesotho



Changer des vies grâce à un meilleur accès à l'eau, à l'assainissement et à une énergie propre

DÉFI

Le Lesotho, dont plus de 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, fait partie des pays les plus pauvres au monde. Le pays est relativement dépourvu de la plupart des ressources naturelles, notamment de terres arables. Il dispose néanmoins de ressources en eau abondantes, qui dépassent les besoins pour d'éventuels projets d'irrigation et de développement futurs. L'Afrique du Sud, qui a une frontière commune avec le Lesotho, est en revanche un pays semi-aride caractérisé par de faibles précipitations, des aquifères souterrains limités et une forte dépendance à l'égard des transferts d'eau du Lesotho. La région des hauts plateaux du Lesotho est l'une des principales sources d'eau de la rivière Vaal, qui alimente les provinces de Gauteng, de l'État libre, du Nord-Ouest et de Mpumalanga, lesquels représentent près de 60 % du PIB de l'Afrique du Sud et 45 % de sa population. Les pénuries d'eau dans cette région constituent aujourd'hui une menace importante pour le développement durable de l'Afrique du Sud.

VERS UNE SOLUTION

Le Projet d'approvisionnement en eau des hauts plateaux du Lesotho (LHWP), qui comprend plusieurs phases, est destiné à fournir de l'eau potable et des installations sanitaires à la région de Gauteng, en Afrique du Sud, et à produire de l'hydroélectricité pour le Lesotho. Il a été mis en place par un traité signé en 1986 entre les gouvernements du Royaume du Lesotho et de la République d'Afrique du Sud. Le projet consiste à exploiter les eaux de la rivière Senqu et du fleuve Orange, sur les hauts plateaux du Lesotho, en construisant une série de barrages pour le bénéfice mutuel des deux pays. L'objectif était d'utiliser les eaux abondantes du Lesotho pour lutter contre la pénurie d'eau que connaît la province densément peuplée de Gauteng, en Afrique du Sud, et pour favoriser l'industrialisation du Lesotho. Cette initiative a pour but d'offrir un accès universel et équitable à une eau potable sûre et abordable pour l'Afrique du Sud, tout en fournissant simultanément une énergie fiable et durable, des emplois décents, des revenus équitables et des infrastructures résilientes au Lesotho,



PROPOSÉ PAR

Autorité des eaux des hauts plateaux du Lesotho, Lesotho

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Lesotho, Afrique du Sud

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

6.1, 6.2, 6.4, 6.5, 6.A, 6.B, 7.1, 7.2, 7.3, 7.A, 7.B

SOUTENU PAR

La Banque mondiale

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Autorité de développement des hauts plateaux du Lesotho (LHDA) et Autorité sud-africaine du tunnel Trans-Caledon

ÉTAT DU PROJET

Phase I: Terminé – Phase II: En cours

PÉRIODE DU PROJET

10/1995 – 11/2026

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3sKMRQe>

favorisant ainsi une croissance économique inclusive et durable pour les deux pays. Le projet s'étend virtuellement aux huit domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul (PAI) et couvre principalement neuf ODD, à savoir les objectifs 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 15 et 17.

Ce projet de coopération Sud-Sud entre le Lesotho et l'Afrique du Sud est soutenu par le Groupe de la Banque mondiale. Cet accord contractuel régit la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du projet, ainsi que l'exportation d'eau vers l'Afrique du Sud, sous la supervision de l'Autorité de développement des hauts plateaux du Lesotho (Lesotho Highlands Development Authority - LHDA) et de l'Autorité sud-africaine du tunnel Trans-Caledon (Trans-Caledon Tunnel Authority - TCTA), respectivement désignées comme organismes de mise en œuvre et emprunteur. La Commission technique permanente mixte (JPTC) a une fonction de suivi, de conseil et d'approbation de la mise en œuvre du projet au Lesotho.

L'Autorité de développement des hauts plateaux du Lesotho a été créée pour gérer la partie du projet qui se situe à l'intérieur des frontières du Lesotho mais aussi la construction, l'exploitation et l'entretien de tous les barrages, des centrales électriques en tunnel et des infrastructures, ainsi que les développements secondaires, tels que la relocalisation, la réinstallation, la compensation, l'approvisionnement en eau des villages réinstallés, l'irrigation, les écloseries de poissons et le tourisme.

L'Autorité du tunnel Trans-Caledon, en Afrique du Sud, gère le tunnel qui transporte l'eau au-dessus (ou plutôt en dessous) de la frontière (la rivière Caledon) vers la rivière As, ainsi que toutes les structures nécessaires pour intégrer et contrôler le débit de l'eau du Lesotho dans la rivière.

Le LHDA rend compte auprès de la JPTC de toutes les questions relatives au projet. Toutefois, la TCTA, dont les structures sont à présent complètes, est responsable devant la Commission des eaux des hauts plateaux du Lesotho (Lesotho Highlands Water Commission - LHWC) des questions d'exploitation et de maintenance.

La contribution du LHWP à l'activité socio-économique du Lesotho a été remarquable. Il existe des programmes de compensation pour les communautés concernées (notamment leur réinstallation), la restauration des revenus et le développement rural, la préservation de la biodiversité et la construction de dispensaires. Les redevances sur la vente d'eau, d'électricité, et des activités de construction (réseaux routiers, transfert de technologie et autres développements infrastructurels), ainsi que les recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (Southern African Customs Union - SACU) ont considérablement stimulé l'économie du Lesotho. En Afrique du Sud, l'eau refroidit les centrales électriques d'Eskom, permet à Sasol et aux mines d'or de l'État libre de fonctionner, et alimente en eau potable et en installations sanitaires les vastes industries et les zones urbaines tentaculaires de Gauteng. Le projet alimente également en eau certaines villes du sud du Limpopo et les mines de platine du Nord-Ouest, ainsi que les mines de diamants et les habitants de Kimberley et des environs. Dans ces régions semi-désertiques, les précipitations annuelles sont faibles, de 50 mm à 400 mm par an.



L'implication de la Banque mondiale dès le début du projet a été bénéfique à bien des égards. Elle a en effet renforcé la crédibilité du projet, et largement contribué à résoudre les aspects techniques et environnementaux grâce à un groupe d'experts techniques et socio-environnementaux.

Ce projet peut être reproduit dans d'autres pays au contexte similaire si les conditions suivantes sont respectées : les responsabilités de supervision et de mise en œuvre d'un grand projet de développement doivent être clairement définies et constituer des fonctions distinctes ; les coûts et les avantages doivent être partagés de manière équitable et claire ; les contrats et les accords de financement doivent être soigneusement planifiés ; des processus de passation de marchés rigoureux doivent être institutionnalisés pour prévenir la corruption ; et la dénonciation des abus doit être encouragée. La préservation du bien-être des personnes et des communautés qui bénéficient directement du projet est un principe directeur puissant pour les politiques socio-environnementales.

En outre, de tels programmes socio-environnementaux nécessitent une planification minutieuse, une mise en œuvre rigoureuse et des stratégies de sortie par étapes claires pour toutes les parties prenantes. Il est important de réaliser des évaluations de l'impact sur l'environnement et des plans d'action, avant le début de toute construction. Les politiques de réinstallation et de compensation doivent être claires, transparentes et adaptables. Les canaux de communication avec les communautés concernées doivent être établis et utilisés dès le départ. Une procédure rigoureuse de plainte doit également être mise en place, afin de pouvoir traiter les préoccupations ou griefs dans les plus brefs délais. Les agents d'indemnisation doivent être habilités à traiter immédiatement les demandes mineures.

CONTACT INFORMATION

Mrs. Refiloe Tlali
Responsable des relations publiques, LHDA
lhwp@lhda.org.ls | masihlehol@lhda.or.ls

Initiative de financement « Blue Peace »



Investir dans la coopération Sud-Sud et dans l'eau comme instrument de paix

DÉFI

2,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des services d'approvisionnement en eau potable, et 4,2 milliards n'ont pas accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre.¹ Pour atteindre les Objectifs de développement durable, une action accélérée et des ressources multiples sont nécessaires en vue de financer la gestion durable de l'eau. Selon la Banque mondiale, en Afrique subsaharienne, 315 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Les pénuries d'eau et les sécheresses récurrentes entraînent une insécurité alimentaire chronique, des migrations environnementales et une instabilité civile qui affectent des millions de personnes dans la région.²

Les entités non souveraines, telles que les organismes de bassins fluviaux et les gouvernements locaux, n'ont pas d'accès direct aux marchés de capitaux internationaux. L'approche actuelle du financement de l'eau et des investissements connexes est excessivement administrative, nationale et sectorielle. À l'heure actuelle, ces entités non souveraines obtiennent principalement des ressources financières pour leurs projets grâce aux contributions individuelles des États membres. Le processus est généralement lent et inefficace pour les entités régionales non souveraines, ce qui se traduit par un réseau complexe de conditionnalités et de contrats pour des projets surdimensionnés, et par un manque de planification intégrée. En outre, la gestion transfrontalière, intersectorielle et intergénérationnelle de l'eau génère des dividendes de la paix, actuellement négligés ou sous-évalués par les responsables politiques et les investisseurs. En période de stress hydrique croissant, la gestion conjointe et inclusive de l'eau est essentielle pour promouvoir la coopération pacifique et le développement durable.

- 1 UNICEF, OMS (2019). Communiqués de presse : 1 personne sur 3 dans le monde n'a pas accès à de l'eau salubre. Extrait du site de l'Organisation mondiale de la santé : <https://bit.ly/3nvuQC2>
- 2 Groupe de la Banque mondiale, Programme de partenariat pour l'eau (2018). Évaluation des défis et des opportunités liés aux eaux souterraines pour le développement durable en Afrique subsaharienne. Washington : la Banque mondiale.



PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Suisse

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

6.5, 11.3, 11.a, 16.6

SOUTENU PAR

UNCDF, Agence pour le développement et la coopération suisse (DDC), Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), Geneva Water Hub (GWH)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF, OMVG et BRL

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

01/2020 – 12/2023

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3qvczpb>

VERS UNE SOLUTION

L'initiative offre des opportunités d'investissement à impact, en favorisant l'accès à l'écosystème d'investissement pour les entités non souveraines, telles que les gouvernements locaux et les organisations régionales, et en facilitant l'accès au capital financier pour les programmes d'investissement conjoints. Actuellement, l'écosystème financier fonctionne bien pour les États souverains et les grandes entreprises privées. Les entités non souveraines, telles que les organismes de bassin fluvial, n'ont toutefois pas accès à cet écosystème financier. L'initiative de financement « Blue Peace » changera cet état de fait, en utilisant l'eau comme point d'entrée pour créer des cadres de coopération transfrontaliers et multisectoriels et les transformer en plateformes d'investissement, par le biais de plans d'investissement conjoints (approche portefeuille) et d'un nouvel instrument financier (obligation « Blue Peace »). Du point de vue des investisseurs, les plans d'investissement multisectoriels offrent des propriétés de réduction des risques très intéressantes. En effet, la probabilité de conflits politiques, sociaux ou économiques motivés par des intérêts divergents peut être réduite, si toutes les parties intéressées participent à la négociation d'un accord fondé sur la réalité de la disponibilité de l'eau.

L'initiative de financement « Blue Peace » est une cocréation de la DDC et de l'UNCDF, principal organisme de mise en œuvre. Elle apporte un développement des capacités à long terme à l'entité non souveraine, lui permettant d'avoir accès à de nouvelles formes de capital en émettant une obligation « Blue Peace ». Les capitaux ainsi levés sont utilisés pour mettre en œuvre les projets d'un plan d'investissement commun, notamment des projets d'infrastructure. Cela permet à l'entité non souveraine d'améliorer les actifs des moyens de subsistance et donc sa propre solvabilité, et à son tour d'accroître ses activités de mobilisation de capitaux.

Dans le cadre du suivi de la recommandation du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix concernant les financements innovants pour la coopération en matière d'eau transfrontalière, la DDC, l'UNCDF et le Geneva Water Hub (le secrétariat du Panel) ont examiné différents organismes de bassin et leurs cadres de coopération (y compris les accords juridiques). Après cette phase de reconnaissance, l'OMVG a été identifiée comme un cas pilote pour présenter l'initiative de financement « Blue Peace » et la façon dont l'eau peut être utilisée comme point d'entrée en vue de renforcer la coopération Sud-Sud, en particulier dans les pays moins avancés (PMA). L'OMVG a été créée en 1978 pour promouvoir la gestion cohérente des ressources partagées dans les bassins des fleuves Gambie, Kayanga/Geba et Koliba/Corubal avec pour États membres la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sénégal. Grâce au fort soutien politique des États membres et à la présence de quatre PMA parmi ses membres, l'OMVG a fait preuve d'un « haut degré de préparation » pour présenter l'initiative de financement « Blue Peace ». Un protocole d'entente signé en janvier 2020 entre l'OMVG et l'UNCDF a permis de lancer la phase de mise en œuvre (dirigée par l'UNCDF) en deux étapes :

- ▶ Assistance technique pour aider l'OMVG à élaborer son plan directeur et à acquérir la capacité d'émettre un instrument financier sur les marchés des capitaux et d'absorber le financement ;
- ▶ Soutien apporté à l'OMVG pendant l'émission de l'instrument financier sur les marchés des capitaux (levée de fonds).

Le plan directeur de l'OMVG est un plan stratégique pour le développement intégré de son bassin, visant l'autosuffisance alimentaire des populations et la réduction de la vulnérabilité des économies des États membres aux risques climatiques et aux tendances économiques plus générales. Il contribue également au renforcement de la résilience face au changement climatique, au développement durable des territoires du bassin du fleuve Gambie et à la consolidation de la paix, de la stabilité et de la coopération entre les États membres (tous des PMA). Les principales réalisations à ce jour sont les suivantes :

- ▶ Une résolution signée par le Conseil des ministres de l'OMVG, permettant à l'OMVG d'explorer de nouveaux mécanismes de financement pour mettre en œuvre son plan directeur, notamment l'initiative de financement « Blue Peace ».
- ▶ La réalisation d'une étude de diagnostic pour les plans sectoriels et le plan directeur de l'OMVG.
- ▶ L'initiative de financement « Blue Peace » pour l'OMVG a été déclarée projet certifié pour le Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Dakar en 2022.
- ▶ L'assistance technique comprend le modèle financier, l'examen du cadre juridique et institutionnel et un plan d'investissement conjoint pour l'OMVG.

Grâce à la mise en œuvre de ce projet pilote, l'initiative constitue un modèle mondial pouvant être transposé dans d'autres bassins transfrontaliers, notamment dans les pays du Sud. Il existe près de 300 aquifères transfrontaliers et 263 bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers dans le monde ; une partie du territoire de 145 États et la totalité du territoire de 30 pays sont situés dans les limites de ces bassins. Et les deux tiers de ces rivières transfrontalières ne disposent pas d'un cadre de gestion coopérative. L'initiative de financement « Blue Peace » pourra fournir des incitations financières à ces cadres de gestion coopérative, y compris la coopération Sud-Sud et triangulaire.

3 ONU-Eau (2021). Eaux transfrontalières. Extrait du site de l'ONU-Eau <https://www.unwater.org/water-facts/transboundary-waters/>

CONTACT INFORMATION

Mme Rukan Manaz
Spécialiste du programme « Blue Peace », UNCDF
rukan.manaz@uncdf.org

Projet d'interconnexion Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone et Guinée (CLSG)



Relever les défis de l'approvisionnement en électricité en intégrant les pays de la région du fleuve Mano dans un même marché de l'électricité

DÉFI

La part de la population ayant accès à l'électricité dans les pays de l'Union du fleuve Mano est l'une des plus faibles au monde (28 % environ dans l'ensemble, 2 % au Libéria et en Sierra Leone et 10 % en Guinée). L'électrification de la Côte d'Ivoire est plus favorable, mais reste faible, avec un pourcentage de 34 %. Les infrastructures électriques du Libéria et de la Sierra Leone ont été presque entièrement détruites lors des conflits. Les infrastructures existantes dans la région sont largement obsolètes et la qualité du service est donc très mauvaise.¹ L'insuffisance de l'approvisionnement en électricité est l'un des principaux obstacles au développement économique et à la réduction de la pauvreté dans la région, notamment au Libéria.

VERS UNE SOLUTION

Le projet d'interconnexion Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone et Guinée (CLSG) vise à intégrer les quatre pays sortis de conflits dans le même marché régional de l'électricité. L'interconnexion de ces pays avec la Côte d'Ivoire permettrait des échanges d'énergie mutuellement bénéfiques et un approvisionnement fiable en électricité, nécessaire pour faciliter la croissance économique, réduire la pauvreté et consolider la paix.

L'objectif du projet d'interconnexion CLSG est de fournir davantage d'électricité, afin de répondre à la demande croissante, et de créer une incitation au développement de l'énergie hydroélectrique, en particulier au Libéria et en Sierra Leone. Il vise à améliorer l'accès à l'électricité et le développement des industries, ainsi qu'à améliorer la qualité de vie des communautés rurales et urbaines. Le projet contribue aux Objectifs de développement durable 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), et 9 (Industrie, innovation et infrastructure). Dans le Programme d'action d'Istanbul (PAI), le projet aborde les domaines prioritaires 1 (Renforcement des capacités productives, de l'énergie, de la science, de la technologie et de l'innovation, développement du secteur

¹ <https://bit.ly/321TXVE>



PROPOSÉ PAR

Ministère des Finances et de la Planification du développement, Libéria

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria, Sierra Leone

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.1, 7.3, 7.b, 9.1, 9.4, 9.A, 9.B,

SOUTENU PAR

Banque européenne d'investissement (BEI), Banque africaine de développement (BAD), Banque mondiale, Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et gouvernements CLSG

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Société régionale de transport d'électricité de CLSG (TRANSCO CLSG) ; Énergie de Côte d'Ivoire (CI-Énergies) ; Liberia Electricity Corporation (LEC) ; National Power Authority (NPA) de Sierra Leone ; Électricité de Guinée (EDG) ; Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (PEAO).

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

11/2013 – 12/2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

– <https://bit.ly/3pwamuB>
– <https://youtu.be/cd4ug8gLv0M>

privé) et 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural) qui sont essentiels pour réduire la pauvreté.

Il s'agit d'un projet de coopération Sud-Sud dont l'approche fondamentale est la participation des parties prenantes. Plus de 30 réunions de consultation ont été organisées à Abidjan, Monrovia, Freetown, Conakry, et dans les zones traversées par les lignes électriques. Les parties prenantes participantes comprenaient des ministres, des représentants des communautés locales, des organisations de la société civile, des donateurs et des partenaires de développement impliqués dans le secteur de l'énergie. Au cours de ces réunions et consultations, des informations et des données ont été mises à disposition pour analyser la situation de ce secteur, établir le cadre institutionnel du projet, préparer les projets de documents juridiques, faciliter la coordination des donateurs et renforcer l'appropriation du projet par les pays concernés. Les réunions ont également permis de définir les composantes du projet et de partager les solutions aux problèmes susceptibles de survenir. La collaboration avec les parties prenantes s'est poursuivie pendant la phase d'exécution du projet. Elle a porté sur la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale, du plan d'action de réinstallation et de la composante infrastructure du projet.

L'initiative, qui est l'un des projets prioritaires du plan directeur du Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (PEAO), contribuera à la mise en place d'un marché de l'électricité dynamique dans la sous-région ouest-africaine, et à la sécurité de l'approvisionnement en électricité des pays qui ne disposent pas d'un avantage comparatif dans la production d'électricité. Le Libéria a l'un des tarifs d'électricité les plus élevés au monde. L'électricité y est actuellement vendue au prix de 0,35 \$ le kWh,² et pendant la saison sèche, il y a toujours des pénuries d'électricité, ce qui augmente le coût de fonctionnement des entreprises du Libéria. Avec la mise en place du CLSG, la Liberia Electricity Corporation a élaboré un plan d'affaires qui permettra de faire passer le coût de l'électricité à 0,25 \$ le kWh.

Cette initiative de coopération Sud-Sud vise à répondre aux intérêts communs des États membres de l'Union du fleuve Mano concernant le transport de l'énergie aux portes des citoyens. Dans l'ensemble, le projet a été réalisé à 93 %³. La section de la ligne reliant Man à Monrovia est entièrement sous tension et la synchronisation avec la centrale hydroélectrique de Mount Coffee est en cours. Les sections de ligne qui relient Monrovia à Mano (Libéria), Mano à Kenema, Bikongor et Bumbuna, et jusqu'à Yiben, en Sierra Leone, sont achevées à 100 % et attendent leur mise en service séquentielle, avant d'être mises sous tension par le Libéria. La section de la ligne reliant Yiben à Kamakwie et Linsan, en Guinée, est achevée à près de 74 %, tandis que la section reliant Yekepa à Nzerekoreh est terminée à environ 95 %. La ligne de transport de 132 kV entre la sous-station CLSG de Monrovia et la centrale hydroélectrique Mount Coffee de la Liberia Electricity Corporation (LEC) est achevée à 100 %. La sous-station de Man, en Côte d'Ivoire, est achevée et mise sous tension. La construction des sous-stations de Mano (Libéria), Kenema, Bikongor et Bumbuna, en Sierra Leone, est terminée à 99 %.

2 <http://lecliberia.com/?p=2675>

3 <https://bit.ly/3A1MylK>



Cette initiative, qui s'inscrit dans une démarche de bonnes pratiques et de solidarité, permet au Libéria et à la Sierra Leone de recevoir de l'énergie d'une nation voisine. Le CLSG apporte aujourd'hui de l'électricité au Libéria en passant par plusieurs villages et hameaux qui ne s'attendaient pas à en avoir de sitôt. Sans ce projet, le Libéria n'aurait pas été en mesure de gérer et de mettre en œuvre seul une telle entreprise dans un délai très court, compte tenu des immenses défis de développement auxquels le pays est confronté.

Le projet est très innovant car il permet de fournir de l'énergie bon marché aux régions reculées du Libéria, sans que le gouvernement ait besoin d'investir des millions de dollars dans le développement de mini-centrales hydroélectriques ou de sources de production d'énergie connexes. Les ressources financières ainsi économisées peuvent être réorientées vers d'autres secteurs, tels que l'éducation, la santé et la sécurité nationale.

Les infrastructures énergétiques sont généralement durables et ont la capacité de servir la génération actuelle sans compromettre l'intérêt des générations futures. L'infrastructure énergétique du CLSG contribue au développement durable (entreprises, éducation, santé, sécurité, etc.) et peut influencer sur les perspectives d'avenir. Ce projet a amélioré l'intégration régionale entre le Libéria, la Guinée, la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone. Les citoyens des nations concernées bénéficient désormais des échanges et des avantages associés du CLSG, ce qui garantit la durabilité socio-économique à moyen et long terme.

Le projet s'est appuyé sur une organisation régionale existante entre les quatre pays, l'Union du fleuve Mano (UFM), ce qui a assuré sa durabilité. L'un des principaux enseignements tirés est la possibilité de mettre en œuvre des initiatives de développement sur les plateformes régionales existantes, en tirant parti des avantages comparatifs de chaque État membre participant.

CONTACT INFORMATION

M. Benedict Kolubah

Ministère des Finances et de la Planification du développement, Libéria
bkolubah@mfdp.gov.lr

Initiative « Du désert à l'électricité » (Desert to Power - DtP)



Développer l'approvisionnement en électricité au Sahel grâce aux énergies renouvelables

DÉFI

Le Sahel, principalement composé de pays les moins avancés (PMA), est fortement affecté par le changement climatique et la vulnérabilité, ce qui compromet la sécurité alimentaire de la région, les perspectives de développement à long terme des pays et les opportunités pour les jeunes. Les chocs climatiques, tels que les sécheresses, sont de plus en plus fréquents et touchent davantage de personnes, tandis que les saisons des pluies plus courtes, plus intenses et moins prévisibles augmentent le risque d'inondations. Le changement climatique représente une menace sérieuse pour les moyens de subsistance de plus de 80 % de la population vivant dans les zones rurales et fait peser des contraintes supplémentaires sur la fragilité de la région, intensifiant les déplacements internes et les migrations.

En outre, les pays du Sahel sont confrontés à des défis communs qui font peser des risques sérieux sur le développement de leur secteur énergétique :

- ▶ Déficit énergétique important, principalement dans les zones rurales et éloignées du réseau national ;
- ▶ Réseau saturé en raison d'investissements insuffisants dans les infrastructures de transport et de distribution, avec une capacité limitée à gérer un réseau étendu ;
- ▶ Forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles, qui menace la vie de millions de femmes et d'enfants ; et
- ▶ Un environnement commercial qui n'est pas suffisamment attractif pour inciter le secteur privé à investir dans les énergies renouvelables.

VERS UNE SOLUTION

Le Sahel est l'une des régions les plus ensoleillées au monde. L'initiative « Du désert à l'électricité » (DtP) vise à exploiter cette énergie solaire pour générer 10 GW de capacité supplémentaire, afin de fournir, d'ici à 2030, de l'électricité verte à 250 millions de personnes par le biais de projets publics, privés, en réseau et hors réseau. L'initiative



PROPOSÉ PAR

Banque africaine de développement

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Burkina Faso, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan, Tchad

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 6, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.1, 7.2, 7.a, 7.b, 8.2, 8.3, 8.a, 9.1, 9.a, 13.2, 13.3, 13.

SOUTENU PAR

Banque africaine de développement (BAD) et autres partenaires techniques et financiers, tels que l'Agence française de développement, Power Africa, la Commission européenne, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, Africa50, ACWA Power, l'Institut Tony Blair et le Fonds vert pour le climat.

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Banque africaine de développement ; Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2019 – 2030

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3FNCwah>

DtP contribue à la réalisation de l'Objectif de développement durable 7, tout en ouvrant la voie à la réalisation d'autres ODD (8, 9 et 13). Elle contribue également aux domaines prioritaires 1, 2, 5, 6, 7 et 8 du Programme d'action d'Istanbul (PAI). Le projet, qui comprend plusieurs phases, se concentre dans un premier temps sur les pays du G5 Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, qui sont tous des PMA.

Les valeurs stratégiques distinctives de l'initiative DtP sont les suivantes : 1) elle réunit des pays présentant des degrés similaires de pauvreté énergétique, confrontés à de graves risques liés au changement climatique, mais offrant un énorme potentiel et 2) elle réunit également une coalition internationale de donateurs pour lutter contre le changement climatique en surmontant les obstacles politiques et réglementaires, afin d'attirer les investissements massifs du secteur privé, nécessaires au développement de l'énergie solaire. Le principal défi de l'initiative DtP est de mobiliser 30 milliards de \$ US à l'horizon 2030 pour le déploiement de 10 GW de capacité d'énergie solaire supplémentaire dans les 11 pays du Sahel, dont 3 milliards de \$ US pour les pays du G5 Sahel.

L'initiative a établi des processus et des procédures clairs pour garantir la participation de partenaires clés. En effet, si elle a obtenu l'aval des chefs d'État de chacun des pays du G5 Sahel, des réunions ministérielles annuelles sont organisées pour informer les ministres de l'Énergie des étapes de mise en œuvre de l'initiative DtP et pour prendre les décisions importantes. Sur le plan opérationnel, le groupe de travail DtP a été mis en place avec le soutien d'autres partenaires techniques et financiers pour l'exécution de l'initiative dans les meilleurs délais, et une personne de contact a été désignée par chaque pays pour travailler en étroite collaboration avec les principales parties prenantes locales, en vue de garantir l'exécution rationalisée de l'initiative. Le groupe de travail apporte son soutien aux pays en dirigeant les efforts de mobilisation des ressources, en conduisant les préparatifs des projets, en fournissant une assistance technique et des activités de renforcement des capacités, en engageant des partenaires, en consolidant les compétences et en permettant le déploiement efficace des ressources. Le groupe de travail est composé de responsables nationaux (un par pays), de responsables régionaux et d'un groupe d'experts spécialisés dans les questions environnementales et sociales, la structuration des projets, la passation des marchés et la mobilisation des ressources. Les partenaires techniques et financiers, tels que l'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen) et Africa50, ont également détaché des personnes au sein de ce groupe de travail.

L'objectif fondamental de l'initiative DtP est de créer un environnement propice aux investissements dans l'énergie solaire dans les pays du Sahel, en tirant parti du partage des bonnes pratiques, des expériences et de l'expertise de chacun, et de celles d'autres pays du Sud qui ont réussi à mettre en œuvre des initiatives similaires, et à les adapter dans le but d'accélérer l'accès à l'énergie. À cet égard, Masen, qui préside le comité de pilotage de l'initiative, s'attache à fournir une assistance technique aux pays du Sahel, afin de reproduire le succès rencontré au Maroc.

Par ailleurs, l'expansion du réseau électrique régional est un autre aspect important de cette coopération Sud-Sud, qui ouvrira la voie au commerce de l'électricité entre les pays du Sahel, et permettra également de libérer la capacité de production d'énergie solaire de chaque pays.



Actuellement, les efforts combinés du groupe de travail et des partenaires techniques et financiers, sous la supervision du comité de pilotage, ont permis d'obtenir la validation des feuilles de route nationales par les chefs d'État concernés, l'adoption d'une feuille de route régionale, ainsi que la mobilisation de 170 millions de \$ US provenant du Fonds vert pour le climat et du gouvernement suédois, qui seront utilisés pour lancer la phase de préparation du projet.

CONTACT INFORMATION

M. Ali Zerouali
Directeur de la Coopération internationale et du développement, MASEN
a.zerouali@masen.ma

Projet d'énergie renouvelable de la Banque islamique de développement et de l'Agence marocaine pour l'énergie durable



Utilisation d'une approche de flux inversé (Reverse Linkage) et de l'expertise de MASEN pour aider les pays membres de la BID à développer des projets d'énergie renouvelable de grande envergure.

DÉFI

L'économie africaine souffre d'un déficit énergétique chronique, avec plus de 600 millions de personnes dépourvues d'accès à l'électricité, et une dépendance relativement élevée à l'égard de la consommation de combustibles fossiles. L'Afrique possède un avantage indéniable en matière de ressources renouvelables, notamment l'énergie solaire, hydroélectrique et éolienne, et devrait voir son développement énergétique futur axé sur ces ressources.

Le développement des énergies renouvelables à l'échelle africaine nécessite la mise en place de mécanismes appropriés pour assurer le partage mutuel du savoir-faire et de l'expertise, principalement sur la base du principe de coopération Sud-Sud. Il exige également un engagement fort de la part des différents acteurs intervenant dans le domaine des énergies renouvelables.

VERS UNE SOLUTION

Pour relever ces défis, l'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen) et la Banque islamique de développement (BID) ont lancé une initiative conjointe en vue de développer des projets stratégiques d'énergie renouvelable (ER) en Afrique, particulièrement dans les pays les moins avancés (PMA) tels que le Burkina Faso, Djibouti, le Niger, le Sénégal et le Togo, mais aussi dans des pays qui ne font pas partie des PMA, notamment la Côte d'Ivoire et le Gabon.

Masen, avec son expérience et en tant qu'acteur de référence dans le développement des énergies renouvelables en Afrique, et la BID, dont le mandat inclut la promotion du développement social et économique de ses pays membres, cherchent à travers ce projet à renforcer les capacités de production

PROPOSÉ PAR

Banque islamique de développement (BID) ; Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Niger, Maroc, Sénégal, Togo

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.1, 9.1, 9.4, 13.b, 17.6, 17.7

SOUTENU PAR

BID, Masen

ENTITÉS D'EXÉCUTION

BID, Masen

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

04/2019 – 2023

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/32DVEIS>

d'électricité à partir de sources renouvelables, et à développer un savoir-faire local qui permette la réalisation autonome de futurs projets sur le continent.

L'objectif de l'initiative BID/Masen est de :

- ▶ Permettre le développement d'infrastructures de production d'énergie compétitives et solides.
- ▶ Contribuer à augmenter la part de la production d'énergie verte dans les pays bénéficiaires.
- ▶ Aider les nouveaux utilisateurs d'énergies renouvelables à tirer parti de l'expérience accumulée par Masen et favoriser une coopération étendue dans le domaine de l'énergie entre le Maroc et d'autres pays africains.
- ▶ Permettre l'accès aux dernières technologies, tout en sélectionnant les configurations techniques les plus adaptées.

Pour atteindre les objectifs fixés, Masen et la BID soutiendront les projets d'énergie renouvelable dans les pays africains susmentionnés par la mobilisation des ressources nécessaires et la mise en place de mécanismes appropriés, en intégrant les avantages de la coopération Sud-Sud.

Le projet est réalisé :

- ▶ en capitalisant sur l'expérience et l'expertise acquises par Masen afin d'accompagner les pays concernés dans l'identification des meilleurs sites pour le développement de capacités d'énergie renouvelable ;
- ▶ en menant des études préliminaires techniques, économiques, financières et environnementales pour identifier les projets bancables ;
- ▶ en développant et en structurant les projets qualifiés selon les bonnes pratiques internationales ; et
- ▶ en partageant l'expertise et le savoir-faire de Masen en matière d'énergies renouvelables.

Ce partenariat renforce la coopération bilatérale Sud-Sud du Maroc avec les pays africains, à travers une coopération tripartite incarnée par l'approche de flux inversé, un mécanisme de coopération technique par lequel les pays membres échangent connaissances, expertise, technologies et ressources pour développer leurs capacités de développement autonome. Grâce à ce mécanisme, la BID joue le rôle de facilitateur et d'intermédiaire pour mobiliser les ressources et identifier des solutions de développement dans le monde entier, afin de relever les défis de ses pays membres.

Masen, quant à elle, s'efforcera de transférer son expertise et son savoir-faire et de combler certaines lacunes en matière de capacités, convenues d'un commun accord avec la contrepartie locale, conformément au mécanisme de flux inversé. Les pays bénéficiaires s'engageront dans une approche « de pair à pair » pour la réalisation de tous les objectifs, afin de permettre un transfert efficace et efficient du savoir-faire.

Pour mettre en œuvre l'initiative de la manière la plus efficace possible, des consultations transparentes et participatives ont été menées avec les principales parties prenantes dans les pays ciblés.

En 2019, Masen et le gouvernement de Djibouti ont signé un protocole d'entente afin de mettre en place un partenariat pour le développement des énergies renouvelables. Cela implique le partage d'expertise et une coopération accrue entre les parties prenantes et les investisseurs dans les secteurs énergétiques des deux pays.

Les projets d'énergie renouvelable soutenus contribueront à la réduction des émissions de CO2 et éviteront la pollution de l'air et des sols, tout en contribuant à une capacité de production supplémentaire grâce aux nouvelles infrastructures de production d'énergie. L'initiative contribue aux Objectifs de développement durable 7, 13 et 17. Elle contribue également aux domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul (PAI) 1 (Capacités productives), 6 (Crises multiples et nouveaux défis), et 7 (Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités).

CONTACT INFORMATION

M. Ali Zerouali
Directeur de la Coopération internationale et du développement, MASEN
a.zerouali@masen.ma

Transition vers des utilisations durables de l'énergie dans l'agro-industrie en Chine, en Éthiopie et au Sri Lanka



Relever les défis liés à l'accès à l'énergie et à la consommation durable des ressources, par la coopération Sud-Sud

DÉFI

L'Éthiopie, où l'accès limité aux sources d'énergie modernes constitue un obstacle au développement socio-économique, ne possède pas de modèle centralisé d'énergie renouvelable. Entre 2016 et 2019, 43 à 48 % de la population seulement bénéficiait d'une couverture électrique (33 % environ grâce à l'électrification en réseau, et 11 % par la fourniture de services hors réseau).¹ Si près de 93 % des ménages urbains étaient connectés au réseau,² seulement 36 % des ménages ruraux avaient accès à l'électricité en 2019.³ La plupart des nouvelles initiatives en matière de développement des énergies renouvelables ont ciblé les utilisations hors réseau et l'électricité domestique. Les institutions publiques et les utilisations productives de l'énergie peuvent toutefois exiger des réponses technologiques différentes.

VERS UNE SOLUTION

Le PNUD Éthiopie aide le gouvernement éthiopien à mettre en œuvre un projet de coopération trilatérale réunissant la Chine et le Sri Lanka pour promouvoir les technologies du biogaz, de la biomasse et de l'énergie solaire à des fins productives. Ce projet expérimente un système de coopération trilatérale intégré et innovant par le biais d'un cofinancement, d'une conception commune et d'une mise en œuvre conjointe au niveau de la gestion et au niveau technique, impliquant trois pays du Sud — la Chine, l'Éthiopie et le Sri Lanka.

Le projet découle de la nécessité de diffuser les technologies d'énergie renouvelable et de les développer, pour mettre en place une croissance résiliente au changement climatique. Il soutient l'accès à l'énergie et la consommation durable des ressources par des essais et des démonstrations de biogaz et d'énergie solaire à des fins productives. Cette coopération sert de plateforme d'apprentissage pour la Chine, l'Éthiopie

1 <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.ZS?locations=ET>

2 <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.UR.ZS?locations=ET>

3 *ibid*



PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Éthiopie, Sri Lanka

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.2, 7.a, 7.b, 13.3, 13.b, 17.6, 17.7

SOUTENU PAR

Ministère du Commerce de la Chine, gouvernement de l'Éthiopie, gouvernement du Sri Lanka, PNUD

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Bureaux nationaux du PNUD en Chine, en Éthiopie et au Sri Lanka ; ministère éthiopien de l'Eau et de l'Énergie, Autorité de l'énergie durable du Sri Lanka (SLSEA) ; ministère chinois des Sciences et de la Technologie – Centre administratif pour l'Agenda 21 de la Chine (MOST-ACCA 21) ; université agricole de Chine (CAU)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2019 – 2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3sDINBA>

et le Sri Lanka, qui peuvent ainsi s'engager et collaborer au niveau international dans le domaine des transferts de technologies et de compétences en matière d'énergies renouvelables. Le projet contribue aux ODD 7, 13 et 17 et aux domaines prioritaires 1, 6 et 7 du Programme d'action d'Istanbul (PAI). Il répond aux priorités nationales et soutient le programme national d'électrification de l'Éthiopie, qui vise à électrifier 65 % de la population en réseau, et 35 % hors réseau d'ici à 2025, ainsi que la vision de l'Éthiopie en matière d'économie verte résiliente au changement climatique, en introduisant et en développant les technologies pertinentes.

Le projet est cofinancé par le ministère chinois du Commerce, le ministère éthiopien de l'Eau et de l'Énergie et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il est mis en œuvre conjointement par le ministère éthiopien de l'Eau et de l'Énergie, le ministère chinois des Sciences et de la Technologie - centre administratif pour l'Agenda 21 de la Chine (MOST-ACCA 21), l'université agricole de Chine (CAU), ainsi que les bureaux nationaux du PNUD en Chine et en Éthiopie.

Deux résultats clés ont été obtenus : 1) la capacité de transfert de technologie des énergies renouvelables reposant sur la démonstration de systèmes de biogaz et d'installations solaires à des fins productives (notamment dans les hôpitaux, les universités, les copropriétés et les zones industrielles) ; et 2) l'échange de connaissances et d'expériences Sud-Sud.

Les cinq dimensions et approches ci-dessous garantissent la réussite, la durabilité et la reproductibilité du projet.

La première dimension essentielle est la mise en œuvre nationale. Les institutions gouvernementales éthiopiennes exécutent directement le projet, ce qui garantit l'appropriation et l'adhésion locales, ainsi que l'apprentissage mutuel entre les pays impliqués.

La coordination des parties prenantes est également considérée comme fondamentale ; elle comprend l'établissement de liens, la compréhension mutuelle et la collaboration approfondie entre les instituts de recherche, les entités du secteur privé et les homologues gouvernementaux, grâce à la facilitation par le PNUD de visites d'étude et de jumelage entre entreprises, et à la création de plateformes de communication en ligne et hors ligne.

Une troisième dimension contribue au succès de la mise en œuvre du projet : la mise en place d'un mécanisme de coordination et de gestion à plusieurs niveaux — impliquant le PNUD, les gouvernements, les experts et les homologues locaux —, afin de garantir la responsabilité de qualité des résultats et de rationaliser les communications aux niveaux horizontal et vertical. Ce mécanisme transnational renforcé peut être reproduit et adapté à d'autres initiatives similaires.

Quatrièmement, le projet utilise la méthodologie en cinq étapes du PNUD pour un développement efficace des capacités : 1) obtenir l'engagement des parties prenantes en matière de développement des capacités ; 2) évaluer les capacités existantes et les capacités manquantes ; 3) formuler les réponses et stratégies de développement des capacités ; 4) mettre en œuvre des stratégies de développement des capacités ; et 5) évaluer le développement des capacités.



Enfin, les institutions publiques sélectionnées comme bénéficiaires sont chargées de démontrer les multiples avantages des interventions, ce qui a incité davantage d'entités privées à installer des systèmes photovoltaïques ou de biogaz, contribuant ainsi à l'acceptabilité et à la durabilité de l'initiative. Les connaissances et les compétences acquises dans le cadre du projet contribuent à renforcer les capacités du personnel, afin de faciliter la maintenance en temps voulu des systèmes installés et de poursuivre l'expansion de ces systèmes dans tout le pays. D'autre part, le Centre commun de recherche et de vulgarisation (CCRV) qui sera établi en collaboration avec des partenaires chinois répondra aux besoins de renforcement des capacités et apportera un soutien technique continu si nécessaire, notamment par l'adoption d'un programme de recherche à long terme.

L'apparition et la propagation de la pandémie de COVID-19 ont limité les déplacements dans le pays, ainsi que les réunions physiques et les programmes de formation. Des mesures d'atténuation ont été explorées conjointement pour mieux mener les activités en Éthiopie, notamment l'élaboration de plans d'action conjoints tenant compte des contraintes liées à la COVID-19, le renforcement de la communication et de la coordination par le biais de multiples canaux virtuels, et la mise à profit de l'expertise, des technologies et des réseaux chinois avec les partenaires locaux.

CONTACT INFORMATION

Mme Wubua Mekonnen
Chef d'équipe, Unité résilience climatique et durabilité environnementale,
UNDP Ethiopia
wubua.mekonnen@undp.org

Coopération Sud-Sud Chine, Ghana, Zambie en matière de transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables



Des énergies propres pour avenir propre

DÉFI

Si plus de 70 % des ménages ghanéens ont aujourd'hui accès à l'électricité, cette moyenne nationale cache une disparité frappante entre la ville et la campagne, car seuls 40 % des ménages ruraux ont accès à l'électricité. De même, en Zambie, la plupart des zones rurales ne sont pas reliées au réseau national, et seulement 3 % de la population rurale est alimentée en électricité. Pour tenter de combler ces lacunes, le gouvernement ghanéen a mis en place plusieurs politiques et instruments afin de réglementer le secteur de l'énergie et de promouvoir les énergies renouvelables. Néanmoins, des défis importants subsistent, notamment concernant les lacunes du cadre institutionnel et réglementaire, de la capacité des exécutants à développer et à gérer des entreprises viables dans le domaine des énergies renouvelables, du fonctionnement inadéquat des institutions techniques et de recherche, et du scepticisme à l'égard des ressources renouvelables pour des raisons culturelles ou les risques commerciaux perçus.

En Zambie, une politique énergétique nationale a été élaborée en 2008, et des mesures ont été prises afin de renforcer les réglementations et les cadres institutionnels pour les énergies renouvelables (ER). Toutefois, comme au Ghana, malgré ces efforts, des obstacles importants subsistent. Les principaux obstacles, qui concernent l'inefficacité du cadre réglementaire, le manque de capacités techniques en matière de technologies des énergies renouvelables (TER) et la faible capacité du gouvernement à évaluer les propositions techniques et financières, sont aggravés par le manque de coordination administrative et la rareté du marché des TER en Zambie.

VERS UNE SOLUTION

Afin d'aider les communautés rurales du Ghana et de la Zambie à accéder à l'électricité, le Danemark a financé deux projets trilatéraux de transfert de technologies des énergies renouvelables (TTER) entre la Chine, le Ghana et la Zambie. Ces projets

PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Chine

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Danemark, Ghana, Zambie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.a, 17.6

SOUTENU PAR

Gouvernement du Danemark

ENTITÉS D'EXÉCUTION

PNUD Chine, PNUD Ghana, PNUD Zambie

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

06/2014 – 12/2019

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

– <https://bit.ly/3HkvKZT>

– <https://bit.ly/3Jyh4ID>

visent principalement à favoriser une coopération Sud-Sud cohérente entre la Chine et les pays africains, afin de promouvoir l'initiative « Énergie durable pour tous » (SE4ALL) des Nations Unies, ainsi qu'à adapter les expériences et les compétences techniques chinoises pour promouvoir la production de technologies basées sur les énergies renouvelables en Afrique. Les projets adoptent une approche holistique pour opérer à la fois : 1) en amont, en favorisant la création d'un environnement propice au transfert de technologies et en renforçant les capacités de coopération Sud-Sud entre la Chine, le Ghana et la Zambie ; et 2) en aval, en termes de transfert effectif et de démonstration des technologies, avec une éventuelle mise à niveau par le secteur privé. Le projet contribue aux objectifs de développement durable 7 (Énergie propre et d'un coût abordable) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), et au domaine prioritaire 1 (Capacité productive) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le projet de transfert de technologies des énergies renouvelables de la Chine vers le Ghana et la Zambie est un projet phare dans le pilotage de l'approche de la coopération trilatérale du PNUD. En combinant les besoins et les compétences du pays bénéficiaire avec l'expérience et le savoir-faire technique de la Chine, l'approche trilatérale transfère les connaissances et les compétences nécessaires afin de favoriser les avantages mutuels pour les pays concernés. Grâce à cette approche, le PNUD joue un rôle de « courtier de connaissances », de créateur de capacités et d'intermédiaire, afin de répondre aux besoins des pays et de fournir une plateforme pour l'échange de connaissances.

De nombreux partenaires de Chine, du Ghana et de Zambie collaborent à ces projets, notamment la Commission ghanéenne de l'énergie, le ministère chinois de la Science et de la Technologie et le département zambien de l'Énergie, ainsi que les bureaux extérieurs du PNUD à Accra, Pékin et Lusaka. Les initiatives suivantes ont été prises selon une approche participative :

- ▶ Des ateliers et des rencontres ont été organisés en Chine, au Ghana et en Zambie pour faciliter l'échange des bonnes pratiques et poser des bases solides pour des alliances avec le secteur privé ;
- ▶ Plusieurs délégations chinoises se sont rendues au Ghana et en Zambie à la demande du ministère chinois de la Science et de la Technologie pour participer à des réunions en présentiel, afin de coordonner le développement des projets de démonstration ;
- ▶ La Commission de l'énergie du Ghana et le département de l'Énergie de la Zambie ont envoyé plusieurs délégations en Chine pour acquérir du savoir-faire, promouvoir les projets de démonstration et participer à des rencontres ; et
- ▶ Les bureaux extérieurs du PNUD à Accra, Pékin et Lusaka ont servi de passerelles entre toutes les parties impliquées, en assurant la coordination pour faciliter et superviser l'ensemble du processus de transfert de technologie des énergies renouvelables.

Les résultats suivants ont été atteints :

- ▶ L'étude de pré faisabilité et la sélection de la technologie des énergies renouvelables à transférer ont été réalisées et une base de données a été créée pour les solutions de transfert de technologie des énergies renouvelables (TTER) ;
- ▶ Le site Internet du projet, une plateforme de mise en relation en ligne, a été lancé en chinois et en anglais ;



- ▶ Des sociétés de technologie et des instituts de recherche soutenant le TTER au Ghana, en Zambie et dans d'autres pays partenaires africains ont été créés en Chine ;
- ▶ Des formations annuelles sur les technologies solaires, hydroélectriques et de biogaz et sur les processus clés de la conception de systèmes ont été organisées pour les parties prenantes en Chine et en Zambie, afin d'éliminer les obstacles à la connaissance pour le TTER ;
- ▶ Le plan directeur national pour les énergies renouvelables au Ghana a été finalisé et soumis à l'approbation du Parlement ;
- ▶ En Zambie, des projets de démonstration sont en cours de réalisation dans les domaines de l'énergie solaire, du biogaz, de la biomasse et de l'énergie hydraulique ;
- ▶ En Chine, un centre de coopération Sud-Sud pour l'échange de technologies renouvelables a été développé et rattaché au ministère de la Science et de la Technologie.

La coopération trilatérale, qui fait partie intégrante de la coopération Sud-Sud, est une modalité innovante émergente qui permet aux pays de partager et d'échanger des connaissances et des expériences. Les projets trilatéraux identifient une valeur ajoutée spécifique et des forces comparatives entre les pays partenaires (Chine, Ghana, Zambie) et le PNUD, dans un format de coopération Sud-Sud où tous les partenaires contribuent à la coopération et en bénéficient.

De plus, les projets ont permis à la Chine, au Ghana et à la Zambie de disposer d'une plateforme d'apprentissage et de coopérer au niveau international dans le domaine des technologies des énergies renouvelables et du transfert de compétences. Des engagements futurs visant à accélérer le développement durable et la coopération Sud-Sud axée sur la demande dans le secteur de l'énergie peuvent être atteints grâce à des discussions et une coopération plus poussées entre les parties prenantes concernées.

Le modèle de coopération trilatérale est lui-même reproductible et les enseignements tirés du projet sur la création d'environnements propices au transfert de technologies liées aux énergies renouvelables peuvent être adaptés à d'autres contextes nationaux. En 2019, le PNUD a lancé deux nouveaux projets trilatéraux sur les TTER avec l'Éthiopie, le Sri Lanka et la Chine. Ces projets, dont les coûts sont désormais partagés par le ministère chinois du Commerce, sont basés sur le même modèle trilatéral, ainsi que sur l'expérience et le savoir-faire tirés des projets Chine, Ghana, Zambie.

CONTACT INFORMATION

Mme Sujuan Zhang
 Chef d'équipe Sud-Sud, Pôle de partenariat mondial, UNDP Chine
 sujuan.zhang@undp.org

Réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables (GN-SEC)



Promouvoir la transition énergétique et climatique durable dans les pays les moins avancés (PMA)

DÉFI

Compte tenu des taux de croissance modérés des marchés de produits et de services liés à l'énergie durable dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), les ODD 7, 9 et 13 ne pourront pas être atteints d'ici à 2030, selon les scénarios du maintien du statut quo. Le déploiement de solutions en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique reste entravé par un large éventail d'obstacles liés à la demande et à l'offre, notamment les politiques et la réglementation, la qualification, la gestion des connaissances, ainsi que la promotion des investissements et des entreprises. À l'échelon régional, la transition énergétique tend à rester non coordonnée entre les PMA, et les obstacles et opportunités communs ne sont pas traités conjointement dans l'intérêt de tous. Les chevauchements, la fragmentation et l'absence de définition d'un programme régional conduisent à une utilisation inefficace des financements internationaux. De plus, dans un certain nombre de PMA, l'incapacité du secteur privé national à fournir des produits et services énergétiques durables de qualité remet en question l'intégration de la transition énergétique pour la création d'emplois et de revenus locaux.

VERS UNE SOLUTION

Pour faire de la coopération régionale une priorité, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), en partenariat avec diverses communautés économiques régionales (CER), et avec un financement initial du gouvernement autrichien, a créé le Réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables (Global Network of Regional Sustainable Energy Centres – GN-SEC). Depuis 2010, l'ONUDI a aidé les CER à mettre en place et à exploiter les centres pour les énergies renouvelables, qui desservent 38 des 46 PMA d'Afrique, de la région de l'Himalaya Hindou Kouch, des Caraïbes et du Pacifique. Ces centres relèvent des CER depuis le début. Dans le cadre d'une plateforme commune, ils mettent en œuvre des activités, des projets et des événements Sud-Sud et triangulaires.



PROPOSÉ PAR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

42 des 46 PMA d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et de l'Himalaya-Hindou Kouch (Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Sud-Soudan, Timor oriental, Togo, Tuvalu, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Somalie, Tchad, Yémen et Mauritanie), Zambie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.1, 7.a, 7.b, 9.1, 9.a, 13.2, 13.3, 13.b

SOUTENU PAR

Government of Austria

ENTITÉS D'EXÉCUTION

ONUDI

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2010 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.gn-sec.net/>

Le réseau couvrira bientôt l'ensemble du continent africain. Lors d'une réunion historique qui s'est tenue le 3 juin 2021 à Brazzaville, en République du Congo, les onze ministres de l'Énergie de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont approuvé la création du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Afrique centrale (CEREEAC) en tant qu'institution spécialisée. Sous l'égide de l'Union africaine (UA), du CEREAC (de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest – CEDEAO), le SACREEE (de la Communauté de développement pour l'Afrique australe – CDAA), l'EACREEE (de la Communauté d'Afrique de l'Est – CAE), le RCREEE (de la Ligue arabe) et le CEREEAC (de la CEEAC) favoriseront une transition énergétique et climatique inclusive.

Le GN-SEC contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable 7, 9 et 13, ainsi qu'au domaine prioritaire 1 du Programme d'action d'Istanbul (PAI), notamment dans le domaine de l'énergie. Le PAI se concentre en particulier sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la coopération régionale, et le renforcement et la création de capacités institutionnelles régionales. Le GN-SEC fournit aux CER une capacité technique spécifique pour diriger, coordonner et mettre en œuvre des politiques énergétiques et climatiques durables, en partenariat avec les gouvernements et d'autres institutions énergétiques régionales, telles que les pools énergétiques et les organisations régulatrices. Les centres deviennent rapidement une plateforme pour de nombreux partenariats nationaux et internationaux.

Les centres GN-SEC visent à lever les obstacles aux marchés des produits et services énergétiques durables, en favorisant les économies d'échelle, l'égalité de progrès et les effets d'entraînement entre les pays. Grâce aux approches et méthodologies transfrontalières, les centres complètent et accélèrent les efforts nationaux, en particulier dans les PMA, dans les domaines de la politique et de la réglementation, des normes, de la qualification, de la gestion des connaissances, ainsi que de la promotion de l'investissement et de l'entrepreneuriat. Ils servent en outre de centres de ressources de connaissances et conseillent les États membres sur la meilleure façon de gérer la transition vers l'énergie durable.

Certains de ces centres ont obtenu des résultats remarquables au profit des PMA. Par exemple, le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREAC) de la CEDEAO a élaboré des politiques régionales en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique qui ont permis l'adoption de plans d'action et d'investissement nationaux dans quinze pays, dont la plupart sont des PMA. Par ailleurs, le CEREAC a développé une politique régionale unique au monde pour l'intégration de la dimension de genre dans le secteur de l'énergie durable, approuvée par les gouvernements de la CEDEAO et actuellement mise en œuvre par le biais de plans d'action nationaux. Le CEREAC a également mis en place l'Observatoire des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique de la CEDEAO (ECOWREX), premier système régional d'information sur l'énergie durable en Afrique subsaharienne.

Un autre bon exemple de coopération triangulaire est le projet EELA (Energy Efficient Lighting and Appliances), mis en œuvre par l'ONUDI en partenariat avec le Centre d'Afrique australe pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency – SACREEE) et le Centre d'excellence de l'Afrique de l'Est pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (East African Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency – EACREEE). Les centres soutiennent le développement et



l'adoption de normes minimales de performance énergétique (NMPE) régionales pour l'éclairage et les appareils (par exemple, les réfrigérateurs, la climatisation) dans la CDAA et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Les normes régionales d'efficacité sont un outil précieux pour accélérer la transition vers l'énergie propre et créer des économies d'échelle. Les normes harmonisées auront des répercussions positives pour plus de 450 millions de consommateurs d'énergie africains. Grâce à ce projet, la CDAA a déjà approuvé, en avril 2021, des normes d'efficacité énergétique pour les produits d'éclairage.

Le GN-SEC s'est révélé être un modèle évolutif qui permet d'obtenir des résultats d'envergure internationale avec des ressources limitées, en particulier au profit des PMA et des petits États insulaires en développement (PEID).

CONTACT INFORMATION

M. Martin Lugmayr
Expert en énergie renouvelable, ONUDI
M.Lugmayr@unido.org

Plateforme Veille nationale pour la qualification, l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat (National Intelligence for Skills, Education, Employment and Entrepreneurship - NISE³)



Plateforme de données intégrale pour la qualification, l'emploi et l'entrepreneuriat

DÉFI

La population active du Bangladesh compte 82 millions de personnes, avec 2 millions de jeunes qui la rejoignent chaque année et un taux de croissance prévu de 2,2 % au cours des 10 prochaines années (OIT, 2016).¹ Les jeunes ne trouvent souvent pas d'emploi parce qu'ils ne savent pas quelles compétences sont nécessaires. S'il existe près de 13 000 prestataires de services de qualification publics et privés, les formations sont principalement axées sur l'offre, et sont donc inefficaces. Sans analyse du marché, ils ne parviennent pas à identifier les bons groupes cibles pour leurs cours, ni les formations utiles selon les employeurs. Par conséquent, les employeurs ne parviennent souvent pas à trouver des travailleurs qui correspondent à leurs besoins, même s'ils investissent beaucoup de temps et de ressources dans de longues procédures de recrutement. Enfin, les ministères et les départements gouvernementaux concernés ont souvent du mal à prendre des décisions fondées sur les données, car ces dernières sont consignées manuellement et le tri et l'analyse prennent beaucoup de temps.

VERS UNE SOLUTION

Le projet Veille nationale pour la qualification, l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat (NISE³) a été lancé par la division du Cabinet du gouvernement du Bangladesh, en partenariat avec l'Autorité nationale de développement des compétences (NSDA), le ministère des Postes, des Télécommunications et des Technologies de l'information, le département du Développement de la jeunesse et d'autres instituts de formation publics et privés. Il vise à renforcer la coordination nationale entre jeunes chômeurs, prestataires de services de qualification publics et privés, entreprises et gouvernement, en vue de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable 8 (Travail décent et croissance économique) et 4 (Éducation de qualité), ainsi que du domaine prioritaire 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

¹ <https://bit.ly/34JLk31>

PROPOSÉ PAR

Division des relations économiques, ministère des Finances, Bangladesh

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Jordanie, Somalie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.3, 4.4, 8.5, 8.6

SOUTENU PAR

Division des TIC, Division du Cabinet, et PNUD Bangladesh

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Programme d'accès à l'information (a2i), Bangladesh

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

01/2018 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://skills.gov.bd>

Développé dans le cadre du programme *Aspire to Innovate (a2i)* du gouvernement du Bangladesh, NISE3 est une plateforme de données à guichet unique réunissant les parties prenantes pour assurer une planification efficace des politiques fondées sur les données, et donc la croissance économique. Il s'agit d'une plateforme de mise en relation qui vise à assurer l'équilibre entre l'offre et la demande en matière de qualification, d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat.

La plateforme regroupe 25 ministères, 32 départements gouvernementaux et 13 000 prestataires de services de qualification du côté de l'offre, et 40 associations industrielles/chambres de commerce, entreprises et agences de recrutement du côté de la demande. Elle promeut la croissance économique :

- ▶ En encourageant les prestataires de services de qualification à lancer des formations axées sur la demande du marché, avec des exigences minimales en matière de télédiffusion, en diffusant des contenus pédagogiques numériques à partir de la plateforme ; en interconnectant toutes les plateformes d'apprentissage en ligne, afin de pouvoir dispenser une éducation de qualité inclusive et équitable par le biais d'une solution numérique.
- ▶ En permettant aux jeunes d'accéder facilement à des services de conseil et d'orientation professionnelle, à des prévisions d'emploi, à des suggestions en matière d'activité et de migration, à des conseils en matière d'entrepreneuriat, etc.
- ▶ En permettant aux ministères et aux départements gouvernementaux impliqués dans la formation et l'éducation de concevoir des politiques axées sur les données, grâce à l'utilisation des données en temps réel issues de la plateforme.
- ▶ En permettant l'accès des entreprises à la base de données sur les jeunes et en créant des liens entre les entreprises et les prestataires de services de qualification, afin qu'ils puissent échanger des informations sur les nouvelles opportunités d'emploi et les compétences adaptées au marché.

NISE³ coordonne toutes les données collectées sur les portails des différentes agences et les interprète afin de permettre aux décideurs politiques d'adopter une approche intégrale du développement des capacités. Elle met en relation les prestataires de formation publics et privés dans une seule structure et offre aux jeunes un aperçu de la situation actuelle du marché, en les aidant à acquérir des compétences pertinentes axées sur le marché en s'inscrivant à des cours de formation, en accédant à des offres d'emploi et en développant des compétences entrepreneuriales. Les entreprises utilisent également la plateforme NISE3 pour publier leurs offres d'emploi, recevoir des candidatures et créer un lien entre l'offre et la demande avec de multiples prestataires de qualification.

À ce jour, 312 728 jeunes mais aussi 602 centres de formation et 1 551 entreprises sont inscrits sur la plateforme NISE3. Grâce au projet NISE3, 30 657 jeunes ont trouvé un emploi. Pendant la pandémie de COVID-19, la plateforme NISE3 a hébergé plus de 1 400 contenus vidéo numériques sur différentes initiatives de développement des compétences en ligne, qui ont donné lieu à 2 millions de vues à ce jour. Le prix 2020 du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), dans la catégorie « cybertravail », a été décerné à NISE3, en raison de son impact important sur le développement des compétences.

Depuis la création de la plateforme, plusieurs pays du Sud ont commencé à chercher à la reproduire dans leur contexte. Le PNUD Jordanie, en collaboration avec le ministère jordanien de l'Économie numérique et de l'Entrepreneuriat (MODEE), transpose actuellement la plateforme NISE3, avec le soutien financier du bureau de crise du PNUD. Le directeur de la stratégie numérique du PNUD a aidé le PNUD Somalie à transposer l'initiative dans son contexte avec les conseils techniques du programme a2i. D'autres pays du Sud sont en passe de transposer la plateforme, notamment le Bhoutan, les Maldives, le Népal et le Nigéria.

CONTACT INFORMATION

M. Rabbi Miah
Secrétaire associé, ERD
rabbi1425@gmail.com

Md. Masudul Haque
Secrétaire associé, ERD
onemasud@gmail.com

Initiative Kaizen en Afrique



Approche japonaise de gestion de l'amélioration continue pour accroître la qualité et la productivité

DÉFI

Les produits et services innovants ont le potentiel de changer nos vies à l'échelle mondiale. Certaines de ces innovations sont le résultat d'activités continues de résolution des problèmes. Ces activités sont souvent soutenues par des compétences et des connaissances endogènes aux entreprises : en d'autres termes, les capacités des entreprises. Toutefois, dans de nombreux pays, ces innovations sont entravées par l'inefficacité de la main-d'œuvre et des environnements de travail. Par exemple, dans de nombreuses usines de production des pays les moins avancés (PMA), de vieux équipements sont souvent utilisés sans entretien quotidien approprié ou sans savoir comment les utiliser correctement. Par conséquent, les machines sont souvent en panne et produisent des marchandises défectueuses, ce qui entraîne une baisse des bénéfices et affecte la motivation des employés. Des moyens d'identification des problèmes techniques et d'amélioration de la productivité sont nécessaires pour développer les activités économiques dans les pays en développement.

VERS UNE SOLUTION

L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a soutenu le développement de l'industrie manufacturière et des petites et moyennes entreprises (PME) dans plus de 30 pays, en introduisant la philosophie Kaizen et en assurant le développement des capacités des consultants et des organisations qui soutiennent les PME. Le premier projet Kaizen de la JICA a été mis en œuvre à Singapour en 1983, et a ensuite été reproduit en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine. Il est actuellement développé en Afrique.

Le mot « Kaizen », qui signifie « techniques et outils d'amélioration de la qualité et de la productivité », a d'abord été utilisé dans les industries manufacturières japonaises et il est désormais reconnu dans le monde entier. La valeur fondamentale du Kaizen est une attitude partagée par tous les membres d'une organisation, qui consiste à rechercher constamment l'amélioration de la qualité et de la productivité, et non une méthode de gestion imposée par la direction. Il fournit diverses techniques qui



PROPOSÉ PAR

Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Japon, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, Rwanda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Zambie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

8.2, 8.3

SOUTENU PAR

JICA, Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

JICA, Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2017 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

- <https://bit.ly/3py9fuu>
- <https://bit.ly/3Hh88W0>
- <https://bit.ly/3z2Kycr>
- <https://bit.ly/33VjvEt>

peuvent être utilisées de manière flexible, en fonction de la taille de l'entreprise et de sa situation particulière. De plus, l'investissement requis est minimal, car l'approche encourage l'utilisation des ressources existantes. En outre, les capacités améliorées que les entreprises acquièrent grâce au Kaizen contribuent à leur capacité endogène inimitable : elles deviennent ainsi leur compétitivité exclusive. Cette approche présente cinq caractéristiques : « participative », « continue », « scientifique », « économique » et « universelle ».

Depuis 2017, la JICA a mis en œuvre des projets de coopération technique dans neuf pays d'Afrique. Chaque année, plus de 60 fonctionnaires africains participent à des formations liées à l'approche Kaizen au Japon et en Malaisie. Depuis 2009, la JICA a accueilli des fonctionnaires de 25 pays pour des formations Kaizen.

En 2017, la JICA et l'Agence de développement de l'Union africaine - Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD) ont lancé l'Initiative Kaizen en Afrique (AKI), un programme décennal à l'échelle du continent qui vise à déployer le Kaizen dans toute l'Afrique. L'AKI a également été approuvée lors de la VIe Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) qui s'est tenue à Nairobi, en 2016. L'AKI poursuit trois objectifs : 1) accélérer l'industrialisation et la transformation économique ; 2) créer des emplois décents ; et 3) développer des ressources humaines capables d'innover. Les quatre activités de mise en œuvre sont les suivantes : 1) plaider au niveau politique ; 2) renforcement de la fonction des centres d'excellence ; 3) normalisation de la certification et de la formation ; et 4) mise en réseau des institutions promouvant le Kaizen.

Dans le cadre de cette initiative, la JICA et l'AUDA-NEPAD organisent depuis 2018 la Conférence annuelle Kaizen Afrique. La conférence de 2021 a eu lieu les 24 et 25 août, en collaboration avec le gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, sous le thème « Possibilités d'accélérer l'industrialisation et le commerce en Afrique : rationalisation du Kaizen/amélioration de la qualité et de la productivité (AQP) grâce aux technologies numériques, aux start-up, au développement des PME et aux activités économiques locales en Afrique ». La conférence s'est clôturée par un communiqué commun qui exprime le ferme engagement des institutions Kaizen à jouer un rôle important dans l'apprentissage, l'adaptation et la diffusion des outils et systèmes Kaizen/AQP, et à renforcer leur rôle de défenseur et de coordinateur de la mise en œuvre de l'AKI. Pour développer les avantages du Kaizen/AQP au niveau national et du continent, la JICA et l'AUDA-NEPAD ont convenu de travailler sur les cinq questions suivantes : i) l'établissement d'un système de certification pour les consultants Kaizen ; ii) la définition d'indicateurs clés de performance (ICP) des effets du Kaizen ; iii) le développement d'une méthodologie de suivi de l'efficacité du Kaizen ; iv) l'utilisation de l'apprentissage en ligne pour l'étude efficiente du Kaizen ; et v) le renforcement du partenariat entre les pays membres, les communautés locales et les donateurs.

En outre, pendant la pandémie de COVID-19, le projet Kaizen de la JICA au Cameroun a contribué à la continuité des activités des entreprises clientes, au développement de produits tels que des masques, des équipements médicaux, etc., et à l'amélioration de la productivité. Des consultants Kaizen camerounais formés par la JICA ont organisé, dans le cadre d'un programme financé par le PNUD, une formation virtuelle Sud-Sud sur le développement des capacités, destinée à 41 entreprises textiles du Mali et de République centrafricaine, afin d'assurer la production de masques de qualité, conformes aux



normes requises par l'OMS. En dépit des difficultés à envoyer des conférenciers et des experts dans les pays bénéficiaires pour dispenser une formation pratique, en raison de la pandémie de COVID-19, des demandes de production de masques et d'implantation de la méthode Kaizen ont été instantanément identifiées. La JICA, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement du Cameroun, a pu offrir une formation aux entreprises locales du Mali grâce à des technologies virtuelles, telles que ZOOM et YouTube. Le projet a permis de renforcer les capacités de 252 jeunes employés bénéficiaires directs de 41 coopératives et entreprises textiles, et de produire 267 289 masques pour les groupes les plus vulnérables de la communauté. L'implication de multiples parties prenantes, telles que le PNUD et le gouvernement camerounais, a contribué à favoriser le partage des connaissances, et les projets ont répondu aux objectifs de tous les partenaires et au besoin urgent de production de masques dans le contexte de la pandémie.

Comme le montre cet exemple, même dans des circonstances contraignantes, l'approche de la coopération triangulaire permet à l'initiative Kaizen de s'étendre à d'autres pays. La JICA et l'AUDA-NEPAD entendent se concentrer sur le soutien des activités visant à atténuer l'impact négatif de la COVID-19 sur les MPME africaines par la mise en œuvre de l'AKI, en développant et en mettant en œuvre différentes solutions, notamment des plateformes numériques et des services de formation et de conseil à distance.

L'initiative contribue à l'Objectif de développement durable 8 (Travail décent et croissance économique) et au domaine prioritaire 1 (Capacité productive) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

CONTACT INFORMATION

Mme Sachiyo Yasunaga
Directrice adjointe, Bureau des questions mondiales et du partenariat pour le développement, département de la Stratégie des opérations, JICA
Yasunaga.Sachiyo@jica.go.jp

Réseau des laboratoires d'accélération



Suivre les méthodes d'intelligence collective pour répondre aux nouveaux défis de la durabilité et à la demande croissante de solutions locales.

DÉFI

Les pays en développement font face à des défis complexes, notamment une pauvreté multidimensionnelle, ainsi qu'à des phénomènes mondiaux, tels que le changement climatique, la pollution, l'approvisionnement en énergie et la montée de l'extrémisme, qui ne peuvent être abordés que dans une perspective locale.

Au cours des 10 à 15 dernières années, le nombre d'entreprises sociales, de centres d'impact et de laboratoires d'innovation issus des secteurs public, privé et philanthropique a augmenté. Les innovateurs individuels constituent une ressource largement inexploitée. Les enquêtes sur l'innovation des citoyens, représentatives à l'échelle nationale, montrent que de nombreux individus innovent pour résoudre leurs problèmes, à leurs frais. Nous constatons également que les approches itératives, notamment la réflexion conceptuelle et la gestion adaptative, sont de plus en plus adoptées dans les sphères commerciales et sociales. Si ces efforts ont généré des apprentissages et des réseaux, leur impact collectif a été entravé par le manque d'envergure et une adoption limitée dans les communautés locales des pays les moins avancés (PMA), les régions exposées aux conflits, ou vulnérables au climat, qui en ont pourtant le plus besoin. Bien que les données soient rares, les laboratoires d'innovation, les centres d'impact et les entreprises sociales semblent impliquer et bénéficier moins aux femmes qu'aux hommes.

Il faudra des solutions nouvelles, adaptées et pilotées localement et, surtout, pouvant être transposées, maintenues et reproduites pour répondre à ces besoins complexes.

VERS UNE SOLUTION

Le Réseau des laboratoires d'accélération est le plus grand réseau d'apprentissage sur les défis du développement durable qui connaît la croissance la plus rapide au monde. Il a pour investisseurs fondateurs le Programme des Nations Unies pour le

PROPOSÉ PAR

Fonds du Qatar pour le développement (QFFD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

: Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, République démocratique populaire lao, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Timor oriental, Togo, Zambie.

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

8.3, 8.4, 8.5, 8.6, 13.1, 13.3

SOUTENU PAR

Contribution financière du QFFD d'un montant de 20 millions \$ US

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

06/2019 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://acceleratorlabs.undp.org/>

développement (PNUD), le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, et le Fonds du Qatar pour le développement (QFFD). L'objectif des laboratoires est de trouver des solutions pour répondre aux défis majeurs en matière de développement, en apportant aux gouvernements des informations exploitables. Les laboratoires travaillent en collaboration avec des partenaires aux niveaux mondial et local, qu'il s'agisse de gouvernements, d'universités, du secteur privé, d'innovateurs sociaux, du système des Nations Unies ou d'ONG. Ils tirent parti du pouvoir des citoyens et des jeunes, en leur donnant les moyens de rechercher et d'expérimenter des solutions élaborées par ceux qui sont confrontés aux problèmes. Les laboratoires d'accélération sont conçus pour combler le fossé entre les pratiques actuelles du développement international et le rythme accéléré du changement.

L'initiative poursuit trois objectifs :

- ▶ Accroître la capacité des bureaux extérieurs et des partenaires du PNUD à analyser, comprendre et expérimenter des solutions de développement durable.
- ▶ Adapter de nouvelles solutions de développement durable à l'échelon national par le biais du programme local et des opérations du PNUD, de la politique nationale ou des marchés locaux.
- ▶ Établir un réseau mondial d'apprentissage et de mise à l'échelle

Concernant la méthodologie, chaque laboratoire est composé de trois membres – les responsables de la cartographie des solutions, de l'exploration et de l'expérimentation –, intégrés dans les bureaux extérieurs du PNUD, générant ainsi un cercle vertueux, en absorbant les connaissances et l'expérience existantes tout en apportant de nouvelles compétences, des méthodologies innovantes et des partenaires inexploités. L'approche des laboratoires a été conçue pour sensibiliser aux signaux émergents de changement et réagir dans un court laps de temps, en expérimentant et en proposant des solutions éprouvées pour relever des défis complexes et interdépendants, avec un potentiel d'extension, soit par les programmes et opérations du PNUD, soit par les gouvernements et/ou le secteur privé. Après avoir analysé de nouvelles sources de données, et en consultation avec un réseau de partenaires locaux, les laboratoires décident du ou des défi(s) et des Objectifs de développement durable (ODD) sur lesquels ils vont se concentrer au début de chaque plan d'apprentissage par l'action, qui dure une centaine de jours.

Au cours du cycle, les laboratoires appliquent les protocoles suivants pour générer des percées et accélérer l'apprentissage de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas afin de réaliser l'Agenda 2030 : LA RECHERCHE DE SENS : permet d'évaluer s'il existe une adéquation entre les investissements actuels et l'environnement en constante mutation. L'INTELLIGENCE COLLECTIVE : les laboratoires utilisent le pouvoir de diverses sources d'intelligence, y compris l'apprentissage par la foule ou l'apprentissage automatique, pour aider les partenaires à comprendre les problèmes, à élaborer de nouvelles solutions, à promouvoir des processus décisionnels plus inclusifs et à assurer une meilleure surveillance de ce qui se fait. LA CARTOGRAPHIE DES SOLUTIONS : les laboratoires identifient des solutions locales susceptibles d'accélérer le développement. LES PORTEFEUILLES D'EXPÉRIENCES : l'expérimentation aide le réseau à savoir si certaines hypothèses sont exactes avant de déployer des solutions à grande échelle, en particulier dans des conditions incertaines ou

volatiles qui entravent souvent les progrès du développement. Enfin, une équipe mondiale supervise le réseau, suit les progrès, consolide les résultats et rassemble les enseignements, contribuant ainsi à créer un environnement favorable et propice à l'influence croisée, tout en soutenant la diffusion des connaissances dans l'écosystème du développement élargi.

Le réseau de laboratoires met en avant et renforce les solutions locales à grande échelle, tout en mobilisant un partenariat large et dynamique d'acteurs qui apportent leurs connaissances, leurs ressources et leur expérience. En outre, ils introduisent une nouvelle façon de travailler au sein du PNUD qui permet d'identifier les questions d'apprentissage cruciales et d'établir une feuille de route d'activités (expériences, explorations, cartographie des solutions locales et partenariats) pour mieux comprendre les défis liés au développement durable et générer plus rapidement un apprentissage.

L'initiative a démarré en 2019 avec 60 équipes de laboratoires couvrant 78 pays, et s'étend actuellement à 90 laboratoires couvrant 114 pays. Concentrée sur l'Afrique, l'initiative couvre 79 % de l'ensemble des PMA et 66 % des petits États insulaires en développement (PEID).

Par exemple, au Laos et en Tanzanie, les laboratoires utilisent les données massives pour améliorer et résoudre les problèmes de gestion des déchets. En Guinée-Bissau, le laboratoire a cartographié les innovations des citoyens pour identifier les lacunes et coordonner la réponse à la COVID-19.

En 2020, les laboratoires :

- ▶ Ont traité 147 défis de développement, couvrant les 17 ODD.
- ▶ Ont documenté plus de 1 700 solutions locales et utilisé 48 méthodes et approches d'innovation différentes.
- ▶ Ont publié 360 articles de blog (un par jour) sur les enjeux cruciaux du développement et les processus d'apprentissage.
- ▶ Ont permis à dix-huit homologues gouvernementaux d'adopter une sélection d'outils et de méthodes des laboratoires d'accélération.
- ▶ Ont établi 520 partenariats avec les gouvernements, le secteur privé, les organisations de la société civile, le monde universitaire et le système des Nations Unies.

L'application des laboratoires a assuré la corrélation entre l'investissement actuel et l'évolution de l'environnement qui permet aux décideurs de découvrir, de construire et de développer des portefeuilles de réponses à renforcement multiple pour relever des défis complexes sous de multiples angles.

CONTACT INFORMATION

M. Fahad Al Dehaimi

Responsable de l'aide internationale, QFFD
f.aldehaimi@qatarfund.org.qa

Rendre l'accès aux services financiers possible (Making Access to Financial Services Possible - MAP)



Élaboration de politiques nationales fondées sur des données factuelles, mettant l'accent sur l'appropriation locale et les plateformes de parties prenantes à l'échelle nationale pour l'inclusion financière, afin de soutenir la croissance inclusive.

DÉFI

L'élaboration des politiques d'inclusion financière manque souvent d'une base de preuves sous forme de diagnostics solides et de données fiables et inclusives, enracinées dans la vie quotidienne et la réalité des individus. La majeure partie de la population reste invisible pour les fournisseurs de services financiers et les décideurs politiques, qui pourraient faciliter le financement des segments de marché à faible revenu. En comprenant les besoins réels des consommateurs, c'est-à-dire les besoins en matière d'éducation, de santé, d'énergie et de productivité, les gouvernements et le secteur privé peuvent garantir un environnement financier propice à la création de marchés pour les consommateurs à faibles revenus, contribuant ainsi à des objectifs de développement nationaux plus larges et aux ODD. Les pays les moins avancés (PMA) manquent de données détaillées permettant de comprendre la demande des consommateurs sur le marché pour que les entreprises investissent. Ils manquent également de financement pour permettre de meilleurs investissements et soutenir la croissance, en particulier au bas de l'échelle des revenus. La fourniture de données sur l'utilisation des services financiers par les consommateurs pour répondre à leurs besoins économiques permet au secteur financier de mieux comprendre et quantifier le marché des services financiers et autres, tout en permettant au gouvernement d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes.

VERS UNE SOLUTION

Compte tenu de ces liens croisés avec les objectifs de développement national liés à la création de marchés financiers nationaux, l'élaboration de politiques d'inclusion financière ne peut pas se limiter à une discussion avec la banque centrale et le

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bénin, Birmanie, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Eswatini, Laos, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Népal, République démocratique du Congo, Thaïlande, Togo, Zambie, Zimbabwe

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.2.1, 1.3.1, 1.4.1, 3.8.2, 8.10.2, 10.c.1, 17.3.2

SOUTENU PAR

Gouvernement des Pays-Bas

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2015 – 2024

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/map/homepage>

ministère des Finances. Elle doit intégrer un ensemble bien plus large d'acteurs institutionnels et du secteur privé, ce qui aboutit à une appropriation durable à long terme pour améliorer le financement national. En fournissant des données approfondies sur les moyens de subsistance, des diagnostics et des plateformes de parties prenantes au niveau national, le programme MAP, mis en œuvre par le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), résout un problème multidimensionnel et garantit la pérennité grâce à l'appropriation locale, en ouvrant la voie au développement du financement national.

Le programme MAP est une initiative plurinationale visant à renforcer l'inclusion financière dans les PMA, afin de soutenir la croissance inclusive par le biais d'un processus d'analyse fondé sur des données probantes, intégré à une feuille de route sur l'inclusion financière mise en œuvre conjointement par un éventail de parties prenantes locales. Il est mis en œuvre dans les PMA, notamment le Bénin, le Burkina Faso, le Cambodge, la République démocratique du Congo, le Laos, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Birmanie, le Népal, le Togo et la Zambie, ainsi que dans des pays qui ne font pas partie des PMA, tels que le Botswana, l'Eswatini, la Thaïlande et le Zimbabwe. Le programme vise à renforcer la capacité productive des pays participants (développement des PME, accès à l'énergie), le développement humain et social (éducation, santé, égalité des sexes, protection sociale) et à mobiliser des ressources financières pour la réalisation des ODD et d'objectifs de développement nationaux plus larges. Le programme contribue aux objectifs de développement durable (ODD) 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Inégalités réduites) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), tout en contribuant indirectement aux ODD 1 (Éradication de la pauvreté) et 3 (Bonne santé et bien-être) ainsi qu'aux domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul (PAI) 1 (Capacité de production), 5 (Développement humain et social), 7 (Mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux).

Le programme intègre les points forts de deux approches de développement, en les reliant avec succès dans le cadre d'un objectif commun de réalisation des ODD au niveau national : l'approche des moyens de subsistance durables, qui vise à aider les personnes démunies à exploiter leurs propres ressources pour réduire la pauvreté ; et l'approche « Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres (M4P) », qui vise à améliorer la vie des personnes par le développement des systèmes de marché. Le MAP place le consommateur au centre, tout en s'efforçant d'améliorer l'environnement institutionnel et politique favorable, afin de développer l'écosystème du marché. Il utilise des données sur les moyens de subsistance des consommateurs, représentatives au niveau national et inclusives, combinées à d'autres données et analyses pour ancrer son diagnostic initial dans le pays et pour effectuer un suivi et des mesures en continu. En outre, le programme fournit une plateforme pour l'engagement efficace des parties prenantes, et pour des tests et essais itératifs d'innovations en matière d'inclusion financière, fondés sur des preuves et visant à améliorer le monde réel. L'approche s'appuie sur l'appropriation locale en garantissant l'adhésion des instances nationales clés au stade le plus précoce, ainsi que l'approbation totale du gouvernement, ce qui garantit la pérennité de l'initiative pour une mise en œuvre continue.

Le cadre du MAP a été conçu pour réunir un large éventail de parties prenantes, afin qu'elles participent à l'élaboration de feuilles de route nationales pour l'inclusion financière, et à leur mise en œuvre dans 18 pays d'Afrique et d'Asie. Pour cela, il est indispensable de mettre délibérément l'accent sur l'engagement et l'adhésion des parties prenantes dès le départ, avant de commencer toute collecte de données ou tout travail de diagnostic. La supervision de la mise en œuvre de la feuille de route est confiée à un comité de parties prenantes locales dirigé par le ministère des Finances ou la banque centrale, ayant le mandat et la capacité d'influer sur le paysage de l'inclusion financière, afin de s'assurer qu'ils participent activement à sa mise en œuvre. Cela nécessite également un cadre technique bien défini, ainsi qu'une validation et une analyse des données pour la coordination des parties prenantes, afin de contrôler le séquençage, la priorisation et le financement des activités, généralement fournis par l'UNCDF.

Le programme assure le transfert systémique et transnational des bonnes pratiques et des connaissances de quatre manières : 1) participation à des ateliers internationaux au cours desquels les décideurs politiques échangent leurs connaissances sur la formulation et la mise en œuvre de politiques ; 2) engagement des organismes régionaux responsables de l'inclusion financière à mettre en œuvre un suivi et une évaluation au niveau régional, ce qui fournit un canal supplémentaire pour le partage des connaissances et exerce une pression sur les pays afin qu'ils mettent en œuvre et déploient leurs stratégies ; 3) reproduction et extension des projets de mise en œuvre de la preuve de concept réussis, qui démontrent la viabilité des actions de la feuille de route dans d'autres pays participants ; et 4) production de notes de synthèse internationales sur les enseignements tirés du travail au niveau national.

Les résultats de l'utilisation des outils MAP ont remis en question les hypothèses conventionnelles concernant l'inclusion financière et l'utilisation par le marché à faible revenu, contribuant ainsi à l'ensemble mondial de mesures de l'inclusion financière. Par ailleurs, l'élargissement de la base de données et la meilleure compréhension du segment à faible revenu, en particulier du segment informel, dans les 18 « pays du MAP », ont repoussé les limites de la réflexion sur l'inclusion financière au-delà des simples produits, en déterminant l'étendue et les types de besoins de financement, afin de créer des voies à long terme permettant de sortir de la pauvreté. En ce qui concerne les Objectifs de développement durable (ODD), le programme a contribué à améliorer l'inclusion financière dans tous les pays où des données de suivi ont été collectées (ODD 8.10.2), ainsi que des projets pilotes, tels que le produit de transfert de fonds transfrontalier entre l'Afrique du Sud et le Lesotho, qui a connu un grand succès (ODD 10.c.1/ ODD 17.3.2). Le programme contribue également aux domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul (PAI) 1 (Capacités productives), 5 (Développement humain et social), 7 (Mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux).

En 2020, le programme a bénéficié à près de 2,5 millions d'épargnants sur comptes mobiles, grâce aux intérêts nouvellement autorisés sur l'épargne mobile au Malawi. De plus, le programme a appuyé la formulation de deux stratégies pour les MPME (Eswatini et Malawi) par le biais de ses processus de diagnostic, et cinq diagnostics de cas d'investissement dans les énergies propres (Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi et Mozambique) pour

soutenir la capacité de production et la mobilisation de financements. Le programme a également permis d'obtenir un financement parallèle d'au moins 8,4 millions \$ US pour la mise en œuvre des politiques gouvernementales dans tous les pays participants. Plus récemment, le programme a collaboré avec les gouvernements de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), afin de lier l'inclusion financière à une croissance inclusive, à l'appui des ODD et du plan directeur ASEAN 2025. En outre, le programme accueille des ateliers mondiaux sur l'inclusion financière réunissant les pays participants au MAP de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), de l'Afrique de l'Ouest et de l'ASEAN, ce qui favorise la coopération Sud-Sud.

L'enjeu majeur du développement est de transformer la recherche et les stratégies en solutions applicables. Toutefois, la recherche et le diagnostic précis des problèmes d'un pays, bien qu'essentiels, ne suffisent pas : ils exigent un moyen d'aider les gouvernements à forger des partenariats stratégiques pour résoudre leurs problèmes les plus urgents, afin de réaliser leurs ambitions nationales. Les outils MAP sont essentiels pour aider les gouvernements et les parties prenantes à prendre des décisions fondées sur des données probantes, dans le but de trouver des solutions intelligentes et axées sur le consommateur. Le programme s'associe largement au secteur privé pour piloter des solutions innovantes pour les MPME, les transferts de fonds, l'épargne, etc. Néanmoins, pour que ces solutions atteignent l'échelle nécessaire à la réalisation des ODD, de vastes partenariats public-privé sont indispensables pour créer des marchés financiers locaux dynamiques.

CONTACT INFORMATION

Dr. Kameshnee Naidoo

Conseillère du programme mondial MAP, UNCDF
Kameshnee.naidoo@uncdf.org

Respirateur non invasif fabriqué localement et fonctionnant sans électricité pour les patients atteints de la COVID-19

DÉFI

La pandémie de COVID-19 a entraîné une saturation des systèmes hospitaliers dans de nombreux pays, notamment au Bangladesh. Dans la plupart des hôpitaux disposant de faibles ressources, les services généraux ne sont pas en mesure de fournir plus de 15 litres/min d'oxygène. Cela n'est pas suffisant pour les patients souffrant de formes graves de COVID-19, qui ont besoin d'une oxygénothérapie à haut débit (OHD) ou d'un traitement par pression positive continue (PPC). Les appareils d'OHD peuvent coûter jusqu'à 5 000 \$ US, et les appareils PPC traditionnels jusqu'à 1 000 \$ US. De plus, l'alimentation électrique est souvent peu fiable dans de nombreux hôpitaux, et l'expertise technique nécessaire à la maintenance des appareils est limitée. Compte tenu de la pénurie de lits dans les unités de soins intensifs (USI), il s'agit d'un problème majeur, car les traitements intermédiaires ne sont pas disponibles dans les services généraux qui peuvent fournir aux patients un débit d'oxygène plus élevé.

VERS UNE SOLUTION

Pour répondre aux besoins en oxygène à haut débit des services de COVID-19, le département d'ingénierie biomédicale de l'université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh (BUET) a mis au point OxyJet, un dispositif générateur de débit PPC innovant et peu coûteux. Il s'agit d'un générateur de débit de précision qui repose sur l'effet Venturi et peut fournir jusqu'à 60 litres/minute d'oxygène concentré à 100 % dans les services hospitaliers généraux, sans alimentation électrique. Le dispositif peut fonctionner à partir d'une ligne centrale d'oxygène ou d'une bouteille. Il a été fabriqué à l'aide de la technologie d'impression 3D et des techniques de fabrication disponibles au Bangladesh, pour un coût d'environ 20 \$ US. Le système PPC complet est composé de masques CPAP non ventilés et de filtres HEPA qui réduisent les aérosols. La pression peut être réglée à l'aide d'une valve PEP traditionnelle de 5-20 cm H₂O. L'installation complète avec tous les accessoires peut coûter jusqu'à 200 \$US.



PROPOSÉ PAR

Division des relations économiques (ERD), ministère des Finances, Bangladesh

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.b, 9.b

SOUTENU PAR

Université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh (BUET)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Département d'ingénierie biomédicale, BUET

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

July 2020 – En cours

L'appareil PPC OxyJet répond à un besoin crucial de réduction des admissions en soins intensifs pendant cette période de crise. Il contribue ainsi à la réalisation de l'Objectif de développement durable 3 (Bonne santé et bien-être). En raison de son faible coût, de sa portabilité et de sa facilité d'utilisation, il peut avoir un impact considérable s'il est déployé dans les hôpitaux à faibles ressources des régions mal desservies du pays. Ce dispositif est un exemple d'innovation réussie en matière de conception d'ingénierie biomédicale, et contribue donc également à la réalisation de l'ODD 9 et du domaine prioritaire 1 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

L'évaluation des besoins cliniques réalisée au début du projet a déterminé qu'il convenait de développer le dispositif le plus simple possible capable de servir le plus grand nombre de patients. Après de longues discussions avec les cliniciens et la conduite d'une enquête dans les hôpitaux, il a été établi qu'un appareil Venturi-PPE serait la solution la plus efficace. Un système Venturi à haut débit nécessite toutefois une fabrication de précision, laquelle n'est pas disponible au Bangladesh. L'équipe de recherche a trouvé une solution innovante en utilisant les aiguilles industrielles disponibles dans le commerce et pouvant être utilisées comme buse de haute précision. Cette approche, combinée à un corps imprimé en 3D, a permis de créer un générateur de flux Venturi capable de délivrer un mélange air-oxygène à haut débit comparable à des dispositifs similaires bien plus coûteux.

L'appareil OxyJet a été testé conforme aux directives de l'Agence de réglementation des médicaments et des dispositifs de santé du Royaume-Uni sur les systèmes PPE de fabrication rapide. Il a ensuite passé avec succès les essais cliniques de phase 1, de phase 2 et de phase 3 au Dhaka Medical College Hospital (DMCH). L'essai a été approuvé par le Conseil de recherche médicale du Bangladesh (Bangladesh Medical Research Council – BMRC) et peut être consulté sur le site ClinicalTrials.gov. L'essai de phase 2 a conclu que le dispositif pouvait augmenter de manière significative (de 11,2 % en moyenne) la saturation en oxygène des patients. La phase 3 a été conçue comme un essai contrôlé randomisé pour déterminer si le traitement par PPE pouvait être considéré comme non inférieur à l'OHD. L'essai a permis d'étudier le nombre de jours pendant lesquels les patients pouvaient être libérés du dispositif de ventilation mécanique au sein de l'unité de soins intensifs (jusqu'à 10 jours sans ventilation). Après analyse des données, il a été conclu que le traitement par PPE était similaire (non inférieur) au traitement par OHD. De plus, l'appareil PPE OxyJet utilise moins d'oxygène (30 % de moins) que le dispositif OHD lors du traitement de deux groupes similaires de patients hypoxémiques. Dans l'ensemble, la solution PPE OxyJet peut donc fournir un traitement similaire à l'OHD à 4 % du coût, tout en économisant 30 % d'oxygène.

Le dispositif a été approuvé pour une utilisation limitée par la Direction générale de l'administration des médicaments (General of Drug Administration – DGDA), l'autorité de réglementation des dispositifs médicaux du Bangladesh. Le dispositif a été utilisé au Dhaka Medical College Hospital sur environ 30 patients pendant l'essai clinique. Le dispositif étant fabriqué à l'aide de l'impression 3D et de machines-outils disponibles au Bangladesh, le processus peut être facilement reproduit dans d'autres pays par des échanges de connaissances Sud-Sud, en particulier dans les établissements qui manquent de systèmes OHD et d'installations de soins intensifs.



CONTACT INFORMATION

M. Rabbi Miah
Co-secrétaire, ERD
rabbi1425@gmail.com

Md. Masudul Haque
Secrétaire adjoint, ERD
onemasud@gmail.com

Logement préfabriqué abordable pour tous



La Chine aide le Libéria à développer des infrastructures durables

DÉFI

De nombreux pays africains, en particulier les pays les moins avancés (PMA), sont confrontés à une croissance démographique et à une urbanisation rapides, et sont soumis à une pression croissante pour fournir à tous leurs citoyens des logements adaptés.

Au cours des 10 dernières années qui ont suivi la fin de sa guerre civile, le Libéria a vivement développé ses infrastructures, attiré les investissements étrangers, développé sa production et cherché à garantir la paix et la stabilité à long terme afin de redynamiser l'économie et d'améliorer les moyens de subsistance. La construction de bâtiments civils, commerciaux et industriels et d'autres projets fait partie intégrante de la construction d'infrastructures, et représente un moyen essentiel d'améliorer les moyens de subsistance et de stimuler le développement économique. Toutefois, le manque de matériaux de construction au niveau local et la petite taille du secteur manufacturier (le Libéria ne compte qu'une seule usine de ciment) ont freiné le développement des infrastructures. Le pays a donc besoin de soutien pour se procurer des matériaux de construction et organiser la formation professionnelle. Le développement des infrastructures du Libéria est fondamental pour redynamiser son économie, améliorer les moyens de subsistance et atteindre la paix et la stabilité à long terme.

VERS UNE SOLUTION

En 2017 et 2018, le China Africa Business Council (CABC), en collaboration avec le China South-South Development Center et Hengtong Lux Wood de Chine, a conçu un programme de construction de logements abordables visant à répondre à ces difficultés et à améliorer la situation de la construction libérienne, en fournissant des services à guichet unique, notamment la conception architecturale, la production de matériaux de construction, la centralisation des achats, la logistique et le transport, ainsi que des formations techniques sur site. Le projet a eu recours à des compétences



PROPOSÉ PAR

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (CICETE)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Libéria

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 9.1, 9.a

SOUTENU PAR

Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

China-Africa Business Council (CABC), Hengtong Lux Wood of China

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

04/2017 – 03/2018

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://en.cabc.org.cn>

innovantes en matière de construction de logements préfabriqués, et comprenait des formations sur les murs, les dalles de sol, les fenêtres, les portes et des structures préfabriquées en usine, où elles sont assemblées rapidement sur la base de schémas.

Le programme a débuté par des recherches sur place sur les logements préfabriqués au Libéria, afin d'identifier les technologies utilisables pour des logements préfabriqués dans le pays. Des activités de démonstration et de renforcement des capacités ont ensuite été menées à Monrovia, sur la base de projets préfabriqués existants. Enfin, des partages d'expériences et des ateliers ont été organisés au Libéria et en Chine pour les responsables et les techniciens du secteur du logement. Des ateliers de renforcement des capacités ont également été organisés pour les travailleurs locaux, qui ont bénéficié de cours sur les méthodes de construction et d'autres compétences spécialisées via des démonstrations basées sur des prototypes. La formation a abordé les méthodes de construction, la stabilité structurale, l'imperméabilisation, la protection contre l'humidité et les traitements anti-corrosion.

Le programme contribue de façon positive au développement économique du Libéria et à l'amélioration des moyens de subsistance. Il a impliqué la coordination et la participation de plus de 200 personnes spécialisées dans la conception, la production, les achats, la logistique et la construction, etc. Il a par ailleurs permis de créer plus de 300 emplois pour les Libériens dans des domaines tels que la construction, la vente au détail, la restauration et les services, et augmenté leur revenu moyen de plus de 30 %. Le projet a contribué aux objectifs de développement durable 9 (Industrie, innovation et infrastructures) et 1 (Éradication de la pauvreté). Il a également contribué aux domaines prioritaires 1 (Capacités de production) et 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul.

Le projet met en évidence les avantages des bâtiments qui peuvent être assemblés, et qui sont abordables en termes de rapidité, de confort, de sécurité, d'économie et de praticité. Cela forme un nouveau système de construction bien adapté au Libéria et répondant aux besoins de base des pauvres, autant dans le pays lui-même que dans les pays africains voisins. Pour un pays qui souhaite améliorer les moyens de subsistance de sa population et stimuler le développement économique, le logement est une condition essentielle. Et les pays africains, par exemple le Libéria, ont besoin d'une aide technologique pour développer leur propre secteur de la construction.



CONTACT INFORMATION

M. Bai Xiaofeng

Secrétaire général exécutif adjoint, China-Africa Business Council
baixiaofeng@cabc.org.cn

Technologies de construction industrielle en Éthiopie



La Chine aide l'Éthiopie à construire rapidement dans des zones industrielles



DÉFI

L'urbanisation s'accélérait en Éthiopie, les estimations font état d'une demande de nouveaux logements largement supérieure à l'offre annuelle. La question de l'accessibilité financière est donc un problème majeur sur le marché du logement. La plupart des ménages n'ont pas les moyens de s'offrir des solutions de logement formelles, et le prix élevé des matériaux de construction et des terrains complique encore davantage la situation pour les résidents urbains à faible revenu. En outre, le tissu industriel local est faible ; le pays dépend des importations de composants, de pièces et de matières premières, et la disponibilité des technologies et d'experts dans le domaine de la construction ne répond pas à la demande du marché. Par conséquent, le fait de promouvoir des techniques de construction préfabriquée à faible coût pour améliorer les conditions de logement et le contexte d'investissement en Éthiopie, est une initiative importante qui peut aider le pays à mettre à niveau ses technologies de construction industrielle, à former des techniciens dans ces domaines, et à améliorer l'environnement local du logement et de l'investissement.

VERS UNE SOLUTION

Soutenu par le China South-South Development Centre, et mis en œuvre par le China-Africa Business Council, le projet « Technologies de construction industrielle en Éthiopie » a permis d'améliorer les conditions de logement et l'environnement d'investissement en Éthiopie, en formant des professionnels de la construction et en favorisant des techniques de logement à ossature en bois à faible coût. Le projet a contribué à la réalisation de l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et de l'ODD 11 (Villes et communautés durables), ainsi que des domaines prioritaires 1 (Capacités de production) et 5 (Développement humain et social) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

PROPOSÉ PAR

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (CICETE)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Éthiopie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

9.1, 9.4, 9.5, 9.a, 11.c

SOUTENU PAR

Projet du Centre de développement Sud-Sud Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

China-Africa Business Council (CABC)

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

12/2017 – 11/2018

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<http://en.cabc.org.cn>

Pour garantir le succès de la mise en œuvre du projet, un comité spécial composé de cinq professionnels éthiopiens et de sept experts chinois a été mis sur pied, et plusieurs réunions et petits séminaires ont été organisés. Les experts chinois ont présenté les principes de la construction avec ossature en bois et son application en Chine. Des experts éthiopiens ont évoqué les types de bâtiments et les techniques de construction utilisés dans leur pays, et les difficultés qui existent. Le projet a également permis à quatre ouvriers qualifiés éthiopiens du bâtiment de venir étudier au siège du China Construction Group, dans la province de Guangdong en Chine. Au cours de cette formation d'un mois, ces travailleurs éthiopiens ont appris à maîtriser les concepts théoriques de la construction d'une ossature en bois et ont pu effectuer quelques travaux pratiques. À leur retour, ils ont organisé une formation technique pour les techniciens éthiopiens, en partageant avec toute l'équipe les techniques de construction en bois qu'ils avaient acquises en Chine. L'entreprise Huajian a également invité trois fonctionnaires de l'organisme éthiopien du développement et de la construction de logement et du ministère de l'Industrie à se rendre en Chine pour discuter des technologies de fabrication rapide et de logement en bois à bas prix. Des enquêtes ont été menées pour identifier les technologies utilisables dans des bâtiments préfabriqués en Éthiopie. Par ailleurs, des démonstrations et des travaux de construction sur place ont été réalisés dans la zone industrielle exploitée par Huajian en Éthiopie, afin de recueillir des commentaires, d'apporter des ajustements et des améliorations et d'obtenir ainsi une meilleure structure du bois. Le projet met en évidence les avantages des bâtiments assemblés de manière rentable, notamment en termes de vitesse de construction, de confort, de sécurité, d'économie, de praticité et de respect de l'environnement. Ce nouveau système de structure de bois peut être utilisé en Éthiopie et répond aux besoins fondamentaux des groupes à faible revenu, que ce soit dans le pays, ou dans les pays voisins. Au cours de sa mise en œuvre, le projet a créé des centaines d'emplois pour les travailleurs locaux des secteurs de la construction, de la vente au détail, de la restauration et des services, et a permis d'augmenter leurs salaires de 30 à 50 %. Non seulement il a permis de stimuler le développement économique local, mais il a également aidé l'opinion publique africaine à comprendre la Chine et lui a permis d'avoir une meilleure image de la coopération Chine-Afrique.

Par rapport à la technologie de construction traditionnelle utilisée en Afrique, la rapidité de la production et la technologie de la maison en bois à bas prix présentent des avantages évidents, car elles garantissent une construction de qualité, une efficacité accrue de la production, une amélioration des conditions de travail, un moindre besoin d'exploitants, une baisse des coûts de production, et une plus grande protection de l'environnement. La technologie a été présentée aux organismes gouvernementaux à l'occasion de plusieurs ateliers. Elle a permis d'améliorer les conditions de vie en Éthiopie et a été reconnue par des représentants du gouvernement et des entreprises chinoises en Éthiopie. Par conséquent, le projet est durable à long terme et contribue à maintenir l'efficacité de la coopération Chine-Afrique.

En outre, le projet est reproductible puisqu'il a formé des travailleurs du secteur à la construction préfabriquée, et qu'il a favorisé la fabrication rapide et les technologies de logement en bois à faible coût. Le projet est bien placé pour être reproduit depuis l'Éthiopie dans les pays africains voisins présentant des conditions similaires.



CONTACT INFORMATION

M. Bai Xiaofeng

Secrétaire général exécutif adjoint, China-Africa Business Council
baixiaofeng@cabc.org.cn

Programme de renforcement des capacités pour le développement des petites et moyennes entreprises



Promouvoir la croissance des petites et moyennes entreprises pour réaliser un développement durable

DÉFI

Le développement socio-économique repose souvent sur les structures et la dynamique de production d'un pays. La diversification économique sous la forme d'une production et d'emplois à valeur ajoutée dans les secteurs à forte productivité entraîne souvent une croissance du PIB et d'autres avantages socio-économiques. L'industrie stimule la croissance économique, offre des opportunités d'entrepreneuriat, des emplois qualifiés et favorise l'expansion des secteurs de l'agriculture et des services.

Malgré des avancées récentes, les économies des pays les moins avancés (PMA), comme l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Laos, la Birmanie et le Népal, reposent encore largement sur l'agriculture non mécanisée et d'autres activités à faible valeur ajoutée. Pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) et soutenir le développement de secteurs industriels dynamiques et diversifiés, ces pays doivent investir dans le développement des capacités, notamment dans les organismes gouvernementaux, les fonctionnaires et les entrepreneurs, mais aussi améliorer leur environnement global d'investissement.

VERS UNE SOLUTION

Le Programme de renforcement des capacités pour le développement des petites et moyennes entreprises (PME) est une initiative de coopération Sud-Sud du Gouvernement indonésien, mise en œuvre en collaboration avec le Plan de Colombo. L'Indonésie a joué un rôle important dans la coopération Sud-Sud en contribuant de façon bénéfique au développement international à travers différents moyens, notamment en menant des programmes de renforcement des capacités pour d'autres pays en développement. L'Indonésie a mis en œuvre des programmes de renforcement des capacités dans divers domaines, notamment pour les petites et moyennes entreprises, le changement climatique, l'agriculture, la santé, l'égalité femmes-hommes, l'autonomisation des femmes, etc. Dans le domaine des petites et moyennes entreprises en

PROPOSÉ PAR

Ministère du Secrétariat d'État, Indonésie

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Indonésie, Laos, Népal

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

9.2, 9.3, 17.9, 17.16

SOUTENU PAR

Plan de Colombo (organisation intergouvernementale composée de 27 pays visant à promouvoir le développement économique et social de ses membres)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère du Secrétariat d'État et ministère de l'Industrie d'Indonésie

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2016 – 2024

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://colombo-plan.org/capacity-building-programme/>

particulier, l'Indonésie a mis en œuvre le Programme de renforcement des capacités depuis 2016, ainsi que 5 programmes pour un total de 109 bénéficiaires dans 18 pays (dont certains PMA, comme l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Laos, la Birmanie et le Népal). À travers cette collaboration, le but de l'Indonésie est de contribuer à la réalisation de l'ODD 9 qui vise à promouvoir une industrialisation durable et de favoriser l'innovation, ainsi qu'à l'ODD 17, qui vise à renforcer les partenariats pour un développement durable. Cela répond également au domaine prioritaire 5 du Programme d'action d'Istanbul (PAI) sur le développement humain et social.

Le Programme de renforcement des capacités permet de renforcer les capacités des participants, notamment des fonctionnaires et des entrepreneurs, afin d'améliorer leurs connaissances en matière de développement des petites et moyennes entreprises dans leur pays d'origine. Pour mettre en œuvre le programme, le Gouvernement indonésien, représenté par le ministère du Secrétariat d'État et le ministère de l'Industrie, collabore avec le Plan de Colombo¹ dans le cadre d'un programme de coopération triangulaire. La formation prévoit la participation de divers intervenants issus d'institutions gouvernementales chargées des petites et moyennes entreprises, ainsi que le partage d'expérience des propriétaires de petites et moyennes entreprises. Outre les cours théoriques, le programme permet également aux participants de visiter différentes petites et moyennes entreprises en Indonésie afin d'observer directement leurs processus commerciaux et de s'informer sur leur réussite dans la gestion de leurs entreprises.

À la fin du programme, les participants doivent créer un plan d'action comportant les mesures qu'ils prendront pour répondre aux problèmes dans leur pays. En réalisant ce plan d'action, les participants mettent en œuvre ce qu'ils ont appris pendant le programme et transfèrent les connaissances qu'ils ont acquises dans leur pays d'origine. Le programme est mené chaque année depuis 2016, et chaque année, il intègre de nouveaux thèmes afin d'élargir sa portée et d'aborder d'autres sujets connexes. En 2019, le thème était par exemple « L'autonomisation des petites et moyennes entreprises grâce aux services d'aide au développement des entreprises », tandis que le thème du programme de 2020 était « L'impact de l'industrie 4.0 sur le développement des petites et moyennes entreprises, notamment pendant la pandémie de COVID-19 ». Le programme s'est révélé bénéfique pour les participants, puisqu'ils ont acquis de nouvelles connaissances et idées sur la façon d'améliorer les petites et moyennes entreprises dans leur pays.

Au départ, le programme était dispensé en présentiel, c'est-à-dire là où les participants avaient été invités à y assister en Indonésie. Néanmoins, depuis la pandémie de COVID-19, le programme a été dispensé en ligne, car les voyages internationaux étaient limités pour freiner la propagation du virus. Les programmes en ligne permettent au gouvernement indonésien d'accueillir plus de participants, car les déplacements ne sont pas nécessaires. Bien que le programme soit dispensé en ligne, l'enthousiasme des participants n'a pas diminué par rapport aux années précédentes. Néanmoins, l'Indonésie attend avec impatience de pouvoir à nouveau dispenser un programme en présentiel, car ils sont plus efficaces pour mobiliser les participants. Ils leur permettent d'acquérir davantage de connaissances et d'observer directement les petites et moyennes entreprises en Indonésie. Par ailleurs, dans le but d'évaluer l'efficacité du programme, les participants sont

1 <https://colombo-plan.org/overview/>



invités à partager leurs commentaires et leurs suggestions afin d'améliorer le programme à l'avenir. Des échanges avec les anciens élèves du programme sont également organisés afin de suivre l'avancement de la mise en œuvre de leur plan d'action, et de mesurer l'impact du programme dans les pays bénéficiaires.

Le programme a mis en évidence les défis auxquels sont confrontés les personnes participant au développement des petites et moyennes entreprises dans leur pays. Il a également montré que chaque pays est confronté à des problèmes similaires concernant le développement des petites et moyennes entreprises, comme le manque d'accès à l'aide financière et une utilisation insuffisante de la technologie parmi les petites et moyennes entreprises. Les pays peuvent donc apprendre les uns des autres, et mettre en œuvre les meilleures pratiques des autres pays participants afin de pouvoir en tirer des bénéfices similaires. Grâce à ce programme, l'Indonésie et les pays en développement sont en mesure d'identifier leurs forces et leurs faiblesses, ainsi que d'envisager la possibilité d'une future collaboration.

CONTACT INFORMATION

Mme Noviyanti
Directrice du Bureau pour la coopération technique étrangère, Ministère du Secrétariat d'État
ktsst@setneg.go.id

Aborder les dimensions transfrontalières de l'Agenda 2030 par la coopération et l'intégration économiques régionales en Asie et dans le Pacifique



Promouvoir le co-déploiement des TIC et des corridors d'infrastructures de transport en Asie centrale

DÉFI

Avec les progrès de la numérisation dans le monde, il est fondamental pour les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement sans littoral (PDSL) de disposer d'un accès à Internet à haute vitesse, fiable et abordable. L'une des principales difficultés est le manque d'infrastructures matérielles adéquates, notamment d'électricité, de transport et de TIC. En outre, le coût de la pose de câbles à fibre optique n'est pas toujours économiquement viable pour les opérateurs de télécommunications. Les PMA et les PDSL, en particulier ceux qui possèdent des étendues de terre faiblement peuplées, font face à des difficultés constantes en matière de connectivité à l'intérieur et au-delà de leurs frontières, ce qui freine la réalisation des ODD. En 2020, le taux de pénétration du haut débit fixe en Afghanistan était inférieur à 1 %, tandis qu'il était d'environ 20 % au Bangladesh, et de 78,9 % au Kazakhstan, ce qui montre bien les inégalités de développement des infrastructures des TIC. En outre, les corridors de transport traversant les PMA et les PDSL sont longs, et il est difficile et coûteux de construire des routes plus courtes, en particulier à cause des terrains situés en altitude. Les défis liés à la connectivité et la fracture numérique grandissante dans ces pays limitent également les possibilités de développement offertes par la création de liens transfrontaliers et interculturels.

VERS UNE SOLUTION

Avec le soutien de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'initiative « Aborder les dimensions transfrontalières de l'Agenda 2030 par la coopération et l'intégration économiques régionales en Asie et dans le Pacifique » vise à contribuer au domaine prioritaire 1 du PAI (Capacités productives). L'accent est mis sur la promotion de partenariats public-privé pour le développement et la maintenance des transports et des infrastructures modernes de connectivité des TIC, et sur l'amélioration de l'accès aux services de télécommunication. En ce qui concerne les ODD, la solution proposée porte sur le développement des

PROPOSÉ PAR

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

9.1, 9.a, 9.b, 9.c, 13.1, 13.b, 17.6, 17.8, 17.9

SOUTENU PAR

Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

CESAP, Programme spécial des Nations Unies pour les économies d'Asie centrale (SPECA)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2018 – 2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://drrgateway.net/>

infrastructures et l'amélioration de l'accès aux TIC (ODD 9), le renforcement de la résilience et de l'adaptation, ainsi que la promotion de mécanismes visant à renforcer les capacités de lutte contre les risques liés au climat et les catastrophes naturelles (ODD 13), et le renforcement de la coopération régionale et internationale, afin de soutenir les plans nationaux de mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD 17).

L'approche et la méthodologie utilisées pour optimiser les coûts et l'allocation des ressources en vue de construire des infrastructures de TIC résident dans le co-déploiement. Celui-ci se définit comme le déploiement concomitant de conduites et/ou de câbles à fibre optique pendant la construction d'infrastructures telles que de nouvelles routes, des autoroutes, des chemins de fer et des lignes électriques. Le co-déploiement et le partage des infrastructures présentent de nombreux avantages économiques et permettent une utilisation efficace de ressources limitées. Il existe 62 frontières terrestres entre les États membres de la CESAP de l'ONU en Asie et dans le Pacifique, qui représentent une longueur totale de plus de 75 000 km, et où plus de 100 corridors d'infrastructure intégrés, y compris dans les PMA et les PDSL, existent ou peuvent être développés.

Compte tenu de ces avantages, certains États membres de la CESAP, appartenant aux PMA et aux PDSL, comme l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et la Mongolie, ont participé activement à la mise en œuvre du co-déploiement des infrastructures de TIC. Au Bhoutan (qui est à la fois un PMA et un PDSL), par exemple, des économies importantes ont été réalisées lors de l'installation de câbles à fibre optique sur des lignes électriques, car les travaux publics nécessaires étaient minimaux et les droits de passage étaient déjà accordés. En outre, le temps nécessaire pour commencer les travaux sur le réseau a été considérablement réduit et les dommages sur l'environnement naturel ont été réduits au minimum. Au Bangladesh (un PMA), des lignes directrices spécifiques pour le partage des infrastructures ont été élaborées par la Commission de réglementation des télécommunications du Bangladesh.

Les expériences du Bangladesh et du Bhoutan ont ensuite été partagées et ont fait l'objet de promotion à travers une série d'ateliers de renforcement des capacités et d'échanges Sud-Sud, avec des parties prenantes clés en Mongolie, au Kirghizistan et au Kazakhstan (PDSL) comme pays pilotes. D'autres pays du Programme spécial des Nations Unies pour les économies d'Asie centrale (SPECA), comme l'Afghanistan (PMA/PDSL), pourraient tirer profit de ces outils, de ces réalisations et de ces bonnes pratiques. Les résultats peuvent être justifiés et intégrés dans leurs stratégies de co-déploiement respectives, afin de saisir davantage d'opportunités pour des projets durables à l'avenir.

En 2021, la CESAP a lancé un nouveau kit d'outils Web pour la planification intégrée des corridors d'infrastructure. La boîte à outils comprend deux produits innovants conçus pour fournir des pistes de solutions : le Simulateur de corridors d'infrastructure et le Portail de partenariat sur le co-déploiement des infrastructures de TIC conjointement aux infrastructures de transport routier et électrique. Premièrement, l'outil de simulation détermine le modèle le plus approprié pour l'élaboration de nouveaux corridors d'infrastructure intégrés, et s'appuie sur plusieurs produits du savoir, qui incluent des recherches approfondies et des méthodologies permettant d'identifier

et de développer des corridors d'infrastructure prometteurs. Il comprend également le logiciel de mise en œuvre du modèle. Deuxièmement, le portail du partenariat soutient le co-déploiement des infrastructures de TIC conjointement aux infrastructures de transport routier et électrique. Il offre aux développeurs et aux propriétaires de TIC, de routes, de chemins de fer et d'infrastructures électriques, ainsi qu'à d'autres parties prenantes, l'occasion d'explorer une base de connaissances sur le co-déploiement des infrastructures, et de créer des partenariats et des réseaux de coopération.

Les deux parties de ce kit d'outils Web sont activement soutenues par un réseau d'experts internationaux et nationaux, et par une série de formations et de mises à jour constantes qui rendent la solution durable à long terme. Cette solution est actuellement testée pour calculer trois corridors d'infrastructure reliant Almaty (Kazakhstan) à Tcholponata (Kirghizistan), Semeï (Kazakhstan) à Roubtsovsk (Russie) et Urzhar (Kazakhstan) à Tacheng (Chine). Toutefois, la solution est facilement reproductible et peut être adaptée aux PMA, aux PDSL et à d'autres pays du monde, en utilisant les données paramétriques saisies dans le système.

CONTACT INFORMATION

Mme Aida Karazhanova

Chargée des affaires économiques, Département des TIC et du développement, Division des TIC et de la réduction des risques de catastrophe (IDD), CESAP
karazhanova@un.org

Reconstruction Mozambique-Chine après la catastrophe due au cyclone Idai



Reconstruction : reconstruire en mieux

DÉFI

Le 14 mars 2019, le cyclone tropical Idai de forte intensité, équivalent à un ouragan de catégorie 4, a violemment frappé les provinces du Mozambique et provoqué des vents violents et des pluies diluviennes, entraînant la destruction massive des logements, des communautés et des moyens de subsistance. Selon une évaluation des impacts socio-économiques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 65 % des bâtiments de la ville de Beira, dans la province de Sofala, ont été détruits, et plus de 103 écoles sur 235 ont été touchées. Les pertes causées par Idai sont estimées à plus de 1,4 milliard de dollars au total. Outre les dégâts causés aux infrastructures et la fragilisation des moyens de subsistance des populations, les vulnérabilités préexistantes des zones touchées, notamment la pauvreté, les inégalités sociales et les épidémies fréquentes, ont rendu encore plus difficile la reconstruction après la catastrophe.

VERS UNE SOLUTION

Depuis 2019, le PNUD collabore avec le Gouvernement chinois et le Gouvernement mozambicain aux niveaux national et local afin de renforcer les efforts de reconstruction résilients de la population touchée dans la province de Sofala, et ce grâce à la coopération Sud-Sud. Grâce à un soutien solide du Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud de la Chine, l'Initiative Mozambique-Chine de reconstruction après la catastrophe due au cyclone Idai se concentre sur la remise en état des infrastructures communautaires, notamment les écoles et les marchés, ainsi que sur la construction de nouveaux logements pour les ménages les plus touchés. L'initiative a contribué à l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures) et à l'ODD 4 (Éducation de qualité). Elle a également contribué aux domaines prioritaires 5 (Développement humain et social) et 6 (Crises multiples et nouveaux défis) du PAI.



PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chine, Mozambique

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.a, 9.a

SOUTENU PAR

Fonds d'assistance à la coopération Sud-Sud de la Chine

ENTITÉS D'EXÉCUTION

PNUD Mozambique

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

10/2019 – 10/2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3EBtziG>

Pour que l'intervention soit efficace, une méthodologie globale a été suivie pendant la mise en œuvre du projet. Le PNUD a d'abord réalisé l'évaluation des impacts socio-économiques afin d'estimer l'impact du cyclone Idai sur différents secteurs socio-économiques, institutions et ménages. Sur la base des résultats de l'évaluation et d'un ensemble uniforme de critères, les ménages et les infrastructures les plus vulnérables ont été sélectionnés, notamment 8 écoles, 3 marchés et 17 logements. Une fois sélectionnés, tous ces bâtiments ont commencé à suivre le processus de construction en suivant les normes du programme « Reconstruire en mieux » et en utilisant des méthodes de construction résistantes au climat, afin de réduire la vulnérabilité des groupes cibles face à de futurs événements climatiques extrêmes. Pour garantir une participation active et inclusive des communautés locales, un travail important a été mené avec les ressources locales, notamment les sous-traitants locaux. La dimension de genre a également été prise en compte pour garantir que les sous-traitants locaux participent et que les besoins spécifiques des filles dans les écoles et des femmes bénéficiaires sont satisfaits.

Grâce aux efforts continus des organismes de mise en œuvre et des partenaires du projet, la rénovation résiliente de 8 écoles, 3 marchés et 17 nouveaux logements en est actuellement à l'étape finale. À la fin du projet, lorsque toutes les constructions résilientes seront terminées, on estime que le nombre de bénéficiaires sera de 25 483. Cette intervention menée conjointement par le PNUD, le Gouvernement chinois et le Gouvernement mozambicain à travers la coopération Sud-Sud, a fait figure de véritable modèle d'assistance coopérative dans le cadre de la situation d'urgence créée par le cyclone.

Tout au long du projet, la collaboration étroite entre les partenaires chinois et mozambicains a constitué un élément essentiel au succès de l'initiative. Grâce à un soutien important du bureau du PNUD en Chine chargé de la coordination et du suivi, une relation étroite a été établie entre le Gouvernement chinois et le bureau du PNUD au Mozambique afin de garantir une mise en œuvre efficace du projet. En outre, en tant qu'entité chargée de l'exécution du projet, le PNUD Mozambique gère et surveille l'avancement du projet, et travaille en collaboration avec le Cabinet pour la reconstruction post-cyclone (GREPOC), le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC), le ministère de l'Éducation et du Développement humain et d'autres organismes gouvernementaux clés du Mozambique. Ce mécanisme de coopération permet de garantir une coordination rapide sur l'avancement du projet et les défis rencontrés.

Le projet est un exemple de bonne pratique durable et reproductible. Le Mozambique n'étant pas le seul pays fréquemment touché par des cyclones, deux autres projets de relèvement post-catastrophe, également soutenus par le Fonds d'assistance à la coopération Sud-Sud de la Chine, sont également en cours de mise en œuvre au Zimbabwe et au Malawi. Afin de partager les expériences de relèvement résilient des trois pays, le PNUD facilite la communication régulière et encourage l'apprentissage mutuel entre les pays concernés. Les réseaux sociaux et les médias diffusent des vidéos, des photographies, des communiqués de presse et des témoignages de bénéficiaires sur les progrès réalisés grâce au projet, et des réunions sont également organisées régulièrement pour tirer des enseignements et partager l'expérience acquise après avoir surmonté les difficultés liées au relèvement après une catastrophe.



CONTACT INFORMATION

Mme Sujuan Zhang

Cheffe d'équipe, Équipe Sud-Sud, Global Partnership Cluster, PNUD China
sujuan.zhang@undp.org

Accélérateur politique de l'UNCDF



Accélérer la conception et la mise en œuvre de politiques d'économie numérique inclusive

DÉFI

Les femmes sont encore derrière les hommes en ce qui concerne l'utilisation des services financiers. En 2017, seulement 59 % des femmes avaient un compte bancaire officiel, contre 67 % des hommes.¹ Cela signifie que les femmes passent à côté des avantages de l'inclusion financière, et que les économies nationales ne bénéficient pas de leur participation.

L'absence de réglementation habilitante freine l'inclusion financière des femmes et empêche de combler l'écart entre les hommes et les femmes. Il est nécessaire de bien comprendre les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes à faible revenu dans l'accès et l'utilisation des services financiers, afin de concevoir des cadres politiques inclusifs. Les obstacles incluent une capacité financière limitée, un manque d'actifs pour emprunter de l'argent, la distance géographique par rapport aux établissements financiers, un manque d'identification formelle et la possession limitée de téléphones portables. Bien qu'il n'existe pas de mesure politique valable et applicable à tout le monde, certains de ces obstacles peuvent être atténués grâce à un cadre juridique, réglementaire et institutionnel approprié et à un environnement favorable.

VERS UNE SOLUTION

Le programme d'accélérateur politique du Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) collabore avec les banques centrales de plus de 20 PMA d'Afrique, d'Asie et du Pacifique afin de créer les conditions permettant à tout le monde de bénéficier de services financiers numériques. Parmi ces pays figurent le Bangladesh, la Mauritanie, le Malawi, le Népal, la Sierra Leone, les Îles Salomon, le Timor-Leste, et l'Ouganda. L'équipe de l'accélérateur politique travaille directement avec les banques centrales pour leur offrir une assistance technique ouverte et transparente leur permettant d'améliorer l'utilisation des services financiers numériques, notamment à l'attention des membres

¹ <https://bit.ly/322olzd>

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Cameroun, Égypte, Éthiopie, France, Gabon, Malaisie, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République du Congo, Sierra Leone, Tchad, Tunisie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.a, 10.5, 17.14

SOUTENU PAR

Fondation Bill et Melinda Gates, ministère français des Finances, Agence française de développement (AFD), Commission européenne et Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), Women's World Banking, Data2X, Digital Frontiers Institute, Banque africaine de développement, CGAP, Tufts University Fletcher School, Better than Cash Alliance, Alliance for Financial Inclusion, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'inclusion financière.

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

01/2018 – 12/2024

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://policyaccelerator.uncdf.org/>

les plus marginalisés de la société. L'UNCDF fournit des évaluations techniques, des sessions de renforcement des capacités, des consultations sur les marchés et d'autres services qui, ensemble, accélèrent le processus de conception des politiques. La collaboration en Mauritanie et en Sierra Leone illustre bien le travail réalisé à travers l'accélérateur politique. La Mauritanie² a cherché du soutien pour élaborer un accord de licence pour les prestataires de services financiers non bancaires. La Sierra Leone³ a quant à elle élaboré un règlement sur la protection des consommateurs qui a nécessité des consultations avec les clients et une large harmonisation avec les autres statuts juridiques. Dans les deux cas, l'accélérateur politique a travaillé en étroite collaboration avec la banque centrale pour accélérer les réformes habilitantes.

Plus important encore, l'accélérateur politique travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires du développement, de façon à ce que leurs interlocuteurs dans les banques centrales bénéficient d'un soutien de meilleure qualité et mieux coordonné. En Éthiopie⁴, l'accélérateur politique a travaillé avec la Banque mondiale, l'organisation Better than Cash Alliance et la reine Máxima des Pays-Bas afin de soutenir la Banque centrale du pays dans le développement de plusieurs réformes juridiques liées les unes aux autres, afin de poser les bases d'une finance inclusive.

L'initiative contribue aux ODD 5 (Égalité entre les sexes), 10 (Inégalités réduites) et 11 (Villes et communautés durables). Elle contribue également aux domaines prioritaires 1 (Capacité de production), 5 (Développement humain et social), 7 (Mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux) du Programme d'action d'Istanbul.

Actuellement, plusieurs projets pluriannuels⁵ recourent et servent de base au portefeuille de projets de l'accélérateur politique. Il s'agit de :

- ▶ L'accélérateur politique d'Afrique, en collaboration avec la Fondation Bill et Melinda Gates, qui porte une attention particulière aux facilitateurs réglementaires de base pour les services financiers numériques (SFN) sur les marchés africains. D'ici 2023, l'accélérateur politique d'Afrique aura amélioré l'environnement réglementaire en faveur de SFN inclusifs dans 14 pays africains, et formé plus de 100 organismes de réglementation pour les préparer aux futurs changements.
- ▶ Le Partenariat du G7⁶ pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique, en collaboration avec le G7 et le ministère des Finances français. D'ici 2024, l'accélérateur politique aura facilité la réforme des politiques en faveur de l'égalité des sexes dans les principaux pays d'Afrique francophone, comme le Cameroun, le Gabon et le Sénégal, tout en développant un groupe consultatif de femmes leaders⁷ pour promouvoir les changements en cours.

2 <https://policyaccelerator.uncdf.org/whats-new/mauritania-regulatory-framework>

3 <https://policyaccelerator.uncdf.org/whats-new/bank-sierra-leones-consumer-protection>

4 <https://policyaccelerator.uncdf.org/whats-new/financial-inclusion-ethiopia>

5 <https://policyaccelerator.uncdf.org/projects>

6 <https://policyaccelerator.uncdf.org/projects#g7>

7 <https://policyaccelerator.uncdf.org/whats-new/increase-financial-inclusion-women-central-africa-voices>

- ▶ DFS4 Resilience, en collaboration avec la Commission européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), qui porte une attention particulière au financement numérique inclusif comme outil de relèvement et de résilience face à la COVID-19. L'accélérateur politique de l'UNCDF soutiendra de grandes réformes politiques en faveur de la transformation numérique, adaptées aux besoins des femmes et des jeunes, notamment des produits d'épargne et de crédit innovants.

Outre le fait de travailler directement avec les gouvernements, la boîte à outils de l'accélérateur politique est disponible en ligne dans un format numérique interactif, lequel peut être utilisé, reproduit et adapté par les décideurs politiques pour répondre aux besoins de leur marché. Les guides pratiques disponibles à chaque étape du processus de conception des politiques permettent d'adopter une approche systématique et inclusive pour concevoir la réglementation des services financiers numériques. À l'origine, cette plateforme a été conçue comme une réponse aux restrictions de déplacement liées à la COVID, puis elle est devenue un outil fondamental pour le réseau d'experts techniques de l'UNCDF. L'une des grandes leçons apprises est la puissance que recèlent ces outils numériques pour offrir une assistance technique transparente et responsabilisante.

Une autre leçon a été de comprendre la nécessité universelle de renforcer les capacités d'innovation, en particulier autour de la réglementation relative à la protection des consommateurs. L'équipe de l'accélérateur politique a élaboré un programme avec la Fletcher School de l'Université de Tufts, afin de réunir les décideurs politiques en Égypte pour qu'ils apprennent mutuellement des solutions politiques existantes, en mettant l'accent sur la protection des consommateurs. Dans le cadre d'échanges Sud-Sud, des visites virtuelles entre banques centrales se sont également avérées efficaces pour améliorer les compétences et les connaissances. La Banque de Sierra Leone et la Banque de Malaisie ont participé à une visite virtuelle pour partager leurs approches respectives en matière de supervision de la protection des consommateurs. Suite à ces actions, l'Égypte a favorisé une meilleure harmonisation du secteur public en se basant sur une vision commune et son expérience en formation. Entre-temps, la Sierra Leone a identifié des solutions concrètes à partir d'un engagement direct avec ses pairs, et la Malaisie a testé et validé ses modèles de supervision en observant leur utilité dans un nouveau contexte.

CONTACT INFORMATION

M. Ahmed Dermish

Chef d'équipe, Politique et défense des intérêts gouvernementaux, UNCDF
ahmed.dermish@uncdf.org

Contribution à un modèle de formation des pompiers en Haïti



Garantir que le personnel d'intervention d'urgence possède des compétences certifiées et standardisées

DÉFI

Haïti est exposé à de nombreuses catastrophes naturelles comme les sécheresses, les inondations, les ouragans, les tremblements de terre et les glissements de terrain. Bien que de nombreux pays des Caraïbes soient exposés aux mêmes menaces, la destruction potentielle et les pertes humaines et de moyens de subsistance ne sont pas comparables au niveau de dévastation régulièrement subi par Haïti. Les conditions physiques, sociales, économiques et environnementales d'Haïti, le seul pays le moins avancé (PMA) d'Amérique latine et des Caraïbes, créent un cercle vicieux qui fait de lui l'un des pays les plus vulnérables du monde. La police nationale d'Haïti a pour rôle d'éteindre les incendies et de réaliser les opérations de sauvetage pendant et après les catastrophes naturelles. Elle manque toutefois d'équipement, de formation et des compétences nécessaires pour faire face à de telles situations d'urgence.

VERS UNE SOLUTION

Pour relever ce défi, un décret a été publié afin de réorganiser les services des sapeurs-pompiers en Haïti, en fusionnant les fonctions exercées par la police et les pompiers volontaires qui interviennent lors des urgences locales. En 2017, le Gouvernement chilien a reçu une demande du Président d'Haïti afin de renforcer la capacité du pays à gérer les catastrophes naturelles et à y faire face. Une mission exploratoire menée par des experts chiliens en Haïti a permis d'identifier des actions possibles pour améliorer la réponse des pouvoirs publics face aux situations d'urgence et, en 2018, un programme a été créé pour renforcer les capacités, à travers trois projets :

- ▶ Formation de base et avancée : inclut des spécialités et des instructeurs pour les niveaux débutant et opérationnel.
- ▶ Instructeurs et gestionnaires du cours sur les Équipes d'intervention d'urgence (CERT) pour le système national de protection civile d'Haïti.



PROPOSÉ PAR

Agence chilienne de coopération internationale pour le développement (AGCID)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Chili, Haïti

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

11.b, 17.9

SOUTENU PAR

AGCID, Academia de Bomberos de Chile (Académie chilienne des pompiers)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Academia de Bomberos de Chile

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2018 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.agci.cl/>

- ▶ Système de commandement des interventions (SCI) de base et intermédiaire, et formateurs du personnel des organisations du réseau haïtien de protection civile.

Le programme vise à élaborer un modèle de formation pour les pompiers en Haïti, en créant une académie et en garantissant la présence dans tout le pays d'un personnel d'intervention d'urgence aux compétences certifiées et standardisées. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants :

- ▶ Formation des pompiers haïtiens, y compris les niveaux débutant, opérationnel et professionnel ;
- ▶ Formation des pompiers aux spécialités du sauvetage de véhicules, aux secours urbains et aux opérations du corps de bombardiers ;
- ▶ Former des pompiers à la méthodologie pour devenir instructeurs ;
- ▶ Permettre aux instructeurs d'enseigner à tous les niveaux de formation de pompiers débutant et opérationnel en Haïti ;
- ▶ Fourniture de tout le matériel pédagogique (manuels, guides, présentations, évaluations) pour les niveaux débutant et opérationnel des pompiers, traduit en français et avec autorisation d'être utilisé dans la formation des pompiers.

En 2020, une équipe de 10 personnes issues de la police haïtienne et des pompiers haïtiens a été formée pendant deux mois au Chili, en vue de devenir instructeurs et de pouvoir former leurs ressortissants en tant que pompiers à leur retour en Haïti. Cette délégation comprenait trois femmes volontaires qui sont devenues les premières femmes instructrices de pompiers en Haïti. À leur retour, leur rôle sera de former les pompiers à Port-au-Prince et de renforcer leurs capacités face aux diverses situations d'urgence. Cette formation dispensait des connaissances à trois niveaux : pompiers débutant, opérationnel et professionnel, et portait sur le sauvetage de véhicules, les secours urbains et la lutte contre les incendies, ainsi que sur des outils permettant d'approfondir ces connaissances.

Bien que le programme ait été interrompu à cause de la pandémie de COVID-19, le processus doit se poursuivre avec 24 autres Haïtiens, qui seront formés en tant que pompiers aux niveaux débutant et opérationnel, tout d'abord accompagnés par des pompiers chiliens, puis de façon indépendante. Le programme fait partie de l'axe thématique de la coopération Sud-Sud sur la gestion des catastrophes promu par le Chili, dont l'accent est mis sur la formation des formateurs comme élément essentiel du transfert de connaissances.

Le programme contribue aux objectifs de développement durable (ODD) 11 (Villes et communautés durables) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). Il contribue également aux domaines prioritaires 5 (Développement humain et social) et 6 (Crises multiples et nouveaux défis) du Programme d'action d'Istanbul (PAI). L'accent étant mis sur la formation des formateurs et le transfert de connaissances continu, cela garantit la durabilité et l'impact du programme. L'initiative peut être facilement reproduite dans d'autres contextes.



CONTACT INFORMATION

Mme Carla Romo Labisch

Coordination bilatérale avec Haïti, Département de la coopération Sud-Sud et du développement national, AGCID
 cromo@agci.gob.cl

Fonds d'urgence pour le patrimoine



Renforcer la capacité des États membres à prévenir, atténuer et restaurer les pertes de patrimoine culturel et de diversité liées à des conflits et à des catastrophes

DÉFI

Les biens du patrimoine mondial et les ressources du patrimoine culturel et naturel, notamment les expressions immatérielles, sont de plus en plus touchés par les catastrophes et les conflits qui surviennent partout dans le monde. Ces menaces qui pèsent sur le patrimoine culturel résultent de multiples facteurs, notamment des catastrophes naturelles, du changement climatique et de l'instabilité politique qui, dans de nombreux cas, se renforcent les uns les autres.

De nombreux pays, en particulier les pays les moins avancés (PMA), ignorent les risques qui pèsent sur leur patrimoine et ne sont pas préparés à y faire face. Les gestionnaires des sites patrimoniaux sont en général accaparés par les préoccupations quotidiennes, la recherche de financements ou les travaux de restauration ou de conservation en cours. Ils ont peu de possibilités ou de marges de manœuvre pour réfléchir à la gestion des risques de catastrophe et moins encore aux éventuelles situations de conflit armé. Malgré les mesures de préparation, les catastrophes ne sont pas rares et provoquent d'immenses dégâts.

Lorsqu'une catastrophe se produit, les capacités de réponse rapide sont souvent insuffisantes, et il est alors plus difficile de circonscrire les dommages et d'en réduire l'ampleur. En cas de catastrophe ou de conflit, le patrimoine est de fait souvent exposé à des risques plus grands et imprévus, aux conséquences potentiellement désastreuses, par exemple l'effondrement de constructions fragilisées, le pillage de documents et de collections et la perte d'archives de grande valeur, si des mesures de sauvegarde ne sont pas immédiatement prises.

VERS UNE SOLUTION

Afin d'aider les gouvernements à faire face aux situations difficiles mentionnées ci-dessus, et à gérer les risques de catastrophe et de conflit qui pèsent sur leur patrimoine, l'UNESCO a créé le Fonds d'urgence pour le patrimoine (FUP).

PROPOSÉ PAR

Fonds du Qatar pour le développement (QFFD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

PMA, PBMR dans les situations d'urgence, Qatar

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

5, 6

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

11.4, 13.1, 17.9, 17.16, 17.17

SOUTENU PAR

QFFD

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2015 – En cours

Il s'agit d'un mécanisme de financement multi-donateurs créé en 2015, et dont les ressources n'ont pas d'affectation prédéfinie. Il permet aux organisations de répondre rapidement et efficacement aux crises provoquées par des conflits armés et des catastrophes d'origine naturelle ou humaine partout dans le monde, en partenariat avec son cofondateur, le Fonds du Qatar pour le développement. Le Fonds soutient les activités menées dans les États membres de l'UNESCO, en se concentrant en particulier sur : Les PMA tels que définis par le Comité des politiques de développement du Conseil économique et social des Nations Unies, les pays à revenu moyen bas tels que définis par la Banque mondiale, les situations d'urgence de niveau 3 telles que désignées par le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies (CER) en consultation avec les responsables du Comité permanent interorganisations (CPI), et les pays dans lesquels est basée une mission coordonnée par le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DOMP).

Le Fonds contribue aux ODD 11 (Villes et communautés durables), 13 (Lutte contre les changements climatiques) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). Il contribue également aux domaines prioritaires 5 (Développement humain et social) et 6 (Crises multiples et nouveaux défis) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le Fonds aide les États membres à prévenir, atténuer et surmonter la perte de patrimoine et de diversité culturels dans les situations d'urgence, et à intégrer la protection de la culture dans l'action humanitaire, les stratégies de sécurité et les processus de construction de la paix, notamment en mettant à profit le potentiel de la culture comme moyen de renforcer la résilience et de faciliter le relèvement.

Le Fonds finance des activités de préparation et d'intervention d'urgence dans les domaines couverts par les conventions culturelles de l'UNESCO. Cela inclut le patrimoine culturel mobilier et immobilier, le patrimoine naturel, les lieux de conservation d'objets culturels, le patrimoine culturel subaquatique, le patrimoine culturel immatériel et la diversité des biens culturels.

Le FUP comble ainsi une lacune stratégique, car il soutient des interventions essentielles qui reposent sur des financements immédiatement disponibles, et qui ne peuvent donc pas être soutenues dans le cadre des mécanismes de financement traditionnels, lesquels sont basés sur des processus de planification assez longs. En remédiant à cette lacune, le FUP joue un rôle de catalyseur de financement supplémentaire, car ses interventions fournissent les informations de base nécessaires à l'élaboration des projets de relèvement.

Le programme soutient des activités à court terme et à petite échelle dans trois domaines :

1. Préparation

Voici quelques-unes des activités typiques :

- ▶ Fourniture d'une assistance technique pour la mise en œuvre d'interventions de préparation aux situations d'urgence et d'atténuation des risques concernant le patrimoine et la diversité culturels
- ▶ Élaboration de documents de renforcement des capacités sur la mise en œuvre des interventions en matière de préparation aux situations d'urgence et d'atténuation des risques concernant le patrimoine et la diversité culturels
- ▶ Organisation d'ateliers de formation dans différentes régions, sur la mise en œuvre d'interventions en matière de préparation aux situations d'urgence

et d'atténuation des risques concernant le patrimoine et la diversité culturels, à l'intention des professionnels, notamment des femmes, du domaine du patrimoine culturel ainsi que de la gestion des risques de catastrophe, de la réponse aux crises et de la gestion des situations d'urgence

- ▶ Réalisation d'études sur le patrimoine et la diversité culturels dans les situations d'urgence
- ▶ Élaboration ou mise à jour et diffusion de documents de sensibilisation à la culture dans les situations d'urgence
- ▶ Sensibilisation à l'importance de protéger et de promouvoir le patrimoine et la diversité culturels dans les situations d'urgence lors de réunions d'information et statutaires, ou des événements promotionnels et de collecte de fonds

2. Réponse

Voici quelques-unes des activités pouvant être menées dans le cadre d'une réponse :

- ▶ Déploiement de missions d'évaluation rapide et de conseil, y compris pour l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) et l'évaluation du relèvement et de la consolidation de la paix (RPBA)
- ▶ Mise en œuvre d'interventions urgentes sur le terrain
- ▶ Mise en œuvre d'activités de formation post-conflit ou post-catastrophe ciblant les professionnels du patrimoine culturel ainsi que de la gestion des risques de catastrophe, de la réponse aux crises et de la gestion des urgences, y compris les femmes
- ▶ Mise à disposition des bureaux hors Siège de l'UNESCO de personnel temporaire pour faire face aux situations d'urgence.

3. Mobilisation des ressources

- ▶ Élaboration ou mise à jour et diffusion de documents promotionnels et de collecte de fonds liés au Fonds d'urgence pour le patrimoine

Le Fonds a apporté de l'aide à plusieurs PMA. Au Népal par exemple, le FUP a fourni une assistance technique sur plusieurs projets de restauration en cours suite au tremblement de terre dévastateur de 2015. Il s'agissait également d'engager des spécialistes, notamment des architectes spécialisés dans la restauration, des professionnels de l'informatique, des ingénieurs en structures, des spécialistes de la conservation et des archéologues, afin de mettre en œuvre des activités essentielles pour soutenir le processus de relèvement après le séisme. Au Yémen, le Fonds a également soutenu la surveillance d'urgence par imagerie satellitaire de sites du patrimoine culturel afin d'évaluer et d'analyser les dommages.

Le FUP a rempli son mandat qui consiste à soutenir des interventions essentielles qui ne peuvent pas être réalisées dans le cadre des mécanismes de financement traditionnels. Le Fonds a notamment démontré toute son importance en comblant une lacune stratégique : répondre, par des activités de premiers secours à court terme, aux besoins critiques entre l'occurrence d'une urgence et la mise en œuvre de projets de relèvement à long terme et à grande échelle.

CONTACT INFORMATION

Mme Rwodah Al Naimi

Directrice intérimaire en charge des partenariats stratégiques, QFFD
r.alnaimi@qatarfund.org.qa

Programme Municipal Investment Finance (MIF)



Évaluation du risque de crédit des municipalités au Bangladesh et au Népal

DÉFI

Les principaux défis auxquels sont confrontés les pays les moins avancés (PMA) en termes de développement incluent la gestion de l'urbanisation croissante et l'accès des municipalités à des sources durables de capitaux de financement. La réalisation de l'ODD 11 (Villes et communautés durables) nécessite un flux durable de ressources. Les collectivités locales urbaines des PMA ont besoin d'accéder à des financements pour investir dans des services et des projets générateurs de revenus pour leurs citoyens. L'accès au financement commercial national peut représenter une alternative pour financer les investissements d'infrastructures. Plusieurs instruments du marché sont destinés aux emprunts municipaux. Toutefois, le financement des infrastructures nécessite des emprunts à long terme, ce qui n'est possible qu'en émettant des obligations municipales pour lever des fonds sur les marchés.

L'urbanisation offre aux pays d'Asie du Sud la possibilité de transformer leurs économies pour rejoindre les rangs des nations les plus riches en termes de prospérité et de qualité de vie. Cependant, le fait d'offrir des emplois de qualité, des logements, des infrastructures urbaines et des services publics pour répondre à la croissance urbaine et soutenir le développement durable des grandes métropoles de la région, représente un défi financier majeur pour de nombreux gouvernements.

Pour les pays qui sont sur le point de sortir du statut de PMA, comme le Bangladesh et le Népal, il est essentiel de renforcer la mobilisation des ressources nationales pour améliorer les capacités nationales de collecte des impôts et autres recettes, et mobiliser des ressources financières supplémentaires provenant de différentes sources, dans le but de garantir des sources de financement des capitaux durables permettant un développement des infrastructures urbaines et une transformation structurelle.

VERS UNE SOLUTION

L'objectif principal d'une obligation municipale est de lever des fonds sur le marché afin de financer les infrastructures locales. Pour ce faire, les municipalités et les entités sous-souveraines doivent améliorer leur gestion financière conformément aux normes commerciales afin de gagner la confiance des investisseurs du marché et investir dans des instruments financiers tels que les obligations municipales. Une étude de la Banque

PROPOSÉ PAR

United Nations Capital Development Fund (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Nepal

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 6, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

11.3, 17.1, 17.3

SOUTENU PAR

Selected municipalities in Bangladesh and Nepal

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Bangladesh Municipal Development Fund, Town Development Fund, Nepal

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2016 – 2022

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/mif>

mondiale a révélé que seul un faible pourcentage des 500 plus grandes villes des pays en développement sont jugées solvables (environ 4 % sur les marchés financiers internationaux et 20 % sur les marchés locaux).¹

L'UNCDF a élaboré un modèle de notation du risque de crédit des municipalités afin d'expérimenter l'émission d'obligations municipales et le financement de la dette locale au Bangladesh et au Népal. La qualité du crédit des municipalités repose principalement sur la qualité et la diversité du crédit, ainsi que sur la concentration des prêts des municipalités, lesquelles sont les débitrices de base et les investisseuses potentielles dans les obligations municipales, que ce soit au niveau institutionnel ou individuel. Cela contribuera à la réalisation de la cible 11.3 de l'ODD 11 sur le renforcement de l'urbanisation inclusive et durable. Cela contribuera également à améliorer la mobilisation des ressources nationales, notamment par le biais d'un soutien international aux pays en développement, afin de renforcer les capacités nationales de collecte des impôts et d'autres recettes (ODD 17, cible 17.1), et de mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances pour les pays en développement (cible 17.3). Cela contribue également aux domaines prioritaires 7 (Mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux) du PAI.

Grâce à cette méthodologie, des évaluations du risque de crédit ont été réalisées pour 10 municipalités de catégorie A au Bangladesh et 5 au Népal. Au Bangladesh, sur les 10 municipalités, 9 se sont vues attribuer une excellente notation de crédit de la part d'une agence commerciale de notation de crédit. Au Népal, l'évaluation a été utilisée comme base de référence pour les 5 municipalités pilotes, afin qu'elles internalisent leurs points forts et leurs faiblesses et s'appuient dessus pour attirer les investissements des établissements financiers à l'avenir.

Lors de l'élaboration de la méthodologie d'évaluation de la notation de crédit, un processus participatif a été suivi dans les deux pays. Au Bangladesh, les cadres financiers et les ingénieurs des municipalités, ainsi que les partenaires locaux du Fonds de développement local du Bangladesh, ont été formés à la solvabilité municipale et à la méthodologie de notation de crédit. Après la formation, le personnel formé a accompagné le processus d'élaboration d'une méthode de notation de crédit municipal, puis une évaluation réelle du crédit des municipalités a été effectuée. Au Népal, l'UNCDF et le Fonds de développement local ont orienté 10 municipalités vers des sources de financement alternatives et des évaluations de notation de crédit des collectivités locales, puis 5 municipalités pilotes ont exprimé leur intérêt à participer à l'évaluation de la notation de crédit.

Mettant à profit les enseignements et le processus suivis au Bangladesh en matière de notation de crédit municipal, l'UNCDF Népal s'est associé au Fonds de développement local, a utilisé la méthodologie appliquée au Bangladesh et l'a ajustée au contexte de l'évaluation des municipalités du Népal. Les bureaux de la coopération Sud-Sud des pays respectifs ont été informés des bonnes pratiques reproduites dans deux pays. Le processus d'évaluation de la notation de crédit a permis de fournir une évaluation fondée sur des preuves de la solidité financière des municipalités, et d'identifier les lacunes que les municipalités doivent combler pour accéder à la dette à long terme, nécessaire pour financer les infrastructures locales au Népal. Le processus a également aidé le Fonds de développement local et l'UNCDF à orienter et à sensibiliser les municipalités à la nécessité d'élargir leur champ d'action au-delà des subventions finançant les investissements municipaux.

1 <https://bit.ly/3nv9W6n>

La pratique était novatrice, car les municipalités du Bangladesh et du Népal ont été notées et évaluées sur leur solvabilité en vue d'un financement sur le marché. Des banques comme Standard Chartered et CITI N.A. ont pour la première fois exprimé leur intérêt à investir dans les infrastructures municipales. Elles ont exprimé leur intérêt à émettre des obligations municipales comme l'un des nouveaux produits financiers. Alors que les grandes infrastructures nationales sont financées par des prêts, des crédits fournisseurs et des obligations, la notation de crédit des collectivités locales permet d'envisager le financement des infrastructures locales par des investisseurs internationaux du secteur privé. Cela représente un avantage pour les PMA en reclassement, car ils pourront ainsi attirer des investissements privés étrangers et financer ainsi des infrastructures locales.

Dans le cadre de sa politique nationale de développement urbain, le gouvernement du Bangladesh a inclus les obligations parmi les outils de financement des infrastructures locales, ce qui nécessitera une évaluation du risque de crédit. Au Bangladesh, l'instance de régulation du secteur financier a permis à une municipalité d'émettre une obligation municipale spécifique à un projet, et l'UNCDF est en discussion avec cette municipalité pour proposer une évaluation du risque de crédit pour l'obligation et la municipalité. Au Népal, une assistance technique est actuellement en place pour aider les municipalités pilotes à se renforcer dans les domaines identifiés dans l'évaluation de la notation de crédit local, et soutenir le Fonds de développement local pour lever des fonds du marché et financer ainsi les infrastructures locales.

Afin de promouvoir davantage la coopération Sud-Sud dans les PMA, l'UNCDF, par le biais de son programme mondial de financement des investissements locaux, a déjà commencé à mettre en œuvre les outils et le processus de notation du risque de crédit local en Ouganda et en Tanzanie. L'UNCDF facilite l'échange de connaissances entre ces pays et applique les enseignements tirés en Asie à l'Afrique, notamment :

- ▶ La notation du crédit local présente des points communs mais doit être replacée dans son contexte local.
- ▶ La contribution et la participation des municipalités et des grandes institutions, comme les banques de développement locales qui financent les municipalités, sont essentielles dans l'appropriation du mécanisme.

L'approche participative a permis de sensibiliser les municipalités aux processus financiers et aux produits disponibles sur le marché. Elles ont compris que la dépendance aux impôts locaux ou aux transferts fiscaux intergouvernementaux ne pouvait pas garantir le financement des infrastructures de services. Lorsque des ressources pouvant être investies sont disponibles sur le marché, il peut s'avérer utile de préparer et de renforcer les capacités afin de capter ces ressources dans le but de relever le défi du reclassement post-PMA et de réaliser les ODD. On peut donc parler d'un véritable changement d'état d'esprit des collectivités locales sur la question des sources alternatives de financement des investissements municipaux, et concernant les domaines sur lesquels s'appuyer pour accéder à ces fonds afin de réaliser les ODD au niveau local.

CONTACT INFORMATION

M. Jesmul Hasan

Spécialiste du programme, UNCDF Bangladesh
jesmul.hasan@uncdf.org

Mme Pragyan Joshi

Administratrice du programme, UNCDF Nepal
pragyan.joshi@uncdf.org

Le réseau régional des entrepreneurs verts du Pacifique (PGEN)



Offrir des emplois durables et écologiques avec des effets à long terme sur les populations du Pacifique

DÉFI

Le changement climatique est la plus grande menace qui pèse sur les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être de la région du Pacifique et de ses habitants. La région est constamment affectée par les menaces liées au changement climatique qui rendent difficiles le développement durable. L'importance économique et culturelle des habitants insulaires du Pacifique est énorme, avec des économies centrées sur les océans et l'agriculture. Toutefois, le risque de perdre des terres et leurs zones économiques exclusives en raison du changement climatique ne cesse d'accroître les difficultés, en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

VERS UNE SOLUTION

Pour relever ce défi, l'Institut mondial pour la croissance verte (IMCV) a lancé le réseau régional des entrepreneurs écologiques du Pacifique Pacific Green Entrepreneurs Network (PGEN), lequel vise à améliorer la résilience des communautés en renforçant les capacités locales des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés (PMA), à travers la promotion de solutions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Il s'agit d'un programme pluriannuel de plusieurs millions de dollars, financé par le Fonds du Qatar pour le développement (QFFD), qui soutient des entrepreneurs de Kiribati, d'un PMA et d'autres pays du Pacifique comme les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga et Vanuatu. Le projet contribue aux ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) et 8 (Travail décent et croissance économique). Il contribue également aux domaines prioritaires 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), 3 (Commerce), 6 (Crises multiples et nouveaux défis), et 7 (Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le PGEN est un projet de 3 ans dont le but est de promouvoir la création d'emplois verts et inclusifs en soutenant les entrepreneurs (en particulier les femmes et les jeunes) dans le développement de leurs entreprises vertes et durables, et dont les

PROPOSÉ PAR

Fonds du Qatar pour le développement (QFFD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Samoa, Tonga, Vanuatu

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

2, 3, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

8.3,8.4,8.5, 8.6, 13.1,13.3

SOUTENU PAR

QFFD

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Institut mondial pour la croissance verte

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

08/2021 – 08/2024

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3sAMUhw>

modèles économiques incluent des solutions visant à contribuer aux objectifs climatiques et de développement durable de leur pays. Globalement, l'initiative vise à apporter une aide directe à la création de 3 130 emplois verts dans les pays sur une période de 13 ans, et à améliorer indirectement la vie de plus de 12 520 personnes dans les familles des employés concernés. Les trois grandes composantes du PGEN sont l'écosystème régional, l'incubateur de Greenpreneurs (entrepreneurs verts) et les programmes d'accélérateur pour Greenpreneurs.

Le programme collabore avec les institutions locales pour soutenir l'entrepreneuriat vert au niveau national, et soutenir l'entrepreneuriat dans la région Pacifique, par le biais d'événements de réseautage et de partage des connaissances, en collaboration avec des acteurs clés de l'écosystème entrepreneurial de la région.

Le programme d'incubateur est destiné aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) écologiques innovantes qui en sont encore au stade de développement initial, mais dont le potentiel de croissance a été démontré. Il porte sur les MPME qui sont toujours à la recherche d'un modèle économique évolutif et reproductible, et offre des formations et des cours virtuels et présentiels, un programme de mentorat, des événements en présentiel et des opportunités de réseautage. Les entrepreneurs retenus auront l'occasion de participer à un concours commercial pour obtenir un capital de départ de 5 000 \$ US.

Le programme d'incubateur inclut les activités suivantes :

- ▶ 360 entrepreneurs en phase de développement initiale
- ▶ Programmes de formation annuels
- ▶ Concours de présentation de projet
- ▶ Subventions de départ de 5 000 \$ US
- ▶ Programme de mentorat local

Le programme d'accélérateur comprend les activités suivantes :

- ▶ 16 entrepreneurs en phase de croissance
- ▶ Événements de réseautage et de présentation de projet
- ▶ Programmes locaux de mentorat
- ▶ Programme de formation
- ▶ Subventions remboursables pouvant atteindre 50 000 \$ US

Le programme d'accélérateur ciblera les entreprises vertes à fort potentiel qui sont en phase de croissance, et offrira des prêts sans intérêt d'un montant pouvant atteindre 50 000 \$ US, ainsi qu'un programme structuré permettant de créer des liens avec des investisseurs, un programme de formation et de mentorat, des événements en présentiel et des événements de réseautage.

Les participants à l'incubateur et à l'accélérateur Greenpreneurs auront également la possibilité, au cours de la troisième année du projet, d'être sélectionnés pour participer à une visite d'échange au Qatar afin de découvrir et d'établir un contact avec des entreprises qatari travaillant dans le secteur vert.

CONTACT INFORMATION

M. Fahad Al Dehaimi
Responsable de l'aide internationale, QFFD
f.aldehaimi@qatarfund.org.qa

Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL)



Financement de l'adaptation au niveau local

DÉFI

Les pays les moins avancés (PMA) sont ceux qui contribuent le moins à la crise climatique mondiale, mais qui sont pourtant les plus touchés. Dans les PMA, les gouvernements locaux font face à plusieurs obstacles pour réaliser l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) et pour renforcer l'adaptation au changement climatique et la résilience des parties concernées, notamment :

- ▶ une insuffisance des ressources et des allocations budgétaires au niveau national, qui entraîne des mandats d'action non financés ;
- ▶ la faiblesse ou l'inadéquation des compétences institutionnelles pour gérer les problèmes liés au changement climatique ;
- ▶ la difficulté à accéder au financement climatique, qui n'est souvent disponible que par le biais de structures et de fonds nationaux ou internationaux.

Ces problèmes nécessitent des mécanismes qui améliorent l'efficacité du financement de l'adaptation au niveau infranational, notamment la responsabilisation, le renforcement des capacités des parties prenantes locales, une appropriation et une participation accrue des communautés locales et l'amélioration de la transparence et de la responsabilisation. Le but ultime est de permettre aux gouvernements locaux et à leurs communautés de participer aux contributions déterminées au niveau national, ainsi qu'à la mise en œuvre du Plan national d'adaptation, et de réduire les asymétries, notamment les inégalités hommes-femmes.

VERS UNE SOLUTION

Conçu et géré par le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), le Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL) est un mécanisme standard internationalement reconnu. Il promeut des communautés et des économies locales résilientes au changement climatique, en aidant les gouvernements locaux et les

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

En Asie (Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Népal, République démocratique populaire lao), en Afrique (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Somalie, Soudan, São Tomé et Príncipe, Zambie), dans la région du Pacifique (Fidji, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu) et dans les Caraïbes (Jamaïque)

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 6, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.5, 1.a, 1.b, 11.3, 11.b, 11.c, 13.1, 13.2, 13.3, 13.a, 13.b

SOUTENU PAR

Union européenne, Suède, Agence suisse pour le développement et la coopération, UNCDF, Partenariat CDN, Italie, République de Corée, Belgique, Bénin, Mali, Bangladesh, Cambodge, Gouvernement local de Catalogne, Espagne

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministères en charge des collectivités locales, des finances, de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

2014 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/local/homepage>

communautés des PMA à accéder au financement et à l'aide dont ils ont besoin pour s'adapter au changement climatique et réaliser l'ODD 13, ainsi que les ODD 1 (Pas de pauvreté) et 11 (Villes et communautés durables). Il contribue également aux domaines prioritaires 1 (Capacité de production), 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), 5 (Développement humain et social), 6 (Crises multiples et nouveaux défis), 7 (Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le mécanisme LoCAL accroît la prise de conscience et les capacités, intègre le changement climatique dans la planification et la budgétisation des gouvernements locaux d'une manière participative et sensible au genre, et augmente les financements disponibles pour l'adaptation au niveau local. Il associe à la fois des subventions pour la résilience climatique basées sur la performance (SRCBP), qui garantissent la programmation et la vérification des dépenses liées au changement climatique au niveau local, et de fortes incitations à l'amélioration des performances pour augmenter la résilience, en incluant un soutien technique et un renforcement des capacités. Les SRCBP sont acheminées via les systèmes de transfert fiscaux existants dans les pays où le mécanisme LoCAL est appliqué, ce qui renforce l'appropriation et la responsabilité au niveau national. Les SRCBP étant versées dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du gouvernement local, elles peuvent financer l'élément d'adaptation de projets plus vastes, ce qui permet d'apporter une réponse globale au changement climatique et/ou des mesures spécifiques au climat. Les subventions permettent aux gouvernements locaux de maximiser les sources de revenus existantes, tout en facilitant l'accès, par l'intermédiaire des gouvernements nationaux, à de nouvelles sources de financement durables, comme le Fonds vert pour le climat et le Fonds d'adaptation.

S'appuyant sur l'expérience des 2 anciens pays pilotes du projet LoCAL, le Cambodge et le Bhoutan, de 2012 à 2014, le mécanisme LoCAL est maintenant mis en œuvre dans 29 pays du monde, pour la plupart des PMA (Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, Gambie, Guinée, Laos, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Népal, Niger, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Îles Salomon, Somalie, Soudan, Tuvalu, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Zambie). Il a mobilisé plus de 125 millions de dollars et financé plus de 1 660 investissements d'adaptation au niveau local, bénéficiant à près de 11,5 millions de personnes dans 304 collectivités locales.¹

Tous les pays LoCAL font partie d'une plateforme de mise en réseau Sud-Sud, et les États membres participent activement au Conseil de LoCAL, en intégrant la coopération Sud-Sud et triangulaire dans l'ADN même du mécanisme LoCAL. Le Conseil de LoCAL définit et doit trouver un accord collectif sur les futures priorités du mécanisme LoCAL. Les expériences des pays participants sont partagées entre tous les participants, ce qui crée un cercle vertueux d'apprentissage et de développement. En 2018, les pays membres de LoCAL ont défini la vision pour que LoCAL soit « un mécanisme national standard et reconnu » pour les pays en développement, les PMA, les PEID et les nations africaines, en soutenant l'accès au financement climatique pour renforcer la résilience au niveau local. Ce processus a permis : l'approbation, par le Groupe d'experts des PMA de la CCNUCC, de l'expérience LoCAL comme

¹ <https://bit.ly/33EPitg>



moyen supplémentaire pour les directives techniques des plans nationaux d'adaptation (PNA) de la CCNUCC ; la reconnaissance du mécanisme LoCAL par le Groupe de travail technique des PMA, le Comité d'adaptation et le Comité permanent des finances de la CCNUCC ; le lancement d'un processus visant à développer les SRCBP comme norme dans le cadre de l'Organisation internationale de normalisation ; et le développement de formations sur le mécanisme LoCAL.

Le fait que le mécanisme LoCAL utilise des subventions pour la résilience climatique basées sur les performances est innovant, car cela récompense l'amélioration, l'apprentissage et les bonnes pratiques. Pour que les gouvernements locaux soient éligibles aux subventions, ils doivent respecter et rester en conformité avec un ensemble de conditions minimales qui garantissent qu'un certain niveau de compétence est en place pour gérer les fonds, et qu'ils sont utilisés de façon adéquate d'une année à l'autre. Les performances sont mesurées par le biais d'une évaluation annuelle afin d'inciter les gouvernements locaux à réaliser les objectifs d'adaptation aux changements climatiques. Cela permet aux individus et aux institutions concernés de s'impliquer davantage, et de mieux soutenir les investissements dans des économies vertes et résilientes.

Le modèle LoCAL fonctionne parce qu'il est systémique et évolutif, et qu'il s'appuie sur les systèmes nationaux existants. Il est souple et durable, car il est adapté au contexte local, mais standardisé dans sa conception, son assurance qualité, son suivi et ses rapports. Le mécanisme LoCAL soutient les pays candidats à concevoir et à déployer davantage le mécanisme LoCAL, à la demande officielle des gouvernements.

CONTACT INFORMATION

Mme Sophie De Coninck
Responsable du mécanisme LoCAL, UNCDF
sophie.de.coninck@uncdf.org

Gestion intégrée du paysage pour l'amélioration des moyens de subsistance



Permettre aux communautés de la région du Mont Elgon en Ouganda de mieux gérer leurs paysages de production afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et la résilience des écosystèmes

DÉFI

Situé à la frontière entre l'Ouganda et le Kenya, le mont Elgon possède la plus vaste base volcanique du monde, et représente le massif volcanique le plus ancien et le plus grand d'Afrique de l'Est. Le mont Elgon offre toute une variété de biens et de services écosystémiques essentiels pour garantir les moyens de subsistance des communautés rurales qui sont installées dans cette région. Toutefois, la capacité de l'écosystème à continuer à fournir ces biens et services a été considérablement réduite. Cette situation est principalement due à la dégradation des terres découlant de l'instabilité du régime foncier, de la surexploitation des ressources naturelles, du recours à des pratiques agricoles non durables, de l'érosion des sols, de l'absence de planification intégrée de l'utilisation des terres et de la déforestation pour créer des terres destinées à l'agriculture, ainsi que de l'établissement de populations en pleine croissance. Tous ces facteurs sont exacerbés par le changement climatique, qui met en péril les moyens de subsistance et les activités économiques des communautés dépendantes du paysage agricole du mont Elgon.

VERS UNE SOLUTION

Le projet de Gestion intégrée du paysage pour l'amélioration des moyens de subsistance a soutenu la transformation et le passage d'une gestion durable des terres à une gestion durable intégrée dans la région du Mont Elgon en Ouganda. Le but était de réduire de façon systématique la dégradation des terres et les risques de catastrophes naturelles (notamment les inondations et les glissements de terrain), car elles impliquent de lourdes pertes économiques. Le projet a suivi une approche du paysage dans laquelle les pratiques de gestion intégrée de l'utilisation des terres ont été renforcées par des principes de gestion des ressources tenant compte du genre, et par un environnement propice (règlements et ordonnances) développé sur la base d'une

PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Kenya, Ouganda, Allemagne, Union européenne

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 2, 5, 6, 7

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.4, 1.5, 1.a, 13.1, 13.3, 13.b, 15.1, 15.2, 15.3, 15.4

SOUTENU PAR

Fonds pour l'environnement mondial (FEM), PNUD, gouvernement du district de Buambuli, gouvernement du district de Manafwa, gouvernement du district de Mbale ; Office national des forêts de l'Ouganda, Gouvernement de l'Ouganda (opération « Création de richesse »), Autorité ougandaise de développement du café, Cabinet du Premier Ministre (Fonds d'action sociale pour l'Ouganda du Nord), ECOTRUST, projet pour l'environnement et les femmes d'Ouganda, projet de plantation d'arbres sur le Mont Elgon, Kyagalanyi Coffee Limited, PNUE (Programme ONU-REDD), Gouvernement allemand (projet de renforcement des capacités à faibles émissions), Union européenne (projet de renforcement des capacités pour limiter les émissions)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche, gouvernement du district de Bulamuli, gouvernement du district de Manafwa, gouvernement du district de Mbale

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2017 – 2020

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12638>

participation communautaire. Ce projet a contribué aux ODD 1, 13 et 15, ainsi qu'aux domaines prioritaires 5, 6 et 7 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Le projet a été mis en œuvre par le ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche, et les gouvernements locaux des districts de Bulambuli, Manafwa et Mbale. Le projet a reçu l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Office national des forêts de l'Ouganda, du Gouvernement ougandais (opération « Création de richesses »), de l'Autorité ougandaise de développement du café, du Cabinet du Premier Ministre (Fonds d'action sociale pour l'Ouganda du Nord), d'ECOTRUST, du projet pour l'environnement et les femmes d'Ouganda, du projet de plantation d'arbres sur le Mont Elgon, de Kyagalanyi Coffee Limited, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Programme ONU-REDD, du Gouvernement allemand et de l'Union européenne (Programme de renforcement des capacités pour limiter les émissions).

Les activités du projet ont inclus une visite d'apprentissage Sud-Sud du projet du Fonds pour l'eau du Tana supérieur-Nairobi au Kenya, à laquelle ont participé des agriculteurs ougandais et des agents techniques des gouvernements du district et des ministères du Comité interministériel national sur la gestion durable des terres. L'hôte a présenté les participants à des agriculteurs kényans impliqués dans la production de poisson, des pépinières d'arbres fruitiers et l'irrigation des champs de café, ainsi qu'aux partenaires du projet qui supervisent et apportent un soutien technique et des services aux acteurs concernés dans la chaîne de valeur (Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF), la Société nationale ougandaise de l'eau et de l'assainissement, l'Autorité kényane de gestion des ressources en eau, et l'Autorité nationale kényane de gestion des routes).

Au cours de la visite, les agriculteurs ougandais ont appris que dans les zones montagneuses, ils pouvaient canaliser les eaux de ruissellement issues des routes vers des réservoirs d'eau bon marché renforcés de revêtements en polyéthylène. Ils peuvent ensuite utiliser l'eau pour la production de poisson et d'igname, tout en protégeant le sol des glissements de terrain en plantant du bambou autour des réservoirs. Le bambou constitue ensuite un bon combustible à usage domestique et génère des revenus. À l'heure actuelle, trois groupes d'agriculteurs (de 25 membres chacun, dont la moitié sont des femmes) mettent en œuvre les leçons apprises autour de trois réservoirs d'eau. En outre, Self Help Africa, une ONG autochtone travaillant sur le volcan Muhavura dans le sud-ouest de l'Ouganda, a aidé 52 agriculteurs (dont 29 femmes) à participer à un événement de formation dans la région du Mont Elgon, lequel abordait principalement les méthodes utilisées au niveau communautaire pour stopper la dégradation des terres et les glissements de terrain.

Pour éviter les conséquences du changement climatique (notamment une incidence plus élevée de fortes précipitations susceptibles de provoquer des inondations et des glissements de terrain), le projet a mis en place 1 142 kilomètres de diguettes en courbe de niveau (remblais), 525 kilomètres de bandes d'herbe, 30 kilomètres de murets en pierre, 44 hectares de boisés, 330 hectares d'agroforesterie (principalement des fruits et du bois combustible), 30 kilomètres de rangées de bambous et 50 kilomètres de haies dans les districts situés autour du mont Elgon (Sironko, Mbale, Manafwa et Buambuli).



La plantation d'herbe de Napier et de Calliandra sur les diguettes en courbe de niveau réduit l'érosion du sol, tout en augmentant le fourrage disponible pour le bétail. Parallèlement à l'utilisation de fumier composite, ces pratiques ont amélioré la fertilité du sol et la capacité de rétention de l'eau. Le projet a également permis la construction de 3 150 poêles à économie d'énergie, ce qui a permis de réduire la quantité de bois utilisé par les communautés pour cuisiner. En outre, la création de 33 parcelles de démonstration de systèmes café-banane illustre et soutient l'adoption d'une gestion durable des terres et des forêts, de technologies d'atténuation du changement climatique et d'approches au niveau des ménages.

Ces initiatives sont facilement reproductibles, car elles nécessitent des matériaux faciles d'accès, et peuvent être menées par des membres de la communauté locale, qui vont alors bénéficier de ces activités en permettant une disponibilité accrue de nourriture et de revenus.

CONTACT INFORMATION

Mme Sarah Mujabi

Administratrice du programme, Changement climatique, PNUD Ouganda
sarah.mujabi@undp.org

Accélérer la mise en œuvre des traités de l'Union africaine à São Tomé-et-Príncipe



Apprentissage Sud-Sud de l'expérience du système judiciaire béninois dans l'application des traités relatifs aux droits humains dans le droit national

DÉFI

D'une façon générale, le système judiciaire de São Tomé-et-Príncipe a acquis les compétences et les connaissances nécessaires pour mettre en œuvre les principes et les normes consacrés dans les traités internationaux relatifs aux droits humains qu'il a signés, et plus particulièrement, ceux qui entrent dans le cadre de ses obligations en vertu des traités de l'Union africaine. Par conséquent, le pays et ses juges, procureurs et avocats travaillent à mettre en œuvre l'interprétation et l'application des documents internationaux relatifs aux droits humains dans leur travail au quotidien, afin de poursuivre l'harmonisation et leur mise en œuvre dans la structure juridique du pays, et ce par le biais de son système judiciaire interne, et des dispositions juridiques contenues dans les traités internationaux.

VERS UNE SOLUTION

Dans le cadre du projet conjoint Union africaine-Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'initiative régionale « Accélérer la ratification et l'intégration des traités de l'Union africaine » a été soutenue par le Gouvernement suédois, intégrée dans le Programme régional du PNUD pour l'Afrique, et mise en œuvre par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique. Cette initiative de coopération Sud-Sud a également contribué aux ODD 5 et 16, ainsi qu'au domaine prioritaire 8 du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

Des membres des institutions judiciaires de São Tomé-et-Príncipe sont venus en visite au Bénin en décembre 2019 afin de se familiariser avec le projet. L'objectif principal de cette visite d'échange Sud-Sud de 3 jours était de promouvoir l'échange de bonnes pratiques béninoises dans le traitement et l'interprétation des cas liés aux traités relatifs aux droits humains ratifiés par l'Union africaine, en recueillant des commentaires sur l'intégration (c'est-à-dire l'application dans le pays concerné) et la mise en œuvre des traités régionaux. Cette initiative a été mise en œuvre par le Gouvernement du



PROPOSÉ PAR

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bénin ; São Tomé-et-Príncipe

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.5, 16.3, 16.6

SOUTENU PAR

Gouvernement de la Suède, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Gouvernement de São Tomé-et-Príncipe, Gouvernement du Bénin, PNUD au Bénin et à São Tomé-et-Príncipe

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

2018 – 2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3EvtX2k>

Bénin, le Gouvernement de São Tomé-et-Príncipe, et les bureaux du PNUD au Bénin et à São Tomé-et-Príncipe.

La délégation de São Tomé-et-Príncipe était composée de juges représentant la Cour constitutionnelle, la Cour suprême de justice et le Tribunal de première instance, ainsi que d'un procureur. Le programme de la visite a été établi de façon conjointe par les deux pays, avec l'appui du PNUD. Le 8 février 2016, le Bénin a accepté la compétence de la Cour pour recevoir les plaintes déposées par des individus et des ONG ayant le statut d'observateurs devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Le système judiciaire du pays a acquis une expérience solide et importante dans les affaires relatives aux droits humains, car les citoyens disposent d'un accès individuel à la mise en œuvre directe des traités de l'Union africaine.

La délégation santoméenne a participé à des sessions de travail aux côtés de plusieurs entités béninoises, notamment des autorités chargées de l'administration pénitentiaire, de la protection des droits humains ainsi que de l'éducation surveillée et de la protection sociale des mineurs, mais aussi la Cour de Cotonou, la Cour d'appel de Cotonou et la Cour constitutionnelle.

L'échange d'expériences a permis aux représentants de São Tomé-et-Príncipe de se familiariser avec la manière dont les violations des droits humains alléguées par les citoyens de droit commun sont traitées du point de vue légal, en conformité avec les traités de l'Union africaine ayant été ratifiés. La visite a contribué à sensibiliser les juges à l'importance de respecter leurs engagements internationaux, compte tenu de leur rôle clé dans l'application de la loi.

Afin de garantir la durabilité de l'initiative et l'obtention de résultats concrets en termes de gouvernance démocratique et d'État de droit, le projet soutient São Tomé-et-Príncipe dans la mise en place d'un environnement favorable à l'adaptation et à la reproduction de bonnes pratiques. Une des mesures prises dans ce sens a été l'institutionnalisation d'un comité national et d'un observatoire pour la transposition des traités de l'Union africaine.



CONTACT INFORMATION

M. David Omozuafoh
Conseiller en charge du programme, projet des traités de l'Union africaine,
Centre régional de services pour l'Afrique, PNUD
david.omozuafoh@undp.org

Partenariat Turquie-PNUD pour le développement (phase II)



Coopérer avec le PNUD pour accompagner les pays les moins avancés dans leur parcours de développement

DÉFI

En tant que nouvel acteur important de la coopération au développement, la Turquie offre son aide au développement de manière bilatérale, mais utilise aussi des mécanismes et des plateformes multilatéraux. Depuis que la Turquie a accueilli la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA en 2011, laquelle a donné naissance au Programme d'action d'Istanbul (PAI), elle n'a cessé de défendre les pays les moins avancés (PMA).

Des pays comme l'Angola, le Bénin, la République démocratique du Congo, le Laos et le Rwanda sont autant de PMA confrontés à de nombreux défis. Citons notamment la formation professionnelle défailante pour combler l'écart entre les compétences existantes et la demande du secteur privé, les lacunes en matière de gouvernance intelligente et le manque d'acceptation des outils des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer les procédures administratives, les infrastructures insuffisantes pour l'électrification et la distribution de l'électricité, les systèmes d'alerte précoce inadaptés en cas de catastrophes naturelles, l'insuffisance des systèmes d'éducation sur les munitions non explosées (MNE), et le manque de responsabilité concernant la question de genre dans le secteur privé.

VERS UNE SOLUTION

► L'objectif était de diversifier la coopération turque au développement, ainsi que de répondre aux défis de développement des PMA dans lesquels il n'existe pas d'Agence turque de coopération (TIKA). Cela a donné lieu à une initiative de coopération triangulaire impliquant le Gouvernement turc, le Bureau régional pour l'Europe et la CEI du Programme des Nations Unies pour le développement (ECEI du PNUD) et les bureaux de pays et partenaires d'exécution du PNUD dans 5 PMA. Dans ce cadre, cinq projets ont été financés et mis en œuvre en Angola, au Rwanda, au Bénin, en République démocratique du Congo et au Laos :

PROPOSÉ PAR

Présidence de la stratégie et du budget, Turquie

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Angola, Bénin, Laos, République démocratique du Congo, Rwanda, Turquie

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1, 1.5, 4.3, 4.4, 7.1, 7B, 8.6, 16.6, 17.16

SOUTENU PAR

Gouvernement de la Turquie, Bureau régional du PNUD pour l'Europe et la CEI

ENTITÉS D'EXÉCUTION

Bureau régional du PNUD pour l'Europe et la CEI

ÉTAT DU PROJET

Terminé

PÉRIODE DU PROJET

01/2020 – 10/2021

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://bit.ly/3HwbDIn>

- ▶ Mise en œuvre d'une gouvernance intelligente au Bénin ;
- ▶ Construction d'un réseau de distribution d'énergie renouvelable en RDC ;
- ▶ Renforcement de l'égalité hommes-femmes dans le secteur privé au Rwanda ;
- ▶ Amélioration des systèmes d'alerte précoce et de l'éducation aux risques des munitions non explosées (MNE) au Laos ; et
- ▶ Formation professionnelle des femmes et des jeunes en Angola.

L'objectif de l'initiative est de répondre aux difficultés considérées comme prioritaires par les PMA eux-mêmes. La Turquie, en tant que donateur, et l'ECEI du PNUD, en tant que partenaire d'exécution, ont atteint cet objectif en exerçant un rôle de suivi et d'évaluation. La TIKA a également participé, dans la mesure du possible, aux activités des bureaux de pays du PNUD. Dans ce contexte, le soutien de la Turquie est essentiellement financier, permettant le renforcement des capacités, l'amélioration des systèmes de gouvernance, la construction d'infrastructures, les activités de sensibilisation et les contributions aux réglementations nationales.

L'initiative a porté sur les domaines prioritaires 1 (Développement des capacités de production), 5 (Développement humain et social) et 8 (Bonne gouvernance) du PAI. En outre, les ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), 1 (Éradication de la pauvreté), 4 (Éducation de qualité), 7 (Énergie propre et abordable), 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, innovation et infrastructure), 16 (Paix, justice et institutions fortes) ont été abordés dans le cadre du programme. Les priorités des ODD et du PAI ont joué un rôle crucial dès le début, en permettant d'évaluer les propositions de projets et leur mise en œuvre. Cette initiative a été l'occasion de répondre aux défis de développement des pays partenaires grâce à une approche axée sur la demande, mais aussi de tester de nouveaux modes de coopération au développement (coopération triangulaire) pour la Turquie. Le programme a également été conçu dans le cadre d'une approche participative entre les parties prenantes, notamment les entités publiques concernées des pays partenaires, les ambassades turques et les bureaux de pays du PNUD dans ces pays.

Dans le cadre de ce programme, 100 jeunes ont réalisé des stages d'apprentissage dans différents domaines dans des entreprises publiques et privées, et 165 jeunes entrepreneurs et travailleurs informels ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités dans le cadre de l'ODD 8 en Angola. Conformément aux objectifs fixés dans l'ODD 5, 25 entreprises et institutions publiques ont réalisé des diagnostics organisationnels basés sur le genre et mis en œuvre leurs plans d'action pour l'égalité hommes-femmes. Plus de 600 membres de la Fédération du secteur privé du Rwanda ont reçu une formation sur l'égalité hommes-femmes.

Les transferts entre pays se révèlent efficaces et durables lorsque le pays bénéficiaire est prêt à intensifier ses efforts pour relever les défis. L'initiative a eu un impact politique concret dans le domaine de la formation professionnelle, dans lequel la Turquie possède une expérience globale significative. Par exemple, dans le cadre du soutien technique du projet, le décret présidentiel n° 300/20 relatif à l'apprentissage a été publié en Angola. Le Rwanda a également adopté une stratégie d'intégration de la dimension de genre. Il est important de travailler avec les acteurs capables d'influencer les politiques dans le pays bénéficiaire.



Cet instrument programmatique régional visant à faciliter la coopération entre la Turquie et le PNUD dans les pays tiers, en permettant la participation d'autres partenaires, s'est révélé être un partenariat innovant et un modèle reproductible de coopération triangulaire. Le fait de recevoir des demandes de soutien dans le cadre de ce programme de la part de pays confrontés à des défis différents a rendu possible une contribution flexible et adaptée. Le fait de se regrouper autour d'une priorité commune permet de réussir la coopération triangulaire. Ce principe n'est donc pas difficile à intégrer et à reproduire. Cet aspect novateur se manifeste dans le large éventail de partenariats créés au cours de la mise en œuvre de projets spécifiques, comprenant notamment les gouvernements des pays bénéficiaires, les bureaux de pays du PNUD, le Comité des Organismes coparrainant (COC) la TIKA, et les ambassades turques.

En tant que pays bénéficiaire et donateur, la Turquie connaît l'importance des projets axés sur la demande. Plutôt que de laisser les donateurs décider à l'avance des priorités des partenariats de développement, celles-ci doivent être déterminées avec les pays bénéficiaires. Les donateurs doivent donc être plus flexibles dans les domaines de coopération. L'un des enseignements tirés du programme concerne le rôle des donateurs dans le cadre de projets multi-donateurs, qui nécessitent plus d'attention en termes de suivi. En outre, la communication entre les acteurs sur le terrain est très importante en termes de visibilité et d'efficacité.

CONTACT INFORMATION

M. Erhan SIRT

Directeur du Département de la coopération multilatérale au développement, Présidence de la stratégie et du budget, Gouvernement de Turquie
erhan.sirt@sbb.gov.tr

Financement régional pour accélérer la réponse et le relèvement liés à la COVID-19



Soutien politique au financement des collectivités locales pour la réponse et le relèvement liés à la COVID-19

DÉFI

Partout dans le monde, les collectivités locales dirigent les interventions de lutte contre la COVID-19. Elles sont en première ligne pour mobiliser les citoyens, fournir des services et gérer l'espace public. Les mesures de prévention et de confinement exigent toutefois certaines ressources et ont des répercussions financières. Les collectivités locales sont donc confrontées à d'importantes difficultés financières, notamment la baisse de l'activité économique locale, l'augmentation des demandes de dépenses des collectivités locales, et la réduction des recettes des collectivités locales. Du fait de la réduction de l'espace budgétaire et de l'augmentation concomitante des dépenses locales, les finances des collectivités locales sont en déficit, notamment dans les pays les moins avancés (PMA).

VERS UNE SOLUTION

Pour financer leur réponse face à la pandémie, les collectivités locales comptent sur trois principales sources de revenus : leurs propres revenus, les transferts intergouvernementaux et la souscription d'emprunts locaux. Dans ce contexte, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) apporte un soutien politique et réglementaire aux finances des collectivités locales afin de les aider à reconstruire leur espace budgétaire local et leurs économies locales, et ainsi répondre et se relever de la pandémie, en orientant les ressources nécessaires pour répondre aux besoins sanitaires et financiers, et renforcer leur capacité à continuer de fournir des services essentiels à leurs citoyens. Le soutien contribue à l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) sur la mobilisation des ressources financières et à l'ODD 1 (Éradication de la pauvreté), ainsi qu'aux domaines prioritaires 1 (Capacité de production), 2 (Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), 5 (Développement humain et social), 6 (Crises multiples et nouveaux défis), 7 (Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités) et 8 (Bonne gouvernance à tous les niveaux) du Programme d'action d'Istanbul (PAI).

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

Bangladesh, Ghana, Maroc, Mexique, Moldavie, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Somalie et au-delà, Zimbabwe.

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

1, 5, 6, 7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.a, 17.1, 17.3, 17.5, 17.14

SOUTENU PAR

UNCDF, Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida), Union européenne (UE)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

UNCDF, ODI, Dege Consult APS

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

03/2020 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.uncdf.org/article/5452/covid-19>

En mars 2020, l'UNCDF a lancé la Note d'orientation sur les réponses financières immédiates des collectivités locales face à la pandémie de COVID-19. Elle est basée sur l'expertise de l'UNCDF en matière de financement des collectivités locales, les enseignements tirés de la Chine et de la République de Corée, et l'expérience acquise suite à des projets pilotes menés au Bangladesh et au Sénégal. Cinq éditions ont été publiées, et chacune a été traduite dans les six langues officielles de l'ONU puis largement partagée auprès des partenaires et des représentants gouvernementaux des PMA et des pays en développement, à travers les réseaux de l'ONU, le blog et le podcast sur les finances des collectivités locales de l'UNCDF.

Les principales recommandations à l'intention des collectivités locales portent sur les revenus propres et la gestion financière, les transferts fiscaux intergouvernementaux (TFIG) basés sur les performances, les subventions globales aux dépenses opérationnelles (OEBG), le soutien à la relance économique des petites et moyennes entreprises (PME), les emprunts locaux et le financement philanthropique. L'UNCDF a par exemple apporté un soutien technique au Bangladesh pour modifier le système de transfert budgétaire basé sur des formules, afin d'inclure un protocole COVID-19 certifié par les autorités compétentes. Grâce aux ressources apportées par la Suède et l'Union européenne, l'UNCDF a réussi à transférer 169 000 \$ US par le biais du système de transfert budgétaire à 72 collectivités locales en tant qu'OEBG d'urgence, pour acheter des équipements de désinfection, des masques et des gants, mais aussi pour imprimer des documents d'information sur la COVID-19 et les règles de distanciation sociale. Ce modèle a été partagé et reproduit dans d'autres pays, dont l'Ouganda, le Mozambique et la Somalie, afin d'atténuer l'impact de la COVID-19.

L'UNCDF a par ailleurs lancé l'initiative de reconstruction de l'espace budgétaire local en septembre 2020. Les expériences ont montré que quatre facteurs avaient modifié l'espace budgétaire des collectivités locales : 1) la perte de revenus autonomes, 2) le système de TFIG non favorable et des outils et instruments insuffisants pour faire face aux difficultés, 3) la perte du développement économique local, et 4) l'augmentation des coûts de prestation de services et des mandats supplémentaires pour les collectivités locales. L'objectif de cette initiative est de fournir des outils et des recommandations pour améliorer l'espace budgétaire local face aux difficultés liées à la COVID-19, et ce grâce à un examen au cas par cas et à une analyse des quatre facteurs mentionnés ci-dessus dans 6 municipalités participantes : Chandpur (Bangladesh), Kumasi (Ghana), Chiapas (Mexique), Telița (Moldavie), Chefchaouen (Maroc) et Gulu (Ouganda).

Cette initiative comprend trois phases : 1) la phase de diagnostic, qui consiste en une étude préliminaire de l'impact de la pandémie sur la santé financière et économique des villes participantes ; 2) la conception et la mise à l'essai de nouveaux mécanismes et outils pour renforcer l'espace budgétaire et les économies locales en fonction des résultats de la phase 1 ; et 3) la mobilisation des parties prenantes pour valider les mécanismes de revenus élaborés et mis à l'essai dans la phase 2 en vue d'un déploiement à l'échelle nationale.

L'UNCDF et ODI ont activement collaboré avec les collectivités locales participantes, en menant des consultations et en recueillant des données. La phase 1 s'est achevée par une conférence mondiale de partage des connaissances en novembre 2020, au cours de laquelle les principales conclusions ont été présentées. L'étude a validé la réduction majeure de l'espace budgétaire local

et de l'économie locale, du fait notamment d'une réduction significative des revenus autonomes, d'une diminution et d'un manque de flexibilité dans les TFIG, et de possibilités limitées de mobiliser des fonds supplémentaires à court terme. Les participants ont en outre partagé leurs points de vue sur les défis budgétaires auxquels ils sont confrontés du fait de la COVID-19, et ont partagé leurs connaissances sur les mécanismes d'adaptation avec d'autres pays du Sud lors de l'événement. La conférence a entraîné l'ajout de la ville d'Harare (Zimbabwe) à l'initiative, compte tenu de sa situation similaire et de ses échanges importants avec l'Ouganda.

Cette initiative est actuellement en phase 2, et a pour ambition d'inclure davantage de collectivités locales des pays en développement afin d'accélérer leur relance économique et fiscale. La coopération et l'échange Sud-Sud constituent un élément important de l'initiative, car les collectivités locales participantes peuvent rechercher des synergies et apprendre les unes des autres grâce aux produits du savoir et à la conférence annuelle de partage des connaissances. Comme la plupart des collectivités locales sont confrontées à une réduction de l'espace budgétaire, notamment dans les pays en développement et les PMA, cette initiative serait un modèle hautement reproductible pour les autres collectivités locales intéressées, en leur permettant de concevoir des réformes et des mécanismes politiques qui reconstruisent l'espace budgétaire local pour favoriser la relance suite à la pandémie. Il s'agit également d'une excellente plateforme de partage des connaissances et la coopération Sud-Sud dans le financement du développement local.

CONTACT INFORMATION

Mme Nan Zhang
Analyste du programme, UNCDF
nan.zhang@uncdf.org

Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales



Améliorer l'accès aux données et renforcer les capacités en matière de gouvernance multi-niveaux et de finances publiques régionales

DÉFI

Les collectivités territoriales sont des actrices économiques et sociales clés tant au niveau local que mondial. Elles représentent environ un quart des dépenses publiques mondiales, et 37 % des investissements publics à travers le monde.¹ Partout dans le monde, la demande est de plus en plus forte en matière d'informations et de données pertinentes, fiables, objectives, comparables, et présentées de manière systématique sur différents sujets liés à la gouvernance multi-niveaux et aux finances, de la part des gouvernements nationaux et régionaux, des universitaires, des banques de développement, des donateurs et des ONG. Auparavant, les données standardisées et comparables étaient peu nombreuses, en particulier dans les pays les moins avancés. Sans faits ni informations fiables et comparables sur la structure, les responsabilités et le financement des collectivités territoriales dans les pays les moins avancés (PMA), il est difficile d'évaluer leur capacité budgétaire, les besoins en matière de développement local et les mécanismes de financement locaux étant efficaces. En outre, la crise de la COVID-19 a démontré l'importance et la fragilité de l'espace budgétaire local. Par conséquent, il est nécessaire de recueillir des données budgétaires locales et de concevoir des mécanismes ciblés, soutenus et fondés sur des données probantes pour améliorer les capacités budgétaires locales.

VERS UNE SOLUTION

L'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des gouvernements infranationaux (SNG-WOFI) est une solution qui permet de remédier aux lacunes en matière de données mentionnées ci-dessus. En recueillant et en analysant des indicateurs et des informations standardisés, il permet d'améliorer le niveau de connaissances sur la gouvernance pluri-niveaux et les finances, et de renforcer le dialogue à tous les niveaux de gouvernement, international, national et régional. Couvrant plus de 120 pays et territoires, l'initiative SNG-WOFI est la principale source

1 OECD, UCLG and UNCDF (2019). World Observatory on Subnational Government Finance and Investment 2019 Report. See https://www.sng-wofi.org/reports/Key_Findings_2019.pdf

PROPOSÉ PAR

Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)

PAYS/TERRITOIRES/RÉGIONS IMPLIQUÉS

122 pays dont 23 pays les moins avancés (Angola, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Éthiopie, Guinée, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Népal, Niger, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo, Zambie)

DOMAINES PRIORITAIRES DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL (PAI) AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE

7, 8

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.a, 16.6, 17.1, 17.18, 17.19

SOUTENU PAR

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), UNCDF, Agence française de développement (AFD), Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), Réseau de partenaires pour le développement sur la décentralisation et la gouvernance locale (DeLoG)

ENTITÉS D'EXÉCUTION

OCDE, CGLU, UNCDF

ÉTAT DU PROJET

En cours

PÉRIODE DU PROJET

11/2017 – En cours

URL DE LA PAGE D'INFORMATION

<https://www.sng-wofi.org/>

mondiale de données comparables et d'analyses au niveau international sur la structure et les finances des collectivités locales. Elle a été lancée en novembre 2017 sous la forme d'une initiative multipartite menée par l'Organisation de coopération économique (OCDE) et Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), et soutenue par le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), l'Agence française de développement (AFD), la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) et le Réseau de partenaires pour le développement sur la décentralisation et la gouvernance locale (DeLoG). L'initiative contribue à l'ODD 17 sur la mobilisation des ressources financières et le renforcement des capacités, à l'ODD 1 sur la réduction de la pauvreté et à l'ODD 16 sur la gouvernance responsable et transparente. Elle contribue également au domaine prioritaire 7 du PAI sur la mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités, au domaine 8 sur la bonne gouvernance à tous les niveaux et au domaine 1 sur la capacité de production.

L'objectif global de l'initiative SNG-WOFI est d'améliorer les connaissances en matière de gouvernance pluri-niveaux et de finances, en recueillant et en analysant des indicateurs standardisés et des informations. Plus précisément, ses objectifs sont triples :

- ▶ Garantir un accès standardisé, fiable et transparent aux données sur la structure, les finances et les investissements des collectivités locales ;
- ▶ Soutenir le dialogue international et la prise de décisions sur la gouvernance pluri-niveaux et les finances régionales ;
- ▶ Servir d'outil de renforcement des capacités en matière de gouvernance et de finances régionales.

L'initiative est dirigée par un comité directeur composé de représentants de gouvernements nationaux, notamment des membres du Comité des politiques de développement territorial et du réseau sur la gestion budgétaire de l'OCDE, de collectivités locales, d'organisations et de réseaux internationaux, de banques de développement, de donateurs et de groupes de réflexion. Le Comité se réunit régulièrement pour donner son avis sur les travaux de la SNG-WOFI et fournir des directives sur les orientations futures, telles que l'amélioration de la méthodologie, les sources potentielles de données, l'élargissement du nombre de pays concernés, et la fréquence de la collecte des données. La réunion du comité directeur a été essentielle pour élaborer une conception commune de la collecte, de l'analyse et de l'interprétation des données. Elle a également permis de réaliser des progrès importants dans la construction d'un réseau mondial d'experts et d'institutions dans toutes les régions, afin de renforcer les échanges Nord-Sud et Sud-Sud.

L'étude pilote de 2016 était la première tentative pour compiler de manière systématique des données sur les finances locales à travers le monde, en se fondant sur des données quantitatives et qualitatives. Elle a confirmé l'augmentation mondiale de la demande d'informations et de données fiables, objectives et comparables sur différents sujets liés à la gouvernance pluri-niveaux et aux finances, en particulier dans les pays les moins avancés. Par conséquent, l'UNCDF, en tant qu'organisme des Nations Unies chargé de l'investissement de capitaux dans les PMA, a apporté un soutien technique actif aux PMA pour qu'ils contribuent à la SNG-WOFI. Il s'agit d'atteindre les objectifs suivants : (1) reconnaître le rôle des collectivités locales dans la surveillance des programmes mondiaux, notamment la réalisation des ODD, la lutte contre le changement climatique et le financement du développement ; (2)

mesurer la contribution de l'espace budgétaire des collectivités locales et de la décentralisation dans le reclassement des PMA ; (3) mettre en avant le rôle de la décentralisation fiscale dans le développement régional.

L'UNCDF et le CGLU ont supervisé la collecte et l'analyse des données sur les PMA pour le rapport de la SNG-WOFI de 2019. La base de données compte 23 PMA, dont 20 en Afrique et 3 en Asie-Pacifique. Au cours de l'exercice, un groupe d'experts des PMA a reçu une formation et a pu renforcer ses capacités en matière de méthodologie. Les experts ont échangé sur les différents défis auxquels sont confrontés tous les PMA, et ont convenu de la meilleure approche à suivre pour recueillir des données standardisées grâce à des échanges Sud-Sud. Les données et les informations recueillies portent sur la structure et l'organisation territoriale des collectivités locales, ainsi que sur les finances régionales, notamment les dépenses, les recettes, les investissements et la dette. Le premier rapport de la SNG-WOFI a été présenté en 2019 lors de la première Conférence internationale de la SNG-WOFI. Des représentants de tous les secteurs et différentes parties prenantes issues de pays développés et de pays en développement ont participé à la conférence. Les ministres des PMA ont souligné l'importance de cette initiative et des données budgétaires pour promouvoir le développement local, ainsi que la contribution fondamentale des collectivités locales. Le rapport de la SNG-WOFI a été présenté dans plusieurs conférences internationales et aide à démontrer l'importance de la collecte de données sur les finances publiques locales, à comprendre les tendances et à engager les parties prenantes nationales dans des débats sur les différentes réalités vécues et des comparaisons des finances publiques locales.

Parmi les 23 PMA de la base de données, 10 disposent de données de base sur les finances locales, tandis que les 13 autres manquent de données en raison de capacités techniques et financières insuffisantes, et ce malgré le déploiement d'efforts importants par l'UNCDF et le CGLU pour recueillir des données sur les PMA. Il existe un besoin évident de meilleures données sur les collectivités locales en Afrique, et plus globalement dans les PMA. Par conséquent, en tant qu'initiative permanente, la SNG-WOFI est une bonne pratique durable qui permet de combler les lacunes en matière de statistiques, et de favoriser ainsi la décentralisation budgétaire, les finances locales et la responsabilité associée à la gouvernance. Cela exige une mobilisation accrue de la communauté internationale, des donateurs et des gouvernements nationaux pour améliorer les cadres budgétaires et la production de rapports, et mettre en place un solide système statistique de finances publiques, en recueillant des données aux niveaux national et local, conformément aux normes internationales.

CONTACT INFORMATION

Mme Christel Alvergne

Cheffe d'équipe pour l'Afrique et conseillère régionale en pratiques locales de financement transformatif, UNCDF
christel.alvergne@uncdf.org

Mme Nan Zhang

Analyste du programme, UNCDF
nan.zhang@uncdf.org



United Nations
Office for South-South Cooperation



UN-OHRLLS



QATAR FUND
FOR DEVELOPMENT
صندوق قطر للتنمية